LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

18 janvier 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 18 janvier 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1/1/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

2/1/99 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 21 décembre 1998

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 21 décembre 1998 à 19 h 30 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

3/1/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 21 décembre 1998

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire tenue le 21 décembre 1998 à 20 h 25 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception d'une lettre provenant de la Ministre d'État aux Affaires municipales demandant la collaboration de la Ville dans les différents dossiers que son Ministère aura à négocier dans l'avenir.

La greffière fait également mention de demandes d'aide financière et de lettres de remerciements.

4/1/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 21 décembre 1998 au 18 janvier 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 3 111 086,50 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Déclaration des intérêts pécuniaires

La greffière informe la population que tous les élus municipaux ont, conformément aux articles 357 à 363 inclusivement de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, déposé la déclaration des intérêts pécuniaires.

5/1/99 - Dépôt du procès-verbal (13/01/99) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 janvier 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

6/1/99 - Modification à la résolution no 887/11/98 concernant l'agrandissement du bâtiment situé au 975 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser une modification à la résolution municipale numéro 887/11/98 concernant l'agrandissement de l'établissement situé au 975 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration située en façade latérale de l'agrandissement a été modifiée lors de la réalisation des travaux;

CONSIDÉRANT QUE les changements apportés à la fenestration ne modifient pas les caractéristiques architecturales du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une annexe à l'agrandissement a été construite dans le prolongement arrière du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les structures du plancher de l'annexe ne seront pas apparentes et que tout matériau autre que le canexel comme parement sera peint de couleur semblable au canexel;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une modification à la résolution municipale numéro 887/11/98 afin d'y introduire les paragraphes suivants:

" CONSIDÉRANT QUE la fenestration située en façade latérale de l'agrandissement a peu d'incidence sur les caractéristiques architecturales du bâtiment visible du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'un agrandissement est prévu dans le prolongement arrière du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les structures du plancher de l'annexe seront camouflées et que tout matériau autre que le revêtement de canexel sera peint de couleur similaire au revêtement de canexel; "

et ce pour l'établissement situé au 975 du boulevard St-Joseph, dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

7/1/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 1665 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour l'établissement situé au 1665 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention vise à remplacer la toiture existante de type plat par une toiture à quatre (4) versants;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de la toiture est d'environ un virgule quatre-vingt-dix-huit mètre (1,98 m) dans son plus haut;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout volumétrique de la toiture proposé sera amenuisé par la pente;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit résultant s'harmonise à celui des bâtiments situés dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise des travaux de rénovation extérieure pour l'établissement situé au 1665 du boulevard St-Joseph, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

8/1/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 42 rue Prince – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour l'établissement situé au 42 de la rue Prince, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à remplacer les fenêtres du bâtiment par des fenêtres de type à battant;

CONSIDÉRANT QUE la fenêtre en façade conservera les proportions de la fenêtre actuelle;

CONSIDÉRANT QUE les interventions permettent de respecter les caractéristiques architecturales particulières du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise des travaux de rénovation extérieure pour l'établissement situé au 42 de la rue Prince, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

9/1/99 - Modification à la résolution no 970/12/98 concernant l'implantation du bâtiment situé au 665 boulevard Mercure – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser une modification à la résolution municipale numéro 970/12/98 concernant l'implantation du bâtiment qui sera situé sur le lot 2-259, soit au 665 du boulevard Mercure, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment projeté est différente de l'implantation des bâtiments voisins immédiats;

CONSIDÉRANT QUE la marge de recul de plus de dix mètres (10 m) permet de limiter la prédominance du bâtiment dans le secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une modification à la résolution municipale numéro 970/12/98 afin de remplacer ce paragraphe:

" CONSIDÉRANT QUE l'implantation s'inscrit en continuité avec l'alignement général des bâtiments situés sur le même tronçon de rue; "

par le paragraphe suivant:

" CONSIDÉRANT QUE la marge de recul de plus de dix mètres (10 m) permet de limiter la prédominance du bâtiment dans le secteur; "

pour le bâtiment qui sera situé sur le lot 2-259, soit au 665 du boulevard Mercure, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de décembre 1998 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1997.

10/1/99 - Remboursement par anticipation de 317 384 $ à la municipalité de St-Nicéphore – Infrastructures boul. St-Joseph

Considérant que la Ville de Drummondville a conclu en 1994 une entente avec la municipalité de St-Nicéphore pour le financement de certains travaux d'infrastructures sur le boulevard St-Joseph;

Considérant que la municipalité de St-Nicéphore doit procéder au renouvellement du financement de l'emprunt des travaux d'infrastructures sur le boulevard St-Joseph le 9 mars 1999 et ce pour une période de 10 ans;

Considérant que la Ville de Drummondville désire se prévaloir de son droit de payer par anticipation le solde dû en capital, soit la somme de 317 384 $;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville informe la municipalité de St-Nicéphore qu'elle rembourse le solde du capital dû en vertu de l'entente intermunicipale signée entre les parties le 18 juillet 1990.

Le trésorier est autorisé à émettre un chèque de 317 384 $ en paiement final du capital dû au 9 mars 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

11/1/99 - Protocole de reconnaissance avec le Centre Communautaire St-Pierre Inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Centre Communautaire St-Pierre Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 48 650 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

12/1/99 - Protocole d'entente avec le Centre Communautaire St-Pierre Animation du Centre Communautaire Drummondville-Ouest

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire St-Pierre Inc. pour l'animation du Centre Communautaire Drummondville-Ouest.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 13 090 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

13/1/99 - Protocole de reconnaissance avec le Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc.

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 66 894 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

14/1/99 - Protocole de reconnaissance avec le Centre Communautaire Drummondville-Sud Inc.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Centre Communautaire Drummondville-Sud Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 37 704 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

15/1/99 - Protocole d'entente avec le Centre Communautaire Drummondville-Sud Inc. – Résidence St-Simon (La Source)

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire Drummondville-Sud Inc. (Résidence St-Simon (La Source).

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 10 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

16/1/99 - Protocole de reconnaissance avec les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 34 704 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

17/1/99 - Protocole de reconnaissance avec le Club des Loisirs Ste-Thérèse

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Club des Loisirs Ste-Thérèse Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 3 200 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

18/1/99 - Protocole de reconnaissance avec le Centre Communautaire Pierre-Lemaire

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Centre Communautaire Pierre-Lemaire.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 54 949 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

19/1/99 - Protocole de reconnaissance avec la Corporation du du Centre Culturel de Drummondville Inc.

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 500 200 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

20/1/99 - Protocole de reconnaissance avec la Corporation de Développement Communautaire Drummond Inc.

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec la Corporation de Développement Communautaire Drummond Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 35 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

21/1/99 - Addenda au contrat de location avec la Corporation de Développement Communautaire Drummond Inc. – Location d'un espace

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un addenda au contrat de location avec la Corporation de Développement Communautaire Drummond Inc. pour l'utilisation d'un espace au Complexe socio-communautaire situé au 405 rue des Écoles.

L'addenda est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 22 500 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

22/1/99 - Protocole de reconnaissance avec la Société d'Histoire de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec la Société d'Histoire de Drummondville.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 25 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

23/1/99 - Protocole de reconnaissance avec l'Orchestre Symphonique de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec l'Orchestre Symphonique de Drummondville.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 8 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

24/1/99 - Protocole de reconnaissance avec le Club d'Astronomie de Drummondville Inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Club d'Astronomie de Drummondville Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour les années 1999 à 2003.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

25/1/99 - Protocole d'entente avec le Village Québécois d'Antan

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Village Québécois d'Antan Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 52 500 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

26/1/99 - Protocole d'entente avec la Chambre de Commerce

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Chambre de Commerce du Comté de Drummond pour la location d'un local à l'Édifice Thomas-Louis Gauthier.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 20 200 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

27/1/99 - Protocole d'entente avec le Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc.

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. pour la réalisation du Festival des Flocons.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

28/1/99 - Protocole d'entente avec l'Association des Scouts et Guides de Saint-Pierre – Utilisation d'un local au chalet Guilbault

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec l'Association des Scouts et Guides de Saint-Pierre pour l'utilisation d'un local au chalet Guilbault.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

29/1/99 - Signature d'un acte de vente d'une ptie des lots 168-38, 167 et 167-67 par Les Immeubles M.C.P. S.E.N.C. à la Ville (secteur Cloutier/William)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente à être consenti par Les Immeubles M.C.P. S.E.N.C. à la Ville.

Ladite vente affecte une partie des lots 168-38, 167 et 167-67 du cadastre du canton de Grantham, le tout tel que décrit à une description technique préparée par M. Michel Dubé, arpenteur-géomètre, le 13 octobre 1998 et portant le numéro 5747 de ses minutes.

Ladite vente est faite pour et en considération d'une somme de un dollar (1,00 $).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

30/1/99 - Signature d'un acte de vente de parties du lot 168 par Mme Gisèle Surprenant à la Ville (secteur rue Cloutier)

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente à être consenti par Mme Gisèle Surprenant à la Ville.

Ladite vente affecte des parties du lot 168 du cadastre du canton de Grantham telles que décrites à la description technique préparée par M. Michel Dubé, arpenteur-géomètre, le 9 octobre 1998 et portant le numéro 5746 de ses minutes.

Ladite vente est faite pour et en considération d'une somme de un dollar (1,00 $)

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

31/1/99 - Modification à la résolution no 1027/12/98 (vente du lot 126-3-426 - Chemin du Golf, développement La Coulée)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la résolution no 1027/12/98 soit modifiée de façon à y ajouter le nom de "Françoise Maltais".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

32/1/99 - Demande aux autorités fédérales de maintenir le poste local de la Gendarmerie Royale à Drummondville

Considérant que la Gendarmerie Royale du Canada a annoncé la fermeture de certains postes en région;

Considérant que la Gendarmerie Royale du Canada constitue une alliée importante dans la prévention et la répression de la criminalité;

Considérant la collaboration des membres de l'organisation;

Considérant que le retrait de la Gendarmerie Royale du Canada causerait préjudice à notre population;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu:

– que la Ville de Drummondville demande aux autorités fédérales de réviser leur décision quant à la relocalisation des effectifs de la Gendarmerie Royale du Canada et de maintenir les activités au poste de Drummondville;

– que copie de la présente résolution soit transmise à la députée Pauline Picard, représentante du comté au Gouvernement fédéral.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

33/1/99 - Autorisation à Spectacle Aérien International de Dr'Ville Inc. - Tenue d'une activité à l'aéroport régional de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Spectacle Aérien International de Drummondville Inc. à tenir une activité à l'aéroport régional de Drummondville le 10 juin 1999.

Les organisateurs devront fournir à la Ville une police d'assurance responsabilité et obtenir toutes les autorisations requises pour la tenue d'une telle activité.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

34/1/99 - Appui concernant l'application de la Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction

Attendu que la Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q. c.R-20) s'applique aux municipalités, plus particulièrement aux travaux de modification et de rénovation de leurs bâtiments;

Attendu que les municipalités doivent payer à leurs employés exécutant des travaux de modification ou de rénovation de leurs bâtiments, le taux salarial prévu au décret de la construction, et ce même si les employés bénéficient d'une rémunération globale plus avantageuse;

Attendu que les municipalités tentent de maintenir le fardeau fiscal de leurs contribuables à des niveaux raisonnables, malgré les multiples transferts gouvernementaux dont elles ont été l'objet;

Attendu que les commissions scolaires, les collèges et les établissements publics relevant des services de la santé et des services sociaux, sont exemptés de l'application de ladite Loi eu égard aux travaux de modification et de rénovation de leurs bâtiments;

Attendu qu'il serait approprié, juste et équitable, que les municipalités bénéficient des mêmes exemptions à ladite Loi que celles applicables aux commissions scolaires;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la démarche de la Ville de Saint-Eustache et demande au Ministre des Affaires municipales et au Ministre du Travail, d'entreprendre les démarches afin de modifier la Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q. c.R-20), de sorte que les municipalités puissent être exemptées de l'application de ladite Loi eu égard aux travaux de rénovation et de modification de leurs bâtiments exécutés par leurs employés.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

A 19 h 50, la conseillère Céline Trottier quitte son siège.

35/1/99 - Subvention de 2 000 $ - Maison Habit-Action de Drummondville Inc.

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 000 $ à Maison Habit-Action de Drummondville Inc. à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

36/1/99 - Subvention de 5 000 $ - Tournoi de pêche sportive et familiale

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 5 000 $ au Tournoi de pêche sportive et familiale à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

37/1/99 - Subvention de 500 $ - Carrefour jeunesse-emploi Drummond

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ à Carrefour jeunesse-emploi Drummond à titre de subvention 1999.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no 1043/12/98 du 21 décembre 1998.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

38/1/99 - Délégation de certains membres du Conseil - Congrès de la FCM à Halifax

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que Mme Francine Ruest-Jutras, mairesse, Me Céline Trottier, conseillère, ainsi que MM. Guy Drouin, Jean-Guy Spénard et Denis Savoie, conseillers, soient délégués au congrès de la Fédération canadienne des municipalités qui se tiendra à Halifax du 4 au 7 juin 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

A 19 h 55, la conseillère Céline Trottier reprend son siège.

39/1/99 - Dépôt d'un projet de règlement – Modification à l'art. 4 du règlement no 2563 – Mode de calcul de l'indexation du traitement des élus mun.

Le conseiller Jean-Guy Spénard dépose le projet de règlement remplaçant l'article 4 du règlement no 2563 fixant le traitement des élus municipaux, de façon à prévoir le mode de calcul de l'indexation y étant déjà prévue.

40/1/99 - Avis de motion d'un règlement – Modification à l'art. 4 du règlement no 2563 – Mode de calcul de l'indexation du traitement des élus mun.

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement remplaçant l'article 4 du règlement no 2563 fixant le traitement des élus municipaux, de façon à prévoir le mode de calcul de l'indexation y étant déjà prévue.

41/1/99 - Adoption du projet de règlement no 2730 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Denis Savoie,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2730 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'augmenter de quarante-deux (42) à quarante-huit (48) le nombre de logements par bâtiment pour la classe d'usages h_4 (habitation multifamiliale isolée) de la zone d'habitation H11-03;

B) de soustraire de l'application de l'article 11.1.1 relatif à la moyenne des marges de recul, les bâtiments situés dans la zone communautaire P01-01;

C) d'ajuster la superficie, la largeur et la profondeur minimales de terrain, d'augmenter à cinquante (50) le nombre maximal de logements par bâtiment et de prévoir une disposition particulière quant à la marge arrière minimale ainsi qu'à la longueur maximale des bâtiments, et ce pour la classe d'usages h_7 (habitation collective) de la zone d'habitation H01-44;

D) de diminuer l'exigence minimale quant aux cases de stationnement à une (1) case pour deux (2) logements pour les habitations de la classe d'usages h_7 (habitation collective) lorsque destinées à des personnes âgées;

E) d'agrandir la zone communautaire P03-12 à même une partie de la zone d'habitation H03-14 actuelle;

F) d'ajouter à la classe d'usages p_1 (communautaire institutionnelle et administrative) l'usage "bureaux (administration/service aux clients)" lorsque celui-ci est relatif aux usages de la classe d'usages p_1;

G) de créer la nouvelle zone d'habitation H07-55 et d'agrandir la zone d'habitation H07-40 à même une partie de la zone d'Habitation H07-39 actuelle;

soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

42/1/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2730) - Zonage

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2730) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier le nombre de logements par bâtiment pour une classe d'usages d'une zone d'habitation située à l'intérieur du quadrilatère formé par les rues Bernier, Perron, Paris et Cormier;
- de modifier la marge de recul applicable aux bâtiments principaux pour une zone communautaire située au nord du boulevard Patrick, face aux rues Villemure et Fugère;
- d'ajuster certaines normes et dispositions relatives à la classe d'usages h_7 (habitation collective) déjà autorisées dans une zone d'habitation située à l'angle du boulevard des Pins et de la rue de Boucherville (côté sud-ouest);
- d'ajuster le nombre minimal de cases de stationnement exigé pour une classe d'usages du groupe habitation lorsque lesdites cases sont destinées à une certaine clientèle;
- de modifier la limite de deux (2) zones situées de part et d'autre de la rue Marchand, entre la rue Dorion et le boulevard St-Joseph;
- de modifier la classification des usages pour une classe d'usages du groupe communautaire;
- de créer une (1) nouvelle zone d'habitation comprenant une portion de terrain située de part et d'autre du boulevard St-Onge projeté, approximativement vis-à-vis les rues Tousignant, St-Laurent et St-Denis (côté sud) et d'agrandir une zone d'habitation située de part et d'autre du boulevard St-Onge projeté, au nord de la rue St-Laurent projetée.

43/1/99 - Dispense de lecture du règlement no 2730

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2730 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier le nombre de logements par bâtiment pour une classe d'usages d'une zone d'habitation située à l'intérieur du quadrilatère formé par les rues Bernier, Perron, Paris et Cormier;
- de modifier la marge de recul applicable aux bâtiments principaux pour une zone communautaire située au nord du boulevard Patrick, face aux rues Villemure et Fugère;
- d'ajuster certaines normes et dispositions relatives à la classe d'usages h_7 (habitation collective) déjà autorisées dans une zone d'habitation située à l'angle du boulevard des Pins et de la rue de Boucherville (côté sud-ouest);

- d'ajuster le nombre minimal de cases de stationnement exigé pour une classe d'usages du groupe habitation lorsque lesdites cases sont destinées à une certaine clientèle;
- de modifier la limite de deux (2) zones situées de part et d'autre de la rue Marchand, entre la rue Dorion et le boulevard St-Joseph;
- de modifier la classification des usages pour une classe d'usages du groupe communautaire;
- de créer une (1) nouvelle zone d'habitation comprenant une portion de terrain située de part et d'autre du boulevard St-Onge projeté, approximativement vis-à-vis les rues Tousignant, St-Laurent et St-Denis (côté sud) et d'agrandir une zone d'habitation située de part et d'autre du boulevard St-Onge projeté, au nord de la rue St-Laurent projetée;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

44/1/99 - Adoption du règlement no 2729-1 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2729-1 a été donné (réf: 991/12/98), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2729-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) de permettre l'usage « habitation » à même un bâtiment d'utilisation communautaire en tant qu'usage spécifiquement permis dans la zone communautaire P03-08 selon certaines conditions;

B) d'autoriser les restaurants, la vente de produits ainsi que l'entreposage ou le stationnement de certains équipements récréatifs ou utilitaires sur le même terrain qu'un des usages de la classe d'usages « commerces de services pétroliers et autres services connexes (c_5) » ainsi que de préciser la terminologie des usages ou activités prohibés;

C) de diminuer de deux mètres (2 m) à zéro virgule cinq mètre (0,5 m) la largeur minimale de la bande de terrain devant être aménagée le long de certaines lignes de terrain, tout en préservant une largeur minimale de deux mètres (2 m) lorsque ladite bande longe une zone d'habitation, et ce pour les établissements de services pétroliers et autres services connexes;

D) de préciser la localisation et les conditions d'implantation des réservoirs déjà autorisées comme construction accessoire pour les commerces de type service de location d'outils de construction, vente/service de produits divers ainsi que pour les services pétroliers et autres services connexes.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

45/1/99 - Adoption du règlement no 2740 – Travaux publics 1999

Lecture est donnée du règlement no 2740 décrétant l'exécution de divers travaux publics dans la Ville de Drummondville en 1999 et prévoyant à cette fin un emprunt n'excédant pas 1 595 460 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2740 et ce de 9 heures à 19 heures le 26 janvier 1999.

46/1/99 - Adoption du règlement no 2741 – Travaux d'égouts et d'aqueduc

Lecture est donnée du règlement no 2741 prévoyant un emprunt n'excédant pas 288 000 $ pour l'exécution en 1999 de travaux d'égouts et d'aqueduc dans la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2741 et ce de 9 heures à 19 heures le 26 janvier 1999.

47/1/99 - Adoption du règlement no 2742 – Travaux de réfection – Centre Culturel

Lecture est donnée du règlement no 2742 décrétant l'exécution de travaux de réfection de l'enceinte de la piscine du Centre Culturel et prévoyant à cette fin un emprunt n'excédant pas 159 000 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2742 et ce de 9 heures à 19 heures le 26 janvier 1999.

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à M. Guy Turenne, employé au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de sa mère, Mme Rosa Marcoux Turenne.

Comptes de taxes municipales (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard informe la population que l'envoi des comptes de taxes municipales pour l'année 1999 se fera le mercredi 20 janvier prochain.

Remerciements – M. Gérald Prince (Mme la mairesse)

Madame la mairesse souhaite bonne retraite au journaliste Gérald Prince et le remercie pour le travail accompli.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le **lundi, 1er février 1999.**

48/1/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 10 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THERESE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

1er février 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 1er février 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

M. Gilles Raîche, assistant-greffier.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistant-greffier récite la prière.

49/2/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Proclamation - «Février, mois du cœur»

Madame la mairesse proclame «Février, mois du coeur» et encourage toute la population à être au cœur de la solution.

50/2/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 18 janvier 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 18 janvier 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'assistant-greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

L'assistant-greffier fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

51/2/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 18 janvier au 1er février 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 1 489 460,86 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

52/2/99 - Dépôt du procès-verbal (20/1/99) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 20 janvier 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

53/2/99 - Acceptation des travaux d'agrandissement de l'établissement situé au 253 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement de l'établissement situé au 253 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser un agrandissement de dix-sept virgule soixante-huit mètres (17,68 m) par dix-huit virgule quatre-vingt-dix mètres (18,90 m);

Implantation

CONSIDÉRANT QUE l'implantation permet de maximiser la fermeture du cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation s'inscrit en continuité avec l'alignement général des bâtiments situés sur le même tronçon de rues;

Gabarit

CONSIDÉRANT QUE la hauteur du bâtiment respecte la hauteur des bâtiments situés dans l'environnement immédiat;

CONSIDÉRANT QUE la longueur du bâtiment permet de préserver le rythme des implantations du secteur;

Architecture

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement reprend les caractéristiques architecturales Art Déco du bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE le traitement de la façade donne l'impression d'une façade principale;

CONSIDÉRANT QUE la visibilité des équipements mécaniques à partir des voies de circulation est limitée par la localisation de ceux-ci sur la toiture;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration offerte contribue à l'animation urbaine et suffit au maintien de l'intérêt du piéton;

CONSIDÉRANT QUE le choix du matériau de revêtement extérieur, soit le stuc acrylique, s'harmonise au secteur et que les couleurs sont sobres (beige et bourgogne);

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement de l'établissement situé au 253 de la rue Lindsay, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

54/2/99 - Acceptation des travaux d'installation de nouvelles enseignes sur bâtiment pour l'établissement au 150 rue Marchand – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation de nouvelles enseignes sur bâtiment (enseigne principale et logos) pour l'établissement situé au 150 de la rue Marchand, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute installation d'enseignes sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à installer deux (2) logos lumineux de deux virgule cinq mètres carrés (2,5 m^2) et une (1) enseigne principale de zéro virgule dix-huit mètre carré (0,18 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les logos seraient localisés en bordure du toit sur les façades donnant sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE la dimension des logos permet une bonne lecture du message ainsi qu'une bonne utilisation de l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne principale est localisée immédiatement à gauche de l'entrée située sur la façade donnant sur le stationnement de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne permet d'identifier l'entrée de l'entreprise;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation de deux (2) logos lumineux et d'une (1) enseigne principale sur bâtiment pour l'établissement situé au 150 de la rue Marchand, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois de janvier 1999 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1998.

55/2/99 - Dépôt du compte rendu (21/1/99) - Comité de Circulation

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 21 janvier 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Savoie apporte un commentaire au sujet du Carrefour avenue des Frères/Heriot/St-Jean et mentionne qu'une étude de feux de circulation sera faite.

56/2/99 - Enlèvement de l'indication "tournage à gauche" Angle boul. des Chutes/boul. St-Joseph

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à enlever l'indication "tournage à gauche" à l'angle du boulevard des Chutes et du boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

57/2/99 - Installation d'une enseigne "sens unique" sur la 6e Avenue (de la rue St-Damase vers la rue St-Jean)

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer une enseigne "sens unique" sur la 6e Avenue, de la rue St-Damase vers la rue St-Jean.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

58/2/99 - Autorisation au Corps de Cadets de la Marine Royale du Canada Utilisation du Centre Marcel Dionne

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Corps de Cadets de la Marine Royale du Canada 218 Drummondville à utiliser le Centre Marcel Dionne les 21, 22 et 28 mai 1999, ainsi que les 4, 5 et 6 juin 1999 et ce dans le cadre de ses activités annuelles.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

59/2/99 - Protocole de reconnaissance avec la Maison de Quartier de Drummondville Inc. – Subvention de 10 000 $

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec la Maison de Quartier de Drummondville Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 10 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

60/2/99 - *Protocole de reconnaissance avec différents Clubs d'Age d'Or*

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et

l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec les Clubs d'Age d'Or suivants:

- L'Amicale du Troisième Age (St-Simon)
- Le Cercle de l'Amitié de l'Age d'Or de Dr'Ville-Sud Inc.
- Le Club d'Age d'Or et Argent (St-Jean-Baptiste)
- Le Club de l'Age d'Or de Drummondville Inc. (St-Joseph)
- Le Club d'Age d'Or Immaculée-Conception de Dr'Ville Inc.
- Le Club d'Age d'Or de St-Frédéric de Dr'Ville Inc.
- Le Club Age d'Or St-Philippe Inc.
- Le Club de l'Age d'Or la paroisse Ste-Thérèse de Dr'Ville Inc.
- Les Joyeux Amis du Troisième Age de Drummond Inc. (Christ-Roi)

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 500 $ à chaque organisme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

61/2/99 - Protocole de reconnaissance avec le Club du Troisième Age St-Pierre et St-Paul Inc. – Subvention de 1 000 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Club du Troisième Age St-Pierre et St-Paul Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 1 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

62/2/99 - Protocole de reconnaissance avec Les Groupes Populaires Associés de Drummond Inc. – Subvention de 1 600 $

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec Les Groupes Populaires Associés de Drummond Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 1 600 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

63/2/99 - Protocole d'entente avec la Compagnie Cascades Inc. Entretien du parc Antonio-Lemaire

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Compagnie Cascades Inc. pour l'entretien du parc Antonio-Lemaire et ce pour l'année 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

64/2/99 - Activité de collecte de RDD – Table de concertation en environnement du Bas Saint-François

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Table de concertation en environnement du Bas-Saint-François à tenir une activité de collecte de résidus domestiques

dangereux (RDD) sur le terrain de stationnement du Centre Marcel Dionne le 1er mai 1999, le tout selon la politique établie par la Ville.

De plus, la Ville de Drummondville accorde une subvention de 30 000 $ à l'organisme à titre de participation financière pour l'édition 1999, ainsi qu'une participation en services.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

65/2/99 - Protocole d'entente avec la Société du Festival de Blues de Drummondville Inc. et subvention de 25 000 $

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Société du Festival de Blues de Drummondville Inc.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 7 au 23 juin 1999 et comprend le versement d'une subvention de 25 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

66/2/99 - Autorisation à Gevesco Groupe-Conseil Inc. – Présentation de plans au MEF (Secteur La Volière)

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Gevesco Groupe-Conseil Inc. à soumettre au ministère de l'Environnement et de la Faune une demande d'approbation (réf. 60025) et ne s'objecte pas à la délivrance de l'autorisation requise.

De plus, la Ville de Drummondville reconnaît la validité des termes de l'entente de cession signée devant Me Pierre Fradet, notaire, le 21 mars 1994 et applicable au dossier 60025.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

67/2/99 - Actes de servitudes avec différents propriétaires (Feux de circulation – angle boul. St-Joseph/rue des Sorbiers)

Considérant que la Ville de Drummondville a conclu une entente avec différents propriétaires pour la création de servitudes le long du boulevard St-Joseph;

Considérant que ces servitudes étaient et sont nécessaires pour l'implantation et l'installation de feux de circulation à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue des Sorbiers;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Marc-André Joyal, notaire, aux fins de préparer et rédiger les actes de servitudes à intervenir avec les personnes ou compagnie ci-après nommées et affectant les parties de lots ci-après décrites:

1) M. Jean-Bruno Fréchette: ⊗ Partie du lot 130-251 du cadastre du Canton de Grantham telle que plus amplement décrite dans une description technique préparée par M. Michel Dubé, arpenteur-géomètre, le 11 janvier 1999, sous les numéros 241 de son répertoire et 5855 de ses minutes.

2) M. Anthony Ward ⊗ Parties du lot 130-401 du cadastre du Canton de Grantham telles que plus amplement décrites dans une description technique préparée par M. Michel Dubé, arpenteur-géomètre, le 11 janvier 1999, sous les numéros 633 de son répertoire et 5856 de ses minutes.

3) MM. Pierre et Yves Larocque ⊗ Parties du lot 166C-14 du cadastre du Canton de Grantham telles que plus amplement décrites à des descriptions techniques préparées par M. Michel Dubé, arpenteur-géomètre, le 13 février 1998, sous les numéros 2483 de son répertoire et 5407 et 5408 de ses minutes.

4) Canadian Tire Real Estate Ltd ⊗ Partie du lot 166C du cadastre du Canton de Grantham telle que plus amplement décrite à une description technique préparée par M. Michel Dubé, arpenteur-géomètre, le 13 février 1998, sous les numéros 2483 de son répertoire et 5406 de ses minutes.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit le mandat accordé par la résolution no 790/9/97.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

68/2/99 - Octroi du contrat à Les Entreprises Réal Enr.
Tonte du gazon des propriétés municipales – Section B

Considérant que la Ville de Drummondville a octroyé un contrat d'entretien extérieur de terrains, le 21 septembre 1998 par la résolution no 758/9/98;

Considérant que le soumissionnaire retenu a fait faillite et par le fait même ne peut plus honorer son contrat;

Considérant que le deuxième soumissionnaire consent à maintenir le prix dénoncé lors du dépôt des soumissions;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville abroge à toutes fins que de droit la résolution no 758/9/98 et octroie le contrat d'entretien extérieur de terrains (TP-98-11) à Les Entreprises Réal Enr. au prix de sa soumission, soit 16 240 $, plus taxes.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

69/2/99 - Nomination de M. Gaétan Fortier – Comité d'admission
Transport adapté aux personnes handicapées

Considérant le dépôt de la nouvelle politique d'admissibilité au transport adapté;

Considérant les exigences de ladite politique;

Considérant que la Ville de Drummondville est un organisme mandataire responsable au niveau local de la mise sur pied d'un comité d'admission;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville nomme M. Gaétan Fortier à titre d'officier délégué au sein du comité d'admission du transport adapté aux personnes handicapées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

70/2/99 - Adoption du programme d'assainissement pour les lieux d'élimination de neige

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que le programme d'assainissement pour les lieux d'élimination de neige soit et est par la présente approuvé et que M. Daniel Parenteau, ingénieur municipal, soit et est autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville ledit programme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Christian Tourigny demande si d'autres sites peuvent être aménagés ailleurs dans la Ville.

Madame la mairesse répond que le programme prévoit des sites, mais si la Ville ne peut s'entendre avec les propriétaires concernés de nouvelles négociations auront lieu. Ce soir, c'est un plan d'action.

71/2/99 - Convention avec Garage Montplaisir Ltée - Projet Quartier Centre 1

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une convention de promesse de vente avec le Garage Montplaisir Ltée en regard de terrains situés à l'intérieur du projet connu comme étant le Quartier Centre 1.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

72/2/99 - Offre d'achat d'une partie du lot 123 par Mme Doris Cusson pour une compagnie ou société à être constituée

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une offre d'achat d'une partie du lot 123 du cadastre du Canton de Grantham par Mme Doris Cusson pour une compagnie ou société à être constituée.

Le prix de vente sera de soixante-cinq cents le pied carré (0,65 $/p.c.) que l'acheteur convient de payer comptant lors de la signature de l'acte de vente.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

73/2/99 - Embauche de M. Sylvain Charest à titre de policier à l'essai

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Sylvain Charest à titre de policier à l'essai au Service de la sécurité publique et ce à compter du 16 février 1999; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Sylvain Charest s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

74/2/99 - Embauche de M. Dany Durand à titre de policier à l'essai

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Dany Durand à titre de policier à l'essai au Service de la sécurité publique et ce à compter du 17 février 1999; le tout conformément à la Loi du police de Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Dany Durand s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

75/2/99 - Embauche de M. Daniel Côté à titre de technicien en informatique

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Daniel Côté au poste de technicien en informatique, le tout selon la convention collective du Syndicat des Employé(e)s municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

De plus, M. Daniel Côté s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

76/2/99 - Subvention de 5 000 $ - Maison Marie Rivier de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 5 000 $ à Maison Marie Rivier de Drummondville Inc. à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

77/2/99 - Subvention de 2 500 $ - Association des Clubs d'Entrepreneurs Étudiants du Québec

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 500 $ à l'Association des Clubs d'Entrepreneurs Étudiants du Québec à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

78/2/99 - Subvention de 4 000 $ - La Rose des Vents

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 4 000 $ à la Rose des Vents à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

79/2/99 - Subvention de 2 000 $ - Coalition des 50 ans pour l'emploi

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 000 $ à la Coalition des 50 ans pour l'emploi à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

80/2/99 - Subvention de 100 $ - Mouvement Albatros

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ au Mouvement Albatros à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2740, 2741 et 2742

Conformément à la loi, l'assistant-greffier dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no 2740 décrétant l'exécution de divers travaux publics dans la Ville de Drummondville en 1999 et prévoyant à cette fin un emprunt n'excédant pas 1 595 460 $;
- règlement no 2741 prévoyant un emprunt n'excédant pas 288 000 $ pour l'exécution en 1999 de travaux d'égouts et d'aqueduc dans la Ville de Drummondville;
- règlement no 2742 décrétant l'exécution de travaux de réfection de l'enceinte de la piscine du Centre Culturel et prévoyant un emprunt n'excédant pas 159 000 $ à cette fin.

81/2/99 - Adoption du projet de règlement no 2744 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par la conseillère Réjeanne Viens,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2744 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'autoriser dans la zone commerciale C08-05 l'usage "vente/location de véhicules automobiles" en tant qu'usage spécifiquement permis:

B)
- de préciser qu'un (1) seul usage accessoire est autorisé par bâtiment à l'exception des places d'affaires et des établissements de travail autonome à domicile;
- d'autoriser la location de chambre et l'aménagement d'un logement au sous-sol comme usages accessoires à l'habitation uniquement pour les bâtiments de la classe d'usages h_1 "habitation unifamiliale" ayant une structure de type isolé;

C) d'ajouter les "poteaux" et "blocs de béton" comme constructions accessoires aux usages principaux du groupe commerce et d'assujettir ces constructions à des normes d'aménagement ainsi que de préciser pour le groupe commerce que tout autre usage et construction accessoire non prévus dans une autre marge et cour, sont autorisés uniquement dans la marge et la cour arrière;

D)
- d'exiger la plantation d'arbres ou d'arbustes;
- de préciser que les normes d'aménagement relatives aux aires d'étalage ne s'appliquent pas à un certain type d'usage temporaire;

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

82/2/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2744) - Zonage

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2744) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de permettre un nouvel usage commercial dans une zone commerciale située à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue Lalemant (côté sud-ouest);
- d'ajuster le texte traitant des usages accessoires à l'habitation et de restreindre à un certain type de bâtiment de la classe d'usages habitation certains usages accessoires à l'habitation;
- d'ajouter deux (2) nouveaux types de constructions accessoires et d'ajuster le texte relatif aux bâtiments, usages et constructions accessoires pour le groupe commerce;
- d'ajuster certaines dispositions concernant l'étalage extérieur autorisé pour la classe d'usages "commerce artériel lourd c_4".

83/2/99 - Dispense de lecture du règlement no 2744

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2744 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de permettre un nouvel usage commercial dans une zone commerciale située à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue Lalemant (côté sud-ouest);
- d'ajuster le texte traitant des usages accessoires à l'habitation et de restreindre à un certain type de bâtiment de la classe d'usages habitation certains usages accessoires à l'habitation;

- d'ajouter deux (2) nouveaux types de constructions accessoires et d'ajuster le texte relatif aux bâtiments, usages et constructions accessoires pour le groupe commerce;
- d'ajuster certaines dispositions concernant l'étalage extérieur autorisé pour la classe d'usages "commerce artériel lourd c_4";

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

84/2/99 - Adoption du projet de règlement no 2746 – P.I.I.A.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par la conseillère Réjeanne Viens,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2746 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'ajouter au chapitre 5, certains terrains situés au nord-ouest du boulevard René-Lévesque, aux abords de celui-ci et ainsi les assujettir à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) lors de la construction, de la transformation, de l'agrandissement ou la modification extérieure de bâtiment et de l'aménagement de terrain, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

85/2/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2746) – P.I.I.A.

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2746) amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but de modifier les limites du territoire d'application du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale au chapitre 5 afin d'ajouter un secteur.

86/2/99 - Dispense de lecture du règlement no 2746

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2746 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but de modifier les limites du territoire d'application du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale au chapitre 5 afin d'ajouter un secteur, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

87/2/99 - Adoption du second projet de règlement no 2730-1 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par la conseillère Dominique Thériault,
et résolu:

1° QUE le second projet de règlement no 2730-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'augmenter de quarante-deux (42) à quarante-huit (48) le nombre de logements par bâtiment pour la classe d'usages h_4 (habitation multifamiliale isolée) de la zone d'habitation H11-03;
B) de soustraire de l'application de l'article 11.1.1 relatif à la moyenne des marges de recul, les bâtiments situés dans la zone communautaire P01-01;
C) d'ajuster la superficie, la largeur et la profondeur minimales de terrain, d'augmenter à cinquante (50) le nombre maximal de logements par bâtiment et de prévoir une disposition particulière quant à la marge arrière minimale ainsi qu'à la longueur maximale des bâtiments, et ce pour la classe d'usages h_7 (habitation collective) de la zone d'habitation H01-44;

D) de diminuer l'exigence minimale quant aux cases de stationnement à une (1) case pour deux (2) logements pour les habitations de la classe d'usages h_7 (habitation collective) lorsque destinées à des personnes âgées;
E) d'agrandir la zone communautaire P03-12 à même une partie de la zone d'habitation H03-14 actuelle;
F) d'ajouter à la classe d'usages p_1 (communautaire institutionnelle et administrative) l'usage "bureaux (administration/service aux clients)" lorsque celui-ci est relatif aux usages de la classe d'usages p_1;
G) de créer la nouvelle zone d'habitation H07-55 et d'agrandir la zone d'habitation H07-40 à même une partie de la zone d'Habitation H07-39 actuelle;

soit et est adopté;

2o QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

88/2/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2745) - Modification au règlement no 2700

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (no 2745) modifiant le règlement numéro 2700 de manière à y inclure des dispositions concernant la bibliothèque municipale, les clapets de retenue, les nuisances, la circulation sur les pistes cyclables, le stationnement pour résidents, la définition de jour férié, le tarif et les amendes.

89/2/99 - Dispense de lecture du règlement no 2745

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2745 modifiant le règlement numéro 2700 de manière à y inclure des dispositions concernant la bibliothèque municipale, les clapets de retenue, les nuisances, la circulation sur les pistes cyclables, le stationnement pour résidents, la définition de jour férié, le tarif et les amendes, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Mme Louise Lebel, porte-parole du groupe environnemental, lit un document concernant le traitement des mouches noires.

Madame la mairesse explique le pourquoi du traitement et que c'est pour répondre à la demande de beaucoup de personnes. Elle lit des articles scientifiques qui prouvent toute la sécurité du produit qui sera employé. Une conférence de presse sera tenue un peu plus tard pour expliquer le processus et répondre aux interrogations des gens.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le **lundi, 15 février 1999.**

90/2/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 15.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) GILLES RAÎCHE,
Assistant-greffier.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 1998, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

- *Adoption de l'ordre du jour*

Il est proposé par , appuyé par , et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

- *Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du*

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du et que tout semble conforme, il est proposé par , appuyé par , et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

-

Il est proposé par , appuyé par , et résolu que la soumission de soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

- Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du au 1998, lesquels comptes totalisent la somme de

Il est proposé par , appuyé par , et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le

- Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par , appuyé par , et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à h .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THERESE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

15 février 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 15 février 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

M. Gilles Raîche, assistant-greffier.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistant-greffier récite la prière.

94/2/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

95/2/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 1er février 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 1er février 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'assistant-greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

96/2/99 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 8 février 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 8 février 1999 à 15 h 40 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'assistant-greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

97/2/99

1- ***2 CAMIONS (NO 99-0001)***
(Soumissions ouvertes le 5 février 1999)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. CENTRE DU CAMION BEAUDOIN INC. 5360 St-Roch Drummondville	248 454,00 $
. CAMIONS B.L. FREIGHTLINER 5770 Place Kubota, R.R. 1 Drummondville	249 322,44 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Centre du Camion Beaudoin Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

98/2/99

2- ***3 VOITURES DE POLICE IDENTIFIÉES (NO 99-0002)***
(Soumissions ouvertes le 10 février 1999)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. VERSAILLES FORD (1993) INC. 4650 Jean-Talon Est Saint-Léonard	96 052,78 $
. AUTOMOBILE PARR ET LECONTE INC. 321 Notre-Dame Ouest Victoriaville	95 183,19 $

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la soumission de **Automobile Parr et Leconte Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

99/2/99

3- ***ÉLÉVATEUR PERSONNEL PORTATIF AVEC NACELLE (NO 99-0003)***
(Soumissions ouvertes le 29 janvier 1999)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. PERCO LTÉE 300 boulevard Lemire Drummondville	8 908,69 $
. RICHARD & CIE LTÉE 3514 Ashby Montréal	11 214,94 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de **Perco Ltée** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

100/2/99

4- ***CAMIONNETTE DE POLICE 4 x 2 (NO 99-0004)***
(Soumission ouverte le 3 février 1999)

Soumissionnaire	Prix (taxes incluses)
. PINARD & NADEAU INC. 1144 boulevard St-Joseph Drummondville	38 303,33 $

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la soumission de **Pinard & Nadeau Inc.** soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

101/2/99

5- ***Travaux d'arboriculture – Cours d'eau verbalisés (TP-99-01)***
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 25 janvier 1999)

Soumissionnaire	Prix (taxes incluses)
. PROFORMEN INC. 335 Route 122 St-Germain de Grantham	24 669,27 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Proformen Inc.** soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

L'assistant-greffier fait part aux membres du Conseil de la réception d'une lettre de Mme Pauline Picard, députée de Drummond, concernant la restructuration des effectifs de la Gendarmerie Royale du Canada pouvant entraîner la disparition de certains détachements locaux dont Drummondville, St-Hyacinthe, Granby et Valleyfield.

L'assistant-greffier fait également mention de lettres de remerciements.

102/2/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 1er février au 15 février 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 2 048 287,59 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

103/2/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 665 boulevard Mercure

CONSIDÉRANT QU'une demande a été dûment présentée afin d'autoriser une dérogation mineure ayant pour objet d'enlever l'obligation d'appliquer la moyenne pour la marge de recul d'un bâtiment situé sur le boulevard Mercure, soit dans la zone d'habitation H04-05;

CONSIDÉRANT QUE dans la zone visée H04-05, la marge de recul minimale est de cinq mètres (5 m);

CONSIDÉRANT QUE dans ladite zone, le calcul de la moyenne des marges de recul qui s'effectue en fonction de la présence de bâtiments principaux déjà érigés sur les terrains adjacents s'applique;

CONSIDÉRANT QUE l'application de la moyenne des marges de recul aurait pour incidence d'obliger l'implantation du bâtiment à une distance minimale de quatre virgule cinq mètres (4,5 m) et une distance maximale de cinq virgule cinq mètres (5,5 m) du boulevard Mercure;

CONSIDÉRANT QUE la marge de recul proposée par le requérant est d'environ douze mètres (12 m), et ce de manière à ce que l'implantation du nouveau bâtiment s'inscrive le plus possible en continuité avec l'alignement des bâtiments situés sur le même tronçon de rue;

CONSIDÉRANT QUE les voisins immédiats ont une marge de recul de seize virgule soixante-dix-neuf mètres (16,79 m) et dix-huit virgule soixante-dix mètres (18,70 m) respectivement;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est situé sur le dernier terrain vacant de la zone et qu'en fonction du projet et de l'implantation des bâtiments voisins, l'application de la moyenne des marges n'est pas souhaitable;

CONSIDÉRANT QUE les incidences de la dérogation sur la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins semblent très faibles, voire nulles;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure ayant pour effet que l'article 11.1.1 intitulé "Marge de recul particulière" du règlement de zonage numéro 2520 relatif à la moyenne des marges de recul des bâtiments, ne s'applique pas au nouveau bâtiment qui sera situé sur le lot 2-259, soit au 665 du boulevard Mercure.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

104/2/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 114 rue Heriot

CONSIDÉRANT QU'une demande a été dûment présentée afin d'autoriser une dérogation mineure ayant pour objet de diminuer le nombre d'étages et l'espace bâti/terrain minimal, et ce pour la construction d'un nouveau bâtiment commercial situé au centre-ville, soit sur la rue Heriot;

Nombre d'étages

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage prévoit que tout bâtiment dans la zone visée (C03-03) doit avoir un minimum de deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment proposé n'a qu'un seul étage au sens de la réglementation (le deuxième niveau de plancher ne représentant pas plus de soixante-quinze pour cent (75 %) de la superficie de plancher du rez-de-chaussée) mais que l'architecture et la hauteur proposées (environ sept virgule neuf mètres (7,9 m)) reprennent très bien les caractéristiques d'un bâtiment de deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis comporte des qualités intéressantes en matière d'intégration quant à la hauteur proposée et qu'il réussit tout de même à combler l'absence réelle d'un (1) étage;

Espace bâti/terrain

CONSIDÉRANT QUE le projet prévoit la construction d'un bâtiment d'environ cinq cent cinquante-six mètres carrés (556 m^2) sur un terrain de trois mille deux cent cinquante-deux mètres carrés (3 252 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le zonage actuel prévoit un minimum de vingt pour cent (20 %) quant à l'espace bâti/terrain;

CONSIDÉRANT QUE cette disposition avait été prévue afin d'assurer la construction de bâtiment d'assez gros gabarit ainsi que la fermeture du cadre bâti;

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, cet objectif est atteint mais que l'espace bâti/terrain est de quinze pour cent (15 %);

CONSIDÉRANT QUE cette situation découle, entre autres, de la configuration particulière du terrain (forme de "L") ainsi que des besoins en stationnement inhérents au type d'établissement convoité (restaurant);

CONSIDÉRANT QUE la zone visée est assujettie à un plan d'implantation et d'intégration architecturale qui permet, entre autres, de contrôler le gabarit des implantations dans la recherche d'un paysage urbain densément construit ainsi que la hauteur des bâtiments en fonction de leur milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE le requérant respectera toutes les autres normes exigées dans la zone ce qui permettra d'atteindre tous les objectifs quant à l'harmonisation du bâtiment dans son environnement;

CONSIDÉRANT QUE les incidences de la dérogation sur la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins semblent très faibles, voire nulles;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure ayant pour effet:

- de diminuer le nombre d'étages minimal de deux (2) à un (1) étage;

- de diminuer la norme minimale prescrite pour l'espace bâti/terrain de vingt pour cent (20 %) à quinze pour cent (15 %);

et ce pour le nouveau bâtiment situé sur le lot 81, soit au 114 de la rue Heriot.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

105/2/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 2150 rue Sigouin

CONSIDÉRANT QU'une demande a été dûment présentée afin d'autoriser une dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge latérale gauche pour l'établissement situé au 2150 de la rue Sigouin, et ce dans le cadre d'un projet d'agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment vers l'avant et la ligne latérale gauche afin d'aménager la réception au rez-de-chaussée (au lieu qu'à l'étage) et prévoir à l'étage des espaces à bureaux ainsi qu'une salle de conférence;

CONSIDÉRANT QU'une diminution de la marge latérale gauche est requise à cet endroit pour la réalisation de l'agrandissement, et ce afin d'éviter un réaménagement des lieux à l'intérieur (débarcadères, entrepôts et congélateurs) occasionnant pour l'entreprise des coûts beaucoup trop élevés;

CONSIDÉRANT QUE la marge latérale minimale prescrite par le règlement de zonage actuel pour la zone visée (I12-08) est de six mètres (6 m) pour le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'agrandissement prévoit une implantation à cinq virgule un mètres (5,1 m) de la ligne latérale gauche, soit un empiétement de zéro virgule neuf mètre (0,9 m) mais uniquement sur une portion de mur du bâtiment ayant environ cinq virgule deux mètres (5,2 m) de longueur;

CONSIDÉRANT QUE la superficie proposée pour l'agrandissement (soit environ trois virgule quatorze mètres (3,14 m) par quatre virgule six mètres (4,6 m)) est la superficie

minimale requise pour aménager convenablement une réception ainsi qu'un corridor donnant accès à l'escalier menant à l'étage;

CONSIDÉRANT QUE ladite superficie qui empiète dans la marge latérale gauche représente environ six virgule trois mètres carrés (6,3 m^2) seulement et que les autres parties de l'immeuble respectent la marge minimale prescrite par la réglementation;

CONSIDÉRANT QU'il est impossible pour le requérant d'agrandir à d'autre endroit sur le terrain et qu'il n'a aucune possibilité pour l'instant d'acquérir du terrain (les voisins de chaque côté étant construits);

CONSIDÉRANT QU'il est essentiel pour l'entreprise d'aménager une réception au rez-de-chaussée de l'établissement, et ce pour accueillir la clientèle et pouvoir l'orienter adéquatement à l'intérieur même du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la disposition réglementaire actuelle quant à la marge latérale cause un préjudice sérieux au requérant pour la réalisation de son projet;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'agrandissement ne représente pas une superficie majeure, qu'il s'intègre bien au bâtiment existant et que le projet dans son ensemble contribue à rehausser l'image du secteur;

CONSIDÉRANT QUE les incidences de la dérogation sur la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins semblent très faibles voire nulles;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure ayant pour effet de diminuer la marge latérale gauche de six mètres (6 m) à cinq virgule un mètres (5,1 m) sur une portion de mur d'environ cinq virgule deux mètres (5,2 m) de longueur, et ce dans le cadre d'un agrandissement du bâtiment situé sur les lots numéros 281-57 et 282-37, soit au 2150 de la rue Sigouin.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

106/2/99 - Dépôt du procès-verbal (3/2/99) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 3 février 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

107/2/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour la façade du bâtiment situé au 355 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour la façade de l'établissement situé au 355 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à modifier la façade du bâtiment afin de créer une entrée exclusive au marché d'alimentation;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment sera modifiée principalement par:
- la démolition de la section servant au service à l'auto;
- la modification de la marquise existante vis-à-vis l'entrée du centre commercial;
- l'ajout d'un vestibule vitré;
- l'ajout d'un mur courbe;

CONSIDÉRANT QUE la marquise actuelle (d'agrégat gris / blanc) vis-à-vis l'entrée du centre commercial sera réduite du quart (soit d'environ sept virgule six mètres (7,6 m));

CONSIDÉRANT QUE ladite marquise permet de marquer l'une des entrées du mail et ainsi assurer un lien au reste du centre commercial;

CONSIDÉRANT QU'un vestibule vitré avec marquise sera ajouté en façade du bâtiment de manière à permettre l'accès direct au marché d'alimentation;

CONSIDÉRANT QUE la façade du vestibule sera composée de vitre claire, que les côtés seront majoritairement composés de brique de couleur brune semblable à celle que l'on retrouve sur le bâtiment et que la marquise sera en aluminium anodisé clair;

CONSIDÉRANT QUE le mur courbe proposé est composé d'enduit acrylique de couleur terre (ton de rouille - orange brûlé) et sera immédiatement adossé sur le vestibule vitré;

CONSIDÉRANT QUE ledit mur:
- ajoute au jeu de couleurs et à l'ornementation;
- adoucit l'effet rectangulaire du centre commercial venant ainsi briser la linéarité habituelle des façades commerciales;
- offre une possibilité d'intégrer l'affichage éventuel du commerce à l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le choix des couleurs et des matériaux en général est sobre et s'intègre à l'environnement du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des interventions proposées pour la façade de l'établissement contribue à animer la façade du bâtiment, vient distinguer les deux (2) entrées (centre commercial et marché d'alimentation) et rehausse l'allure générale de l'établissement tout en s'intégrant bien au milieu environnant;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour la façade de l'établissement situé au 355 du boulevard St-Joseph, et ce conformément aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

108/2/99 - Amendement à la rés. no 1054/12/96 – Changement du nom "Récupération Cascades Inc." par celui de "Cascades Inc."

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la résolution no 1054/12/96 soit amendée de façon à changer le nom de "Récupération Cascades Inc." par celui de "Cascades Inc.", suite à la cession de l'ensemble de ses actifs en date du 30 décembre 1998.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l’assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

109/2/99 - Autorisation au Cercle de Fermières de St-Nicéphore - Installation d'une enseigne (aéroport de Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Cercle de Fermières de St-Nicéphore à installer une enseigne sur le terrain de l'aéroport de Drummondville pour la période du 15 avril au 3 mai 1999 afin d'annoncer son exposition artisanale, le tout conformément à la réglementation en vigueur dans la municipalité de St-Nicéphore.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

110/2/99 - Tenue de la Marche du Pardon le 2 avril 1999

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les organisateurs de la Marche du Pardon à tenir cette activité religieuse le 2 avril 1999, le tout selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique de la Ville et en conformité avec la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

111/2/99 - Emprunt de 958 770 $ au fonds de roulement 1999 (Phase 1)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 958 770 $ à son fonds de roulement pour des dépenses d'immobilisations à être effectuées par les différents services de la Ville et réparties comme suit:

1.	Informatique	161 150 $
2.	Sécurité publique	378 600 $
3.	Machinerie et équipements	301 000 $
4.	Édifices et parcs	47 300 $
5.	Loisirs, vie communautaire et bibliothèque	70 720 $
		958 770 $

Cet emprunt sera remboursable comme suit:

191 754 $ en 2000
191 754 $ en 2001
191 754 $ en 2002
191 754 $ en 2003
191 754 $ en 2004.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

112/2/99 - Appui à une demande de Mme Yolande Plasse auprès de la CPTAQ pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture du lot 26-6

Considérant que le lot 26-6 fait partie de la zone permanente agricole;

Considérant qu'une demande d'autorisation pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture, du lot 26-6 a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le lot visé est intégré à la zone H01-01;

Considérant que le potentiel agricole du lot et des lots avoisinants est bon;

Considérant que les possibilités d'utilisation du lot à des fins d'agriculture sont nulles;

Considérant que les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises;

Considérant que l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause;

Considérant que la propriété foncière n'a pas une superficie suffisante pour pratiquer l'agriculture;

Considérant qu'il y a des espaces appropriés disponibles ailleurs dans le territoire de la municipalité locale et hors de la zone agricole qui pourraient satisfaire la demande;

Considérant qu'en vertu du schéma d'aménagement de la M.R.C. Drummond et du plan d'urbanisme de la Ville de Drummondville, ce lot fait partie d'un secteur résidentiel à consolider car:

⇒ la zone est déstructurée et il y a encore des terrains vacants disponibles
⇒ la rue était existante avant l'entrée en vigueur de la loi (LPTA)
⇒ ceci est dans le but de compléter ce développement;

Considérant qu'il y a peu de terrains disponibles sur le territoire de la municipalité et hors de la zone agricole d'une superficie de 2 073 mètres carrés pour répondre au projet désiré;

Considérant que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

Considérant que l'autorisation # 160937 de la Commission de protection du territoire agricole du Québec a déjà permis l'utilisation non agricole du lot visé et ceci pour l'agrandissement de l'emplacement résidentiel situé sur le lot 26-5 (100 rue Mylène);

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par Madame Yolande Plasse auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture, du lot 26-6 du cadastre du Canton de Grantham et ceci dans le but d'ériger une résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

113/2/99 - Récupération par les villes de la contribution à l'assainissement des finances publiques

ATTENDU les nombreux transferts de charge financière subis par les municipalités et par leurs contribuables au cours des huit dernières années;

ATTENDU l'Entente du 23 octobre 1997 entre l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et le gouvernement du Québec, qui fixait un cadre temporaire en vue d'amener les municipalités à contribuer une nouvelle fois à l'équilibre budgétaire du gouvernement;

ATTENDU QUE la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales remettra son rapport le 31 mars prochain, ce qui devrait permettre de négocier un pacte fiscal à temps pour application à l'année 2000;

ATTENDU QUE l'Entente du 23 octobre 1997 stipulait qu'elle s'appliquait pour une période de deux années (1998 et 1999) et comportait une clause permettant de rallonger à l'année 2000 uniquement si un nouveau pacte fiscal ne pouvait pas être conclu à temps pour être appliqué en 2000;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et résolu:

1^{0} QUE la Ville de Drummondville adresse au Premier ministre, au ministre des Finances et à la ministre des Affaires municipales une demande formelle à l'effet de ne pas percevoir au-delà du 31 décembre 1999 la contribution des municipalités ayant fait l'objet d'une Entente avec l'UMQ en date du 23 octobre 1997;

2^{0} QUE copie de la présente résolution soit envoyée à l'UMQ, l'UMRCQ et la Ville de Rosemère pour leur information et suivi.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

114/2/99 - Protocole de reconnaissance avec le Refuge la Piaule du Centre du Québec Inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et

l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Refuge la Piaule du Centre du Québec Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 22 500 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

115/2/99 - Bail avec le Salon de Quilles Drummond inc. - Location de 37 espaces de stationnement

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un bail avec le Salon de Quilles Drummond inc. et/ou M. Serge Lefrançois pour l'utilisation de 37 espaces de stationnement dans le stationnement de la Garderie.

Ledit bail prévoit le paiement d'une somme de 4 070 $, plus taxes, le tout payable à la signature du contrat et valable pour une période d'un an à compter du 1er janvier 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

116/2/99 - Autorisation d'aliéner et renonciation au droit de premier refus par la Ville en faveur de Pavage Drummond Inc.

Après avoir pris connaissance des faits suivants, savoir:

- D'une part, la Ville de Drummondville avait obtenu, aux termes d'un acte de vente qu'elle avait consenti à Pavage Drummond Inc. de l'immeuble ci-après décrit, reçu par Me André Jean, notaire, le 6 avril 1984, et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Drummond, le 10 avril 1984, sous le numéro 280861, un droit de premier refus décrit à la page 3 dudit acte de vente comme suit:

  c) Si le présent acquéreur ou ses ayants droit, durant une période de vingt (20) ans à compter de la signature des présentes, désire vendre à des tiers une partie non construite du terrain présentement vendu, elle devra d'abord l'offrir par écrit à la présente venderesse au prix présentement payé pour cette partie de terrain. La présente venderesse aura un délai de soixante (60) jours à compter de la réception de telle offre pour l'accepter ou la refuser;

  d) Cependant, la vente de la ou des bâtisses avec le terrain sous-jacent et une superficie de terrain contiguë n'excédant pas quatre (4) fois la superficie bâtie est soustraite à l'application de la présente restriction;

  DÉSIGNATION DU BIEN

  Un immeuble composé des lots suivants, savoir:

  A) Un emplacement connu est désigné au cadastre officiel du Canton de Grantham, circonscription foncière de Drummond, comme étant la subdivision numéro vingt-huit du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-un (281-28 Grantham).

  B) Un emplacement connu et désigné au cadastre officiel du Canton de Grantham, circonscription foncière de Drummond, comme étant la subdivision numéro onze du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-11, Grantham).

  Avec édifice commercial dessus construit, circonstances et dépendances, portant le numéro 2120 de la rue Sigouin, à Drummondville, province de Québec, J2C 5Z4.

- D'autre part, un acte de vente a été consenti par Pavage Drummond Inc. à Aliments Oncle Fred Ltée, devant Me Jean Shooner, notaire, le 10 février 1999, sous le numéro 14 958 de ses minutes, portant sur la totalité de l'immeuble ci-haut décrit. Les parties ont demandé au notaire instrumentant de garder le produit du prix de telle vente, de ne pas publier tel acte de vente, tant et aussi longtemps que l'autorisation requise par la Ville de Drummondville n'aura pas été obtenue.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la vente par Pavage Drummond Inc. à Aliments Oncle Fred Ltée de l'immeuble ci-haut décrit et qu'elle renonce à son droit de premier refus sur ledit immeuble.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document confirmant cette autorisation et renonciation.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

117/2/99 - Délégation de membres du Conseil et du directeur général Assises annuelles de l'UMQ

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que Mme Francine Ruest-Jutras, mairesse, Mesdames Estelle Demers et Dominique Thériault, conseillères, et Messieurs Guy Drouin, Gilles Fontaine, Mario Jacques, Réal Jean et Christian Tourigny, conseillers, ainsi que M. Gérald Lapierre, directeur général de la Ville, soient délégués aux assises annuelles de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendront à Montréal du 6 au 8 mai 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

118/2/99 - Subvention de 1 000 $ - Cégep de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Cégep de Drummondville dans le cadre du programme de bourses du mérite étudiant – édition 1998-1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

119/2/99 - Subvention de 100 $ - Accueil Grossesse Birthright Drummondville

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à l'Accueil Grossesse Birthright Drummondville à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

120/2/99 - Subvention de 500 $ - Association forestière des Cantons de l'Est

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ à l'Association forestière des Cantons de l'Est à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

121/2/99 - Subvention de 500 $ - Les Grands du Sport à Drummondville Inc.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ à Les Grands du Sport à Drummondville Inc. à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

122/2/99 - Abolition d'un poste d'opérateur semi-lourd au Service des travaux publics

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'abolition d'un poste d'opérateur semi-lourd au Service des travaux publics.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

123/2/99 - Lettres d'entente avec le Syndicat des Employés municipaux de Drummondville (C.S.N.) (AQ-8911-S-023)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que le directeur général et la conseillère en gestion des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville trois (3) lettres d'entente avec le Syndicat des Employés municipaux de Drummondville (C.S.N.) (AQ-8911-S-023) relativement à:

- la reconduction d'une entente visant à accorder certains bénéfices à 2 employées temporaires (Mmes Louise Rivard et Hélène Marchand)
- la renonciation par les 2 parties à une période d'initiation et d'essai
- un surcroît de travail temporaire au Service de la paie.

Le conseiller Denis Savoie s'oppose à l'adoption du 3e item.

A la demande de Madame la mairesse, M. Gérald Lapierre, directeur général, explique le pourquoi de cet item et Me Claude Proulx, d.g.a., et M. Gilles Bélisle, d.g.a., complètent les informations.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition de M. Spénard.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
Mme Estelle Demers	M. Denis Savoie
M. Guy Drouin	Me Christian Tourigny
M. Gilles Fontaine	
M. Mario Jacques	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Jean-Guy Spénard	
Mme Dominique Thériault	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

124/2/99 - Prime de remplacement à M. Gilles Raîche

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le paiement d'une prime de remplacement de 10 % à M. Gilles Raîche, assistant-greffier, durant l'absence de la greffière, Mme Thérèse Cajolet, le tout conformément à l'article 6.01 des conditions de travail du personnel cadre et de soutien de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

125/2/99 - Prime de remplacement à Mme Sylvie Le Gendre

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le paiement d'une prime de remplacement de 10 % à Mme Sylvie Le Gendre, conseillère en gestion des Ressources humaines, durant l'absence d'un directeur du Service des ressources humaines, le tout conformément à l'article 6.01 des conditions de travail du personnel cadre et de soutien de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

126/2/99 - Adoption du projet de règlement no 2747 - P.I.A.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,

et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2747 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but de bonifier les critères d'évaluation du chapitre 7 applicables à l'utilisation du terrain afin de préciser les intentions relatives à l'étalage extérieur ainsi qu'à l'abattage d'arbres, soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

127/2/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2747) - P.I.A.

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (no 2747) amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but de prévoir de nouveaux critères pour l'étalage extérieur ainsi que l'abattage d'arbres au chapitre 7 du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.).

128/2/99 - Dispense de lecture du règlement no 2747

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2747 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but de prévoir de nouveaux critères pour l'étalage extérieur ainsi que l'abattage d'arbres au chapitre 7 du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.), dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

129/2/99 - Adoption du second projet de règlement no 2744 - Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 2744 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'autoriser dans la zone commerciale C08-05 l'usage "vente/location de véhicules automobiles" en tant qu'usage spécifiquement permis:

B)
- de préciser qu'un (1) seul usage accessoire est autorisé par bâtiment à l'exception des places d'affaires et des établissements de travail autonome à domicile;
- d'autoriser la location de chambre et l'aménagement d'un logement au sous-sol comme usages accessoires à l'habitation uniquement pour les bâtiments de la classe d'usages h_1 "habitation unifamiliale" ayant une structure de type isolé;

C) d'ajouter les "poteaux" et "blocs de béton" comme constructions accessoires aux usages principaux du groupe commerce et d'assujettir ces constructions à des normes d'aménagement ainsi que de préciser pour le groupe commerce que tout autre usage et construction accessoire non prévus dans une autre marge et cour, sont autorisés uniquement dans la marge et la cour arrière

D)
- d'exiger la plantation d'arbres ou d'arbustes;
- de préciser que les normes d'aménagement relatives aux aires d'étalage ne s'appliquent pas à un certain type d'usage temporaire;

soit et est adopté;

2^{o} QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

130/2/99 - Adoption du règlement no 2730-1 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2730-1 a été donné (réf: 42/1/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2730-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'augmenter de quarante-deux (42) à quarante-huit (48) le nombre de logements par bâtiment pour la classe d'usages h_4 (habitation multifamiliale isolée) de la zone d'habitation H11-03;
B) de soustraire de l'application de l'article 11.1.1 relatif à la moyenne des marges de recul, les bâtiments situés dans la zone communautaire P01-01;
C) d'ajuster la superficie, la largeur et la profondeur minimales de terrain, d'augmenter à cinquante (50) le nombre maximal de logements par bâtiment et de prévoir une disposition particulière quant à la marge arrière minimale ainsi qu'à la longueur maximale des bâtiments, et ce pour la classe d'usages h_7 (habitation collective) de la zone d'habitation H01-44;
D) de diminuer l'exigence minimale quant aux cases de stationnement à une (1) case pour deux (2) logements pour les habitations de la classe d'usages h_7 (habitation collective) lorsque destinées à des personnes âgées;
E) d'agrandir la zone communautaire P03-12 à même une partie de la zone d'habitation H03-14 actuelle;
F) d'ajouter à la classe d'usages p_1 (communautaire institutionnelle et administrative) l'usage "bureaux (administration/service aux clients)" lorsque celui-ci est relatif aux usages de la classe d'usages p_1;
G) de créer la nouvelle zone d'habitation H07-55 et d'agrandir la zone d'habitation H07-40 à même une partie de la zone d'Habitation H07-39 actuelle.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

131/2/99 - Adoption du règlement no 2746 – P.I.A.

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2746 a été donné (réf: 85/2/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2746 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'ajouter au chapitre 5, certains terrains situés au nord-ouest du boulevard René-Lévesque, aux abords de celui-ci et ainsi les assujettir à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) lors de la construction, de la transformation, de l'agrandissement ou la modification extérieure de bâtiment et de l'aménagement de terrain.

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

132/2/99 - Adoption du règlement no 2743 – Amendement au règ. no 2563 Traitement des élus municipaux

Lecture est donnée du règlement no 2743 remplaçant l'article 4 du règlement numéro 2563 de manière à prévoir un mode de calcul à l'indexation qui y est déjà décrétée.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

133/2/99 - Adoption du règlement no 2745 - Amendement au règ. no 2700

Lecture est donnée du règlement no 2745 modifiant le règlement no 2700 (dispositions concernant la bibliothèque municipale, les clapets de retenue, les nuisances, la circulation sur les pistes cyclables, le stationnement pour résidents, la définition de jour férié, le tarif et les amendes).

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

134/2/99 - Avis de motion d'un règlement - Zonage

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de prohiber, pour toute cour située entre une façade de bâtiment et le boulevard René-Lévesque ou un parc longeant celui-ci, certains types de bâtiments détachés et constructions accessoires (tels garage, remise, piscine et tour de télécommunication), et ce pour des terrains situés sur une partie du lot 123, soit au nord-ouest du boulevard René-Lévesque, aux abords de celui-ci et compris actuellement dans la zone d'habitation H01-32.

135/2/99 - Avis de motion d'un règlement – Cotisation payable par les membres de la Corporation de développement centre-ville de Dr'Ville

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement amendant les règlements numéros 1649, 2222, 2422, 2512, 2591 et 2673, afin de décréter la cotisation payable par les membres de la Corporation de développement centre-ville de Drummondville, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 1999.

136/2/99 - Avis de motion d'un règlement – Cotisation payable par les membres de la Sidac Saint-Joseph Inc. pour 1999

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement décrétant la cotisation payable par les membres de la Sidac Saint-Joseph Inc., le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 1999.

137/2/99 - Avis de motion d'un règlement – Conclusions d'ententes avec des promoteurs immobiliers (Services municipaux)

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement (no 2748) autorisant la conclusion d'ententes relatives à des services municipaux entre la Ville et les promoteurs immobiliers désirant implanter des projets de développements résidentiels avec ou sans usage complémentaire de nature commerciale situés sur le territoire de Drummondville et portant sur la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures, aux équipements municipaux et sur la prise en charge et/ou le partage des coûts relatifs à l'exécution de tels travaux.

138/2/99 - Dispense de lecture du règlement no 2748

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2748 autorisant la conclusion d'ententes relatives à des services municipaux entre la Ville et les promoteurs immobiliers désirant implanter des projets de développements résidentiels avec ou sans usage complémentaire de nature commerciale situés sur le territoire de Drummondville et portant sur la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures, aux équipements municipaux et sur la prise en charge et/ou le partage des coûts relatifs à l'exécution de tels travaux, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

139/2/99 - Adoption d'un projet de règlement – Ententes avec des promoteurs immobiliers – Projets de développements résidentiels

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que le projet de règlement no 2748 autorisant la conclusion d'ententes relatives à des services municipaux entre la Ville et les promoteurs immobiliers désirant implanter des projets de développements résidentiels avec ou sans usage complémentaire de nature commerciale situés sur le territoire de Drummondville et portant sur la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures, aux équipements municipaux et sur la prise en charge et/ou le partage des coûts relatifs à l'exécution de tels travaux, soit et est adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à M. Roger Tessier, employé au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de sa belle-mère, Mme Marie-Reine Poirier-Mondou.

Premier versement des taxes municipales le 19 février (J.G. Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard rappelle aux contribuables que le premier versement des taxes municipales viendra à échéance le vendredi 19 février prochain. Les deux autres versements devront être acquittés le 20 mai 1999 pour le deuxième et le 18 août pour le troisième versement.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: **M. Sylvain Tousignant**, représentant de l'Église de la Pentecôte.

Est-ce que la Ville va répondre à leur demande pour l'installation d'un chapiteau sur le terrain du Cégep en juillet 1999 pour leurs activités annuelles?

Madame la mairesse mentionne que le dossier sera vérifié et une réponse leur sera fournie le plus tôt possible.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le **lundi, 15 mars 1999.**

140/2/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 17.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) GILLES RAÎCHE,
Assistant-greffier.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

15 mars 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 15 mars 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Céline Trottier

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

M. Gilles Raîche, assistant-greffier.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistant-greffier récite la prière.

170/3/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté l'item suivant:

60A. Information (M. Denis Savoie).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

171/3/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 15 février 1999

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 15 février 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que l'assistant-greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

172/3/99 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 22 février 1999

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 22 février 1999 à 16 h 00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que l'assistant-greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

173/3/99 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 8 mars 1999

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 8 mars 1999 à 16 h 15 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'assistant-greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

174/3/99

1- ***ENTRETIEN MÉNAGER - BUREAUX DU SERVICE DE PLANIFICATION DU TERRITOIRE (TP-99-02) – (Soumissions ouvertes le 24 février 1999)***

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. RÉCUPÉRACTION CENTRE DU QUÉBEC INC. 5620 St-Roch Drummondville	4 025,88 $
. PRO-NET DRUMMOND INC. 845 Ste-Pauline Drummondville	3 795,83 $
. L'ENTRETIEN CHEVALIER (RIVE-SUD) LTÉE 328 boulevard Fiset Sorel	6 901,50 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Pro-Net Drummond Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

175/3/99

2- ***ENTRETIEN MÉNAGER DE L'HOTEL DE VILLE (TP-99-03) (Soumissions ouvertes le 10 mars 1999)***

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. RÉCUPÉRACTION CENTRE DU QUÉBEC INC. 5620 St-Roch Drummondville	18 392,50 $
. PRO-NET DRUMMOND INC. 845 Ste-Pauline Drummondville	19 554,25 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Récupéraction Centre du Québec Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

176/3/99

3- ***SYSTEME DE GÉOMATIQUE (NO 99-0008)***
(Soumissions ouvertes le 3 mars 1999)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Solutions Consortech Inc.** soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

L'assistant-greffier fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

- Ministère d'État aux Affaires municipales (Statistiques relatives à la participation des femmes à la vie politique municipale en 1998)
- Ministère d'État aux Affaires municipales (Aide financière de 117 856 $ pour la construction d'un surpresseur et d'un réservoir d'eau potable dans le cadre du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec).

L'assistant-greffier fait également mention de lettres de remerciements de différents organismes.

177/3/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 15 février au 15 mars 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 3 955 607,24 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

178/3/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 5000 St-Roch

CONSIDÉRANT QU'une demande a été dûment présentée afin d'autoriser une dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la distance entre l'îlot de pompes et une ligne latérale de terrain, et ce pour l'établissement situé sur une partie du lot 116-5, soit au 5000 de la rue St-Roch;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager une pompe diesel additionnelle munie d'un guichet automatique afin de desservir adéquatement la clientèle du futur commerce;

CONSIDÉRANT QU'une diminution de la distance entre l'îlot de pompes et la ligne latérale de terrain est requise pour le projet, et ce afin de centraliser les pompes au même endroit et favoriser la circulation des véhicules lourds à l'arrière;

CONSIDÉRANT QUE la distance minimale mesurée à partir d'un îlot de pompes et une ligne latérale de terrain est de douze mètres (12 m);

CONSIDÉRANT QUE le projet prévoit l'implantation de l'îlot de pompes à dix virgule sept mètres (10,7 m) de la ligne latérale de terrain (ligne adjacente au lot 116-6-1), soit un empiétement de un virgule trois mètre (1,3 m);

CONSIDÉRANT QU'un îlot de pompes à diesel est implanté actuellement à moins de douze mètres (12 m) de la ligne latérale (soit une distance d'environ quatre (4) à cinq (5) mètres) et ne semble pas occasionner de nuisance particulière au voisinage;

CONSIDÉRANT QU'il est impossible pour le requérant de prévoir l'implantation de ladite pompe à d'autre endroit sur le terrain et qu'il n'a aucune possibilité pour l'instant d'acquérir du terrain (le voisin étant construit);

CONSIDÉRANT QUE la disposition réglementaire actuelle cause un préjudice sérieux au requérant pour la réalisation de son projet;

CONSIDÉRANT QUE le projet, dans son ensemble, contribue à maximiser la sécurité de la clientèle en général;

CONSIDÉRANT QUE les incidences de la dérogation sur la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins semblent très faibles, voire nulles;

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une dérogation mineure ayant pour effet de diminuer la distance minimale entre l'îlot de pompes et la ligne latérale de terrain (soit celle adjacente au lot 116-6-1) de douze mètres (12 m) à dix virgule sept mètres (10,7 m), et ce pour l'établissement situé sur une partie du lot 116-5, soit au 5000 de la rue St-Roch.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

179/3/99 - Dépôt du procès-verbal (3/3/99) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 3 mars 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

180/3/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 190 rue Dorion – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une enseigne murale pour le bâtiment situé au 190 de la rue Dorion, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne murale est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne en bois d'une superficie d'environ zéro virgule quarante-cinq mètre (0,45 m);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs soit le beige et le bleu marin s'agencent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE la proposition permet une bonne harmonisation au bâtiment et permet de développer l'identité du secteur;

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 190 de la rue Dorion, et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

181/3/99 - Refus des travaux d'installation d'enseignes sur bâtiment pour l'immeuble situé au 243 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation de deux enseignes sur le bâtiment situé au 243 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer deux enseignes (une en façade principale et l'autre en façade latérale) constituées de lettres détachées lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE la proposition ne permet pas la continuité de l'identité de l'affichage du secteur;

CONSIDÉRANT QUE la proposition ne s'intègre pas aux caractéristiques architecturales du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un affichage éclairé par projection permettrait une meilleure harmonisation au bâtiment et au secteur;

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville **refuse** la proposition d'enseignes sur le bâtiment situé au 243 de la rue Lindsay, et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

182/3/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 151 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 151 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne murale d'environ trois virgule un mètres carrés (3,1 $m^{2)}$) éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera localisée sur l'établissement situé immédiatement au-dessus de la vitrine de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions permettent une bonne utilisation de l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne s'harmonise par ses dimensions, sa forme et son type aux caractéristiques du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation de l'enseigne murale proposée pour le bâtiment situé au 151 de la rue Lindsay, et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

183/3/99 - Acceptation des travaux d'installation de deux enseignes sur bâtiment et refus d'une enseigne sur poteau (875 Hains) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation de deux enseignes sur bâtiment et d'une enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 875 de la rue Hains, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites de la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, toutes nouvelles enseignes sur bâtiment et sur poteau sont soumises à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste en deux enseignes sur bâtiment et une enseigne sur poteau;

Enseignes sur bâtiment

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne principale est située en façade donnant sur la rue Hains immédiatement au-dessus de l'entrée principale sur l'entablement prévu à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne principale est composée d'un boîtier lumineux ainsi que de lettres détachées lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'entablement disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne secondaire est un boîtier de type lumineux et qu'elle est apposée à plat au mur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne secondaire est située sur la façade arrière du bâtiment (vers l'autoroute Jean-Lesage) à proximité du coin du bâtiment, vers la rue Malouin;

Enseigne sur poteau

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser une enseigne lumineuse sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera localisée à proximité de l'intersection des rues Hains et Malouin;

CONSIDÉRANT QUE le volume des poteaux de soutien est disproportionné à la hauteur de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement volumineux au pied de l'enseigne ainsi qu'un ajustement des poteaux et de la hauteur permettraient de proportionner l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville:

- autorise l'installation de deux enseignes sur bâtiment pour le bâtiment situé au 875 de la rue Hains;
- **refuse** la proposition d'enseigne sur poteau;

et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'aménagement architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

184/3/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 306 rue Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 306 de la rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à ajouter trois vitrines en façade du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention permet de donner de l'ouverture à un mur aveugle;

CONSIDÉRANT QUE les vitrines permettront d'offrir une fenestration suffisante pour maintenir l'intérêt des piétons;

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 306 de la rue Heriot, et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

185/3/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 400 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 400 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, tout nouvelle enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste en une enseigne sur bâtiment en lettres détachées lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs utilisées sont le bleu et le rouge pour l'ensemble de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne permet une continuité sur le bandeau d'affichage et marque la portion de façade du commerce;

CONSIDÉRANT QUE la majorité des commerces du bâtiment utilise les lettres détachées lumineuses comme affichage;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 400 du boulevard St-Joseph et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

186/3/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur le bâtiment situé au 234 rue Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 234 de la rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne est soumise à des critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste en des lettres détachées appliquées sur l'entablement d'acier du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne permet de marquer l'entrée et que les dimensions sont suffisantes afin de bien utiliser l'entablement disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera de couleur rouge et qu'elle sera éclairée par projection;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 234 de la rue Heriot et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

187/3/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 284 rue St-Marcel – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 284 de la rue St-Marcel, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites des secteurs, sites ou bâtiment présentant un intérêt patrimonial et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention vise à fermer certaines ouvertures du côté latéral droit du bâtiment afin de répondre à des exigences d'aménagement extérieur;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures seront fermées par une brique similaire à la brique existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention permet d'uniformiser la façade du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 284 de la rue St-Marcel et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

188/3/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 578 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure et d'installation d'enseignes sur le bâtiment situé au 578 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute rénovation extérieure ainsi que toute nouvelle enseigne sont soumises à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention vise à remplacer la rampe pour handicapés par un monte-personne du côté droit de la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention permettra d'alléger la façade;

CONSIDÉRANT QUE certains éléments sont manquants pour l'analyse complète de la proposition d'affichage et que les détails manquant seront fournis ultérieurement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure et reporte les travaux d'installation d'enseignes pour le bâtiment situé au 578 de la rue Lindsay et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

189/3/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 219 rue Brock – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 219 de la rue Brock, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les interventions sont:

- de réaménager l'entrée donnant sur la façade sud;
- d'ajouter deux balcons;
- d'ajouter deux lucarnes;
- d'ajouter des garde-corps et des portes d'accès aux logements au 1er étage en façade sud;
- d'ajouter un ascenseur entre le bâtiment visé et l'église;

CONSIDÉRANT QUE le réaménagement de l'entrée principale sur la façade sud s'inspire des caractéristiques architecturales du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale sera traitée avec des matériaux similaires au bâtiment existant, soit une maçonnerie d'argile de couleur beige non uniforme ainsi qu'une tôle à canadienne sur la toiture de l'entrée;

CONSIDÉRANT QUE les balcons et les lucarnes s'intègrent par leur style et leur forme aux éléments existants du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les côtés des lucarnes seront revêtus d'une tôle à canadienne similaire au revêtement de la toiture;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps ainsi que les accès aux logements réalisés à l'étage sont intégrés à la façade du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement nécessaire pour l'installation de l'ascenseur est réalisé entre le presbytère et l'église permettant de limiter l'impact visuel;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux, la forme et le gabarit de l'ajout volumétrique reprennent toutes les caractéristiques du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres rajoutées à la tour de l'ascenseur s'inspirent des fenêtres existantes du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 219 de la rue Brock et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

190/3/99 - Acceptation des travaux d'une nouvelle construction située au 2280 boulevard Mercure – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction sur le terrain situé au 2280 du boulevard Mercure, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./ St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle construction est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser un bâtiment de douze virgule deux mètres (12,2 m) par vingt-et-un virgule trois mètres (21,3 m) soit une superficie d'environ deux cent soixante mètres carrés (260 m^2);

Implantation

CONSIDÉRANT QUE la forme du bâtiment permet de maximiser la longueur de la façade et ainsi de refléter un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement du terrain permet une implantation suffisamment rapprochée du boulevard St-Joseph afin de s'harmoniser à l'alignement des bâtiments du secteur;

Architecture

CONSIDÉRANT QUE la qualité du matériau principal extérieur soit la brique permet de mettre en valeur l'image commerciale du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE les jeux de matériaux (brique en soldat, toiture, traitement de l'entrée) permettent d'animer les façades du bâtiment et d'éviter la monotonie;

CONSIDÉRANT QUE les entrées sont soulignées par une avancée permettant de donner du volume et de la profondeur à la façade;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs soit le rouge (brique d'argile) et le beige (acier) sont sobres et permettent une harmonisation au secteur;

Affichage

CONSIDÉRANT QUE les plans comprenant le traitement des enseignes sur bâtiment et de l'enseigne sur poteau seront fournis ultérieurement;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE la majorité des espaces de stationnement sont aménagés du côté latéral du bâtiment permettant ainsi de dégager la visibilité de la façade ainsi que de limiter l'impact visuel de l'aire de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE les îlots de pompe à essence ont été regroupés sur le boulevard Mercure permettant ainsi une circulation sécuritaire des véhicules sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE des plans plus détaillés de l'aménagement paysager du terrain seront fournis ultérieurement;

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction sur le terrain situé au 2280 du boulevard Mercure et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de février 1999 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1998.

191/3/99 - Protocole d'entente avec le Tournoi Invitation des Vétérans de Drummondville-Sud Inc.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Tournoi Invitation des Vétérans de Drummondville-Sud Inc. pour la location de la glace à l'Olympia Yvan Cournoyer.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 10 au 18 avril 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

192/3/99 - Contrat de location avec le Fonds provincial des hockeyeurs élites inc. pour l'École de hockey spécialisée de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location avec le Fonds provincial des hockeyeurs élites inc. pour l'École de hockey spécialisée de Drummondville pour l'utilisation de la glace au Centre Marcel Dionne.

Le contrat de location est valable pour la période du 11 au 31 juillet 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

193/3/99 - Contrat de location avec Les Entreprises Esprit d'Équipe N.D. Inc. pour l'École de hockey Nancy Drolet

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location avec Les Entreprises Esprit d'Équipe N.D. Inc. pour l'École de hockey Nancy Drolet. pour l'utilisation de la glace au Centre Marcel Dionne.

Le contrat de location est valable pour la période du 1er au 14 août 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

194/3/99 - Appui à une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une ptie du lot 27

Considérant que cette partie du lot 27 est intégrée à la zone permanente agricole;

Considérant qu'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture, d'une partie du lot 27 a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le lot visé est intégré à la zone A01-01;

Considérant que le potentiel agricole du lot et des lots avoisinants est bon;

Considérant que les possibilités d'utilisation du lot à des fins d'agriculture sont nulles;

Considérant que les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises;

Considérant que l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause;

Considérant que la propriété foncière n'a pas une superficie suffisante pour pratiquer l'agriculture;

Considérant qu'il y a des espaces appropriés disponibles ailleurs dans le territoire de la municipalité locale et hors de la zone agricole qui pourraient satisfaire la demande;

Considérant qu'il y a peu de terrains disponibles sur le territoire de la municipalité et hors de la zone agricole d'une superficie de 1 300,6 mètres carrés pour répondre au projet désiré;

Considérant que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par M. Gilles Houle auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 27 du cadastre du Canton de Grantham et ceci dans le but d'ériger une résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

195/3/99 - Appui au Village Québécois d'Antan – Fête de la St-Jean-Baptiste

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville appuie une demande formulée par le Village Québécois d'Antan auprès des instances gouvernementales dans le cadre de son projet de célébrer la Fête de la Saint-Jean-Baptiste le 24 juin 1999 sur le site même du Village, selon l'époque de Ludger Duvernay.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

196/3/99 - Appui au Village Québécois d'Antan – Fête de la Confédération

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville appuie une demande formulée par le Village Québécois d'Antan auprès des instances gouvernementales dans le cadre de son projet de célébrer la Fête de la Confédération le ler juillet 1999 sur le site même du Village, selon les coutumes de l'époque de Sir Wilfrid Laurier.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

197/3/99 - Vente d'un terrain industriel à Asphalte Drummond Inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Asphalte Drummond Inc. une partie du lot 274 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 3 476,5 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Martin Paradis en date du 11 mars 1999 (numéro de répertoire: A-1083 - numéro de minute: 1600), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit dix mille quatre cent vingt-neuf dollars et cinquante cents (10 429,50 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Jacques Lafond et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

198/3/99 - Dépôt du compte rendu (18/2/99) - Comité de Circulation

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 18 février 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

199/3/99 - Offre de financement de la Caisse populaire Desjardins
Emprunt de 58 500 $ par billets

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Réal Jean,
et résolu:

1^{0} QUE LA Ville de Drummondville accepte l'offre qui lui est faite par la Caisse populaire Desjardins de Drummondville pour son emprunt de 58 500 $ par billets en vertu du règlement numéro 33-90, au prix de 100 $, et échéant en série 2 ans comme suit:

28 200 $	6.60 %	29 mars 2000
30 300 $	6.60 %	29 mars 2001

2^{0} QUE les billets, capital et intérêts soient payables par chèque à l'ordre du détenteur enregistré.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

200/3/99 - Installation d'un chapiteau, rue Marchand
Autorisation à l'Église de Pentecôte

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Église de Pentecôte de Drummondville à installer un chapiteau sur le terrain situé à l'arrière du Cégep, rue Marchand, et ce pour la période du 6 au 10 juillet 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

201/3/99 - Tenue d'une vente automobile du 15 au 18 avril 1999
Autorisation à la Corporation des Concessionnaires Automobiles

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Corporation des Concessionnaires Automobiles de Drummondville à tenir une vente automobile sur le terrain des Galeries Drummond les 15, 16, 17 et 18 avril 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

202/3/99 - Tenue d'une vente du pain partage dans les rues les 1er et 2 avril
Autorisation aux unités scouts de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les unités scouts de Drummondville des paroisses St-Jean-Baptiste, St-Pierre et St-Nicéphore à procéder à la vente du pain partage dans les rues de leur secteur les 1er et 2 avril 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

203/3/99 - Utilisation du parc Ste-Thérèse et certains équipements municipaux
Autorisation au comité de la Semaine québécoise des familles

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité organisateur de la Semaine québécoise des familles de Drummondville:

1^{0} à utiliser le parc Ste-Thérèse le 16 mai 1999 et certains équipements municipaux pour la tenue de cette activité, selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur;

2^{0} à tenir une marche de Reconnaissance des familles le 4 mai 1999, selon le parcours approuvé par le Service de la sécurité publique.

La Ville de Drummondville fournira également les services municipaux demandés et accorde à cet organisme une subvention de 1 000 $ pour l'année 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

204/3/99 - Installation d'une cabane à sucre à la Place St-Frédéric Autorisation à la Corporation de développ. centre-ville

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Corporation de développement centre-ville de Drummondville à installer une cabane à sucre à la Place St-Frédéric les 1er, 2 et 3 avril 1999, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

205/3/99 - Acceptation des prévisions budgétaires 1999 de la Corporation de développement centre-ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les prévisions budgétaires 1999 de la Corporation de développement centre-ville de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

206/3/99 - Acceptation des prévisions budgétaires 1999 de la SDC Quartier Saint-Joseph

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les prévisions budgétaires 1999 de la SDC Quartier Saint-Joseph.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

207/3/99 - Subvention de 6 000 $ - Centre Récréatif St-Jean-Baptiste

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 6 000 $ au Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. dans le cadre de la Fête de la St-Jean-Baptiste 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

208/3/99 - Subvention de 1 350 $ - Société d'Histoire de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 350 $ à la Société d'Histoire de Drummondville dans le cadre d'un projet de dépliant pour le circuit patrimonial souvenance.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

209/3/99 - Subvention de 20 000 $ - Société d'Histoire de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 20 000 $ à la Société d'Histoire de Drummondville pour le projet de rénovation des orgues Casavant de l'église Saint-

Frédéric de Drummondville, laquelle subvention sera payable en 2 versements, soit 10 000 $ en 1999 et 10 000 $ en 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

210/3/99 - Subvention de 4 000 $ - Tablée populaire

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 4 000 $ à la Tablée populaire à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

211/3/99 - Embauche de Mme Annie Thériault à titre de policière à l'essai

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de Mme Annie Thériault à titre de policière à l'essai au Service de la sécurité publique et ce, effectif à compter du 21 mars 1999; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, Mme Annie Thériault s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

212/3/99 - Autorisation aux Services juridiques de la Ville – Cause en appel dans le dossier no 249060-0111419

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que les services juridiques de la Ville soient et sont par la présente autorisés à porter en appel la décision rendue par l'Honorable Juge Michel Houle de la Cour municipale de Drummondville le 17 février 1999 dans le dossier opposant la Ville de Drummondville à M. Richard Isidore Briand (dossier no 249060-0111419).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

213/3/99 - Adoption du projet de règlement no 2751 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2751 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) de créer la zone d'habitation H01-50 à même la zone d'habitation H06-31 actuelle, d'y autoriser l'usage "champ de pratique de golf" en tant qu'usage spécifiquement permis, d'assujettir ce nouvel usage aux normes présentement établies pour les autres usages déjà prévus dans cette zone et de prévoir certaines dispositions relatives au nouvel usage;

B) de préciser la marge de recul minimale d'un bâtiment principal pour les établissements de services pétroliers et autres services connexes (classe d'usages C_5) et ce, dépendamment si la façade du bâtiment est principale ou "autre" que principale;

C) de préciser le nombre minimal de cases de stationnement ainsi que les bâtiments accessoires autorisés pour les usages de type "terrains de golf" et "champ de pratique de golf",

soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

214/3/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2751) - Zonage

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2751) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de créer une nouvelle zone d'habitation pour une portion de terrains située au nord du boulevard St-Joseph approximativement entre la 122e Avenue, la rue Lafond, le boulevard St-Joseph et le boulevard Allard;
- d'ajuster une norme d'implantation applicable à un bâtiment principal pour une certaine classe d'usages du groupe commerce;
- de prévoir des exigences en matière de stationnement ainsi que certains types de bâtiments accessoires pour le groupe communautaire.

215/3/99 - Dispense de lecture du règlement no 2751

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2751 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de créer une nouvelle zone d'habitation pour une portion de terrains située au nord du boulevard St-Joseph approximativement entre la 122e Avenue, la rue Lafond, le boulevard St-Joseph et le boulevard Allard;
- d'ajuster une norme d'implantation applicable à un bâtiment principal pour une certaine classe d'usages du groupe commerce;
- de prévoir des exigences en matière de stationnement ainsi que certains types de bâtiments accessoires pour le groupe communautaire,

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

216/3/99 - Adoption du projet de règlement no 2752 – Plan d'urbanisme

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2752 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but:

A)
- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 (commerce artériel lourd) à même l'affectation résidentielle R-2 (résidentielle de moyenne densité 1);
- de déplacer l'affectation publique et institutionnelle P-1 (institutionnelle, administrative, récréative) vers le sud et ainsi de réajuster la limite des affectations résidentielles R-1 (résidentielle de faible densité) et R-2 (résidentielle de moyenne densité 1) actuelles;
  et ce pour le secteur résidentiel compris entre le boulevard René-Lévesque et l'autoroute Jean-Lesage;

B) de permettre les commerces de prestige pour l'affectation industrielle longeant le côté sud de l'autoroute Jean-Lesage dans sa portion comprise entre le Chemin du Golf et la rue Robert-Bernard, ainsi que son prolongement vers l'autoroute Jean-Lesage.

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

217/3/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2752) – Plan d'urbanisme

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (no 2752) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but:

- de modifier l'affectation des sols de la portion de terrain comprise entre le boulevard René-Lévesque, l'autoroute Jean-Lesage, la rue Robert-Bernard et de part et d'autre de la rue projetée située approximativement entre les rues P.H. Frigon et le boulevard des Pins (côté nord-ouest du boulevard René-Lévesque);

- de prévoir un nouvel usage commercial dans une certaine portion de l'affectation des sols de type I-1 "industrie 1" longeant l'autoroute Jean-Lesage.

218/3/99 - Dispense de lecture du règlement no 2752

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2752 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but:

- de modifier l'affectation des sols de la portion de terrain comprise entre le boulevard René-Lévesque, l'autoroute Jean-Lesage, la rue Robert-Bernard et de part et d'autre de la rue projetée située approximativement entre les rues P.H. Frigon et le boulevard des Pins (côté nord-ouest du boulevard René-Lévesque);
- de prévoir un nouvel usage commercial dans une certaine portion de l'affectation des sols de type I-1 "industrie 1" longeant l'autoroute Jean-Lesage,

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

219/3/99 - Adoption du projet de règlement no 2753 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par la conseillère Estelle Demers,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2753 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A)
- de créer la zone commerciale C01-17 à même une partie des zones d'habitation H01-30 et H01-31, d'y autoriser uniquement certains usages commerciaux présentant des caractéristiques particulières d'implantation et de localisation et d'y prévoir les diverses normes afférentes à la construction de bâtiments, soit à l'égard des terrains, des marges, du gabarit des bâtiments ainsi que des différents rapports et dispositions particulières qui sont applicables;
- de relocaliser la zone d'habitation H01-30 et de créer la nouvelle zone d'habitation H01-55, aux abords de la nouvelle zone commerciale C01-17 (côté nord), et d'autoriser pour ces deux (2) zones les habitations multifamiliales de quatre (4) à six (6) logements, de prévoir les diverses normes afférentes à la construction de bâtiment de même que certaines dispositions particulières pour les terrains transversaux de la nouvelle zone d'habitation H01-55;
- de réduire la zone d'habitation H01-32, d'abroger les habitations jumelées de la zone d'habitation H01-31 et de créer la nouvelle zone d'habitation H01-54 de manière à autoriser, dans ses trois (3) zones, des habitations de deux (2) à quatre (4) logements, d'y prévoir les diverses normes afférentes à la construction de bâtiment de même que certaines dispositions particulières pour les terrains transversaux;
- d'ajuster la limite des zones d'habitation H01-29, commerciale C01-09 et communautaire P01-05 en fonction de la nouvelle répartition des terrains tout en maintenant les usages actuellement autorisés de même que les diverses normes afférentes à la construction de bâtiments;

B) de permettre l'usage "commerce de vente et réparation de véhicules et équipements relatifs à l'agriculture et au jardinage" en tant qu'usage spécifiquement permis dans la zone industrielle I01-03,

soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

220/3/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2753) - Zonage

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2753) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de créer une nouvelle zone commerciale entre le boulevard René-Lévesque et l'autoroute Jean-Lesage soit du côté nord de la rue projetée située à mi-chemin entre la rue Paul-H.-Frigon et le boulevard des Pins;
- de modifier les limites de zones, la nature et la répartition des usages qui sont autorisés ainsi que les normes de construction et d'implantation applicables aux bâtiments projetés pour certaines zones comprises entre le boulevard René-Lévesque, l'autoroute Jean-Lesage, la rue projetée ainsi que la rue Robert-Bernard;

- d'autoriser un nouvel usage commercial dans une zone industrielle située à l'angle de l'autoroute Jean-Lesage et du boulevard René-Lévesque (côté sud-ouest).

221/3/99 - Dispense de lecture du règlement no 2753

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2753 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de créer une nouvelle zone commerciale entre le boulevard René-Lévesque et l'autoroute Jean-Lesage soit du côté nord de la rue projetée située à mi-chemin entre la rue Paul-H.-Frigon et le boulevard des Pins;
- de modifier les limites de zones, la nature et la répartition des usages qui sont autorisés ainsi que les normes de construction et d'implantation applicables aux bâtiments projetés pour certaines zones comprises entre le boulevard René-Lévesque, l'autoroute Jean-Lesage, la rue projetée ainsi que la rue Robert-Bernard;

- d'autoriser un nouvel usage commercial dans une zone industrielle située à l'angle de l'autoroute Jean-Lesage et du boulevard René-Lévesque (côté sud-ouest),

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

222/3/99 - Adoption du projet de règlement no 2755 - Lotissement

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2755 amendant le règlement de lotissement municipal no 2521 dans le but de soustraire les terrains compris dans la zone industrielle I01-03 de l'application de l'article 3.5 relatif à l'obligation que les infrastructures d'aqueduc et d'égout soient installées et la fondation de rue réalisée sur au moins quatre-vingts pour cent (80 %) de la largeur du terrain pour qu'un permis de lotissement soit émis, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

223/3/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2755) - Lotissement

La conseillère Estelle Demers donne avis de motion d'un règlement (no 2755) amendant le règlement de lotissement municipal no 2521 dans le but de modifier une exigence particulière quant à l'émission de permis de lotissement pour les terrains longeant l'autoroute 20 et approximativement compris entre le boulevard René-Lévesque et la rue Robert-Bernard et son prolongement vers l'autoroute.

224/3/99 - Dispense de lecture du règlement no 2755

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no

2755 amendant le règlement de lotissement municipal no 2521 dans le but de modifier une exigence particulière quant à l'émission de permis de lotissement pour les terrains longeant l'autoroute 20 et approximativement compris entre le boulevard René-Lévesque et la rue Robert-Bernard et son prolongement vers l'autoroute, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

225/3/99 - Adoption du projet de règlement no 2756 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par la conseillère Céline Trottier,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2756 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de régir, dans les zones industrielles I01-02, I01-03, I02-01, I11-01, I11-02, I12-01, I12-03 et I12-04 de façon différente la localisation de l'étalage extérieur, les superficies autorisées et les normes d'aménagement qui y sont applicables, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

226/3/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2756) - Zonage

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2756) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de prévoir certaines dispositions quant à l'étalage extérieur pour certaines zones longeant l'autoroute Jean-Lesage.

227/3/99 - Dispense de lecture du règlement no 2756

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2756 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de prévoir certaines dispositions quant à l'étalage extérieur pour certaines zones longeant l'autoroute Jean-Lesage, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

228/3/99 - Avis de motion d'un règlement – Amendement au règ. no 2700 Remorquage et remisage des véhicules routiers par le S.S.P.

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement numéro 2700 de manière à y inclure des frais imposés pour le remorquage et le remisage des véhicules routiers par le Service de la sécurité publique, ainsi que pour modifier les critères de gratuité pour l'enregistrement des bicyclettes.

229/3/99 - Adoption du règlement no 2744 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2744 a été donné (réf: 82/2/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2744 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'autoriser dans la zone commerciale C08-05 l'usage "vente/location de véhicules automobiles" en tant qu'usage spécifiquement permis:

B)
- de préciser qu'un (1) seul usage accessoire est autorisé par bâtiment à l'exception des places d'affaires et des établissements de travail autonome à domicile;
- d'autoriser la location de chambre et l'aménagement d'un logement au sous-sol comme usages accessoires à l'habitation uniquement pour les bâtiments de la classe d'usages h_1 "habitation unifamiliale" ayant une structure de type isolé;

C) d'ajouter les "poteaux" et "blocs de béton" comme constructions accessoires aux usages principaux du groupe commerce et d'assujettir ces constructions à des normes d'aménagement ainsi que de préciser pour le groupe commerce que tout autre usage et construction accessoire non prévus dans une autre marge et cour, sont autorisés uniquement dans la marge et la cour arrière

D)
- d'exiger la plantation d'arbres ou d'arbustes;
- de préciser que les normes d'aménagement relatives aux aires d'étalage ne s'appliquent pas à un certain type d'usage temporaire.

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

230/3/99 - Adoption du règlement no 2747 – P.I.A.

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2747 a été donné (réf: 127/2/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2747 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but de bonifier les critères d'évaluation du chapitre 7 applicables à l'utilisation du terrain afin de préciser les intentions relatives à l'étalage extérieur ainsi qu'à l'abattage d'arbres.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

231/3/99 - Adoption du règlement no 2749 – Cotisation payable par les membres de la Corporation de développement centre-ville de Dr'Ville

Lecture est donnée du règlement no 2749 amendant le règlement no 1649 afin de décréter la cotisation payable par les membres de la Corporation de développement centre-ville de Drummondville, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 1999.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

232/3/99 - Adoption du règlement no 2750 – Cotisation payable par les membres de la SDC Quartier Saint-Joseph

Lecture est donnée du règlement no 2750 amendant le règlement no 1610 afin de décréter la cotisation payable par les membres de la SDC Quartier Saint-Joseph, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 1999.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

233/3/99 - Adoption du règlement no 2754 – Travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur certaines rues de la Ville

Lecture est donnée du règlement no 2754 décrétant l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de Vienne, de Londres, de Genève, de Berlin, Théode, Villemure, de l'Émeraude, Saint-Georges, des Colombes, et des Chanterelles, et prévoyant un emprunt n'excédant pas 417 380 $.

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, l'assistant-greffier ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2754 et ce de 9 heures à 19 heures le 23 mars 1999.

Information des membres du Conseil

Information (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie pose au Conseil les questions suivantes:

- Combien d'employés municipaux suivent les cours de formation en informatique au Cégep?
- Pourquoi durant les heures de travail?
- Pourquoi certains employés n'ont pas été remboursés pour des cours suivis le soir?

M. Gérald Lapierre, directeur général, souligne que cette formation avait été acceptée par le Conseil à l'automne 98 et que lors de l'étude du budget pour l'année 99 une somme de 40 000 $ a été prévue pour la formation informatique des employés municipaux en 99. La formation est donnée à trois groupes d'employés et ce le jour, afin de réduire les absences au travail en considération de l'échange de temps à consentir advenant la formation le soir.

Madame la mairesse mentionne au Conseil que la Loi oblige les employeurs à investir 1 % de la masse salariale dans la formation. D'ailleurs, les montants sont prévus au budget.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants:a) **M. André Verrier**, promoteur.
b) **M. Réal Baril,** 1000 Lalemant.

a) **M. André Verrier**

- La firme Solutions Consortech Inc. est-elle de Drummondville?

Non, mais c'est la seule compagnie qui a soumissionné pour de l'équipement informatique très sophistiqué.

- Pourquoi l'assistant-greffier n'a pas mentionné que les propriétaires peuvent payer comptant en tout temps pour des travaux de secteur, exemple: le pavage ?

M. Gilles Bélisle, d.g.a., mentionne que les personnes peuvent s'adresser à la trésorerie pour payer après l'émission d'obligations (financement à long terme).

b) **M. Réal Baril**

M. Baril se plaint qu'il y a trop de bruit la nuit dans le secteur de la rue Lalemant par les camions de la voirie municipale, en particulier avec les charrues. Il remet au directeur général une pétition.

Me Céline Trottier, conseillère, fait remarquer qu'elle en a fait part au directeur du Service des travaux publics et qu'une directive a été émise aux personnes concernées. Le suivi sera fait.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le **mardi 6 avril 1999.**

234/3/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 30.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) GILLES RAÎCHE,
Assistant-greffier.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

6 avril 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 6 avril 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

M. Gilles Raîche, assistant-greffier.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistant-greffier récite la prière.

235/4/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

236/4/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 15 mars 1999

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 15 mars 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que l'assistant-greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

237/4/99

1- ***TRAVAUX DE RÉFECTION DE RUES – TRAVAUX PUBLICS 1999 (TPG-99-01) - (Soumissions ouvertes le 31 mars 1999)***

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. LACBEC INC. 1277 – 10e Rang Wickham	1 318 502,56 $
. CONSTRUCTION YVAN BOISVERT INC. 180 boul. de la Gabelle St-Étienne des Grès	1 089 075,11 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 775 boulevard Lemire Drummondville	1 229 834,06 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 116 430,35 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Sintra inc. (Région Centre du Québec)** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

238/4/99

2- ***LOCATION – ACHAT D'UN ROULEAU COMPACTEUR VIBRANT ARTICULÉ (NO 99-0017) – (Soumissions ouvertes le 31 mars 1999)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Équipement L.A.V. Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

239/4/99

3- ***ÉQUIPEMENTS DE JEUX DE PARCS (NO 99-0014) (Soumissions sur invitation: Ouverture le 31 mars 1999)***

(Le détail de cette soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la soumission de **Les Industries Simexco Inc.** soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

240/4/99

4- ***NETTOYAGE DES CHAUDIERES (TP-99-04)***
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 10 mars 1999)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. COMBUSTION A.C. INC. 3115 rue Gendron Ste-Rosalie	4 296,41 $
. GAZ NATUREL RICHARD INC. 4070 Brodeur Sherbrooke	4 544,07 $
. VOCANO TECHNOLOGIES INC. 4300 Beaudry St-Hyacinthe	7 355,85 $
. SERVITECH COMBUSTION INC. 1400 Michaud Drummondville	4 917,32 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la soumission de **Combustion A.C. inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

241/4/99

5- ***AQUEDUC, ÉGOUTS ET VOIRIE – DÉVELOPPEMENT LA VOLIÈRE***
(No 07-98) - (Soumissions ouvertes le 17 mars 1999)

Soumissionnaires	Scénario A	Scénario B
. ANDRÉ CYRENNE INC. 700 Avenue Jean Demers Parc Industriel, Bécancour	165 339,23 $	148 161,40 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu Notre-Dame du Bon-Conseil	113 480,75 $	71 191,05 $
. ENTREPRISES G.N.P. INC. 750 boul. Industriel Est Victoriaville	172 000,00 $	120 741,74 $
. T.G.C. INC. 1304 des Sables Sherbrooke	162 923,71 $	110 648,30 $
. LA SABLIERE DE WARWICK LTÉE 5 Rang Moreau Warwick	140 805,55 $	108 636,51 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC 775 boulevard Lemire Drummondville	137 282,78 $	97 892,04 $
. LACBEC INC. 1277 – 10^{E} Rang Wickham	149 918,33 $	98 844,95 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que les **soumissions reçues soient rejetées**.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

242/4/99

6- ***BULLETIN OFFICIEL DE LA VILLE (no 990010)***
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 15 mars 1999)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. IMPRIMERIE DENIS THERRIEN INC. 773 boulevard Mercure Drummondville	12 252,46 $
. IMPRIMERIE DUBOIS 1989 INC. 924 St-Pierre Drummondville	18 698,46 $
. IMPRIMERIE LEMIRE 2150 Letendre Drummondville	13 112,85 $

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville retienne la soumission de **Imprimerie Denis Therrien inc.**, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

243/4/99

7- ***VENTE D'UNE PARTIE DU LOT 123 DU CADASTRE DU CANTON DE GRANTHAM – BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE***

Soumissionnaire	Prix
. DÉVELOPPEMENT CHARLESMONT INC. 475 boulevard St-Joseph Drummondville	0,65 $ le pied carré (7,00 $ le mètre carré)

Attendu que la compagnie Développement Charlesmont Inc. offre à la Ville de Drummondville de se porter acquéreur d'une partie du lot 123 du cadastre du Canton de Grantham, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la soumission de **Développement Charlesmont inc.** soit retenue, le tout conditionnellement à la pose d'une haie d'une hauteur de 1,5 mètre sur toute la longueur du terrain adjacent au boulevard René-Lévesque.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

L'assistant-greffier fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

- M. Guy Chevrette, Ministre des Transports (Nouvelles modalités de versement de la subvention à l'exploitation allouée aux organismes municipaux et intermunicipaux de transport pour 1999)
- Mme Louise Harel, Ministre d'État aux Affaires municipales (Aide financière de 119 600 $ pour la réalisation du projet qui consistait en l'expérimentation d'une nouvelle technologie de réfection et de renforcement de la chaussée du boulevard Lemire dans le cadre du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec).

L'assistant-greffier fait également mention de lettres de remerciements provenant de différents organismes.

244/4/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 15 mars au 6 avril 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 2 660 026,66 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

245/4/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 2500 rue Auguste

CONSIDÉRANT QU'une demande a dûment été présentée afin d'autoriser une dérogation mineure ayant pour objet de diminuer le total des marges latérales pour l'établissement situé sur le lot 285-175 soit au 2500 de la rue Auguste;

CONSIDÉRANT QUE le requérant désire construire un abri d'auto attenant à son bâtiment soit une habitation unifamiliale jumelée;

CONSIDÉRANT QUE le total des marges latérales minimal prescrit par le règlement de zonage actuel pour la zone visée (H12-33) est de deux mètres (2 m) pour un bâtiment principal avec un abri d'auto attenant;

CONSIDÉRANT QU'une diminution du total des marges latérales est requise pour la construction de l'abri d'auto, et ce afin d'obtenir une superficie adéquate pour garer une voiture;

CONSIDÉRANT QUE la superficie des terrains de ce secteur est de petite dimension soit d'environ neuf virgule vingt-deux mètres (9,22 m) de largeur par trente virgule quarante-huit mètres (30,48 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QU'en 1993 le requérant a acquis une bande de terrain de un virgule cinquante-deux mètre (1,52 m) de largeur, (portant la largeur du terrain à dix virgule cinquante-cinq mètres (10,55 m)), et ce afin de pouvoir construire un abri d'auto d'environ quatre virgule cinq mètres (4,5 m) de largeur;

CONSIDÉRANT QUE la bande de terrain a été achetée du voisin situé du côté droit de l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale de la résidence construite sur le terrain voisin (côté droit) donne sur la rue St-Onge et que celle-ci fait partie d'une autre zone d'habitation (H12-28);

CONSIDÉRANT QUE le terrain voisin bénéficie encore d'une très grande superficie de terrain (soit mille cent trente-neuf virgule quarante mètres carrés (1139,40 m^2) malgré la portion vendue;

CONSIDÉRANT QU'à l'époque où le requérant a acquis ladite bande de terrain (soit en 1993) le total des marges latérales minimal était de un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QUE la disposition réglementaire actuelle quant au total des marges latérales (découlant de la refonte en 1996) cause un préjudice sérieux au requérant pour la réalisation de son projet étant donné qu'à l'époque le total des marges latérales minimal était de un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QUE les incidences de la dérogation sur la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins semblent très faibles voire nulles (le voisin ayant consenti en 1993 à vendre une portion de son terrain pour le projet);

CONSIDÉRANT QU'une haie sépare les deux (2) propriétés du côté où l'abri d'auto sera construit;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une dérogation mineure afin de diminuer le total des marges latérales minimal de deux mètres (2 m) à un mètre (1 m) en vue de la construction d'un abri d'auto pour l'établissement situé sur le lot 285-175 soit au 2500 de la rue Auguste.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

246/4/99 - Dépôt du procès-verbal (24/3/99) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 24 mars 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

247/4/99 - Refus des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 188 St-Marcel – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 188 de la rue St-Marcel, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des secteurs présentant un intérêt patrimonial et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les interventions consistent à :

- ajouter une corniche en façade;
- remplacer la maçonnerie par un acrylique beige;
- ajouter trois (3) marquises;
- réaliser un accès pour handicapés en façade;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention visant à remplacer la brique par un acrylique ne respecte pas le caractère d'origine du matériau de revêtement extérieur et que de plus, l'intervention ne permet pas une harmonisation d'ensemble avec les bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QU'une intervention mineure telle que proposée ne permet pas de modifier l'image du bâtiment ni d'améliorer son intégration au secteur;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment de la Société des alcools du Québec a une grande importance dans le secteur par sa localisation et son usage et que, de ce fait, son intégration à l'architecture du secteur est primordiale;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville r**efuse** les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 188 de la rue St-Marcel et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

248/4/99 - Acceptation des travaux d'installation d'enseignes sur auvent et refus des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une enseigne sur bâtiment ainsi qu'une enseigne sur poteau, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à réaliser une enseigne sur auvent lumineux ainsi qu'une enseigne lumineuse sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE l'auvent sera de couleur vert forêt et que l'affiche sera localisée immédiatement au-dessus de l'entrée principale de l'établissement donnant sur le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est localisée à l'extrémité droite du terrain;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est prévu au pied de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QU'aucun élément constituant l'enseigne ne permet de faire un rappel du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'il serait intéressant de reprendre les caractéristiques architecturales du bâtiment pour intégrer l'affichage;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville:

- autorise l'installation d'enseignes sur auvent;
- **refuse** l'installation de l'enseigne sur poteau;

pour le bâtiment situé au 1595 du boulevard St-Joseph, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

249/4/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 130 rue Loring – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour l'établissement situé au 130 de la rue Loring, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à réaliser quatre (4) ouvertures en façade arrière du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la façade actuelle est sans ouverture;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures proposées se retrouvent principalement au rez-de-chaussée en façade arrière et qu'elles sont peu visibles de la voie de circulation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour l'établissement situé au 130 de la rue Loring, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

250/4/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau pour l'immeuble situé au 875 rue Hains – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 875 de la rue Hains, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur de la vitrine commerciale de prestige et que, par conséquent toute nouvelle enseigne sur poteau est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser une enseigne lumineuse sur poteau localisée à proximité de l'accès principal du terrain donnant sur la rue Hains;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux (d'un diamètre d'environ zéro virgule quarante-cinq mètres (0,45 m)) feront un rappel des matériaux utilisés sur le bâtiment principal

avec l'utilisation des modules cylindriques utilisés comme poteaux pour la marquise et que ceux-ci permettront de proportionner la hauteur de l'enseigne au volume des poteaux;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'arbres et/ou d'arbustes réalisé à même une structure de maçonnerie permanente au pied de l'enseigne permettra d'éliminer l'effet de hauteur et de camoufler les bases de béton;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager prévu variera de zéro virgule trois mètre (0,3 m) à plus de un (1) mètre de hauteur et qu'il couvrira l'ensemble de la base de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE la localisation et les dimensions de l'enseigne permettent une bonne visibilité sans rendre l'enseigne prédominante dans le paysage;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 875 de la rue Hains, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

251/4/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 157 rue Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 157 de la rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent toute nouvelle enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne murale immédiatement au-dessus de la vitrine commerciale de l'établisssement;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible sur l'entablement;

CONSIDÉRANT QUE la proposition permet une continuité avec l'affichage existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs sont le blanc (lettrage), le jaune, le bleu (ornementation) et que le support est transparent permettant de faire ressortir le vert de l'entablement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 157 de la rue Heriot, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois de mars 1999 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1998.

252/4/99 - Dépôt du compte rendu (23/3/99) - Comité de transport en commun

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 23 mars 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

253/4/99 - Dépôt du compte rendu (18/3/99) - Comité de Circulation

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 18 mars 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

254/4/99 - Protocole de reconnaissance avec le Club de baseball Les Olympiques de Drummondville Inc.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Club de baseball Les Olympiques de Drummondville Inc. pour l'animation du stade Jacques Desaultels.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 15 960 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

255/4/99 - Protocole de reconnaissance avec la Société de Généalogie de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec la Société de Généalogie de Drummondville.

Le protocole de reconnaissance est valable pour les années 1999 et 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

256/4/99 - Protocole de location avec le Festival Mondial de Folklore de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de location avec le Festival Mondial de Folklore de Drummondville pour l'utilisation de locaux à l'Édifice Thomas-Louis Gauthier.

Le protocole de location est valable pour l'année 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

257/4/99 - Protocole d'entente avec la Corporation de Développement Centre-Ville de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Corporation de Développement Centre-Ville de Drummondville pour la gestion de certains espaces publics au centre-ville.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 20 avril au 1er novembre 1999 et comprend le versement d'une subvention de 5 200 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

258/4/99 - Protocole d'entente avec la Corporation de Développement Centre-Ville de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Corporation de Développement Centre-Ville de Drummondville pour l'animation de la Place St-Frédéric.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 1999 et comprend le versement d'une subvention de 7 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

259/4/99 - Protocole de reconnaissance avec le Conseil Canadien des Aveugles du Québec, région Drummond Inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Conseil Canadien des Aveugles du Québec, région Drummond Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 500 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

260/4/99 - Protocole de reconnaissance avec le Groupe d'Entraide l'Entracte

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Groupe d'Entraide l'Entracte.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 1 750 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

261/4/99 - Protocole de reconnaissance avec l'Association des personnes handicapées de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec l'Association des personnes handicapées de Drummondville inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 2 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

262/4/99 - Protocole de reconnaissance avec l'Association de paralysie cérébrale du Québec inc. (Chapitre Mauricie)

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec l'Association de paralysie cérébrale du Québec inc. (Chapitre Mauricie).

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 1 500 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

263/4/99 - Protocole de reconnaissance avec l'Association des parents d'enfants handicapés du Centre du Québec Inc.

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec l'Association des parents d'enfants handicapés du Centre du Québec inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention de 4 250 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

264/4/99 - Protocole d'entente avec Construction Gilles Ducharme et Associés Réalisation de travaux municipaux sur la rue Des Colombes

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Construction Gilles Ducharme et Associés inc. portant sur la réalisation de travaux municipaux sur la rue Des Colombes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

265/4/99 - Protocole d'entente avec la Commission scolaire des Chênes et le Festival Mondial de Folklore (Drummond)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Commission scolaire des Chênes et le Festival Mondial de Folklore (Drummond) pour la tenue de la 18^{e} édition dudit Festival.

Le protocole d'entente est valable pour une durée de 3 ans.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

266/4/99 - Bail avec la Compagnie 2434-4523 Québec inc. Location de 37 espaces de stationnement

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un bail avec la Compagnie 2434-4523 Québec inc. pour l'utilisation de 37 espaces de stationnement dans le stationnement de la Garderie.

Ledit bail prévoit le paiement d'une somme de 4 070 $, plus taxes, le tout payable à la signature du contrat et valable pour une période d'un an à compter du 1er janvier 1999.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no 115/2/99 du 15 février 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

267/4/99 - Mandat au Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. Pompe additionnelle au surpresseur du Parc industriel régional

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux d'installation d'une pompe additionnelle au surpresseur du parc industriel régional de Drummondville, lesquels travaux sont prévus au règlement no 2741.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

268/4/99 - Mandat à M. Denys Baril, architecte – Préparation de plans & devis Réfection de l'enceinte de la piscine du Centre Culturel

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services professionnels de M. Denys Baril, architecte, aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux de réfection de l'enceinte de la piscine du Centre Culturel, lesquels travaux sont prévus au règlement no 2742.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

269/4/99 - Autorisation à la Ville de Windsor – Demande commune de soumissions publiques pour le régime d'assurance collective

Attendu que les villes et municipalités d'Asbestos, Disraéli, Princeville, Ascot, Drummondville, Richmond, Black Lake, Fleurimont, Rock Forest, Bromptonville, Lac Brome, St-Denis de Brompton,Champlain, Magog, Saint-Nicéphore, Cowansville, Plessisville, Sutton, Valcourt, Warwick, Windsor entendent procéder à une demande commune de soumissions publiques pour le régime d'assurance collective;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Ville de Windsor à procéder à un appel d'offres commun et à recevoir les soumissions conformément à un cahier de charges d'assurance collective, lequel devra obligatoirement prévoir la possibilité que Drummondville puisse se retirer du processus d'appel d'offres sans aucune indemnité pour elle et, conséquemment, qu'aucun contrat d'assurance octroyé par Windsor ne sache lier Drummondville en de telles circonstances.

En conséquence, Drummondville ne délègue pas à Windsor la capacité d'adjuger un contrat d'assurance en son nom, Drummondville demeurant elle-même complètement libre de se retirer du processus de demande commune de soumissions en tout temps.

La Ville de Drummondville rend la Ville de Windsor responsable de tout dommage qu'elle pourrait subir suite au non-respect par Windsor de la présente résolution.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

270/4/99 - Mandat à André Gingras et Associés inc. – Étude du régime d'assurance collective

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la firme André Gingras et Associés inc. soit et est autorisée à obtenir, des assureurs de Drummondville en assurance collective, toutes informations jugées nécessaires à l'étude de notre régime et à l'élaboration d'un rapport incluant l'expérience, les taux, les renseignements touchant l'administration du régime (frais de réserve, administration et

commissions) en vigueur au dossier et, le cas échéant, à procéder à un processus d'appel d'offres commun conformément au mandat donné par Drummondville à la Ville de Windsor en vertu de sa résolution numéro 269/4/99.

Suite à l'ouverture de soumissions faite conformément au paragraphe qui précède, advenant que Drummondville décide de ne pas participer au contrat commun avec les autres municipalités participantes avec la Ville de Windsor aux susdites demandes communes de soumissions, la présente autorisation prend alors fin, sans aucuns frais pour Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

271/4/99 - Mandat à Géo Lab inc. – Analyse de sol (secteur de la Ferme)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse de sol pour le secteur de la Ferme pour un montant de 2 250 $, plus taxes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

272/4/99 - Mandat à M. Martin Paradis, a.-g. – Préparation d'une description technique (Ptie du lot 123)

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que les services professionnels de M. Martin Paradis, arpenteur-géomètre, soient retenus aux fins de préparer une description technique affectant une partie du lot 123 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

273/4/99 - Utilisation des équipements du parc St-Philippe Autorisation au Club de pétanque de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de pétanque de Drummondville inc. à utiliser les équipements du parc St-Philippe durant la saison estivale 1999, le tout selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

274/4/99 - Amendement à la résolution no 935/11/98 – Changement de date (Beauce Carnaval)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la résolution no 935/11/98 soit par la présente amendée de façon à changer la date du "23 mai 1999" par la date du "24 mai 1999".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

275/4/99 - Délégation de Mme Dominique Thériault et de M. André Paquet Colloque du Carrefour "Action municipale et familles"

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Mme Dominique Thériault, conseillère, et M. André Paquet, directeur du Service loisir et vie communautaire, à participer au 11e colloque du Carrefour "Action municipale et familles" qui se tiendra à Val-d'Or les 4, 5 et 6 juin 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

276/4/99 - Nomination des vérificateurs pour 1999, 2000 et 2001

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que les services professionnels de la firme Verrier Paquin Hébert, comptables agréés, soient retenus à titre de vérificateurs de la Ville de Drummondville pour les années 1999, 2000 et 2001.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

277/4/99 - Subvention de 200 $ - Croix-Rouge canadienne

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 200 $ à la Croix-Rouge canadienne à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

278/4/99 - Subvention de 100 $ - Parents-Secours Drummondville Inc.

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à Parents-Secours Drummondville Inc. à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

279/4/99 - Subvention de 200 $ - Fondation Réveil Inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 200 $ à Fondation Réveil Inc. à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

280/4/99 - Appui à La Chorale au fil des ans de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la Chorale au fil des ans de Drummondville dans son projet pour souligner l'année internationale des personnes âgées qui a comme thème "Vers une société pour tous les âges".

La Ville verse également à cet organisme une somme de 100 $ à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

281/4/99 - Autorisation au 16e Groupe St-Jean-Baptiste Tenue d'un bazar les 1er et 2 mai 1999

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le 16ième Groupe St-Jean-Baptiste à tenir un bazar les 1er et 2 mai 1999 sur le terrain de l'école Ste-Marie.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Dépôt du certificat relatif au règlement no 2754

Conformément à la loi, l'assistant-greffier dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement no 2754 décrétant

l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de Vienne, de Londres, de Genève, de Berlin, Théode, Villemure, de l'Émeraude, Saint-Georges, des Colombes et des Chanterelles.

282/4/99 - Adoption du projet de règlement no 2757 - Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2757 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'agrandir la zone commerciale C12-05 à même une partie de la zone d'habitation H12-13 actuelle;
B) d'autoriser dans la zone commerciale C06-13 l'usage "nettoyage de véhicules" en plus des usages commerciaux actuellement autorisés;
C) d'autoriser dans la zone communautaire P04-04 certains usages commerciaux des classes d'usages "commerce de détail et de service (C_2)" ainsi que "commerce artériel léger (C_3),

soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

283/4/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2757) - Zonage

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier la limite de deux (2) zones situées à l'angle du boulevard St-Joseph Ouest et de la rue Richard (côté sud-ouest);
- de permettre un nouvel usage commercial dans une zone commerciale située de part et d'autre du boulevard St-Joseph soit entre la rue De Laval et la 123^{e} Avenue;
- de permettre certains usages commerciaux dans une zone communautaire située à l'angle des rues Lindsay et Dunkin (côté sud-ouest).

284/4/99 - Dispense de lecture du règlement no 2757

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2757 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier la limite de deux (2) zones situées à l'angle du boulevard St-Joseph Ouest et de la rue Richard (côté sud-ouest);
- de permettre un nouvel usage commercial dans une zone commerciale située de part et d'autre du boulevard St-Joseph soit entre la rue De Laval et la 123^{e} Avenue;
- de permettre certains usages commerciaux dans une zone communautaire située à l'angle des rues Lindsay et Dunkin (côté sud-ouest),

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

285/4/99 - Avis de motion d'un règlement – Amendement au règ. no 2700

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement (no 2759) modifiant le règlement numéro 2700 concernant la garde des animaux et les systèmes d'alarme contre le vol et l'incendie.

286/4/99 - Dispense de lecture du règlement no 2759

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2759 modifiant le règlement numéro 2700 concernant la garde des animaux et les systèmes d'alarme contre le vol et l'incendie, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

287/4/99 - Adoption du second projet de règlement no 2751-1 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par la conseillère Réjeanne Viens,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 2751-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) de créer la zone d'habitation H06-50 à même la zone d'habitation H06-31 actuelle, d'y autoriser l'usage "champ de pratique de golf" en tant qu'usage spécifiquement permis, d'assujettir ce nouvel usage aux normes présentement établies pour les autres usages déjà prévus dans cette zone et de prévoir certaines dispositions relatives au nouvel usage;

B) de préciser la marge de recul minimale d'un bâtiment principal pour les établissements de services pétroliers et autres services connexes (classe d'usages C_5) et ce, en fonction du type de façade (façade principale ou autre que principale);

C) de préciser le nombre minimal de cases de stationnement ainsi que les bâtiments accessoires autorisés pour les usages de type "terrains de golf" et "champ de pratique de golf";

soit et est adopté;

2^{o} QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

288/4/99 - Adoption du règlement no 2752 – Plan d'urbanisme

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2752 a été donné (réf: 217/3/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2752 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but:

A)
- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 (commerce artériel lourd) à même l'affectation résidentielle R-2 (résidentielle de moyenne densité 1);
- de déplacer l'affectation publique et institutionnelle P-1 (institutionnelle, administrative, récréative) vers le sud et ainsi de réajuster la limite des affectations résidentielles R-1 (résidentielle de faible densité) et R-2 (résidentielle de moyenne densité 1) actuelles;
  et ce pour le secteur résidentiel compris entre le boulevard René-Lévesque et l'autoroute Jean-Lesage;

B) de permettre les commerces de prestige pour l'affectation industrielle longeant le côté sud de l'autoroute Jean-Lesage dans sa portion comprise entre le Chemin du Golf et le boulevard St-Joseph.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

289/4/99 - Adoption du règlement no 2753 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2753 a été donné (réf: 220/3/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du

Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2753 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A)
- de créer la zone commerciale C01-17 à même une partie des zones d'habitation H01-30, H01-31 et H01-32, d'y autoriser uniquement certains usages commerciaux présentant des caractéristiques particulières d'implantation et de localisation et d'y prévoir les diverses normes afférentes à la construction de bâtiments, soit à l'égard des terrains, des marges, du gabarit des bâtiments ainsi que des différents rapports et dispositions particulières qui sont applicables;
- de relocaliser la zone d'habitation H01-30 et de créer la nouvelle zone d'habitation H01-55, aux abords de la nouvelle zone commerciale C01-17 (côté nord), et d'autoriser pour ces deux (2) zones les habitations multifamiliales de quatre (4) à six (6) logements, de prévoir les diverses normes afférentes à la construction de bâtiment de même que certaines dispositions particulières pour les terrains transversaux de la nouvelle zone d'habitation H01-55;
- de réduire la zone d'habitation H01-32, d'abroger les habitations jumelées de la zone d'habitation H01-31 et de créer la nouvelle zone d'habitation H01-54 de manière à autoriser, dans ses trois (3) zones, des habitations de deux (2) à quatre (4) logements, d'y prévoir les diverses normes afférentes à la construction de bâtiment de même que certaines dispositions particulières pour les terrains transversaux;
- d'ajuster la limite des zones d'habitation H01-29, commerciale C01-09 et communautaire P01-05 en fonction de la nouvelle répartition des terrains tout en maintenant les usages actuellement autorisés de même que les diverses normes afférentes à la construction de bâtiments;

B) de permettre l'usage "commerce de vente et réparation de véhicules et équipements relatifs à l'agriculture et au jardinage" en tant qu'usage spécifiquement permis dans la zone industrielle I01-03.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

290/4/99 - Adoption du règlement no 2755 - Lotissement

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2755 a été donné (réf: 223/3/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2755 amendant le règlement de lotissement municipal no 2521 dans le but de soustraire les terrains compris dans la zone industrielle I01-03 de l'application de l'article 3.5 relatif à l'obligation que les infrastructures d'aqueduc et d'égout soient installées et la fondation de rue réalisée sur au moins quatre-vingts pour cent (80 %) de la largeur du terrain pour qu'un permis de lotissement soit émis.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

291/4/99 - Adoption du règlement no 2758 – Amendement au règ. no 2700 Remorquage et remisage des véhicules routiers

Lecture est donnée du règlement no 2758 modifiant le règlement no 2700 de manière à y inclure des frais imposés pour le remorquage et le remisage des véhicules routiers par le Service de la sécurité publique, ainsi que pour modifier les critères de gratuité pour l'enregistrement des bicyclettes.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à M. Yvan Morin, assistant-trésorier de la Ville, à l'occasion du décès de sa sœur, Mme Denise Morin Bourgault.

Enlèvement des déchets domestiques à toutes les semaines (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie rappelle à la population que l'enlèvement des déchets domestiques reviendra à toutes les semaines à compter du mardi 6 avril 1999.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants: a) **M. Denis Savoie,** conseiller
b) **M. Richard Pelletier**, 267 rue Lindsay

a) M. Denis Savoie

Qu'est-ce qui en est ressorti de la rencontre de la semaine dernière pour la piste cyclable rue Brock avec Réseaux Plein Air Drummond inc.?

Mme Francine Ruest-Jutras l'informe que la rencontre a eu lieu avec les intervenants et que le tracé projeté a été modifié, mais ce n'est pas finalisé; et il y a aussi la coordination avec la MRC Drummond pour le réseau de la Route Verte et les travaux devraient se faire cette année.

b) M. Richard Pelletier

Pourquoi n'a-t-on pas rendu de décision concernant la fourrière municipale?

Mme Francine Ruest-Jutras fait remarquer que l'étude n'est pas terminée et qu'aucune soumission n'est conforme.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le **lundi 19 avril 1999.**

292/4/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 10.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) GILLES RAÎCHE,
Assistant-greffier.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

19 avril 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 19 avril 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

M. Gilles Raîche, assistant-greffier.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistant-greffier récite la prière.

293/4/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté l'item suivant:

41A. Nomination d'un maire suppléant (Demande de M. Robert Lafrenière).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

294/4/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 6 avril 1999

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 6 avril 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'assistant-greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

295/4/99

1- ***GROUPE ÉLECTROGÈNE (NO 99-0011)***
(Ouverture des soumissions le 24 mars 1999)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Génératrice Drummond** (option 4 - groupe électrogène usagé avec remorque) soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

296/4/99

2- ***ASPHALTE ROUTIER (RÉPARATION DE LA CHAUSSÉE) – No 99-0023***
(Soumissions ouvertes le 14 avril 1999)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. ASPHALTE DRUMMOND INC. 775 boul. Lemire Drummondville	255 355,50 $ (37,00 $/T.M.)
. SINTRA INC. (CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu Notre-Dame-du-Bon-Conseil	258 668,22 $ (37,48 $/T.M.)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la soumission de **Asphalte Drummond inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

297/4/99

3- ***PIERRE CONCASSÉE ET ABRASIFS – No 99-0024***
(Soumissions ouvertes le 14 avril 1999)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que les plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des items suivants soient retenus:

- **Sintra inc. (Centre du Québec)** au montant total approximatif de **37 815,40 $ (taxes incluses)**
- **Carrière Saint-François Ltée** au montant total approximatif de **860,36 $ (taxes incluses)**
- **Carrière P.C.M. Ltée** au montant total approximatif de **28 745,15 $ (taxes incluses).**

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

298/4/99

4- ***ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES – No 99-0018***
(Soumissions ouvertes le 7 avril 1999)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »)

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que les soumissions suivantes soient retenues, étant les plus basses soumissions conformes:

- **Pro-Sys Tec inc.** au montant total de **62 200,35 $ (taxes incluses)**
- **Micro-Age inc.** au montant total de **6 176,84 $ (taxes incluses).**

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

299/4/99

5- ***OPÉRATION DE LA FOURRIERE MUNICIPALE (ANIMAUX) - (1er MAI 1999 AU 1er MAI 2002) – Soumissions ouvertes le 30 mars 1999***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Raîche, assistant-greffier, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que les soumissions reçues soient rejetées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

L'assistant-greffier fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

- Ministère de la Culture et des Communications (Aide financière de 1 350 $ pour la réalisation d'un dépliant d'accompagnement du circuit patrimonial de Drummondville)
- Ministère d'État aux Affaires municipales (Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) procédera à une consultation publique sur la gestion de l'eau au Québec).

Dépôt des états financiers 1998

Madame la mairesse fait lecture d'un communiqué qui résume les grandes lignes du rapport financier préparé par la firme de comptables agréés Forcier, Beaudry, Landry et qui démontre un surplus de 1 816 843 $ pour l'année financière 1998.

Le conseiller Jean-Guy Spénard remercie ses collègues, tous les employés cadres et les employés municipaux qui permettent à la Ville de tels résultats.

300/4/99 - Acceptation des états financiers 1998 de l'O.M.H.D.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les états financiers de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'année 1998.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

301/4/99 - Dérogation mineure – Immeuble sis au 355 boulevard St-Joseph

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée afin de permettre le déplacement d'une (1) enseigne sur bâtiment et ce, pour l'établissement situé au 355 du boulevard St-Joseph

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé (Provigo) fait partie d'un ensemble commercial (Galerie Drummond) et de ce fait, est soumis à la catégorie d'affichage D;

CONSIDÉRANT QUE la réglementation, pour cette catégorie, permet actuellement une superficie d'affichage sur bâtiment de cinq mètres carrés (5 m^2) ainsi qu'un (1) logo corporatif, emblème ou sigle d'identification d'une entreprise de deux mètres carrés (2 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le requérant désire déménager l'enseigne existante actuellement apposée sur la marquise de l'établissement (vis-à-vis l'une des entrées du mail) sur le nouveau mur courbe et ce, afin de marquer la nouvelle entrée du marché d'alimentation;

CONSIDÉRANT QUE le requérant mentionne qu'il désire réutiliser ladite enseigne principalement afin de réduire les coûts pour l'entreprise ainsi que pour des raisons de visibilité soit la localisation très loin du boulevard St-Joseph et la construction éventuelle sur le terrain vacant devant le magasin (site Irving);

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne sur bâtiment est une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis;

CONSIDÉRANT QU'en vertu des dispositions de la réglementation sur l'affichage une enseigne dérogatoire qui est déplacée, que ce soit sur le même terrain ou un terrain autre, n'est plus protégée par des droits acquis;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée nuit à la continuité de l'affichage dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE de nombreux efforts ont été demandés à tous les propriétaires d'établissements commerciaux afin de réduire leur superficie d'affichage respective conformément à la réglementation et d'améliorer globalement l'image du secteur et ce, tout particulièrement pour le secteur du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé dispose d'un affichage sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage du secteur est particulièrement abondant;

CONSIDÉRANT QU'il est possible pour le requérant d'avoir une (1) enseigne conforme à la réglementation actuelle;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville **refuse** une dérogation mineure ayant pour effet de permettre le déplacement d'une (1) enseigne sur bâtiment et ce, pour l'établissement situé au 355 du boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

302/4/99 - Dépôt du procès-verbal (7/4/99) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 7 avril 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

303/4/99 - Acceptation des travaux d'une nouvelle construction et refus des travaux d'aménagement du terrain au 595 boul. St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande a été dûment présentée afin d'autoriser des travaux de construction neuve pour le terrain situé au 595 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé dans les limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle construction est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser un bâtiment de deux (2) étages d'une superficie approximative de vingt-huit mètres (28 m) par vingt mètres (20 m);

Aménagement de terrain :

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des cases de stationnement est réalisé en cour arrière du bâtiment et en partie, en façade latérale;

CONSIDÉRANT QU'un seul accès au terrain est aménagé en façade sur le boulevard St-Joseph et que la circulation sur le terrain est clairement orientée et sécuritaire;

CONSIDÉRANT QUE les détails concernant l'aménagement paysager du terrain sont insuffisants afin de prendre une décision éclairée;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement plus élaboré serait préférable afin de mettre en valeur le futur site;

Implantation :

CONSIDÉRANT QUE le rapport de la largeur de la façade du bâtiment versus la largeur de façade de terrain est élevé et que ceci permet de refléter un paysage densément construit;

Architecture :

CONSIDÉRANT QUE le matériau principal est une maçonnerie de béton de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE la façade du bâtiment est animée par un jeu de matériaux, un soulignement de l'entrée principale et une fenestration abondante;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment est compatible aux gabarits des bâtiments du secteur;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville:

1° autorise les travaux d'une construction neuve;
2° **refuse** les travaux relatifs à l'aménagement de terrain pour le terrain situé au 595 du boulevard St-Joseph et ce, conformément aux critères d'évaluation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

304/4/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 143 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour l'établissement situé au 143 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à remplacer le revêtement d'acier actuel par un revêtement de stuc acrylique;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention permettra de diminuer le nombre de matériaux en façade du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les jeux de couleur et d'ornementation permettent d'animer la façade;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement principal, la corniche, l'entablement de bois et l'ornementation seront dans les tons de brun;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention permettra d'uniformiser les composantes de la façade ainsi que d'harmoniser le bâtiment à l'architecture caractérielle du centre-ville;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise des travaux de rénovation extérieure pour l'établissement situé au 143 de la rue Lindsay et ce, dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

305/4/99 - Acceptation des travaux de construction d'un garage résidentiel pour le bâtiment situé au 191 rue Dorion – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un garage résidentiel pour le bâtiment situé au 191 de la rue Dorion, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute construction d'un garage résidentiel est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à construire un garage d'environ cinq virgule quinze mètres (5,15 m) par six mètres (6 m) implanté dans le prolongement de la cour latérale gauche du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment ainsi que son gabarit ne nuisent pas à la visibilité du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la toiture du garage reprend les caractéristiques de la toiture en pente du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est en acier prépeint vert similaire à celui retrouvé sur la toiture du bâtiment principal et que le revêtement principal du garage est une planche à clin de bois jaune s'agençant au bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise des travaux de construction pour le bâtiment situé au 191 de la rue Dorion, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

306/4/99 - Acceptation des travaux d'aménagement d'un centre de jardin extérieur pour le bâtiment situé au 355 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'aménagement d'un centre jardin extérieur pour le bâtiment situé au 355 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, l'aménagement d'un centre jardin est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à aménager un centre jardin en façade latérale gauche du bâtiment principal (du côté du boulevard René-Lévesque);

CONSIDÉRANT QUE le centre sera ceinturé d'une clôture d'acier noir (imitation de fer forgé) de deux mètres (2 m) de hauteur;

CONSIDÉRANT QUE des pare-soleil couvriront la moitié de la largeur du centre;

CONSIDÉRANT QUE les pare-soleil seront réalisés avec un tissu bleu foncé supporté par une structure tubulaire;

CONSIDÉRANT QU'une marquise sera réalisée (bois traité) afin de couvrir la caisse située à l'extrémité arrière de l'aménagement;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'aménagement d'un centre jardin extérieur pour le bâtiment situé au 355 du boulevard St-Joseph et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

307/4/99 - Dépôt du procès-verbal (15/4/98) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 avril 1998 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

308/4/99 - Acceptation des travaux de déboisement du site et l'implantation au sol du bâtiment situé au 150 Robert-Bernard - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet de réaliser des travaux d'abattage d'arbres en vue de la construction d'un nouveau bâtiment et de l'aménagement global du site, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur du secteur P.I.A./Vitrine de prestige, longeant l'autoroute Jean-Lesage et que, par conséquent, tous les travaux de déboisement ainsi que l'implantation au sol des bâtiments sont régis par des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Déboisement

CONSIDÉRANT QUE les travaux de déboisement proposés ont pour objet de :

A) permettre l'implantation au sol du bâtiment, l'aménagement des voies d'accès et des aires de débarquement et de stationnement, des équipements ainsi que pour les véhicules des employés et clients;
B) procurer une visibilité convenable du bâtiment à partir de l'autoroute;
C) effectuer des travaux d'éclaircie pour les aires plus éloignées du bâtiment;
D) conserver certaines aires boisées intactes dans les zones limitrophes du site;

CONSIDÉRANT QUE les pourcentages de déboisement proposés se répartissent comme suit :

A) implantation du bâtiment et aires de manœuvres : 100%
B) dégagement pour visibilité : 90%
C) zones d'éclaircie : 50%
D) zones intactes : 0%

CONSIDÉRANT QUE la proposition permet de limiter la visibilité du site et des aires de stationnement/débarquement à partir de la rue Robert-Bernard ainsi qu'à partir de la voie d'accès de l'autoroute se situant dans le prolongement du boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QUE la superficie du site qui sera déboisée en totalité apparaît raisonnable en regard des besoins découlant de l'implantation au sol du bâtiment et de l'aménagement des aires de stationnement et de débarquement des véhicules;

CONSIDÉRANT QUE l'aire devant être déboisée à quatre-vingt-dix pour cent (90 %) pour fin de visibilité laissera en fait, peu de végétation en place;

CONSIDÉRANT QU'une portion de cette aire pourrait conserver un couvert forestier plus dense sans pour autant nuire à la visibilité du bâtiment; (déboisement à soixante-dix pour cent (70 %) plutôt que quatre-vingt-dix pour cent (90 %);

CONSIDÉRANT QUE tous les travaux de coupe d'arbres devront se faire uniformément dans chaque aire identifiée et que, en conséquence, une même densité d'arbres devra se retrouver sur la totalité de celles-ci et ce, conformément au plan déposé;

Implantation

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment sera implanté avec un dégagement intéressant à partir de l'autoroute (distance d'environ trente mètres (30 m));

CONSIDÉRANT QUE son implantation, en angle par rapport à l'autoroute, permettra de tirer profit du tracé courbe de l'autoroute à cet endroit ainsi que de la sortie d'autoroute à proximité et ce, quant à la visibilité des façades de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE ladite implantation minimisera la visibilité des façades dont l'architecture est rendue moins intéressante conséquemment à l'utilisation intérieure du bâtiment (aire de réparation des véhicules) ainsi que par l'aménagement de portes d'accès nécessaires à l'entrée / sortie des équipements;

CONSIDÉRANT QUE la localisation du bâtiment sur le site minimisera la visibilité des aires de stationnement et de débarquement des équipements à partir de l'autoroute;

CONSIDÉRANT QUE la présence d'une servitude sur le terrain (Hydro-Québec) constitue une contrainte importante à l'implantation du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville:

- accepte le plan de déboisement tel que déposé **sauf pour une portion du terrain situé du côté est du bâtiment où il est recommandé d'autoriser un déboisement d'un pourcentage maximal de soixante-dix pour cent (70 %) plutôt que quatre-vingt-dix pour cent (90 %) tel que montré au plan déposé;**
- accepte l'implantation du bâtiment tel que proposé.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

309/4/99 - Reconduction de mandat de 5 administrateurs - C.A. de la Corporation du Centre Culturel de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville renouvelle le mandat de:

- Mme Solange Lebel à titre de représentante de la population
- M. Noël Sylvain à titre de représentant de la population
- Mme Francine Lemire-Lauzon à titre de représentante du secteur socio-économique
- M. Jean-Yves Milot à titre de représentant du secteur socio-économique
- M. Gaston Langlais à titre de représentant du secteur socio-économique

au sein du conseil d'administration de la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. pour un terme de 2 ans.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

310/4/99 - Amendement à la résolution no 117/2/99 – Ajout du nom de Mme Réjeanne Viens (assises de l'UMQ)

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la résolution no 117/2/99 soit amendée de façon à ajouter le nom de Mme Réjeanne Viens, conseillère, en remplacement de M. Guy Drouin (Assises annuelles de l'Union des municipalités du Québec).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

311/4/99 - Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des matériaux - Réfection de rues 1999

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Laboratoires Shermont Inc.

aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux de réfection de rues 1999 prévus au règlement no 2740.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

312/4/99 - Mandat à Géo Lab inc. – Analyse des matériaux Travaux d'aqueduc & d'égouts (Développement La Volière)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux d'aqueduc et d'égouts dans le développement domiciliaire La Volière, le tout aux frais du promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

313/4/99 - Emprunt de 100 000 $ au fonds de roulement

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 100 000 $ à son fonds de roulement pour la fourniture de feux de circulation au carrefour avenue des Frères/rue St-Jean/rue Heriot et pour l'achat d'un groupe électrogène.

Cet emprunt sera remboursable comme suit:

20 000 $ en 2000
20 000 $ en 2001
20 000 $ en 2002
20 000 $ en 2003
20 000 $ en 2004.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

314/4/99 - Autorisation au Club des Radioamateurs du Centre du Québec Tenue d'un bazar au Centre Équestre le 12 juin 1999

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club des Radioamateurs du Centre du Québec inc. à tenir un bazar au Centre Équestre le 12 juin 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

315/4/99 - Autorisation à les unités scouts de Drummondville (13^{e} groupe St-Pierre) – Tenue d'un marchethon le 6 juin 1999

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les unités scouts de Drummondville du 13^{e} groupe St-Pierre à tenir un marchethon le 6 juin 1999 dans les rues de la Ville selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

316/4/99 - Tenue d'un tournoi industriel de balle donnée Autorisation à Les Dodgers de Drummondville – Baseball senior

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Les Dodgers de Drummondville de la ligue de Baseball Senior de l'Estrie à tenir un tournoi industriel de balle donnée du 21 au 25 mai

1999 aux parcs Michaud et Bernier, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

317/4/99 - Subvention de 100 $ - Symphonie des Jeunes de Drummondville et Parascolaire des Chênes

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Symphonie des Jeunes de Drummondville et au Parascolaire des Chênes à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

318/4/99 - Autorisation au Groupe Conseil Robert Malouin inc. Travaux de construction de services sur la rue Robert-Bernard

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe Conseil Robert Malouin inc. à présenter, pour approbation, au ministère de l'Environnement les plans et devis pour la réalisation des travaux de construction de services temporaires sur la rue Robert-Bernard (dossier ME98DR05).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

319/4/99 - Convention avec M. Georges-F. Lavoie – Travaux d'infrastructures temporaires sur la rue Robert-Bernard

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une convention notariée avec M. Georges-F. Lavoie, promoteur, pour la réalisation des travaux d'infrastructures temporaires sur la rue Robert-Bernard, conformément au plan numéro 1 de 1 du dossier ME98DR05 préparé par le Groupe Conseil Robert Malouin inc. en date du 25 mars 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

320/4/99 - Prolongation d'un mois de l'entente verbale avec Mme Solange Picotin - Opération de la fourrière municipale

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville prolonge d'un mois (1er mai au 31 mai 1999) l'entente verbale intervenue avec Mme Solange Picotin pour l'opération de la fourrière municipale pour un montant forfaitaire de 2 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

321/4/99 - Amendement à la résolution no 1061/12/98 - Prolongation de la date (Mandat au Dr Jean Proulx)

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la résolution no 1061/12/98 soit amendée pour changer les mots "30 avril 1999" par "31 mai 1999" (Mandat au Dr Jean Proulx – euthanasie des animaux domestiques recueillis par la fourrière municipale).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

322/4/99 - Amendement à l'art. 1 de la cédule "A" du règlement no 2740

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'article 1. de la cédule "A" du règlement no 2740 soit remplacé par la cédule "B" Intitulée: "Article 1. - Réfection de trottoirs et de bordures – 97 500 $" et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

323/4/99 - Amendement à l'art. 1 de la cédule "A" du règlement no 2741

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que l'article 1. de la cédule "A" du règlement no 2741 soit remplacé par la cédule "B" Intitulée: "Article 1. - Réfection de services d'aqueduc et d'égouts – 73 000 $" et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

324/4/99 - Modification de l'organigramme de direction du Service de la sécurité publique

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le Conseil municipal accepte de modifier l'organigramme de direction du Service de la sécurité publique adopté par la résolution no 1009/12/96 dans le cadre du redéploiement organisationnel, selon le nouvel organigramme déposé par le directeur général.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

325/4/99 - Signature d'un contrat de travail avec M. Jean-Denis Lefebvre

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un contrat avec M. Jean-Denis Lefebvre, directeur par intérim au Service de la sécurité publique, aux fins d'établir ses conditions de travail.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

326/4/99 - Embauche de M. Louis Raîche à titre de directeur adjoint et capitaine au Service de la sécurité publique

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Louis Raîche à titre de directeur adjoint et capitaine au Service de la sécurité publique de Drummondville, le tout conformément à la politique établie sur les conditions de travail du personnel cadre de la Ville de Drummondville sans probation toutefois.

Le salaire à l'embauche est fixé à 75 000 $ et la date d'entrée en service est le 17 mai 1999. À compter du 1er janvier 2000, son salaire sera indexé de deux pour cent (2 %) et cinq (5) semaines de vacances lui seront accordées à compter du 17 mai 2000.

L'embauche de M. Louis Raîche est conditionnel à un engagement de sa part à installer son lieu de résidence principal sur le territoire de la Ville de Drummondville dans les 6 mois de son embauche.

Compte tenu de la spécificité du mandat du directeur adjoint et capitaine Louis Raîche, du besoin de supervision et de la disponibilité de ce dernier pour les activités opérationnelles ainsi que de la nécessité d'intervention et d'une présence fonctionnelle vigilante, même en dehors des heures régulières de travail, l'utilisation par cet officier d'un véhicule automobile du service est requise.

Au 1er janvier 2001, M. Louis Raîche sera nommé directeur du Service de la sécurité publique ou, selon le cas, directeur par intérim de ce service jusqu'à ce qu'il intègre le poste de directeur au moment où celui-ci deviendra vacant. À compter de cette date, M. Raîche touchera le salaire de 82 525 $ lequel pourra être majoré suivant la politique au rendement alors en vigueur à la Ville de Drummondville.

Les autres conditions énoncées ci-avant continuent alors de recevoir application.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

327/4/99 - Nomination de M. Gaston Bellemare au poste de capitaine de la Surveillance du territoire

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la résolution no 703/8/96 soit modifiée de manière à nommer M. Gaston Bellemare capitaine à la Surveillance du territoire au Service de la sécurité publique de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

328/4/99 - Nomination de M. Gérald Lapierre au poste de coordonnateur par intérim des mesures d'urgence

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que M. Gérald Lapierre soit nommé coordonnateur par intérim des mesures d'urgence de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

329/4/99 - Adoption du projet de règlement no 2760 - Zonage

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2760 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'augmenter de trois (3) à quatre (4) le nombre de logements par bâtiment pour les habitations mixtes (h_5) de la zone commerciale C04-11;

B)
- d'augmenter, dans la zone d'habitation H11-37, de neuf mètres (9 m) à dix mètres (10 m) la largeur minimale des habitations multifamiliales (h_3);
- d'augmenter, dans la zone d'habitation H11-38,
  - ⇒ de deux (2) à trois (3) le nombre d'étages maximal;
  - ⇒ de neuf mètres (9 m) à onze mètres (11 m) la hauteur maximale;
  - ⇒ de neuf mètres (9 m) à dix mètres (10 m) la largeur minimale et de prévoir une disposition particulière pour les façades principales;

  et ce, pour les habitations de deux (2) à quatre (4) logements;

C) de remplacer la zone communautaire P04-08 (celle entourée par les zones d'habitation H04-11 et H05-01) par la zone communautaire P04-12;

D) d'autoriser, dans la zone communautaire P05-04, l'étalage extérieur de véhicules en tant qu'usage spécifiquement permis et de prévoir des dispositions particulières quant à l'aménagement de terrains;

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

Plusieurs élus interviennent sur l'article D) du projet de règlement qui porte sur l'étalage extérieur de véhicules à cet endroit et ce, pour différentes raisons, dont certains sont pour et d'autres contre.

Madame la mairesse demande le vote sur l'article D).

Votent ***POUR*** Votent ***CONTRE***

Mme Estelle Demers
M. Guy Drouin
M. Gilles Fontaine
M. Mario Jacques
M. Jean-Guy Spénard
Mme Dominique Thériault
Me Céline Trottier
M. Robert Lafrenière
M. Denis Savoie
Me Christian Tourigny
Mme Réjeanne Viens

Madame la mairesse demande quels sont les conseillers qui sont pour ou contre les autres articles du projet de règlement. Tous sont d'accord pour les autres articles dudit règlement.

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

330/4/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2760) - Zonage

Le conseiller Guy Drouin donne avis de motion d'un règlement (no 2760) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier le nombre de logements par bâtiment pour une certaine classe d'usages d'une zone commerciale située à l'angle des boulevards Mercure et Jean-de-Brébeuf (côté sud-ouest);
- d'ajuster certaines normes afférentes à la construction de bâtiment pour les habitations projetées des zones d'habitations situées du côté sud de la rue Cormier entre les rues Bernier et Paris;
- de renommer une zone communautaire située entre la rue Daniel, la rivière St-François, la 101e Avenue et la rue Ste-Pauline;
- de permettre un nouvel usage accessoire commercial et de prévoir certaines dispositions particulières quant à l'aménagement de terrain dans une zone communautaire située à l'angle de la 109e Avenue, du boulevard Mercure et de la 110e Avenue soit du côté sud du boulevard Mercure.

331/4/99 - Dispense de lecture du règlement no 2760

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2760 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier le nombre de logements par bâtiment pour une certaine classe d'usages d'une zone commerciale située à l'angle des boulevards Mercure et Jean-de-Brébeuf (côté sud-ouest);
- d'ajuster certaines normes afférentes à la construction de bâtiment pour les habitations projetées des zones d'habitations situées du côté sud de la rue Cormier entre les rues Bernier et Paris;
- de renommer une zone communautaire située entre la rue Daniel, la rivière St-François, la 101e Avenue et la rue Ste-Pauline;
- de permettre un nouvel usage accessoire commercial et de prévoir certaines dispositions particulières quant à l'aménagement de terrain dans une zone communautaire située à l'angle de la 109e Avenue, du boulevard Mercure et de la 110e Avenue soit du côté sud du boulevard Mercure,

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

332/4/99 - Adoption du projet de règlement no 2761 - Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2761 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) de permettre qu'une enseigne murale puisse être apposée sur "une construction rattachée au bâtiment principal" selon certaines conditions;
B) de préciser la localisation des enseignes rattachées au bâtiment lorsqu'un toit est constitué de différents niveaux, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

333/4/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2761) - Zonage

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (no 2761) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier les normes applicables aux enseignes rattachées au bâtiment quant aux dispositions prévoyant qu'une enseigne murale doit être posée à plat "sur un mur du bâtiment principal";
- d'ajuster certaines dispositions applicables aux enseignes rattachées au bâtiment.

334/4/99 - Dispense de lecture du règlement no 2761

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2761 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier les normes applicables aux enseignes rattachées au bâtiment quant aux dispositions prévoyant qu'une enseigne murale doit être posée à plat "sur un mur du bâtiment principal";
- d'ajuster certaines dispositions applicables aux enseignes rattachées au bâtiment,

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

335/4/99 - Adoption du projet de règlement no 2762 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2762 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) de créer la nouvelle zone industrielle I11-11 à même une partie de la zone industrielle I11-08 actuelle, d'y autoriser l'usage commercial "nettoyage de véhicules" en tant qu'usage spécifiquement permis, de maintenir dans la nouvelle zone I11-11 les usages actuellement autorisés dans la zone I11-08 à partir de laquelle elle est créée de même que les normes qui sont applicables à ceux-ci ainsi que de prévoir certaines dispositions quant au revêtement extérieur des bâtiments, à l'aménagement d'accès de type "porte de garage" ainsi qu'à l'aménagement de terrain;

B) de prévoir, dans la zone industrielle I11-08 actuelle, certaines dispositions quant au revêtement extérieur des bâtiments ainsi qu'à l'aménagement de terrain,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

336/4/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2762) - Zonage

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (no 2762) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de créer une nouvelle zone industrielle comprenant une portion de terrains située de part et d'autre de la rue Cloutier et du côté nord des rues Janelle et Cormier, d'y autoriser un nouvel usage commercial et de prévoir certaines normes particulières;
- de prévoir certaines dispositions particulières relatives aux bâtiments et aux terrains de la zone industrielle située de part et d'autre de la rue Cormier approximativement entre la rue Cormier et la rivière St-Germain.

337/4/99 - Dispense de lecture du règlement no 2762

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2762 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de créer une nouvelle zone industrielle comprenant une portion de terrains située de part et d'autre de la rue Cloutier et du côté nord des rues Janelle et Cormier, d'y autoriser un nouvel usage commercial et de prévoir certaines normes particulières;
- de prévoir certaines dispositions particulières relatives aux bâtiments et aux terrains de la zone industrielle située de part et d'autre de la rue Cormier approximativement entre la rue Cormier et la rivière St-Germain,

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

338/4/99 - Avis de motion d'un règlement – Abrogation du règ. no 2736 (Imposition des licences et permis pour 1999)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement abrogeant le règlement numéro 2736 concernant l'imposition des licences et permis pour l'année 1999, puisque ces dispositions sont prévues au règlement no 2700 depuis le 3 mai 1998.

339/4/99 - Avis de motion d'un règlement – Acceptation des prévisions budgétaires 1999 de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'approbation des prévisions budgétaires 1999 de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs.

340/4/99 - Adoption du second projet de règlement no 2757-1 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques,
appuyé par la conseillère Estelle Demers,
et résolu:

1° QUE le second projet de règlement no 2757-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'agrandir la zone commerciale C12-05 à même une partie de la zone d'habitation H12-13 actuelle;
B) d'autoriser dans la zone commerciale C06-13 l'usage "nettoyage de véhicules" en plus des usages commerciaux actuellement autorisés;
C) d'autoriser dans la zone communautaire P04-04 certains usages commerciaux des classes d'usages "commerce de détail et de service (C_2)" ainsi que "commerce artériel léger (C_3),

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

341/4/99 - Adoption du règlement no 2751-1 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2751-1 a été donné (réf: 214/3/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2751-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) de créer la zone d'habitation H06-50 à même la zone d'habitation H06-31 actuelle, d'y autoriser l'usage "champ de pratique de golf" en tant qu'usage spécifiquement permis, d'assujettir ce nouvel usage aux normes présentement établies pour les autres usages déjà prévus dans cette zone et de prévoir certaines dispositions relatives au nouvel usage;

B) de préciser la marge de recul minimale d'un bâtiment principal pour les établissements de services pétroliers et autres services connexes (classe d'usages C_5) et ce, en fonction du type de façade (façade principale ou autre que principale);

C) de préciser le nombre minimal de cases de stationnement ainsi que les bâtiments accessoires autorisés pour les usages de type "terrains de golf" et "champ de pratique de golf".

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

342/4/99 - Adoption du règlement no 2759 – Amendement au règl. no 2700 Garde des animaux et systèmes d'alarme contre le vol et l'incendie

Lecture est donnée du règlement no 2759 modifiant le règlement numéro 2700 concernant la garde des animaux et les systèmes d'alarme contre le vol et l'incendie.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

343/4/99 - Nomination d'un maire suppléant

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que M. Guy Drouin, conseiller, soit nommé maire suppléant pour la période du 19 avril 1999 au 16 août 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse remercie la conseillère Dominique Thériault pour sa disponibilité lors de son terme de mairesse suppléante.

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à M. Réal Jean, conseiller, à l'occasion du décès de sa sœur, Mme Béatrice Jean.

Encan de bicyclette le samedi 24 avril à 9 h 00 (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier informe la population que l'encan annuel de bicyclettes aura lieu le samedi 24 avril prochain à 9 h 00 au Centre Marcel Dionne.

Condoléances (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie désire offrir des condoléances à la famille de M. Marcel Martel, décédé la semaine dernière, qui fut un représentant important pour les Drummondvillois.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: **M. André Verrier**

M. Verrier fait un commentaire sur le dossier Toyota et met l'importance sur le fait que le Conseil permette de rentabiliser chaque secteur de la Ville.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le **lundi 3 mai 1999.**

344/4/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 40.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) GILLES RAÎCHE,
Assistant-greffier.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

3 mai 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 3 mai 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur du Service de l'urbanisme
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

M. Gilles Raîche, assistant-greffier.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistant-greffier récite la prière.

345/5/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

346/5/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 19 avril 1999

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 19 avril 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'assistant-greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

347/5/99

1- ***PEINTURE 1999 (TP-99-05)***
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 27 avril 1999)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, surintendant, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus pour chacun des édifices ci-après mentionnés:

- Centre Marcel Dionne	**Brunelle et Frères (1987) inc. – 16 828,16 $**
- Stade Jacques-Desautels	**Courchesne et Fils inc. – 7 189,06 $**
- Chalet St-Étienne et boîte marqueurs	**Courchesne et Fils inc. – 1 265,28 $**
- Usine de traitement d'eau	**Sablage et peinture Beaulac (1995) inc. à 6 153,84 $**
- C.I.D.C.S.G.	**Brunelle et Frères (1987) inc. à 2 168,22 $**
- Chalets Woodyatt	**Courchesne et Fils inc. à 1 311,29 $.**

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

348/5/99

2- ***Réfection de trottoirs et de bordures de béton***
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 29 avril 1999)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Lambert et Grenier inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme, le tout conditionnel à l'approbation du règlement no 2740 par le ministère des Affaires municipales.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

L'assistant-greffier fait part aux membres du Conseil de la réception d'une lettre de remerciements provenant du Club de l'Âge d'Or St-Frédéric de Drummondville inc.

349/5/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 6 avril au 3 mai 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 2 901 885,93 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

350/5/99 - Dépôt du procès-verbal (21/4/99) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 21 avril 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

351/5/99 - Refus des travaux d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 645 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 645 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale ;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser un auvent lumineux rouge sur l'ensemble de la façade du commerce donnant sur le boulevard St-Joseph ;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention ne permet pas une harmonisation au bâtiment et aux enseignes existantes sur celui-ci et que celle-ci rend l'affichage prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QU'il serait préférable de réutiliser l'entablement afin d'unifier le bâtiment et d'harmoniser le type d'affichage aux enseignes déjà existantes sur le bâtiment ;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville **refuse** l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment telle que proposée pour le bâtiment situé au 645 du boulevard St-Joseph et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

352/5/99 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain et d'installation d'une enseigne sur poteau pour le bâtiment au 1595 boul. St-Joseph

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain ainsi que l'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 1595 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville ;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A/St-Joseph et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain ainsi que l'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale ;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble du terrain compris entre la façade du bâtiment et le boulevard St-Joseph sera gazonné ;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée et une bordure font le pourtour du terrain permettant ainsi de délimiter la propriété des propriétés voisines ;

CONSIDÉRANT QU'un (1) accès au terrain est aménagé en bordure du boulevard St-Joseph à l'extrémité droite du terrain dégageant ainsi l'intersection des rues ;

CONSIDÉRANT QU'un deuxième (2^{e}) accès au terrain est aménagé à l'arrière du bâtiment sur la rue Cockburn ;

CONSIDÉRANT QUE des aménagements paysagers seront réalisés de part et d'autre de la terrasse et qu'une rangée d'arbres (soit trois (3) arbres) sera aménagée sur la rue Cockburn ;

Enseigne sur poteau

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser une (1) enseigne lumineuse sur poteau ;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera localisée à droite de l'entrée donnant sur le boulevard St-Joseph ;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne seront réalisés en maçonnerie de couleur similaire à la brique retrouvée sur le bâtiment ;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager sera réalisé au pied de l'enseigne et que celui-ci sera composé d'arbustes et d'autres plantations ;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain ainsi que l'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 1595 du boulevard St-Joseph et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

353/5/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 556 rue des Écoles – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 556 de la rue des Écoles, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à remplacer la toiture de la galerie du rez-de-chaussée, celle du balcon à l'étage ainsi que les poteaux et les garde-corps;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps et les poteaux seront remplacés par des garde-corps et des poteaux en aluminium (ou PVC) de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les formes et dimensions seront conservées;

CONSIDÉRANT QUE les toitures de la galerie et du balcon seront réalisées en bardeau d'asphalte;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 556 de la rue des Écoles et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

354/5/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 211 rue Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment pour l'établissement situé au 211 de la rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute installation d'enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste en l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment en bois de forme rectangulaire, de couleurs bleu (fond) et jaune (lettrage);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera située immédiatement au-dessus de la vitrine de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible sur l'entablement;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment pour l'établissement situé au 211 de la rue Heriot, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

355/5/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 445 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 445 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à remplacer l'ensemble des fenêtres et portes sur les façades latérales du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres seront remplacées par des fenêtres à guillotine;

CONSIDÉRANT QUE les portes seront composées d'ouvertures dans la partie supérieure;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 445 de la rue Lindsay et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

356/5/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 260 rue St-Jean – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 260 de la rue St-Jean, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention vise à remplacer les portes d'accès des bâtiments accessoires soit des annexes situées de part et d'autre du bâtiment principal ;

CONSIDÉRANT QUE pour l'annexe située du côté gauche, les portes seront réduites et que le revêtement extérieur en façade sera remplacé par un déclin de vinyle blanc ;

CONSIDÉRANT QUE pour l'annexe située du côté droit du bâtiment principal, la porte de garage existante sera remplacée par une porte similaire ;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 260 de la rue St-Jean et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

357/5/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 289 rue St-Marcel – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 289 de la rue St-Marcel, a été présentée à la Ville de Drummondville ;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites des secteurs, sites ou bâtiments présentant un intérêt patrimonial et que, par conséquent, tous les

travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale ;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à remplacer le revêtement extérieur ainsi que les fenêtres du côté latéral droit du bâtiment ;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'amiante existant sera remplacé par un déclin en vinyle de couleur sable semblable à celui existant sur la façade arrière et latérale du bâtiment ;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention n'aura pas pour effet d'augmenter le nombre de matériaux de revêtement extérieur pour le bâtiment ;

CONSIDÉRANT QUE le traitement des ouvertures prévoit un encadrement d'au moins dix centimètres (10 cm) de couleur blanche et qu'une corniche d'au moins dix centimètres (10 cm) sera réalisée en bordure du toit ;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres à guillotine seront remplacées par des fenêtres de même type et de mêmes dimensions ;

CONSIDÉRANT QUE les interventions proposées permettent de préserver le caractère propre et les qualités architecturales particulières de la construction ;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 289 de la rue St-Marcel et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

358/5/99 - Acceptation des travaux de démolition de l'immeuble situé au 310 rue St-Marcel – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 310 de la rue St-Marcel, a été présentée à la Ville de Drummondville ;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est situé à l'intérieur des secteurs, sites ou bâtiments présentant un intérêt patrimonial et que, par conséquent, toute démolition est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale ;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est irrécupérable étant donné son état d'abandon ;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment ne présente aucun intérêt patrimonial justifiant sa restauration ;

CONSIDÉRANT QUE le réaménagement du terrain ainsi que sa reconstruction devront être réalisés conformément aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale applicable au secteur ;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition pour le bâtiment situé au 310 de la rue St-Marcel et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

359/5/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 480 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 480 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville ;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale ;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer des lettres détachées non-lumineuses sur le bâtiment ;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera localisée au-dessus des vitrines du commerce ;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible sur la façade ;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 480 de la rue Lindsay et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

360/5/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 480 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 480 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville ;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale ;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser une (1) enseigne murale ;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes retrouvées sur le bâtiment sont de même type et que la proposition permet ainsi une harmonisation d'ensemble ;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible sur l'entablement ;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 480 de la rue Lindsay et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

361/5/99 - Refus des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 565 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 565 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville ;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale ;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à repeindre la façade du bâtiment de couleur blanche et rouge ;

CONSIDÉRANT QUE la partie sous les marquises serait de couleur blanche et la partie supérieure ainsi que l'intérieur de l'arche seraient de couleur rouge ;

CONSIDÉRANT QU'il serait préférable de conserver les couleurs actuelles du bâtiment qui sont sobres ;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement pourrait utiliser l'arche afin d'afficher ses couleurs corporatives ;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure

pour le bâtiment situé au 565 du boulevard St-Joseph et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

362/5/99 - Dépôt du procès-verbal (26/4/99) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 26 avril 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

363/5/99 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une terrasse et d'installation d'une enseigne sur poteau (121 Lindsay) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'aménagement d'une terrasse ainsi que l'installation d'une enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 121 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne ainsi que tout aménagement de terrasse sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Aménagement de la terrasse :

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à réaliser une terrasse en bois (peinte blanche) en façade avant du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse aura une superficie approximative de dix-huit mètres (18 m) par seize mètres (16 m);

Enseigne sur poteau :

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne non-lumineuse (éclairage par projection) en façade avant du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne permettra une bonne visibilité sans toutefois être prédominante dans le paysage urbain;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'aménagement d'une terrasse ainsi que l'installation d'une enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 121 de la rue Lindsay et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale; les travaux devront être faits au plus tard mi-juin 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

364/5/99 - Transfert de soldes disponibles de règlements d'emprunt

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise:

1° le transfert de soldes disponibles des règlements d'emprunt suivants en paiement des échéances annuelles pour le remboursement des emprunts, en capital et intérêts (article 8, paragraphe 2° de la Loi des dettes et emprunts municipaux):

No de règlement	Description	Montant
40-92	Aqueduc – boulevard Lemire	2 401,05 $
2270	Pavage, bordures, trottoirs et éclairage – rues Joly et Paul-H. Frigon	38,45 $
2458	Pavage et bordures – rues Paris, de la Samare, de l'Éclaircie, de la Sève, de l'Érablière	71,38 $

2541	Pavage et bordures – 129e Avenue	43,58 $
	TOTAL:	2 554,46 $

2O le transfert du solde disponible du règlement suivant au surplus accumulé de l'ex-municipalité de Grantham (article 8, paragraphe 3o de la Loi des dettes et emprunts municipaux):

No de règlement	Description	Montant
47-93	Aménagement – parc Côté 1994	1 715,17 $

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

365/5/99 - Annulation de soldes disponibles aux règl. d'emprunt autorisés

Attendu que la Ville de Drummondville n'aura pas besoin d'emprunter les soldes des règlements d'emprunt autorisés et approuvés, dont le détail apparaît ci-après, parce que les travaux prévus auxdits règlements ont été, soit exécutés pour un montant inférieur à celui prévu au règlement, ou non exécutés:

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et résolu:

QUE la Ville de Drummondville annule le solde des règlements apparaissant à la colonne "Solde à annuler" dans le bloc ci-dessous et représentant la partie non-empruntée de chacun des règlements d'emprunt mentionnés ci-après:

Règlement	Description	Solde à annuler
2336	Sécurité publique 1994	200 $
2343	Eau, égouts – centre-ville 1994	142 630 $
2431	Travaux publics 1995	20 183 $
2549	Transformation garage mun., poste de police	525 270 $
2606	Travaux publics 1997	700 $
2682	Travaux sect. – rues Jade, Carl & St-Georges	29 400 $
2683	Travaux sect. – rues Gauthier, Mondou	31 700 $
2684	Travaux sect. – rues Barrière & Genest	56 300 $
2698	Travaux sect. – rues des Harfangs & des Huarts	16 700 $
2699	Travaux sect. – rue Blanchette	15 650 $
	TOTAL:	838 733 $

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

366/5/99 - Emprunt de 240 000 $ au fonds de roulement 1999 (Phase II)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 240 000 $ à son fonds de roulement 1999 (Phase II) pour des dépenses d'immobilisations à être effectuées par les différents services de la Ville et réparties comme suit:

1. Sécurité publique	69 000 $
2. Édifices et parcs	110 000 $
3. Loisirs, vie communautaire et bibliothèque	61 000 $
TOTAL:	240 000 $

Cet emprunt sera remboursable comme suit:

48 000 $ en 2000
48 000 $ en 2001

48 000 $ en 2002
48 000 $ en 2003
48 000 $ en 2004.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport du trésorier au 31 mars 1999

Le conseiller Jean-Guy Spénard commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 31 mars 1999.

367/5/99 - Offre d'achat par la Compagnie 9059-2270 Québec inc. Ptie des lots 445, 446 et 448 du Quartier Est de la Ville

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une offre d'achat de la Compagnie 9059-2270 Québec inc. d'une partie des lots 445, 446 et 448 du Quartier Est de la Ville de Drummondville.

Le prix de vente sera de un dollar et soixante-cinq cents le pied carré (1,65 $/p.c.) que l'acheteur convient de payer comptant lors de la signature de l'acte de vente.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

368/5/99 - Cession pour fins de rue à intervenir entre la Ville et la compagnie 161806 Canada inc. – partie de la rue Malouin

CONSIDÉRANT que le 29 octobre 1986, M. Michel Dubé, arpenteur géomètre, a préparé une description technique décrivant la rue Malouin, notamment la partie située sur le lot numéro 119-53 Ptie du cadastre officiel du Canton de Grantham;

CONSIDÉRANT que, suivant le plan faisant partie intégrante de ladite description technique, la portion de rue Malouin sise sur le lot numéro 119-53 Ptie a une largeur de 20,12 mètres, soit plus ou moins 67 pieds;

CONSIDÉRANT que la rue Malouin telle que montrée audit plan, a, à l'exception de la partie sise sur le lot numéro 119-53 Ptie, une largeur moyenne de 18,29 mètres soit 60,97 pieds;

CONSIDÉRANT que cette description technique n'a jamais été inscrite au bureau de la publicité des droits de Drummond sur le lot numéro 119-53 Ptie;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a jamais eu cession à la Ville de Drummondville de la partie du lot numéro 119-53 Ptie désignée comme rue à la description technique de M. Michel Dubé en date du 29 octobre 1986;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville a toujours maintenu, à l'égard de cette section, une voie carrossable de même largeur que celle située sur les lots avoisinants, laissant intacte et inutilisée la bande de terrain sise sur le lot numéro 119-53 Ptie excédant la largeur moyenne de l'emprise de rue et montré au plan joint en annexe;

EN CONSÉQUENCE, il proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et est résolu et décrété que :

1. Le préambule de la présente résolution en fait partie intégrante pour valoir à toutes fins que de droit;

2. La Ville de Drummondville confirme qu'elle n'a jamais aménagé la bande de terrain sise sur le lot numéro 119-53 Ptie, excédant la largeur moyenne d'emprise de rue de la rue Malouin, soit une bande de plus ou moins six (6) pieds;

3. La Ville de Drummondville confirme qu'elle n'a jamais autorisé que le public en général utilise cette bande de plus ou moins six (6) pieds à des fins de rue;

4. Bien que la Ville de Drummondville ait procédé à l'occasion à la tonte de gazon ou de broussailles sur ladite bande de six (6) pieds, la Ville confirme qu'elle n'a jamais entretenu comme rue ou emprise de rue ladite bande de six (6) pieds;

5. La Ville ne prétend en conséquence à aucun droit dans cette bande de six (6) pieds décrite et bornée comme suit :

> *« Une parcelle de terrain de figure régulière, faisant partie du lot CINQUANTE-TROIS (RUE) de la subdivision du lot CENT DIX-NEUF (Partie 119-53 Rue) du cadastre officiel du Canton de Grantham, circonscription foncière de Drummond, décrite et bornée comme suit :*
>
> *Commençant au coin Est du lot 119-53 (Rue) dudit cadastre, tel point étant appelé le point de départ; de là, vers le Sud-Ouest, selon un gisement de deux cent dix-sept degrés, quarante-huit minutes et cinquante-huit secondes (217°-48'-58"), une distance d'un mètre et quatre-vingt-deux centièmes (1,82m); de là, vers le Nord-Ouest, selon un gisement de trois cent sept degrés, trente minutes et quarante-trois secondes (307°-30'-43"), une distance de cent dix-sept mètres et trente-cinq centièmes (117,35m); de là, vers le Nord-Est, selon un gisement de trente-sept degrés, vingt-sept minutes et vingt-sept secondes (37°-27'-27"), une distance d'un mètre et quatre-vingt-deux centièmes (1,82m); de là, vers le Sud-Est, selon un gisement de cent vingt-sept degrés, trente minutes et quarante-trois secondes (127°-30'-43"), une distance de cent dix-sept mètres et trente-six centièmes (117,36m); pour revenir au point de départ.*

Cette parcelle de terrain contenant en superficie deux cent treize mètres carrés et neuf dixièmes (213,9 m^2) est bornée comme suit : vers le Nord-Est par une partie du lot 119, vers le Sud-Est par une partie du lot 120 et vers le Sud-Ouest et le Nord-Ouest par d'autres parties du lot 119-53 (Rue). »

6. La Ville de Drummondville accepte, en conséquence, que la cession pour fins de rue devant intervenir entre elle et la compagnie 161806 Canada inc. ne concerne qu'une bande de terrain d'une largeur de plus ou moins 60,97 pieds, servant actuellement d'emprise de rue.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

369/5/99 - Travaux rue Notre-Dame (voie ferrée) – Travaux payables par le budget d'immobilisations – 94 000 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à exécuter les travaux suivants:

1°	Réfection du passage à niveau public sur la rue Notre-Dame, incluant le démantèlement de la voie la plus au sud et la relocalisation d'un mât du système d'avertissement automatique	75 000 $
2°	Achat et installation des ornières de caoutchouc	17 500 $
3°	Réfection du pavage	1 500 $
	TOTAL:	94 000 $

lesquels travaux sont payables par le budget d'immobilisations à même les revenus du fonds général de la Ville pour un montant de 94 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

370/5/99 - Mandat à Géo Lab Inc. - Analyse des matériaux - Réfection de rues 1999

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux de réfection de rues 1999 prévus au règlement no 2740.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no 311/4/99 du 19 avril 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

371/5/99 - Mandat à Environnement Conseil BGA
Préparation d'un plan directeur des parcs et des espaces verts

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Environnement Conseil BGA (Jacques Métivier, urbaniste) aux fins de préparer le plan directeur des parcs et des espaces verts selon l'offre déposée le 5 novembre 1998 pour un montant de 33 015 $ (taxes en sus) réalisable et payable 50 % en 1999 et 50 % en 2000 par le fonds général.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

372/5/99 - Mandat à Le Groupe Conseil Robert Malouin inc.
Travaux sur les rues de Vienne, de Londres, de Genève, de Berlin

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Le Groupe Conseil Robert Malouin inc. aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de Vienne, de Londres, de Genève, de Berlin, Théode, Villemure, de l'Émeraude, Saint-Georges, des Colombes et des Chanterelles, lesquels travaux sont prévus au règlement no 2754, le tout conditionnel à l'approbation dudit règlement par le ministère des Affaires municipales.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

373/5/99 - Vente d'un terrain industriel à Les Entreprises François Ouellet inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Les Entreprises François Ouellet inc. une partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 3 121,2 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé en date du 28 avril 1999 (numéro de répertoire: 2619 - numéro de minute: 6056), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit neuf mille trois cent soixante-trois dollars et soixante cents (9 363,60 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Gérard Guay et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

374/5/99 - Protocole d'entente avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville – Tenue du Triathlon Cascades de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville pour la tenue du Triathlon Cascades de Drummondville, édition 1999.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de l'événement et comprend le versement d'une subvention de 3 300 $ (en services: travaux publics – 7 450 $ et sécurité publique – 1 050 $).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

375/5/99 - Protocole d'entente avec le Tournoi de pêche sportive familiale de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Tournoi de pêche sportive familiale de Drummondville inc. pour la tenue de sa 10e édition.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de l'événement 1999 et comprend la fourniture de services (travaux publics – 2 900 $ et sécurité publique – 1 500 $).

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

376/5/99 - Protocole d'entente avec le Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste – Entretien des parcs

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour l'entretien des parcs.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 1er mai au 31 octobre 1999 et comprend le versement d'une subvention de 27 606 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

377/5/99 - Contrat avec Drummond Sports inc. – Gestion de la cantine et la salle d'arbitres au chalet Messier

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat avec Drummond Sports inc. pour la gestion de la cantine et la salle d'arbitres au chalet Messier par l'Association de Baseball Mineur de Drummondville.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

378/5/99 - Protocole d'entente avec le Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc. – Fête de la St-Jean

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour la tenue de la Fête de la St-Jean-Baptiste.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de la Fête de la St-Jean-Baptiste 1999 et comprend le versement d'une subvention de 6 000 $ (aide en services de 5 567 $).

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

379/5/99 - Autorisation au Centre de la Petite Enfance à Tire d'Aile inc. Tenue d'une parade et utilisation du parc Ste-Thérèse

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre de la Petite Enfance À Tire d'Aile inc. à:

1° tenir une parade le 17 mai 1999 dans les rues de la Ville, selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique, et ce dans le cadre de la Semaine provinciale des services de garde;

2° utiliser le parc Ste-Thérèse le 17 mai 1999 pour un pique-nique;

le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

380/5/99 - Autorisation à l'Association Moto-Tourisme Drummondville Utilisation du stationnement de l'O.Y.C.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association Moto-Tourisme Drummondville à utiliser le stationnement de l'Olympia Yvan Cournoyer ainsi que certains services et ce dans le cadre de la Semaine de réadaptation des motocyclistes qui se tiendra du 2 au 9 mai 1999 et le 15 mai 1999, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

381/5/99 - Autorisation au Club de soccer sénior féminin Les Amazones Utilisation du terrain de soccer et d'un vestiaire à l'O.Y.C.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de soccer sénior féminin Les Amazones à utiliser le terrain de soccer et un vestiaire à l'Olympia Yvan Cournoyer pour la saison estivale 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

382/5/99 - Autorisation au Club les Cyclophiles de Drummondville inc. Utilisation du parc Poirier

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club les Cyclophiles de Drummondville inc. à utiliser le parc Poirier pour les activités suivantes:

- Un party de hot dog le 9 juin 1999;
- Une épluchette de blé d'inde le 18 août 1999;

le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

383/5/99 - Autorisation au magasin Wal-Mart Tenue d'un "hot dogthon" et d'un marché aux puces

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le magasin Wal-Mart à tenir un "hot dogthon" et un marché aux puces du 22 au 24 mai 1999, près du centre du jardin au 355 boulevard St-Joseph, afin d'amasser des fonds pour Opération Enfants Soleil et Centraide, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

384/5/99 - Autorisation à l'Église Christ-Roi
Tenue d'une messe en plein air et d'un dîner communautaire

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Église Christ-Roi à tenir une messe en plein air et un dîner communautaire au parc Rachel le 13 juin 1999, entre 10 heures et 17 heures, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

385/5/99 - Autorisation à la Table de concertation du loisir des personnes ayant une déficience intellectuelle MRC Drummond

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Table de concertation du loisir des personnes ayant une déficience intellectuelle MRC Drummond à utiliser le terrain de balle St-Étienne les dimanches, entre 9 h 00 et 11 h 00, du 12 juin au 7 août 1999, le tout selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

386/5/99 - Autorisation au Club de Gymnastique Artistique Les Djinn
Utilisation de l'O.Y.C. et certains équipements municipaux

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de Gymnastique Artistique Les Djinn à utiliser l'Olympia Yvan Cournoyer le 29 mai 1999 pour la présentation de son spectacle annuel, ainsi que certains équipements municipaux.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

387/5/99 - Autorisation aux Loisirs St-Joseph de Drummondville inc.
Tenue de la "Journée des Anciens" le 12 juin 1999

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Les Loisirs St-Joseph de Drummondville inc. à tenir la "Journée des Anciens" le 12 juin 1999 dans le cadre de sa programmation, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

388/5/99 - Autorisation à la Fabrique Ste-Thérèse
Tenue d'un pique-nique d'amitié au parc Ste-Thérèse

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fabrique Ste-Thérèse à tenir un pique-nique d'amitié au parc Ste-Thérèse le 27 juin 1999, entre 10 h 00 et 18 h 00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

389/5/99 - Autorisation à l'Ass. du baseball mineur de Drummondville
Tenue d'un tournoi de balle lente féminin – parcs Messier et Celan.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association du baseball mineur de Drummondville inc. à utiliser les parcs Messier et Celanese les 28, 29 et 30 mai 1999 jusqu'à 23 h 00 pour un tournoi de balle lente féminin, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

390/5/99 - Autorisation au Magasin Sears des Promenades Drummondville
Vente sous la tente les 15 et 16 mai 1999

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Magasin Sears des Promenades Drummondville à tenir une vente sous la tente les 15 et 16 mai 1999, laquelle tente sera installée près de son centre de l'auto.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

391/5/99 - Embauche de 4 policiers temporaires sur appel

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de 4 policiers temporaires sur appel ci-après énumérés; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.:

M. Marc Boisvert
M. Stéphane Chauvette
M. Éric Boisvert
M. Alain Marquis.

De plus, MM. Marc Boisvert, Stéphane Chauvette, Éric Boisvert et Alain Marquis s'engagent à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

392/5/99 - Autorisation à la Maison de Quartier de Drummondville
Tenue d'un bazar le 15 mai 1999

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Maison de Quartier de Drummondville à tenir un bazar le 15 mai 1999 sur son terrain situé au 265 rue Brock.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

393/5/99 - Autorisation à Ambulance St-Jean
Tenue d'un bazar le 22 mai 1999

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Ambulance St-Jean à tenir un bazar le 22 mai 1999, ou le 23 mai 1999 en cas de pluie, dans le stationnement de la Commission scolaire des Chênes, rue St-Georges.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

394/5/99 - Autorisation à Dubois & Nadeau inc.
Tenue d'une activité et installation d'une tente

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Dubois & Nadeau inc. à tenir une activité le 9 juillet 1999 et à installer une tente sur son terrain situé au 1275 rue Janelle.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

395/5/99 - Autorisation aux dirigeants de l'école secondaire La Poudrière
Vente de garage le 6 septembre 1999

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les dirigeants de l'école secondaire La Poudrière à tenir une vente de garage dans le stationnement de l'école secondaire La Poudrière le 6 septembre 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

396/5/99 - Autorisation à la Maison Habit-Action de Drummondville inc.
Vente de garage les 18 et 19 juin 1999

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Maison Habit-Action de Drummondville inc. à tenir une vente de garage les 18 et 19 juin 1999 sur son terrain situé au 655 rue Lindsay.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

397/5/99 - Autorisation à la Relève (Maison de jeunes St-Pierre)
Tenue d'une vente de garage

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville ratifie une vente de garage organisée par la Relève (Maison de jeunes St-Pierre) et tenue le 1er mai 1999 au 763 rue St-Pierre.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

398/5/99 - Autorisation au magasin Chaussures Croteau (1981) inc.
Tenue d'une vente trottoir et installation d'une tente

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le magasin Chaussures Croteau (1981) inc. à tenir une vente trottoir les 16, 17, 18 et 19 juin 1999 et à installer une tente pour cette activité au 3045 boulevard St-Joseph, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

399/5/99 - Autorisation à Maximusik Lucie Leduc
Animation musicale les 29 mai et 16, 17, 18 et 19 juin 1999

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Maximusik Lucie Leduc à faire de l'animation musicale sur la terrasse de Belle Copie le 29 mai 1999 lors d'une journée porte ouverte et les 16, 17, 18 et 19 juin 1999 lors de la vente trottoir, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

400/5/99 - Subvention de 100 $ - Diabète Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à Diabète Drummond inc. à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

401/5/99 - Subvention de 250 $ - Symposium des Arts de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 250 $ au Symposium des Arts de Drummondville à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

402/5/99 - Subvention de 300 $ - Réseau d'Aide Le Tremplin inc..

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 300 $ au Réseau d'Aide Le Tremplin inc. à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

403/5/99 - Subvention de 1 000 $ - Théâtrium Drummondville

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Théâtrium Drummondville à titre de subvention de démarrage.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

404/5/99 - Subvention de 20 000 $ - Ensemble folklorique Mackinaw inc.

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 20 000 $ à l'Ensemble folklorique Mackinaw inc. à l'occasion de son 25^{e} anniversaire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

405/5/99 - Autorisation au Comité de la Fête du Canada
Tenue de la Fête du Canada

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Comité de la Fête du Canada à:

1° tenir l'événement au parc Ste-Thérèse le 1er juillet 1999, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur;
2° à utiliser certains équipements municipaux;
3° à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

La Ville de Drummondville autorise également la fermeture du boulevard Mercure, entre les rues Celanese et Vassal, et verse une somme de 4 000 $ à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

406/5/99 - Appui au projet interrégional de mise en réseau informatique des bibliothèques et inscription de la resp. de la gestion documentaire

Attendu que la politique de la lecture et du livre du gouvernement du Québec prévoit que le ministère de la Culture et des Communications entend accentuer la mise en commun des ressources documentaires entre les bibliothèques publiques en soutenant leur mise en réseau informatique et en stimulant la coopération et le prêt entre bibliothèques;

Attendu que, pour y arriver, le MCC entend aider financièrement les bibliothèques à effectuer les modifications et l'ajout nécessaire à leurs systèmes de communication afin qu'ils soient compatibles et permettent leur mise en réseau informatique;

Attendu que le MCC a mis sur pied un programme d'aide financière à l'automne 1998 et que l'ensemble des demandes déposées dépasse largement les sommes d'argent disponibles;

Considérant que l'association des bibliothèques publiques de notre région désire proposer un plan de réseautage plus économique pour réaliser cet objectif en regroupant 5 régions et que les responsables du MCC se sont montrés intéressés par une telle approche;

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Jean et résolu que la Ville de Drummondville dans la MRC de Drummond appuie le projet interrégional de mise en réseau informatique des bibliothèques et autorise la responsable de la gestion documentaire (bibliothèque) à s'y inscrire. Il est également résolu que tout engagement financier de la part de notre municipalité devra être autorisé au préalable.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

407/5/99 - Autorisation à Me Céline Trottier, conseillère - Candidature à titre de membre du c.a. de la FCM

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Me Céline Trottier, conseillère, à poser sa candidature à titre de membre du conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

408/5/99 - Nomination de Mme Réjeanne Viens, conseillère C.A. de la Corporation de développement centre-ville

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville délègue Mme Réjeanne Viens, conseillère, à titre de représentante de la Ville pour siéger au sein du conseil d'administration de la Corporation de développement centre-ville de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

409/5/99 - Mandat à l'Ass. pour le développement communautaire des artères commerciales de Dr'Ville – "Commissariat au commerce"

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville mandate l'Association pour le développement

communautaire des artères commerciales de Drummondville inc. (Corporation Rues Principales Drummondville) afin d'agir au titre de "Commissariat au commerce".

À ce titre, la corporation met en œuvre toute action nécessaire ou utile afin de:

1. favoriser le développement commercial de la Ville de Drummondville;
2. promouvoir les intérêts économiques et matériels de Drummondville;
3. faire valoir auprès de toute personne ou groupe de personnes intéressées au développement commercial, les avantages commerciaux et/ou économiques de Drummondville.

À cette fin, la Ville de Drummondville verse à la Corporation Rues Principales Drummondville une subvention payable en deux (2) versements égaux de 27 500 $, payables en mai et septembre de chaque année.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

410/5/99 - Demande d'exemption de taxes de l'Association malentendants, malentendantes Centre du Québec inc.

Attendu que l'Association malentendants, malentendantes Centre du Québec inc. a soumis à la Commission municipale du Québec une demande pour fins d'exemption de la surtaxe foncière;

Attendu que la Commission municipale du Québec consulte la Ville de Drummondville avant de se prononcer sur cette demande conformément aux prescriptions du paragraphe 10 de l'article 204, l'article 208.1 et l'article 236.1 de la Loi sur la fiscalité municipale;

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville informe la Commission municipale du Québec qu'il appuie la demande de l'Association malentendants, malentendantes Centre du Québec inc. et qu'il accepte d'avance sa décision.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

411/5/99 - Avis de motion d'un règlement - Zonage

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de prohiber dans la zone commerciale C06-09, certains usages commerciaux de la classe d'usages "commerce artériel lourd (C_4)".

412/5/99 - Avis de motion d'un règlement – Amendement au règ. no 2740 Travaux publics additionnels

La conseillère Estelle Demers donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement numéro 2740 de manière à prévoir des travaux publics additionnels dans la Ville de Drummondville sans qu'aucune modification ne soit apportée quant à l'emprunt décrété aux fins de réaliser les travaux publics décrétés par le règlement initial portant le numéro 2740.

413/5/99 - Adoption du second projet de règlement no 2756-1 - Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et résolu:

1^0 QUE le second projet de règlement no 2756-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de régir, dans les zones industrielles I01-02, I01-03, I02-01, I11-01, I11-02, I12-01, I12-03 et I12-04 de façon différente la localisation de l'étalage extérieur, les superficies autorisées et les normes d'aménagement qui y sont applicables, soit et est adopté;

2^o QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation

référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

414/5/99 - Adoption du second projet de règlement no 2760-1 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 2760-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'augmenter de trois (3) à quatre (4) le nombre de logements par bâtiment pour les habitations mixtes (h_5) de la zone commerciale C04-11;

B)
- d'augmenter, dans la zone d'habitation H11-37, de neuf mètres (9 m) à dix mètres (10 m) la largeur minimale des habitations multifamiliales (h_3);
- d'augmenter, dans la zone d'habitation H11-38,
  - ⇒ de deux (2) à trois (3) le nombre d'étages maximal;
  - ⇒ de neuf mètres (9 m) à onze mètres (11 m) la hauteur maximale;
  - ⇒ de neuf mètres (9 m) à dix mètres (10 m) la largeur minimale et de prévoir une disposition particulière pour les façades principales;

  et ce, pour les habitations de deux (2) à quatre (4) logements;

C) de remplacer la zone communautaire P04-08 (celle entourée par les zones d'habitation H04-11 et H05-01) par la zone communautaire P04-12;

D) d'autoriser, dans la zone communautaire P05-04, l'étalage extérieur de véhicules en tant qu'usage spécifiquement permis et de prévoir des dispositions particulières quant à l'aménagement de terrains;

soit et est adopté;

2^{o} QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
Mme Estelle Demers	M. Denis Savoie
M. Guy Drouin	Me Christian Tourigny
M. Gilles Fontaine	
M. Mario Jacques	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Jean-Guy Spénard	
Mme Dominique Thériault	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

415/5/99 - Adoption du second projet de règlement no 2762-1 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques,
appuyé par la conseillère Estelle Demers,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 2762-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) de créer la nouvelle zone industrielle I11-11 à même une partie de la zone industrielle I11-08 actuelle, d'y autoriser l'usage commercial "nettoyage de véhicules" en tant qu'usage spécifiquement permis, de maintenir dans la nouvelle zone I11-11 les usages actuellement autorisés dans la zone I11-08 à partir de laquelle elle est créée de même que les normes qui sont applicables à ceux-ci ainsi que de prévoir certaines dispositions quant au revêtement extérieur des bâtiments, à l'aménagement d'accès de type "porte de garage" ainsi qu'à l'aménagement de terrain;

B) de prévoir, dans la zone industrielle I11-08 actuelle, certaines dispositions quant au revêtement extérieur des bâtiments ainsi qu'à l'aménagement de terrain;

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

416/5/99 - Adoption du règlement no 2757-1 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2757-1 a été donné (réf: 283/4/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2757-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'agrandir la zone commerciale C12-05 à même une partie de la zone d'habitation H12-13 actuelle;
B) d'autoriser dans la zone commerciale C06-13 l'usage "nettoyage de véhicules" en plus des usages commerciaux actuellement autorisés;
C) d'autoriser dans la zone communautaire P04-04 certains usages commerciaux des classes d'usages "commerce de détail et de service (C_2)" ainsi que "commerce artériel léger (C_3).

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

417/5/99 - Adoption du règlement no 2761 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2761 a été donné (réf: 333/4/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2761 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) de permettre qu'une enseigne murale puisse être apposée sur "une construction rattachée au bâtiment principal" selon certaines conditions;
B) de préciser la localisation des enseignes rattachées au bâtiment lorsqu'un toit est constitué de différents niveaux

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

418/5/99 - Adoption du règlement no 2763 – Abrogation du règlement no 2736

Lecture est donnée du règlement no 2763 abrogeant le règlement no 2736 concernant les licences et permis pour l'année 1999.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

419/5/99 - Adoption du règlement no 2764 – Adoption des prévisions budgétaires 1999 de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs

Lecture est donnée du règlement no 2764 adoptant les prévisions budgétaires de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs pour l'année 1999.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Enlèvement des gros rebuts à Drummondville du 3 au 7 mai (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie informe la population que la première opération d'enlèvement des gros rebuts pour l'année 1999 aura lieu du 3 au 7 mai prochains.

Règlement sur l'utilisation de l'eau potable entre en vigueur le 1er mai 1999 (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie rappelle aux citoyens et citoyennes que le règlement sur l'utilisation de l'eau potable sera en vigueur du 1er mai au 1er octobre sur le territoire de la Ville de Drummondville, ainsi que dans les municipalités desservies en eau potable par la Ville, soit St-Nicéphore et St-Charles-de-Drummond.

Félicitations – Cueillette de RDD (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie félicite les responsables du Bloc Vert et tous les bénévoles pour la journée de cueillette des résidus domestiques dangereux (RDD) qui se tenait le 1er mai 1999; ce fut une réussite et une augmentation du pourcentage de déchets recueillis.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: **M. Pierre Charron**, propriétaire du Garage Lallemant au 1045 Lallemant.

Pourquoi il n'a pas eu le même droit pour agrandir son commerce (Garage Lallemant), il y a environ 2 ans ?

Madame la mairesse explique le contexte de sa demande. Le dossier actuel de Toyota est différent. Elle lui suggère de refaire une demande au Comité consultatif d'urbanisme et le dossier sera réétudié.

Le conseiller Christian Tourigny émet certains commentaires.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le **lundi 17 mai 1999.**

420/5/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 25.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) GILLES RAÎCHE,
Assistant-greffier.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

17 mai 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 17 mai 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

M. Gilles Raîche, assistant-greffier.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistant-greffier récite la prière.

431/5/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté l'item suivant:

55G) Politique familiale (Mme Dominique Thériault).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

432/5/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 3 mai 1999

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 3 mai 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'assistant-greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

433/5/99 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 10 mai 1999

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 10 mai 1999 à 16 h 20 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'assistant-greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté en ajoutant le nom du conseiller Guy Drouin au début de la séance.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

L'assistant-greffier fait part aux membres du Conseil de la réception d'une lettre provenant de Mme Louise Harel, ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, qui informe la Ville de la parution du Guide sur la sécurité dans les milieux de vie – pour le mieux-être des citoyens, des citoyennes et des familles et ce dans le cadre de la Semaine québécoise des familles.

434/5/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 1905 rue Fradet

CONSIDÉRANT QU'une demande a dûment été présentée afin d'augmenter la hauteur maximale d'un bâtiment (en mètres) dans le cadre d'un projet de rénovation d'une habitation unifamiliale isolée sur le lot 106-233, soit au 1905 de la rue Fradet;

CONSIDÉRANT QUE les demandeurs (propriétaires de la résidence) souhaitent procéder à la rénovation de leur résidence et ainsi modifier considérablement l'apparence extérieure de la maison et ce, afin d'améliorer son aspect visuel au lieu de se bâtir une nouvelle résidence dans un autre quartier ;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé dans la zone d'habitation H06-01 ;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel, la hauteur maximale (en mètres) d'une habitation située dans la zone H06-01 est de huit mètres (8 m) ;

CONSIDÉRANT QUE le projet de rénovation nécessite une hauteur maximale de neuf virgule soixante-huit mètres (9,68 m) et ce, dans la portion du bâtiment la plus élevée ;

CONSIDÉRANT QUE les requérants mentionnent que la hauteur demandée est essentielle pour la réalisation d'un projet très esthétique ainsi que pour faciliter l'exécution des travaux ;

CONSIDÉRANT QUE les requérants mentionnent également que l'ampleur du gabarit du futur bâtiment sera atténuée :

- par la présence d'une haie au pourtour de la portion la plus élevée (partie gauche de la façade principale ayant trois (3) étages sur environ cinquante pour cent (50 %) ;
- de par l'éloignement de la résidence par rapport à la rue Fradet (environ vingt-huit mètres (28 m)) ;
- ainsi que par le profil du terrain présentant des pentes variées ;

CONSIDÉRANT QUE les voisins immédiats ont été consultés et sont en accord avec le projet de rénovation ;

CONSIDÉRANT QUE les terrains de ce secteur sont pratiquement tous construits;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est très profond (soit environ quatre-vingt-douze mètres (92 m)), et que la résidence est très éloignée de la rue (soit à une distance d'environ vingt-huit virgule trois mètres (28,3 m));

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une dérogation mineure afin d'augmenter la hauteur maximale d'un bâtiment (en mètres) fixant celle-ci à neuf virgule

soixante-huit mètres (9,68 m) au lieu de huit mètres (8 m) dans le cadre d'un projet de rénovation et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 106-233, soit au 1905 de la rue Fradet.

Plusieurs membres du Conseil émettent des commentaires sur ce projet qui, selon eux, n'est pas une dérogation mineure mais plutôt un amendement aux règlements de construction et zonage afin de permettre des bâtisses avec des gabarits plus hauts lorsque lesdites constructions sont éloignées de la rue et en des endroits particuliers avec de très grands terrains.

Ils ne sont pas contre le projet mais sur la façon d'agir dans ce dossier.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
Mme Estelle Demers	M. Guy Drouin
M. Gilles Fontaine	M. Réal Jean
M. Mario Jacques	M. Jean-Guy Spénard
M. Robert Lafrenière	Me Christian Tourigny
M. Denis Savoie	Mme Réjeanne Viens
Mme Dominique Thériault	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

435/5/99 - Dépôt du procès-verbal (5/5/99) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 5 mai 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

436/5/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur bâtiment pour l'immeuble au 134 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser une (1) nouvelle enseigne sur le bâtiment situé au 134 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser une (1) enseigne sur boîtier lumineux;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera apposée sur l'entablement existant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la proposition s'harmonise au bâtiment par sa localisation, son type et ses couleurs;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé s'harmonise à l'affichage du secteur;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une (1) nouvelle enseigne sur le bâtiment situé au 134 de la rue Lindsay et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

437/5/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour

l'immeuble situé au 237 rue Dorion – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 237 de la rue Dorion, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention vise à remplacer des fenêtres sur les façades latérales du bâtiment et que celles-ci sont peu visibles de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention contribue à préserver le caractère propre et les qualités architecturales particulières de la construction;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 237 de la rue Dorion et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégération architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

438/5/99 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 10 rue Prince – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 10 de la rue Prince, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à réaliser un agrandissement à l'arrière du bâtiment ainsi qu'à repeindre le revêtement extérieur du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement sera recouvert d'un déclin vertical similaire au déclin existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la maçonnerie sera repeinte de couleur bleu-gris et que le déclin d'amiante existant sera repeint de couleur beige amande, semblable au nouveau déclin;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement sera peu visible de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention contribue à préserver le caractère propre et les qualités architecturales particulières de la construction;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 10 de la rue Prince et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

439/5/99 - Acceptation des travaux d'agrandissement de l'immeuble situé au 136 rue Loring – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 136 de la rue Loring, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à réaliser un agrandissement à l'arrière du bâtiment d'une superficie d'environ six virgule un mètres (6,1 m) par sept virgule deux mètres (7,2 m);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement pour l'agrandissement est de la maçonnerie similaire à la maçonnerie existante;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention est peu visible de la voie de circulation;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 136 de la rue Loring, et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

440/5/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne murale sur l'immeuble situé au 191 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne murale pour le bâtiment situé au 191 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à installer des lettres détachées non-lumineuses sur la façade du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la localisation permet une bonne utilisation de l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le bleu et le blanc, sont sobres et permettent une bonne intégration au revêtement extérieur du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne murale pour le bâtiment situé au 191 de la rue Lindsay et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

441/5/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur auvent pour l'immeuble situé au 194 rue Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur auvent pour le bâtiment situé au 194 de la rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne sur auvent est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à lettrer en blanc un auvent de couleur noir;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions de l'enseigne permettent une bonne utilisation de la superficie de l'auvent;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention permet une bonne intégration au bâtiment et au secteur par sa localisation et ses couleurs;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une enseigne sur auvent

pour le bâtiment situé au 194 de la rue Heriot et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

442/5/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 164 rue Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 164 de la rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste en une (1) enseigne de bois située au centre de la façade commerciale immédiatement au-dessus de l'entrée;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le blanc (lettres), le brun (fond) et le beige (contour) sont des couleurs sobres qui s'agencent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE de par sa forme, ses couleurs et sa localisation, l'enseigne permet de consolider l'identité de l'affichage sur la rue Heriot;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 164 de la rue Heriot et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

443/5/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 243 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 243 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste en une (1) enseigne de bois située immédiatement au-dessus de la vitrine commerciale du bâtiment et que la superficie de l'enseigne est conforme au règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le beige (fond) et le blanc (lettrage) sont des couleurs sobres qui s'agencent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE de par sa forme, ses couleurs et sa localisation, l'enseigne permet de consolider l'identité de l'affichage sur la rue Lindsay;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 243 de la rue Lindsay, et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

444/5/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne murale sur l'immeuble situé au 565 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne murale sur le bâtiment situé au 565 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne murale est soumise à des critères d'évaluation particuliers;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne proposée consiste en une (1) enseigne sur bâtiment de type lettres détachées lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne permet une continuité quant au type d'affichage retrouvé sur le centre commercial;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le bleu et le blanc, s'harmonisent aux couleurs existantes du bâtiment et des enseignes;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne murale sur le bâtiment situé au 565 du boulevard St-Joseph et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

445/5/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur poteau pour l'immeuble situé au 40 rue Bégin – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 40 de la rue Bégin, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne sur poteau est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention proposée consiste à réaliser une (1) enseigne sur poteau en façade de l'établissement visé;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne permet une bonne visibilité de celle-ci sans nuire à la qualité visuelle du secteur;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs sont le bourgogne et le blanc (fond), ainsi que la couleur or (lettrage);

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 40 de la rue Bégin et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

446/5/99 - Acceptation des travaux d'une nouvelle construction et d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 150 rue Robert-Bernard

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction et d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 150 de la rue Robert-Bernard, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur de la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, toute nouvelle construction et tout aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE la majeure partie du stationnement est aménagée en cour arrière et que le pourtour des cases visibles de la voie de circulation est aménagé de bandes gazonnées plantées d'arbres et/ou d'arbustes;

CONSIDÉRANT QU'un seul accès au terrain est aménagé sur la rue Robert-Bernard et que celui-ci est esthétique et sécuritaire;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement ainsi que l'entreposage des véhicules sont situés à l'arrière du bâtiment et que les portions visibles de l'autoroute Jean-Lesage sont camouflées par l'aménagement d'une haie;

CONSIDÉRANT QUE la majorité des cours du bâtiment seront aménagées de gazon et/ou d'arbres;

Étalage

CONSIDÉRANT QUE deux (2) présentoirs soit un (1) de trente-trois mètres carrés (33 m^2) et un (1) autre de cent trente-quatre mètres carrés (134 m^2) seront aménagés en cour avant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les présentoirs seront aménagés de façon permanente et délimitée de manière à ce que l'on puisse évaluer facilement leur superficie;

Architecture

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur proposé pour le bâtiment est un bloc et une brique de béton de couleur blanche ainsi qu'un acier fini plat de couleur verte (couleurs corporatives de John Deere);

CONSIDÉRANT QU'une corniche verte sur le pourtour de la toiture ainsi qu'à mi-mur permet d'ornementer la façade;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est mise en évidence par un traitement particulier et que deux (2) éléments symétriques de part et d'autre de la façade permettent de briser la longueur des murs;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration en façade avant permet de créer suffisamment d'ouvertures afin d'animer la façade;

CONSIDÉRANT QUE la toiture sera revêtue d'acier de couleur aluminium;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'une nouvelle construction ainsi que d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 150 de la rue Robert-Bernard et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

447/5/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 565 boul. St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 565 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne sur poteau est soumise à des critères d'évaluation particuliers;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser une enseigne murale composée de lettres détachées blanches non-lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'entablement disponible;

CONSIDÉRANT QUE la proposition crée une continuité avec le type d'enseigne que l'on retrouve sur le bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 565 du boulevard St-Joseph et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

448/5/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 188 rue St-Marcel – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 188 de la rue St-Marcel, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est situé à l'intérieur des limites des secteurs et sites présentant un intérêt patrimonial et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à ajouter une corniche, ajouter trois (3) marquises et un (1) auvent et aménager un garde-corps décoratif en façade;

CONSIDÉRANT QUE les éléments ajoutés ornementent la façade;

CONSIDÉRANT QUE la maçonnerie sera restaurée;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention proposée est mineure et que, de ce fait, les éléments ajoutés ne limitent pas les possibilités d'interventions sur le bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation pour le bâtiment situé au 188 de la rue St-Marcel et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

449/5/99 - Abrogation de la résolution no 363/5/99 – Travaux d'aménagement et d'installation d'une enseigne sur poteau (121 Lindsay) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'aménagement d'une terrasse, l'aménagement de terrain ainsi que l'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 121 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne, aménagement de terrasse ainsi que tout réaménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Aménagement d'une terrasse et aménagement de terrain:

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à réaliser une terrasse en bois (peinte blanche) en façade avant du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse aura une superficie approximative de six virgule quatre mètres (6,4 m) par quatre virgule neuf mètres (4,9 m);

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée de six virgule un mètres (6,1 m) sera aménagée du côté latéral droit du bâtiment sur toute la profondeur;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) cases de stationnement seront aménagées et qu'un (1) seul accès sera réalisé sur la rue Loring;

CONSIDÉRANT QUE le pourtour du stationnement sera gazonné et que des arbres (quatre (4)) seront aménagés;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager sera réalisé entre la terrasse et le trottoir;

CONSIDÉRANT QUE le pourtour de la terrasse sera gazonné;

CONSIDÉRANT QUE les espaces à déchets seront camouflés par une clôture;

Enseigne sur poteau :

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne non-lumineuse (éclairage par projection) en façade avant du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne permettra une bonne visibilité sans toutefois être prédominante dans le paysage urbain;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'aménagement d'une terrasse, l'aménagement de terrain ainsi que l'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 121 de la rue Lindsay et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale; **les travaux devront être faits au plus tard le 15 juin 1999.**

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no 363/5/99 du 3 mai 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois d'avril 1999 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1998.

450/5/99 - Protocole d'entente avec Drummond Sports inc. – Animation des terrains de tennis

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Drummond Sports inc., pour l'Association de tennis de Drummondville, pour l'animation et l'entretien des terrains de tennis.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 1999 et comprend le versement d'une subvention de 14 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

451/5/99 - Protocole d'entente avec Drummond Sports inc. – Gestion et entretien des terrains de balle Messier et Celanese

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Drummond Sports inc., pour l'Association du Baseball Mineur, pour la gestion et l'entretien des terrains de balle Messier et Celanese.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 1999 et comprend le versement d'une subvention de 8 400 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

452/5/99 - Protocole d'entente avec Drummond Sports inc. - Entretien des terrains de soccer

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Drummond Sports inc., pour le Club de Soccer Juvénile de Drummondville, pour l'entretien des terrains de soccer.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 1999 et comprend le versement d'une subvention de 2 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

453/5/99 - Protocole d'entente avec le Cégep de Drummondville – Entretien du terrain de soccer, propriété du Cégep

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Cégep de Drummondville pour l'entretien du terrain de soccer, propriété du Cégep de Drummondville.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 1er mai au 1er novembre 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

454/5/99 - Bail et convention avec le Club Les Cyclophiles de Drummondville Utilisation du terrain et du chalet du parc Poirier

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail / convention avec le Club Les Cyclophiles de Drummondville inc. pour l'utilisation du terrain et du chalet du parc Poirier.

Le bail / convention est valable pour la période du 1er mai au 15 octobre 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

455/5/99 - Protocole de reconnaissance avec le Festival Mondial de Folklore Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Festival Mondial de Folklore Drummond inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation du Mondial des Cultures, édition 1999 et comprend le versement d'une subvention de 110 000 $ (subvention en services – 112 500 $).

La Ville autorise également cet organisme à solliciter des permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de ces activités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

456/5/99 - Protocole d'entente avec le Rendez-vous du Vélo inc.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Rendez-vous du Vélo inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'activité du 30 mai 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

457/5/99 - Mandat au Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. Préparation de plans & devis (Pont et rue St-Onge)

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. aux fins de préparer les plans et les devis pour la construction d'un pont enjambant la rivière Saint-Germain et pour les services d'aqueduc, d'égouts sanitaire et pluvial, de pavage, de bordures et d'éclairage dans l'axe de la rue St-Onge, entre la rue des Grands-Ducs et la partie existante du côté nord de ladite rue St-Onge.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

458/5/99 - Mandat à la firme Géo Lab inc. – Analyse de sol (Pont et services, rue St-Onge)

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse de sol pour la construction d'un pont enjambant la rivière Saint-Germain et pour les services d'aqueduc, d'égouts sanitaire et pluvial, de pavage, de bordures et d'éclairage dans l'axe de la rue St-Onge, entre la rue des Grands-Ducs et la partie existante du côté nord de ladite rue St-Onge.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

459/5/99 - Mandat à M. Michel Dubé, a.-g. – Travaux d'arpentage (Pont et services, rue St-Onge)

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville mandate M. Michel Dubé, arpenteur-géomètre, aux fins de faire des travaux d'arpentage pour la construction d'un pont enjambant la rivière Saint-Germain et pour les services d'aqueduc, d'égouts sanitaire et pluvial, de pavage, de bordures et d'éclairage dans l'axe de la rue St-Onge, entre la rue des Grands-Ducs et la partie existante du côté nord de ladite rue St-Onge.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

460/5/99 - Autorisation à la Corporation de Développement Centre-Ville Tenue d'une vente trottoir sur la rue Heriot (7 au 10 juillet)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Corporation de Développement Centre-Ville de Drummondville à tenir une vente trottoir sur la rue Heriot du 7 au 10 juillet 1999, incluant la fermeture de la rue Heriot, entre les rues du Pont et Loring, et la fermeture de la rue Cockburn, entre les rues Heriot et Brock, et à utiliser certains équipements municipaux, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

461/5/99 - Autorisation à la Corporation de Développement Centre-Ville Tenue d'une vente trottoir sur la rue Lindsay (16 au 19 juin)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Corporation de Développement Centre-Ville de Drummondville à tenir une vente trottoir sur la rue Lindsay du 16 au 19 juin 1999, à faire de l'animation musicale et à utiliser certains équipements municipaux, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

462/5/99 - Autorisation au Centre Communautaire Pierre-Lemaire
Tenue d'une fête de quartier le 23 juin 1999

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Communautaire Pierre-Lemaire à tenir une fête de quartier le 23 juin 1999, de 16 h 00 à 23 h 00, à installer une tente sur son terrain situé au 325 boulevard St-Joseph Ouest, et à utiliser certains équipements municipaux, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

463/5/99 - Autorisation au Service des travaux publics
Installation d'une buvette extérieure et d'une clôture métallique

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à installer une buvette extérieure au Centre Communautaire Pierre-Lemaire et à poser une clôture métallique de 6 pieds afin d'assurer la sécurité des usagers qui fréquentent ledit Centre. Les travaux seront payables à même le fonds de réserve "Parcs et terrains de jeux".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

464/5/99 - Autorisation au club de balle Plastichange
Sollicitation d'un permis d'alcool

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le club de balle Plastichange à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées aux parcs Bernier et Michaud les 18 et 19 juin 1999 dans le cadre du Tournoi de balle Cascades.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

465/5/99 - Autorisation au Service de garde "Les Tournesols"
Vente de garage le 22 mai 1999

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service de garde "Les Tournesols" de l'école L'Aquarelle à tenir une vente de garage le`22 mai 1999, de 8 h 00 à 16 h 00, à l'école L'Aquarelle située au 1140 St-Edgar.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

466/5/99 - Autorisation à la Fondation de la recherche sur les maladies
infantiles – Tenue d'une randonnée en méga-bicyclette

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation de la recherche sur les maladies infantiles à tenir une randonnée en méga-bicyclette dans les rues de Drummondville

avec escorte policière le 4 juin 1999, selon un trajet approuvé par le Service de la sécurité publique.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

467/5/99 - Autorisation de signature d'un procès-verbal de bornage (Ptie du lot 22, quartier Sud – rue Loring)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise M. Michel Blanchette, coordonnateur de projets, à signer pour et au nom de la Ville un procès-verbal de bornage affectant une partie du lot 22, quartier Sud de la Ville de Drummondville, propriété de Café Rencontre Drummond inc. située au 130 rue Loring.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

468/5/99 - Autorisation au Club d'Astronomie Drummondville inc. Utilisation de la Place St-Frédéric le 22 mai 1999

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club d'Astronomie Drummondville inc. à utiliser la Place St-Frédéric le 22 mai 1999, de 18 h 00 à 23 h 00, pour une initiation à l'observation.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

469/5/99 - Autorisation au Centre des Ressources humaines du Canada pour Étudiants – Installation de divers panneaux de promotion

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre des Ressources humaines du Canada à afficher des encarts publicitaires en bordure des principales artères de la Ville, lesquelles sont énumérées dans une lettre datée du 7 mai 1999, et ce dans le cadre de la campagne publicitaire "Embauchez des étudiants".

Cette autorisation sera permise du 17 mai au 31 juillet 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

470/5/99 - Mandat à l'U.M.Q. – Achat regroupé pour la fourniture de chlorure de sodium pour le déglaçage des chaussées

Vu la proposition de l'Union des municipalités du Québec de procéder, au nom des municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant le chlorure de sodium;

Vu l'article 29.9.1 de la Loi sur les Cités et Villes;

Attendu que la Ville de Drummondville désire procéder à cet achat regroupé pour se procurer le chlorure de sodium et les quantités amplement décrites à la section information de la fiche d'identification préparée par le directeur du Service de l'approvisionnement;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

1° QUE la Ville de Durmmondville confie à l'Union des municipalités du Québec le mandat de procéder, en son nom et avec les autres municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant le chlorure de sodium, nécessaire pour les activités de la municipalité et ce, afin de se procurer le chlorure de sodium et les quantités plus amplement décrites à la section information de la fiche d'identification préparée par le directeur du Service de l'approvisionnement;

2° QUE la Ville de Drummondville s'engage, si l'Union des municipalités du Québec adjuge un contrat, à respecter les termes du présent mandat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

3° QUE la Ville de Drummondville autorise l'Union des municipalités du Québec à utiliser un cahier de charges en substance conforme à celui soumis au Conseil lors de cette réunion;

4° QUE la Ville de Drummondville consente, en considération des services rendus, à verser des frais administratifs à l'Union des municipalités du Québec à concurrence de leur part du contrat adjugé, représentant 0,4 % du montant de contrat avant taxes;

5° QUE copie de la présente résolution et la fiche d'identification soient transmises à l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

471/5/99 - Vente d'une partie de terrain / lot 167 ptie du Canton de Grantham à M. Roberto Drouin (20 m^2)

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un acte de vente d'une partie du lot 167 du cadastre du Canton de Grantham à M. Roberto Drouin, laquelle partie de terrain est située en façade sur la rue Foster.

Cette vente est faite pour le prix de neuf cents dollars (900 $) payable comptant lors de la signature du contrat.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

472/5/99 - Autorisation à la Fabrique St-Joseph - Vente de garage les 3, 4 et 5 juin 1999

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fabrique St-Joseph à tenir une vente de garage les 3, 4 et 5 juin 1999 sur le terrain de la Fabrique pour ses œuvres.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

473/5/99 - Autorisation au Drummondville Olympique Tenue d'une activité "Défi à l'entreprise"

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Drummondville Olympique, pour l'Association de Tennis de Drummondville, à tenir une activité (Défi à l'entreprise) au parc Woodyatt le 29 mai 1999, entre 8 h 00 et 22 h 00, à utiliser certains équipements municipaux et à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité, selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

474/5/99 - Octroi du contrat d'assurance collective à l'Industrielle Alliance

Attendu que les villes et municipalités d'Asbestos, Disraeli, Princeville, Ascot, Drummondville, Richmond, Black Lake, Fleurimont, Rock Forest, Bromptonville, Lac Brome, St-Denis-de-Brompton, Champlain, Magog, Saint-Nicéphore, Cowansville, Plessisville, Sutton, Valcourt, Warwick et Windsor ont procédé à une demande de soumissions publiques pour le régime d'assurance collective; il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que le contrat d'assurance collective soit octroyé à l'Industrielle Alliance dans le cadre du regroupement municipal en assurance collective et ce à compter du 1er juillet 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

475/5/99 - Entente à intervenir avec Miller, Hersh Inc., Syndic Taxes dues par Vendair Drummond (1985) Ltée avant sa faillite

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une entente à intervenir avec Miller, Hersh inc., Syndic, afin de récupérer les taxes dues par Vendair Drummond (1985) Ltée au moment de sa faillite.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

476/5/99 - Prolongation de deux mois de l'entente verbale avec Mme Solange Picotin – Opération de la fourrière municipale

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville prolonge de deux (2) mois, soit juin et juillet 1999, l'entente verbale intervenue avec Mme Solange Picotin pour l'opération de la fourrière municipale pour un montant forfaitaire mensuel de 2 000 $, le tout conditionnel à ce que le gardiennage des animaux domestiques se fasse à l'intérieur de la bâtisse.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

477/5/99 - Prolongation de deux mois du mandat avec Dr Jean Proulx Euthanasie des animaux domestiques recueillis par la fourrière

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville prolonge de deux (2) mois, soit juin et juillet 1999, le mandat intervenu avec Dr Jean Proulx, vétérinaire, concernant l'euthanasie des animaux domestiques recueillis par la fourrière municipale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

478/5/99 - Addenda au protocole d'entente intervenu avec le Comité organisateur de la Fête du Canada

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un addenda au protocole d'entente intervenu avec le Comité organisateur de la Fête du Canada concernant la tenue d'un feu d'artifice.

L'addenda au protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de la Fête du Canada 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

479/5/99 - Subvention de 6 000 $ - Drummondville Olympique

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 6 000 $ au Drummondville Olympique dans le cadre du Programme de soutien aux athlètes d'élite.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

480/5/99 - Subvention de 1 300 $ - Drummondville Olympique

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 300 $ au

Drummondville Olympique pour l'Association du hockey mineur de Drummondville à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

481/5/99 - Subventions de déneigement de stationnements - Organismes

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville accorde les subventions suivantes à certains organismes pour le déneigement de leurs stationnements pour la période se terminant le 31 décembre 1999 et ce payables en deux versements (mars et décembre):

Organismes	Montant des subventions
St-George Anglican Church	423,00 $
Fabrique Christ-Roi	687,00 $
Fabrique St-Pie X	2 197,00 $
Fabrique St-Joseph	2 778,00 $
Fabrique St-Jean-Baptiste	656,00 $
Fabrique St-Simon	1 184,00 $
Fabrique Ste-Thérèse	343,00 $
Fabrique St-Pierre & St-Paul	1 800,00 $
Fabrique St-Philippe	1 714,00 $
	11 782,00 $

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

482/5/99 - Adoption du projet de règlement no 2765 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par la conseillère Réjeanne Viens,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2765 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:
A) de prohiber, dans la zone commerciale C06-09, certains usages commerciaux de la classe d'usages "commerce artériel lourd (C_4)";
B) d'autoriser l'implantation d'une station de remplissage de réservoirs de pompage en tant qu'usage et construction accessoire pour les commerces de la sous-classe d'usages "matériaux de construction" et de prévoir certaines normes d'aménagement;
soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

483/5/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2765) - Zonage

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2765) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier les usages commerciaux actuellement autorisés dans une zone commerciale située à l'angle des boulevards St-Joseph et Mercure (côté sud-ouest);
- de permettre un nouvel usage et une nouvelle construction accessoire pour une sous-classe d'usages du groupe commerce selon certaines conditions.

484/5/99 - Dispense de lecture du règlement no 2765

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2765 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier les usages commerciaux actuellement autorisés dans une zone commerciale située à l'angle des boulevards St-Joseph et Mercure (côté sud-ouest);
- de permettre un nouvel usage et une nouvelle construction accessoire pour une sous-classe d'usages du groupe commerce selon certaines conditions;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

485/5/99 - Adoption du règlement no 2756-1 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2756-1 a été donné (réf: 226/3/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2756-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de régir, dans les zones industrielles I0102, I01-03, I02-01, I11-01, I11-02, I12-01, I12-03 et I12-04 de façon différente la localisation de l'étalage extérieur, les superficies autorisées et les normes d'aménagement qui y sont applicables.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

486/5/99 - Adoption du règlement no 2760-1 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2760-1 a été donné (réf: 330/3/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2760-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'augmenter de trois (3) à quatre (4) le nombre de logements par bâtiment pour les habitations mixtes (h_5) de la zone commerciale C04-11;

B)
- d'augmenter, dans la zone d'habitation H11-37, de neuf mètres (9 m) à dix mètres (10 m) la largeur minimale des habitations multifamiliales (h_3);
- d'augmenter, dans la zone d'habitation H11-38,
  - $\Rightarrow$ de deux (2) à trois (3) le nombre d'étages maximal;
  - $\Rightarrow$ de neuf mètres (9 m) à onze mètres (11 m) la hauteur maximale;
  - $\Rightarrow$ de neuf mètres (9 m) à dix mètres (10 m) la largeur minimale et de prévoir une disposition particulière pour les façades principales;

  et ce, pour les habitations de deux (2) à quatre (4) logements;

C) de remplacer la zone communautaire P04-08 (celle entourée par les zones d'habitation H04-11 et H05-01) par la zone communautaire P04-12;

D) d'autoriser, dans la zone communautaire P05-04, l'étalage extérieur de véhicules en tant qu'usage spécifiquement permis et de prévoir des dispositions particulières quant à l'aménagement de terrains.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que ce règlement soit adopté.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
Mme Estelle Demers	Me Christian Tourigny
M. Guy Drouin	M. Denis Savoie
M. Gilles Fontaine	Mme Réjeanne Viens
M. Mario Jacques	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Jean-Guy Spénard	
Mme Dominique Thériault	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

487/5/99 - Adoption du règlement no 2762-1 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2762-1 a été donné (réf: 336/4/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2762-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) de créer la nouvelle zone industrielle I11-11 à même une partie de la zone industrielle I11-08 actuelle, d'y autoriser l'usage commercial "nettoyage de véhicules" en tant qu'usage spécifiquement permis, de maintenir dans la nouvelle zone I11-11 les usages actuellement autorisés dans la zone I11-08 à partir de laquelle elle est créée de même que les normes qui sont applicables à ceux-ci ainsi que de prévoir certaines dispositions quant au revêtement extérieur des bâtiments, à l'aménagement d'accès de type "porte de garage" ainsi qu'à l'aménagement de terrain;

B) de prévoir, dans la zone industrielle I11-08 actuelle, certaines dispositions quant au revêtement extérieur des bâtiments ainsi qu'à l'aménagement de terrain.

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

488/5/99 - Adoption du règlement no 2767 – Amendement au règ. no 2740 Travaux publics additionnels

Lecture est donnée du règlement no 2767 amendant le règlement no 2740 de manière à y prévoir des travaux additionnels.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, l'assistant-greffier ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2767 et ce de 9 heures à 19 heures le 1er juin 1999.

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- Mme Estelle Demers, conseillère, à l'occasion du décès de sa belle-mère, Mme Lorraine Paquin Demers;
- M. Mario Roy, employé au Service d'urbanisme, section cartographie, à l'occasion du décès de sa mère, Mme Rachel Desfossés Roy;
- M. Denis Proulx, employé au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de son beau-père, M. Léopold Desautels.

Pas d'enlèvement des déchets domestiques ni de collecte sélective le lundi 24 mai (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie informe la population qu'il n'y aura pas d'enlèvement des déchets domestiques, ni de collective sélective, le lundi 24 mai 1999, à l'occasion de la Fête de Dollard.

Bureaux des services municipaux fermés le lundi 24 mai (J.G. Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard informe la population que les bureaux des services municipaux seront fermés le lundi 24 mai prochain, jour de la Fête de Dollard.

Second versement des taxes municipales le jeudi 20 mai (J.G. Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard rappelle aux contribuables que le second versement des taxes municipales viendra à échéance le jeudi 20 mai prochain.

Politique familiale (Mme Dominique Thériault)

La conseillère Dominique Thériault donne le compte rendu des rencontres tenues depuis un certains temps sur l'élaboration d'une politique familiale à Drummondville et elle remercie toutes les personnes ressources qui ont participé à ce Livre Blanc qui sera adopté par le Conseil à l'automne 1999.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le **lundi 7 juin 1999.**

489/5/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 30.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) GILLES RAÎCHE,
Assistant-greffier.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

7 juin 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 7 juin 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

496/6/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

497/6/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 17 mai 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 17 mai 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

498/6/99 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 25 mai 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 25 mai 1999 à 15 h 35 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

499/6/99

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

- PAVAGE, BORDURES ET ÉCLAIRAGE – DIVERSES RUES
DOSSIER: ME99DR01 - (Soumissions ouvertes le 3 juin 1999)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. LACBEC INC. 1277 – 10e Rang Wickham	301 843,98 $
. LES CONSTRUCTIONS BÉ-CON INC. 1054 boulevard St-Joseph Drummondville	310 687,01 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu Notre-Dame-du-Bon-Conseil	293 780,29 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 775 boulevard Lemire Drummondville	287 495,65 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de R. Guilbeault Construction inc. soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception d'une lettre provenant de la Ministre d'État aux Affaires municipales (report de l'entente signée avec la Ville pour finaliser les travaux dans le cadre du PAEQ) ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

500/6/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 3 mai au 7 juin 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 4 151 586,13 $.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

501/6/99 - Dérogation mineure – Immeuble au 220 rue Joly

CONSIDÉRANT QU'une demande a été dûment présentée afin d'obtenir une dérogation mineure ayant pour objet de modifier la marge de recul applicable au bâtiment situé sur le lot 124-503, soit au 220 de la rue Joly;

CONSIDÉRANT QUE dans la zone visée (H01-33), la marge de recul minimale est de six mètres (6 m);

CONSIDÉRANT QUE dans ladite zone, le calcul de la moyenne des marges de recul, qui s'effectue en fonction de la présence de bâtiments principaux déjà érigés sur les terrains adjacents, s'applique;

CONSIDÉRANT QUE l'application de la moyenne des marges de recul oblige l'implantation de la résidence à une distance minimale de cinq virgule quatre-vingt-dix-huit mètres (5,98 m) et une distance maximale de sept virgule trente mètres (7,30 m);

CONSIDÉRANT QUE la marge de recul proposée par les requérants est entre neuf mètres (9 m) et dix mètres (10 m), et ce en fonction de leur terrain de forme irrégulière ayant une largeur d'uniquement quinze virgule vingt-quatre mètres (15,24 m) pour une superficie totale de mille huit cent trente-deux virgule deux mètres carrés (1 832,2 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé donne sur une courbe et que de ce fait, la largeur de celui-ci est réduite;

CONSIDÉRANT QUE la largeur de tous les terrains situés sur le même tronçon de rue est plus grande;

CONSIDÉRANT QUE ladite norme aurait comme incidence que :
- la résidence ait un gabarit beaucoup plus petit que la majorité des résidences de ce secteur;
- son orientation soit complètement différente des résidences voisines;
- le garage attenant à la résidence soit la partie la plus visible de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'application de la norme actuelle quant à la marge de recul ne favorise pas un alignement intéressant pour les requérants et l'ensemble du voisinage;

CONSIDÉRANT QUE les murs des résidences voisines (adjacents au terrain visé) sont situés respectivement à environ huit virgule huit mètres (8,8 m) et dix mètres (10 m);

CONSIDÉRANT QUE la disposition réglementaire quant à la marge de recul cause un préjudice sérieux aux requérants;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée ne porte pas atteinte à la jouissance du droit de propriété des propriétaires des immeubles voisins;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est le dernier terrain vacant de ce tronçon de rue;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure afin d'établir la marge de recul à une distance minimale de huit virgule huit mètres (8,8 m) et maximale de dix mètres (10 m) au lieu d'une distance minimale de cinq virgule quatre-vingt-dix-huit mètres (5,98 m) et maximale de sept virgule trente mètres (7,30 m), et ce pour une nouvelle résidence située sur le lot 124-503, soit au 220 de la rue Joly.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

502/6/99 - Dérogation mineure – Immeuble au 512 Mélançon

CONSIDÉRANT QU'une demande a été dûment présentée afin d'obtenir une dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la distance minimale entre la ligne latérale

droite de terrain (adjacente au lot 153-38) et le bâtiment accessoire (garage) situé sur le lot 153-39, soit au 512 de la rue Mélançon;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation de zonage, la distance minimale entre tout bâtiment accessoire et les lignes de terrain est de un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé a été construit dans les années 1980 et qu'à l'époque de la construction, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en 1999 pour le bâtiment visé et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à zéro virgule quarante-quatre mètre (0,44 m) la distance entre la ligne latérale droite du terrain (adjacente au lot 153-38) et le garage, soit une irrégularité de zéro virgule cinquante-six mètre (0,56 m);

CONSIDÉRANT QUE le terrain est adjacent au chemin de fer (à l'arrière);

CONSIDÉRANT QU'une servitude de passage et de stationnement d'une largeur de deux virgule treize mètres (2,13 m) est adjacente à la ligne latérale droite de terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain ne semble pas causer de préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

CONSIDÉRANT QUE la demande vise à confirmer une situation existante;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure afin de diminuer la distance entre la ligne latérale droite du terrain (adjacente au lot 153-38) et le bâtiment accessoire (garage) fixant celle-ci à zéro virgule quarante-quatre mètre (0,44 m) au lieu de un mètre (1 m), et ce pour le bâtiment accessoire (garage) situé sur le lot 153-39, soit au 512 de la rue Mélançon.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

503/6/99 - Dépôt du procès-verbal (19/5/99) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 19 mai 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

504/6/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 671 boulevard Mercure – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 671 du boulevard Mercure, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention vise à remplacer les fenêtres du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les nouvelles fenêtres reprennent les caractéristiques des fenêtres existantes par leur style, leur forme et leur ornementation;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention permet de préserver les caractéristiques architecturales du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 671 du boulevard Mercure, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

505/6/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 167 rue Marchand – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 167 de la rue Marchand, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition vise à remplacer le revêtement extérieur actuel du bâtiment par un revêtement d'acrylique;

CONSIDÉRANT QUE la proposition aura pour effet d'obstruer définitivement la fenestration du bâtiment à l'étage;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux et de couleurs permettent d'ornementer les façades et limitent l'effet de mur aveugle;

CONSIDÉRANT QU'une corniche à mi-hauteur permet de limiter l'effet de hauteur du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs du bâtiment sont le gris pâle (partie supérieure du bâtiment), le gris (corniche) et le bourgogne (partie inférieure du bâtiment);

CONSIDÉRANT QUE l'intervention permet d'améliorer l'apparence extérieure du bâtiment tout en s'harmonisant aux bâtiments du secteur;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 167 de la rue Marchand, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

506/6/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 1975 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1975 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à remplacer la toiture du bâtiment par une toiture en pente;

CONSIDÉRANT QUE la toiture aura un pignon de zéro virgule six mètre (0,6 m) et que le revêtement sera un bardeau d'asphalte;

CONSIDÉRANT QUE les pignons seront revêtus d'un déclin de couleur similaire au revêtement extérieur que l'on retrouve sur le bâtiment (ton de beige);

CONSIDÉRANT QUE la faible pente de la toiture ainsi que le type de revêtement proposé permettent de limiter l'impact de l'ajout apporté au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention respecte le gabarit du bâtiment existant et s'harmonise avec celui des bâtiments situés dans l'environnement immédiat;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1975 du boulevard St-Joseph, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

507/6/99 - Acceptation en partie des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 565 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 565 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser des travaux de peinture en façade principale de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent à peinturer l'intérieur de l'arche, les solins de la verrière, une bande horizontale d'une largeur de un virgule vingt-deux mètre (1,22 m) sur l'ensemble de la façade de l'établissement ainsi que les poteaux de la marquise de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention proposée aurait pour effet de rendre la façade du bâtiment prédominante dans le paysage urbain et qu'il serait préférable de conserver les couleurs actuelles du bâtiment qui sont sobres;

CONSIDÉRANT QUE l'arche, la marquise et les poteaux pourraient être utilisés afin d'afficher les couleurs corporatives;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville:

- accepte les travaux visant à peindre en rouge l'arche, la marquise et les poteaux;
- **refuse** les travaux visant à peindre en rouge les solins de la verrière ainsi qu'une bande horizontale d'une largeur de un virgule vingt-deux mètre (1,22 m) sur l'ensemble de la façade;

pour l'établissement situé au 565 du boulevard St-Joseph, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

508/6/99 - Acceptation des travaux d'installation de 2 enseignes sur le bâtiment situé au 4014 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation de deux (2) enseignes sur le bâtiment situé au 4014 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention vise à réaliser deux (2) enseignes en lettres détachées lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes seront localisées immédiatement au-dessus des deux (2) entrées de l'établissement sur l'entablement prévu à cet effet;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs seront le noir (fond) ainsi que le blanc et le jaune (lettrage);

CONSIDÉRANT QUE l'affichage de l'établissement voisin est de même type et disposé de façon semblable;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation de deux (2) enseignes sur le bâtiment situé au 4014 du boulevard St-Joseph, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

509/6/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 4016 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 4016 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention vise à réaliser une (1) enseigne en lettres détachées lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera localisée immédiatement au-dessus de l'entrée principale de l'établissement sur l'entablement prévu à cet effet;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs seront le jaune et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage de l'établissement voisin est de même type et disposé de façon semblable;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 4016 du boulevard St-Joseph, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

510/6/99 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 1600 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 1600 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention vise à planter trois (3) épinettes du Colorado, cinq (5) pommetiers et une haie sur le pourtour de la clôture donnant sur les rues Corriveau et Cockburn;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention permettra d'animer la portion de terrain aménagé;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain pour l'établissement situé au 1600 du boulevard St-Joseph, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

511/6/99 - Acceptation de l'implantation du bâtiment et l'aménagement de terrain et refus de la proposition architecturale et l'aménagement paysager des cours du bâtiment situé au 595 boulevard St-Joseph

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction neuve pour le terrain situé au 595 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle construction est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser un bâtiment de deux (2) étages d'une superficie approximative de vingt-huit mètres (28 m) par vingt mètres (20 m);

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des cases de stationnement est réalisé en cour arrière du bâtiment et en partie, en cour latérale;

CONSIDÉRANT QU'un seul accès au terrain est aménagé en façade sur le boulevard St-Joseph et que la circulation sur le terrain est clairement orientée et sécuritaire;

CONSIDÉRANT QU'un projet d'aménagement paysager sera présenté ultérieurement;

CONSIDÉRANT QUE le rapport de la largeur de la façade du bâtiment versus la largeur de la façade de terrain est élevée et que ceci permet de refléter un paysage densément construit;

Architecture

CONSIDÉRANT QUE les matériaux principaux sont une brique d'argile ainsi qu'un revêtement d'aluminium;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments voisins sont majoritairement revêtus de maçonnerie;

CONSIDÉRANT QU'il serait préférable que la maçonnerie soit prédominante sur la façade principale, et ce afin de rencontrer les objectifs du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville:

- accepte l'implantation du bâtiment et l'aménagement de terrain;
- **refuse** la proposition architecturale ainsi que l'aménagement paysager des cours du bâtiment;

pour l'immeuble situé au 595 du boulevard St-Joseph, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

512/6/99 - Dépôt du procès-verbal (3/6/99) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 3 juin 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

513/6/99 - Acceptation des travaux de construction quant à la proposition architecturale sur le terrain situé au 595 boul. St-Joseph – P.I.A

ATTENDU QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction sur le terrain situé au 595 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle construction est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition d'implantation du bâtiment et d'aménagement de terrain avait été approuvée par le Comité consultatif d'urbanisme lors d'une séance antérieure (résolution no 99.05.30);

CONSIDÉRANT QUE la proposition architecturale consiste à réaliser un (1) bâtiment revêtu d'une maçonnerie ainsi que d'un revêtement d'aluminium;

CONSIDÉRANT QUE les jeux de matériaux permettent de donner du rythme à la façade et que les colonnes donnent un effet de hauteur au bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un traitement vitré permet de mettre en valeur l'entrée principale de l'établissement et que la fenestration procure suffisamment d'ouvertures à la façade;

CONSIDÉRANT QUE des retraits de matériaux et décrochers dans la façade procurent une variation des volumes, ce qui contribue à animer architecturalement les portions des façades;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux et les couleurs, soit la maçonnerie (rouge et beige) et l'aluminium (bronze pâle) s'agencent bien entre eux et s'harmonisent au secteur;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment proposé présente une architecture sobre, dégageant une image de prestige pour le secteur;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction quant à la proposition architecturale sur le terrain situé au 595 du boulevard St-Joseph, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

514/6/99 - Dépôt du compte rendu (18/5/99) - Comité de transport en commun

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 18 mai 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

515/6/99 - Dépôt du compte rendu (27/5/99) - Comité de Circulation

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 27 mai 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

516/6/99 - Amendement à la résolution no 373/5/99 – Changement de nom Vente d'un terrain industriel à la Compagnie 9048-1326 Québec inc.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la résolution no 373/5/99 soit amendée de façon à changer le nom de "Les Entreprises François Ouellet inc." par celui de "La Compagnie 9048-1326 Québec inc." (Vente d'un terrain industriel).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

517/6/99 - Amendement à la résolution no 474/5/99 – Changement de date et mandat à la Ville de Windsor aux fins d'agir à titre de délégataire

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la résolution no 474/5/99 du 17 mai 1999 soit amendée de façon à:

1° changer la date du "1er juillet 1999" par celle du "1er juin 1999";

2° ajouter le paragraphe suivant: "La Ville de Drummondville mandate la Ville de Windsor aux fins d'agir à titre de délégataire dans le dossier du contrat d'assurance collective".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

518/6/99 - Abrogation de la résolution no 367/5/99 – Offre d'achat par la Compagnie 9059-2270 Québec inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la résolution no 367/5/99 du 3 mai 1999 soit abrogée à toutes fins que de droit.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

519/6/99 - Abrogation de la résolution no 492/5/99 – Promesse d'achat par Raymond Clair, Jean Côté, Marc Boisselle, Denis Boies et M. Dubé

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la résolution no 492/5/99 du 25 mai 1999 soit abrogée à toutes fins que de droit.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

520/6/99 - Promesse d'achat de pties du lot 165 en faveur de Raymond Clair, Jean Côté, Marc Boisselle, Denis Boies et Michel Dubé

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une promesse d'achat en faveur de MM. Raymond Clair, Jean Côté, Marc Boisselle, Denis Boies et Michel Dubé.

Ladite promesse d'achat affecte des parties du lot 165 du cadastre du Canton de Grantham et doit inclure l'ensemble de la bande de 2 mètres.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

521/6/99 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Analyse des matériaux Travaux sur les rues de Vienne, de Londres, de Genève, de Berlin

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de Vienne, de Londres, de Genève, de Berlin, Théode, Villemure, de l'Émeraude, Saint-Georges, des Colombes et des Chanterelles, lesquels travaux sont prévus au règlement no 2754.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

522/6/99 - Mandat à Expertaxe inc. – Récupération des taxes de vente sur les produits et services

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services professionnels de Expertaxe inc. aux fins de vérifier certains dossiers de la Ville de façon à récupérer les taxes de vente sur les produits et services, s'il y a lieu.

Le trésorier et/ou l'assistant-trésorier sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

523/6/99 - Mandat à la Ville de Cap-de-la-Madeleine pour les services d'analyses de laboratoire en eau potable et usée

VU que le regroupement intermunicipal d'achat favorise la diminution des prix de base des analyses, l'accroissement de la concurrence au niveau des analyses non-différenciées et l'accroissement du ratio performance/coût au niveau de l'utilisation des méthodes similaires;

VU la proposition de la Ville de Cap-de-la-Madeleine de procéder, au nom des municipalités intéressées, au nombre de seize (16), à un achat regroupé pour effectuer les analyses de laboratoire pour les années 2000, 2001 et 2002;

VU l'article 29.9.1 de la Loi sur les Cités et Villes;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire procéder à cet achat regroupé pour faire effectuer les analyses d'eau et les quantités amplement décrites sur notre bon de commande préparé en date du 2 juin 1999;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Réal Jean,
et résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville confie à la Ville de Cap-de-la-Madeleine le mandat de procéder, en son nom et avec les autres municipalités intéressées, au nombre de seize (16), à un achat regroupé pour les analyses de laboratoire, nécessaires pour les activités de la municipalité pour les années 2000, 2001 et 2002, et ce afin de faire effectuer les analyses d'eau selon les quantités amplement décrites sur notre bon de commande préparé par M. Gilles Charest, en date du 2 juin 1999;

2° QUE la Ville de Drummondville s'engage, si la Ville de Cap-de-la-Madeleine adjuge un contrat, à respecter les termes du présent mandat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

3° QUE copie de la présente résolution et du bordereau de commande soit transmise à la Ville de Cap-de-la-Madeleine.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

524/6/99 - Protocole d'entente avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. pour l'animation et l'opération des piscines extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 1er juin 1999 au 1er octobre 1999 et comprend le versement d'une subvention de 123 900 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

525/6/99 - Bail de location avec la Société canadienne des postes Local situé au 507 Lindsay (Service d'urbanisme)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un bail de location avec la Société canadienne des postes pour le local situé au 507 rue Lindsay.

Ce bail est effectif à compter du 1er mai 1999 et pourra être résilié à partir du 1er janvier 2000 en donnant un préavis écrit d'au moins un (1) mois.

Le loyer mensuel est fixé à 2 581,80 $, incluant les taxes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

526/6/99 - Acceptation du rapport "A" – Dossier 99-01

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville entérine le rapport "A" préparé par le directeur par intérim du Service de la sécurité publique en date du 19 mai 1999, en regard du dossier 99-01, et les recommandations qui y sont contenues quant au congédiement du constable Jocelyn Bédard.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

527/6/99 - Embauche de Monsieur Francis Adam à titre d'ingénieur municipal

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de Monsieur Francis Adam à titre d'ingénieur municipal, le tout conformément à la politique établie sur les conditions de travail du personnel cadre de la Ville de Drummondville.

De plus, Monsieur Francis Adam s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

528/6/99 - Autorisation au Pavillon Thématique
Vente de garage les 19 et 20 juin 1999

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Pavillon Thématique à tenir une vente de garage les 19 et 20 juin 1999 sur les terrains du Pavillon.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

529/6/99 - Autorisation au Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste
Vente de garage le 24 juin 1999

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste à tenir une vente de garage le 24 juin 1999 sur le terrain du Centre.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

530/6/99 - Autorisation à Canadian Tire
Tenue d'une vente trottoir du 16 au 23 juin 1999

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Canadian Tire à installer une tente sur le site du commerce au 715 boulevard St-Joseph et à y tenir une vente trottoir sur une période maximale de 4 jours entre le 16 et le 23 juin 1999.

De plus, ladite tente devra être enlevée immédiatement après l'activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

531/6/99 - Autorisation au Concours d'Habiletés Drummondville
Tenue d'une parade de camions lourds

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Concours d'Habiletés Drummondville à tenir une parade de camions lourds dans les rues de Drummondville le 19 juin 1999 et à offrir des tours de ville, le tout selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

532/6/99 - Autorisation à l'organisme Vieilles Motos Québec
Tenue d'un défilé de motos anciennes le 25 juillet 1999

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'organisme Vieilles Motos Québec (Vintage Motorcycles Quebec) à tenir un défilé de motos anciennes dans les rues de Drummondville le 25 juillet 1999, le tout selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

533/6/99 - Autorisation à la Fondation Charles-Bruneau
Tenue d'une randonnée à vélo le 17 juillet 1999

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation Charles-Bruneau à tenir une randonnée à vélo le 17 juillet 1999, le tout selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

534/6/99 - Autorisation au D.O. et à l'Association du Baseball Mineur Tenue du Tournoi de baseball Pee-Wee Cascades de Dr'Ville

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Drummondville Olympique et l'Association du Baseball Mineur de Drummondville à tenir la 22e édition du Tournoi de baseball Pee-Wee Cascades de Drummondville aux parcs Messier et Celanese, entre les 21 et 27 juin 1999, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

535/6/99 - Autorisation à l'Église de la Pentecôte de Drummondville Utilisation du parc Milette le 13 juin 1999

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Église de la Pentecôte de Drummondville à utiliser le parc Milette le 13 juin 1999, de 10 h 00 à 12 h 00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

536/6/99 - Subvention de 100 $ - Fondation du Centre Universitaire de l'Estrie

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation du Centre Universitaire de l'Estrie

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

537/6/99 - Demande d'exemption de taxes - Regroupement interculturel de Drummond inc.

Attendu que le Regroupement interculturel de Drummond inc. a soumis à la Commission municipale du Québec une demande pour fins d'exemption de la surtaxe foncière;

Attendu que la Commission municipale du Québec consulte la Ville de Drummondville avant de se prononcer sur cette demande conformément aux prescriptions du paragraphe 10 de l'article 204, l'article 208.1 et l'article 236.1 de la Loi sur la fiscalité municipale;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville informe la Commission municipale du Québec qu'il appuie la demande du Regroupement interculturel de Drummond inc. et qu'il accepte d'avance sa décision.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

538/6/99 - Appui à la demande de la FCM – Nouveau programme d'infrastructures urbaines à long terme

ATTENDU QUE le programme Travaux d'infrastructures Canada (TIC), un programme de six ans d'une valeur de 7 millions de dollars inspiré par la FCM – que le premier ministre Jean Chrétien a décrit lors du Congrès annuel 1998 de la FCM comme étant « une des réalisations dont notre gouvernement est le plus fier » - a dépassé les prévisions initiales,

permettant de financer 17 000 projets qui ont créé des éléments d'actifs durables et produit plus de 130 000 emplois à court terme, et a établi une nouvelle norme pour la coopération intergouvernementale au Canada;

ATTENDU QUE ce programme ne pouvait répondre à tous les besoins d'infrastructures à long terme du Canada compte tenu de l'ampleur du problème telle qu'elle a été révélée dans diverses études réalisées par la FCM entre 1985 et 1996;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a bénéficié du programme Travaux d'infrastructures Canada, mais qu'il reste encore des projets d'infrastructures en suspens qui ne peuvent être financés uniquement avec les recettes municipales;

ATTENDU QUE la FCM s'efforce d'améliorer la qualité de vie dans toutes les collectivités;

ATTENDU QUE le budget du millénaire offre une excellente occasion d'améliorer la qualité de vie et de bâtir des collectivités viables;

ATTENDU QUE le Conseil national d'administration de la FCM a appuyé un programme national d'infrastructures à long terme offrant des avantages environnementaux à titre de composante d'une stratégie visant à bâtir des collectivités viables;

ATTENDU QUE la proposition de la FCM, qui a pour thème *L'Assainissement de l'air, de l'eau et du sol***,** demande une certaine souplesse pour répondre également aux besoins des collectivités rurales et des petites villes tout comme à ceux des grandes municipalités, et qu'elle est axée sur:

- les systèmes de gestion des déchets (le réacheminement des déchets, la gestion responsable des produits, la modernisation des sites d'enfouissement, le captage du méthane, l'amélioration des technologies d'incinération pour satisfaire aux nouvelles exigences touchant l'élimination des dioxines et des furannes ainsi que les émissions de mercure);
- le traitement de l'eau (la conservation de l'eau, la modernisation des égouts pour réduire les contaminants dans les effluents et les nouvelles méthodes de traitement de l'eau, comme les bassins de décantation et les terres humides);
- l'efficacité énergétique (les sources d'énergie de remplacement, le rendement énergétique, la vérification des émissions des véhicules et les transports en commun);
- la mobilité (les investissements pour la réfection et la modernisation des routes, les trains de banlieue et le transport public axé sur les technologies de pointe, comme les autobus Ballard fonctionnant à l'aide de piles à combustion); et
- la revitalisation des rues principales et des centres urbains;

ATTENDU QUE de tels investissements permettront de créer des emplois, de réduire la pollution, d'économiser l'argent des contribuables en raison d'une diminution des problèmes de santé et des dommages à l'environnement, d'améliorer l'efficacité de l'économie et de rendre le Canada plus concurrentiel, plus productif et plus novateur; et

ATTENDU QUE le Canada est un chef de file dans le secteur des technologies de l'environnement;

IL EST PROPOSÉ PAR le conseiller Réal Jean,
APPUYÉ PAR le conseiller Gilles Fontaine,
ET RÉSOLU:

1° QUE la Ville de Drummondville appuie la demande de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) pour un programme national à long terme d'infrastructures urbaines de base axé sur les avantages environnementaux dans le budget fédéral du millénaire;

2° QUE la Ville de Drummondville, par le biais de lettres, de rencontres personnelles et/ou d'autres communications, demande aux députés locaux d'appuyer la proposition du budget du millénaire de la FCM et de communiquer leur appui au ministre des Finances;

3° QUE la Ville de Drummondville, par le biais de lettres, de rencontres personnelles et/ou d'autres communications, demande au premier ministre, au ministre des Finances, aux autres membres du Cabinet fédéral et aux membres du gouvernement de la province de Québec d'appuyer la proposition de la FCM pour le budget du millénaire;

4° QUE la Ville de Drummondville communique aux collectivités avoisinantes le besoin urgent de nous doter d'un nouveau programme d'infrastructures urbaines offrant des avantages environnementaux; et

5° QUE la Ville de Drummondville communique aux médias locaux et au public notre appui pour la proposition du budget du millénaire de la FCM.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

539/6/99 - Autorisation au Festival mondial de folklore de Drummondville Vente de certains produits sur le trajet du Défilé international

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Festival mondial de folklore de Drummondville à vendre certains produits tels que colliers lumineux et billets de la loto mondiale sur le trajet du Défilé international qui se tiendra le 13 juillet 1999 ou en cas de pluie le 14 juillet 1999, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La présente autorisation ne vaut cependant pas pour l'installation de roulottes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

540/6/99 - Autorisation à Gevesco Groupe-Conseil Projet Domaine Jules Blanchet, secteur des Galeries

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville ne s'objecte pas à ce que la firme Gevesco Groupe-Conseil présente une demande d'autorisation au ministère de l'Environnement pour la réalisation de travaux et l'installation de services dans le projet Domaine Jules Blanchet, secteur des Galeries, référence 60018.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente de cession de rue avec le promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

541/6/99 - Subvention de 100 $ - Fondation de la recherche sur les maladies infantiles (Banque Nationale)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation de la recherche sur les maladies infantiles de la Banque Nationale à l'occasion d'une randonnée à vélo qui s'est déroulée le 4 juin 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Dépôt du certificat relatif au règlement no 2767

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement no 2767 amendant le règlement no 2740 de manière à y prévoir des travaux additionnels.

542/6/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2768) - Amendement au règlement no 2700 – Bazars

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (no 2768) modifiant le règlement no 2700 de manière à ajouter une section II.I concernant les bazars, dans le chapitre 1 du Titre X traitant des commerces et activités commerciales.

543/6/99 - Adoption du second projet de règlement no 2765-1 - Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 2765-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) de prohiber, dans la zone commerciale C06-09, certains usages commerciaux de la classe d'usages "commerce artériel lourd (C_4)";

B) d'autoriser l'implantation d'une station de remplissage de réservoirs de pompage en tant qu'usage et construction accessoire pour les commerces de la sous-classe d'usages "matériaux de construction" et de prévoir certaines normes d'aménagement;

soit et est adopté;

2^{o} QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Commentaires – terrains vacants et construits
(Mme Réjeanne Viens)

La conseillère Réjeanne Viens informe les propriétaires de terrains vacants ou occupés, qu'ils sont tenus de procéder au nettoyage et à l'entretien de leurs terrains durant toute la saison estivale.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants: a) M. Michel Héroux, boulevard Mercure
  b) M. Maurice Marquis, rue Plessis

a) M. Michel Héroux

Félicitations au conseiller Gilles Fontaine pour son intervention auprès du Conseil et des services municipaux afin que le secteur où il demeure bénéficie d'un meilleur service d'aqueduc. Le professionnalisme des élus et des employés municipaux justifie son intervention.

b) M. Maurice Marquis

À qui sont versées les bourses à l'élite sportive? M. Marquis mentionne le fait que trois Drummondvilloises participeront au championnat mondial de handball qui se tiendra en Chine au mois d'août.

Mme la mairesse rappelle que le dossier transite par le Drummondville Olympique et qu'une bourse à l'élite sportive constitue une récompense à la performance.

La demande des jeunes athlètes devrait être déposée pour l'année en cours. Leurs chances devraient être meilleures.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le ***lundi 21 juin 1999.***

544/6/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 05.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

21 juin 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 21 juin 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

545/6/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

546/6/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 7 juin 1999

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 7 juin 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception d'une lettre provenant de Groupe Rasakti inc. concernant une demande pour refaire une portion de la rue Rocheleau, entre les rues St-Pierre et Power.

La greffière fait également mention de lettres de remerciements de différents organismes.

547/6/99 - Dépôt du procès-verbal (9/6/99) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 9 juin 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

548/6/99 - Refus des travaux d'une nouvelle construction situé au 777 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction neuve pour l'immeuble situé au 777 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph, et que, par conséquent, toute nouvelle construction est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE Messieurs Normand Campeau et Allan Lebond sont présents afin d'exposer le projet de construction de station service;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser une station-service d'une superficie approximative de soixante-treize mètres carrés (73 m^2);

CONSIDÉRANT QU'un panneau de fibre est utilisé comme revêtement principal du bâtiment et que celui-ci ne permet pas de rencontrer les objectifs du plan d'implantation et d'intégration architecturale en force sur le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'il serait possible d'utiliser un revêtement de maçonnerie répondant aux objectifs de la Ville tout en conservant l'image corporative désirée par le requérant;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement du terrain vient combler le faible gabarit du bâtiment par un aménagement paysager massif en bordure du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE la faible implantation et le petit gabarit du bâtiment découlent de l'usage de station-service qui nécessite un espace bâti restreint;

CONSIDÉRANT QUE la proposition ne contribue pas à la mise en valeur de l'image commerciale du boulevard St-Joseph;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville refuse les travaux de construction pour l'immeuble situé au 777 du boulevard St-Joseph, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

549/6/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 256 rue Brock – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 256 de la rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser une (1) enseigne murale non lumineuse située immédiatement à droite de l'entrée principale de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne permet de souligner l'entrée principale de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne s'harmonise à l'affichage du secteur par son type, sa forme et ses couleurs;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 256 de la rue Brock, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

550/6/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur auvent pour l'immeuble situé au 248 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur auvent pour l'établissement situé au 248 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne sur auvent est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à réaliser un auvent lumineux situé immédiatement au-dessus de l'entrée principale de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE l'auvent permet de mettre en évidence l'entrée sans nuire à la qualité visuelle du secteur;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'auvent sont le jaune, le rouge et le vert;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne permet une bonne visibilité de l'établissement et qu'elle représente bien l'image de celui-ci;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur auvent pour l'établissement situé au 248 de la rue Lindsay, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

551/6/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur poteau pour l'immeuble situé au 248 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'immeuble situé au 248 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne sur poteau est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à réaliser une (1) enseigne lumineuse sur poteau localisée à droite du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la localisation et les dimensions de l'enseigne permettent une bonne visibilité sans nuire à la qualité du paysage urbain du secteur;

CONSIDÉRANT QUE les faces de l'enseigne seront opaques et qu'uniquement le lettrage sera translucide permettant ainsi de limiter l'effet lumineux;

CONSIDÉRANT QUE le choix des couleurs, soit: le brun, le noir, le bronze et le vert, est sobre et permet de s'harmoniser au secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement du terrain existant sera mis à profit afin de limiter la visibilité de la base de béton;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'immeuble situé au 248 de la rue Lindsay, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

552/6/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur poteau pour l'immeuble situé au 40 rue Bégin – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 40 de la rue Bégin a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne sur poteau est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à réaliser une (1) enseigne sur poteau en façade de l'établissement visé;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne permet une bonne visibilité de celle-ci sans nuire à la qualité visuelle du secteur;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs sont le bourgogne et le blanc (fond), ainsi que la couleur or (lettrage) et que ces couleurs sont sobres;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 40 de la rue Bégin, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

553/6/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure et d'installation d'une nouvelle enseigne pour l'immeuble du 148 Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure ainsi que l'installation d'une (1) enseigne projetante pour le bâtiment situé au 148 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute rénovation extérieure et l'installation d'enseignes sont soumises à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à remplacer le revêtement extérieur, le revêtement de toiture, de même qu'à modifier la galerie et la fenestration en façade;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'aluminium existant sera remplacé par un déclin de vinyle de couleur beige nuancé, et ce sur l'ensemble des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de toiture sera remplacé par un revêtement de même type soit un bardeau d'asphalte de couleur vert;

CONSIDÉRANT QUE la partie avant de la galerie sera retirée et que la fenestration existante sera remplacée par une fenestration offrant plus de visibilité pour l'exposition de produits;

CONSIDÉRANT QUE les interventions permettent de faire évoluer l'image du bâtiment résidentiel vers un bâtiment commercial;

Enseigne projetante

CONSIDÉRANT QUE la proposition vise à installer une enseigne projetante non-lumineuse sur la façade du bâtiment de couleur blanc (fond), vert et or (lettrage et graphisme);

CONSIDÉRANT QUE le type d'affichage ainsi que sa localisation permettent une bonne visibilité sans nuire à l'image du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne s'harmonise à l'identité de l'affichage du centre-ville;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure ainsi que l'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 148 de la rue Lindsay, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

554/6/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 459 rue Brock – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 459 de la rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à remplacer trois (3) fenêtres sur le côté latéral droit du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres coulissantes actuelles seront remplacées par des fenêtres à battant;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres remplacées ne sont pas visibles de la voie de circulation;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 459 de la rue Brock, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

555/6/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 276 rue Brock – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 276 de la rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à recouvrir le revêtement de béton actuel par un revêtement d'acrylique et un revêtement de bois;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention est réalisée sur l'ensemble de la façade principale, sur une partie de la façade latérale gauche visible de la rue Brock ainsi que sur une courte superficie de la façade latérale droite permettant ainsi d'uniformiser l'ensemble des façades visibles de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le choix des matériaux permet d'animer la façade et d'améliorer son image;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le bleu et le beige s'harmonisent entre elles sans nuire à l'harmonie d'ensemble du secteur;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 276 de la rue Brock, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois de mai 1999 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1998.

556/6/99 - Dépôt du compte rendu (17/6/99) - Comité de Circulation

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 17 juin 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

557/6/99 - Acceptation du budget révisé 1999 de l'Office municipal d'habitation de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville accepte le budget révisé 1999 de l'Office municipal d'habitation de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

558/6/99 - Dépôt du rapport de l'inspecteur – Travaux du cours d'eau Pierre Février dit Laramée, branches 7, 8 et 9 Allard

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que le rapport préparé par Gilles Raîche, assistant-greffier, pour

Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics et inspecteur municipal des cours d'eau, dossier branches 7, 8 et 9 Allard du cours d'eau Pierre Février dit Laramée, soit déposé et que les travaux soient décrétés par règlement vu la nécessité de nettoyage.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

559/6/99 - Autorisation de présenter au ministère de l'Environnement le projet de modification du cours d'eau Pierre Février dit Laramée, branches 7, 8 et 9 Allard

Attendu que des propriétaires où sont situées les branches 7, 8 et 9 Allard du cours d'eau Pierre Février dit Laramée, ont demandé de modifier le tracé pour un meilleur aménagement de leurs terres;

Attendu que M. Gilles F. Bolduc, Ph.D., ingénieur agronome, a préparé des plans et devis de modification au tracé dudit cours d'eau pour et au nom des propriétaires concernés;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise M. Gilles F. Bolduc, Ph.D., ingénieur agronome, à présenter les plans et devis no 9906 modifiant les branches 7, 8 et 9 Allard du cours d'eau Pierre Février dit Laramée, au ministère de l'Environnement, et/ou autorise Gilles Raîche, assistant-greffier, à signer les documents nécessaires.

Tous les coûts sont à la charge des propriétaires, MM. Normand Houde et Christian Houle.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

560/6/99 - Affectation d'une somme de 21 157 $ - Fonds réservé pour parcs

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville affecte une somme de 21 157 $ provenant de son fonds réservé pour parcs pour divers travaux dans certains parcs de la Ville.

Clôture parc linéaire secteur Grantham	20 000 $
Clôture Centre Communautaire Drummondville-Sud	1 157 $
Total:	21 157 $

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

561/6/99 - Acte de cession d'espaces verts par Les Immeubles Doris Cusson inc. (Développement domiciliaire Les Havres du Golf)

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un acte de cession de terrain à des fins de parc à être consenti par Les Immeubles Doris Cusson inc. à la Ville de Drummondville et affectant des parties du lot 123 du cadastre du canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

562/6/99 - Autorisation à la compagnie SPG International à empiéter sur la servitude établie sur une partie du lot 240

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la compagnie SPG International à empiéter sur l'assiette de la servitude d'égout pluvial déjà consentie dans un acte enregistré sous le numéro 275959.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

563/6/99 - Acceptation de l'offre d'achat de M. Daniel Richard et/ou d'une compagnie ou société à être formée – Acquisition d'une ptie du lot 123

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville accepte l'offre d'achat déposée par Daniel Richard, représentant d'une compagnie ou société à être formée, pour l'acquisition d'une partie du lot 123 du cadastre du Canton de Grantham d'une superficie approximative de 50 000 pieds carrés au prix de 0,65 $ le pied carré.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

564/6/99 - Vente d'un terrain industriel à la Compagnie A.T.C. Chimiques inc.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie A.T.C. Chimiques inc. une partie des lots 274, 275 et 276 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 34 766,5 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 15 juin 1999 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 8434), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit cent quatre mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf dollars et cinquante cents (104 299,50 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire André Lepage et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

565/6/99 - Vente d'un terrain industriel à la Compagnie Métalus inc.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Métalus inc. une partie des lots 276 et 277 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 41 719,8 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 15 juin 1999 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 8435), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit cent vingt-cinq mille cent cinquante-neuf dollars et quarante cents (125 159,40 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Annie Durocher et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

566/6/99 - Vente d'un terrain industriel à la Compagnie 9045-9744 Québec inc.

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 9045-9744 Québec inc. une partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 16 726,3 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Martin Paradis en date du 15 juin 1999 (numéro de dossier: A-1180 - numéro de minute: 1749), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit cinquante mille cent soixante-dix-huit dollars et quatre-vingt-dix cents (50 178,90 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Jean Shooner et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

567/6/99 - Vente d'un terrain industriel à la Compagnie Groupe Yvanco inc.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Groupe Yvanco inc. une partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 5 852,1 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé en date du 15 juin 1999 (numéro de répertoire: 2619 - numéro de minute: 6154), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit dix-sept mille cinq cent cinquante-six dollars et trente cents (17 556,30 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Denis Gariépy et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

568/6/99 - Vente d'un terrain industriel à la Compagnie Soprema inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Soprema inc. une partie du lot 166A du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 4 216,8 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé en date du 17 juin 1999 (numéro de répertoire: 204 - numéro de minute: 6164), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit douze mille six cent cinquante dollars et quarante cents (12 650,40 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Gérard Fradet et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

569/6/99 - Vente d'un terrain industriel à Les Immeubles Brimel (1990) inc.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Les Immeubles Brimel (1990) inc. une partie des lots 166D et 167 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 25 242,7 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Martin Paradis en date du 17 juin 1999 (numéro de dossier: A-1183 - numéro de minute: 1755), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit soixante-quinze mille sept cent vingt-huit dollars et dix cents (75 728,10 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Daniel Landry et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

570/6/99 - Vente d'un terrain industriel à la Compagnie SPG International ltée

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie SPG International ltée une partie des lots 240-155 et 240-156 du cadastre du Canton de Wickham, d'une superficie de 1 372,6 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé en date du 17 juin 1999 (numéro de répertoire: 204 - numéro de minute: 6165), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit quatre mille cent dix-sept dollars et quatre-vingts cents (4 117,80 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire André Lepage et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

571/6/99 - Vente d'un terrain industriel à la Compagnie 9049-3941 Québec inc.

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 9049-3941 Québec inc. une partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 6 401,0 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Martin Paradis en date du 17 juin 1999 (numéro de dossier: A-1186 - numéro de minute: 1754), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit dix-neuf mille deux cent trois dollars (19 203 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Julie Boucher et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

572/6/99 - Mandat à la firme Géo Lab inc. – Analyse géotechnique sur 2 sites – Rive Nord

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse géotechnique de 2 sites potentiels pour la réception des neiges usées et localisés sur la Rive Nord.

Les honoraires sont établis à 3 700 $ par site.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

573/6/99 - Mandat à la firme Le Groupe Conseil Gevesco inc. – Secteur La Ferme

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Gevesco inc. aux fins de procéder à:

- l'évaluation de solutions
- la préparation de plans préliminaires
- l'évaluation des coûts

le tout en rapport avec la correction du problème des infrastructures du secteur La Ferme.

Les honoraires sont de l'ordre de 10 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

574/6/99 - Mandat à SNC Lavalin Audet – Ouverture d'une nouvelle rue

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme SNC Lavalin Audet aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux d'aménagement d'une nouvelle rue dans le parc industriel régional et située entre la rue Power et la rue Haggerty et portant sur une partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

575/6/99 - Mandat à Marcel Lachapelle, arpenteur-géomètre - Ouverture d'une nouvelle rue

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Marcel Lachapelle, arpenteur-géomètre, aux fins de procéder au cadastre et à la description technique de la nouvelle rue dans le parc industriel régional et située entre la rue Power et la rue Haggerty et portant sur une partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

576/6/99 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Ouverture d'une nouvelle rue

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux à réaliser sur une nouvelle rue sise entre la rue Power et la rue Haggerty et portant sur une partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

577/6/99 - Acquisition d'un tableau indicateur et d'une mezzanine au Centre Marcel Dionne et subvention de 25 000 $

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville se porte acquéreure du tableau indicateur installé au Centre Marcel Dionne et de la mezzanine aménagée par le Club de Hockey Drummond inc. au Centre Marcel Dionne pour une somme globale de 60 000 $ et verse, de plus, une subvention spéciale de 25 000 $ audit club de hockey, le tout sujet à l'approbation du ministère des Affaires municipales.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

578/6/99 - Autorisation aux Promenades Drummondville – Tenue du spectacle Cirque d'Étoiles

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Les Promenades Drummondville à offrir le spectacle Cirque d'Étoiles, du 29 juillet au 2 août 1999, sur les terrains du centre d'achats.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

579/6/99 - Autorisation au Centre Communautaire St-Pierre - Tenue du Festival de l'Épi le 5 août 1999

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Communautaire St-Pierre à tenir le Festival de l'Épi le 5 août 1999 sur les terrains du Centre Communautaire, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires, et consent également à la fermeture de certaines rues selon un plan daté du 11 juin 1999.

La Ville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

580/6/99 - Autorisation à Sears Canada – Tenue d'une vente sous la tente les 8, 9, 10 et 11 juillet 1999

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Sears Canada à tenir une vente sous la tente les 8, 9, 10 et 11 juillet 1999 sur le terrain des Promenades Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

581/6/99 - Protocole d'entente avec les Alcooliques Anonymes (section L'intergroupe Drummondville) – Utilisation du chalet Bernier

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Les Alcooliques Anonymes (section L'intergroupe Drummondville) pour l'utilisation du chalet Bernier.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 1er juillet 1999 au 31 décembre 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

582/6/99 - Protocole d'entente avec Compagnie Girardin Autobus inc. et Centre

Communautaire Pierre-Lemaire – Utilisation de terrains de tennis

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Compagnie Girardin Autobus inc. et Centre Communautaire Pierre-Lemaire pour l'utilisation des terrains de tennis situés à l'angle du boulevard St-Joseph Ouest et de la rue St-Roch.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 22 juin 1999 au 17 octobre 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

583/6/99 - Protocole d'entente avec Drummond Sports inc. – Utilisation des heures de glace

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Drummond Sports inc. pour l'utilisation des heures de glace.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 1er août 1999 au 31 juillet 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

584/6/99 - Protocole d'entente avec le Club d'Âge d'Or Drummondville inc. pour la gestion des équipements du parc Curé Demers

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Club d'Âge d'Or Drummondville inc. pour la gestion des équipements du parc Curé Demers.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 1er septembre 1999 au 31 décembre 2004 et ne prévoit aucune subvention.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

585/6/99 - Autorisation à la Croix Rouge canadienne à tenir un barrage routier le 25 septembre 1999

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Croix Rouge canadienne à tenir un barrage routier le 25 septembre 1999 de 9h30 à 16h30 à l'angle du boulevard René Lévesque et des rues St-Amant et Des Pins.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

586/6/99 - Protocole d'entente avec Les Légendes Fantastiques inc. – Fourniture de services

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Les Légendes Fantastiques inc. pour la fourniture de services par la Ville.

Les services sont évalués à 35 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

587/6/99 - Autorisation de signatures – Contrat d'assurance collective à intervenir avec l'Industrielle Alliance

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document relatif au contrat d'assurance collective à intervenir entre la Ville de Drummondville et l'Industrielle Alliance.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

588/6/99 - Autorisation à la conseillère Dominique Thériault à agir à titre de représentante de la Ville – Carrefour Jeunesse-Emploi Drummond

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la conseillère Dominique Thériault à agir à titre de représentante de la Ville au sein du conseil d'administration de Carrefour Jeunesse-Emploi Drummond.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

589/6/99 - Désignation de M. Jean-Denis Lefebvre – Responsable de l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville désigne M. Jean-Denis Lefebvre responsable de l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels du Service de la sécurité publique.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

590/6/99 - Nomination de Mme Lorraine Letarte au poste de lieutenant

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville entérine la recommandation de nomination de Mme Lorraine Letarte au poste de lieutenant au Service de la sécurité publique, le tout en conformité avec la convention collective de l'U.P.D.I.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

591/6/99 - Modification des conditions de travail du personnel cadre et de soutien de la Ville – Rémunération des capitaines

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville modifie les conditions de travail du personnel cadre et de soutien de la Ville de Drummondville de façon à ajouter l'alinéa suivant à l'article 8.01: "Toutefois, afin de s'assurer de la disponibilité nécessaire des capitaines du Service de la sécurité publique en dehors des heures normales de travail, ces derniers doivent en tout temps pouvoir être rejoints par pagette, téléphone cellulaire ou autre système de communication alors en usage. À cette fin, la Ville convient qu'un différentiel de dix (10) % s'applique entre le salaire du lieutenant et celui du capitaine".

Ladite modification a un effet rétroactif au 1er janvier 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

592/6/99 - Mandat à M. Clermont Gagné – Instructeur en communications

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville mandate M. Clermont Gagné aux fins d'agir à titre d'instructeur en communications, et ce pour une période de huit (8) semaines.

Les honoraires sont établis à 5 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

593/6/99 - Embauche de M. Marc-André Boisclair à titre de policier à l'essai

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Marc-André Boisclair, à titre de policier à l'essai au Service de la sécurité publique, et ce à compter du 22 juin 1999, le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Marc-André Boisclair s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

594/6/99 - Paiement d'une prime de remplacement à MM. Denis Larocque et Michel Blanchette

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le paiement d'une prime de remplacement de 5 % à MM. Denis Larocque et Michel Blanchette suite au départ de M. Daniel Parenteau, le tout conformément aux conditions de travail du personnel cadre et de soutien de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

595/6/99 - Paiement d'une somme de 150 000 $ - Remboursement du montant échu sur le règlement no 2-92 (collecteur St-Onge)

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le paiement d'une somme de 150 000 $ en remboursement du montant échu sur le règlement no 2-92 (collecteur St-Onge).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

596/6/99 - Avis de motion d'un règlement – Travaux d'aménagement d'une rue dans le parc industriel régional

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement décrétant l'ouverture d'une rue dans le parc industriel régional entre la rue Power et la rue Haggerty, et prévoyant des travaux d'aménagement payables à même les fonds généraux de la Ville.

597/6/99 - Adoption du projet de règlement no 2766 – Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Denis Savoie,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2766 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) de créer la nouvelle zone d'habitation H11-42 à même une partie de la zone d'habitation H11-28 actuelle et de maintenir dans la nouvelle zone H11-42 les usages et normes actuellement autorisés dans la zone à partir de laquelle elle est créée;

B) d'agrandir la zone d'habitation H07-51 à même une partie de la zone d'habitation H07-52 actuelle;

C) d'ajouter le type d'usage "bureau de location" en tant qu'usage accessoire pouvant être exercé à l'intérieur de certaines habitations selon certaines conditions d'implantation;

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

598/6/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2766) – Zonage

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2766) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de créer une (1) nouvelle zone d'habitation comprenant une portion de terrain située de part et d'autre de la rue St-Pierre entre la rivière St-Germain et la rue Biron;
- de modifier la limite de deux (2) zones situées de part et d'autre de la rue Des Colombes entre la rue Des Martinets et la voie ferrée du Canadien National;
- de prévoir un nouveau type d'usage accessoire à l'habitation.

599/6/99 - Dispense de lecture du règlement no 2766

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2766 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de créer une (1) nouvelle zone d'habitation comprenant une portion de terrain située de part et d'autre de la rue St-Pierre entre la rivière St-Germain et la rue Biron;
- de modifier la limite de deux (2) zones situées de part et d'autre de la rue Des Colombes entre la rue Des Martinets et la voie ferrée du Canadien National;
- de prévoir un nouveau type d'usage accessoire à l'habitation;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

600/6/99 - Adoption du projet de règlement no 2769 – Conditions d'émission des permis de construction

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2769 amendant le règlement de conditions d'émission des permis de construction no 2524 dans le but de soustraire les terrains de la zone d'habitation H11-42, de l'obligation que les services d'aqueduc et d'égouts soient absolument établis sur la voie de circulation en bordure de laquelle une construction est projetée, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

601/6/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2769) – Conditions d'émission des permis de construction

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2769) amendant le règlement de conditions d'émission des permis de construction no 2524 dans le but de modifier les conditions d'émission des permis de construction pour une zone d'habitation située de part et d'autre de la rue St-Pierre entre la rivière St-Germain et la rue Biron.

602/6/99 - Dispense de lecture du règlement no 2769

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2769 amendant le règlement de conditions d'émission des permis de construction no 2524 dans le but de modifier les conditions d'émission des permis de construction pour une zone d'habitation située de part et d'autre de la rue St-Pierre entre la rivière St-Germain et la rue Biron, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

603/6/99 - Adoption du projet de règlement no 2770 – Lotissement

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2770 amendant le règlement de lotissement municipal no 2521 dans le but de soustraire les terrains compris dans la zone d'habitation H11-42 de l'application de l'article 3.5 relatif à l'obligation que les infrastructures d'aqueduc et d'égouts soient installées sur au moins quatre-vingts pour cent (80 %) de la largeur du terrain pour qu'un permis de lotissement soit émis, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

604/6/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2770) – Lotissement

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (no 2770) amendant le règlement de lotissement municipal no 2521 dans le but de modifier une exigence particulière quant à l'émission de permis de lotissement pour certains terrains d'une zone d'habitation située de part et d'autre de la rue St-Pierre, soit entre la rivière St-Germain et la rue Biron.

605/6/99 - Dispense de lecture du règlement no 2770

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2770 amendant le règlement de lotissement municipal no 2521 dans le but de modifier une exigence particulière quant à l'émission de permis de lotissement pour certains terrains d'une zone d'habitation située de part et d'autre de la rue St-Pierre, soit entre la rivière St-Germain et la rue Biron, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

606/6/99 - Adoption du règlement no 2765-1 – Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2765-1 a été donné (réf: 483/5/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2765-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) de prohiber, dans la zone commerciale C06-09, certains usages commerciaux de la classe d'usages "commerce artériel lourd (C_4)";
B) d'autoriser l'implantation d'une station de remplissage de réservoirs de propane en tant qu'usage et construction accessoire pour les commerces de la sous-classe d'usages "matériaux de construction" et de prévoir certaines normes d'aménagement.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

607/6/99 - Adoption du règlement no 2768 – Amendement au règlement no 2700 – Bazars

Lecture est donnée du règlement no 2768 modifiant le règlement no 2700 de manière à ajouter une section II.I concernant les bazars, dans le chapitre 1 du Titre X traitant des commerces et activités commerciales.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à M. Jean-Guy Spénard, conseiller, à l'occasion du décès de sa mère, Mme Fernande Poitras Spénard Gamelin.

Bureaux des services municipaux fermés les 24 et 25 juin, ainsi que le 2 juillet (Mme Francine Ruest-Jutras)

Madame la mairesse informe la population que les bureaux des services municipaux seront fermés les 24 et 25 juin prochains, à l'occasion de la Fête nationale, ainsi que le 2 juillet prochain, à l'occasion de la Fête du Canada.

Service de transport en commun interrompu les jeudis 24 juin et 1er juillet (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean informe les usagers du transport en commun que le service sera interrompu les jeudis 24 juin et 1er juillet 1999, à l'occasion de la Fête nationale et de la Fête du Canada.

Pas d'enlèvement des déchets domestiques ni de collecte sélective les jeudis 24 juin et 1er juillet (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie informe la population qu'il n'y aura pas d'enlèvement des déchets domestiques, ni de collecte sélective, les jeudis 24 juin et 1er juillet 1999, à l'occasion de la Fête nationale et de la Fête du Canada.

2e opération d'enlèvement des gros rebuts à Drummondville du 28 juin au 2 juillet (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie informe la population que la 2e opération d'enlèvement des gros rebuts à Drummondville aura lieu du 28 juin au 2 juillet 1999.

Ouverture des piscines extérieures le mercredi 23 juin (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier informe la population que les six piscines extérieures ouvriront, selon l'horaire régulier, à compter du 23 juin prochain.

Le parc nautique Ste-Thérèse est ouvert tout l'été (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier informe la population que le parc nautique Ste-Thérèse est ouvert durant toute la saison estivale.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le lundi 5 juillet 1999.

608/6/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 55.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THERESE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

5 juillet 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 5 juillet 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin (absence motivée)
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

609/7/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

610/7/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 21 juin 1999

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 21 juin 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres touchant certains règlements municipaux ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

611/7/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 7 juin au 5 juillet 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 5 501 730,75 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

612/7/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 126 rue Heriot

CONSIDÉRANT QU'une demande a dûment été présentée afin d'autoriser une dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la largeur pour une entrée charretière et diminuer la distance entre un (1) bâtiment et une (1) case de stationnement, et ce pour l'établissement situé sur les lots 21, 22, 20-2 et 25-3, soit au 126 de la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE les requérants désirent accroître la disponibilité du stationnement à proximité de l'établissement, en faciliter l'accès tout en améliorant l'aspect visuel des lieux grâce à un aménagement paysager;

Entrée charretière

CONSIDÉRANT QUE les entrées charretières donnant sur le stationnement public (stationnement Heriot) bénéficient de droits acquis, entre autres quant au nombre (soit trois (3) entrées) et leur aménagement;

CONSIDÉRANT QUE le requérant désire abaisser sur deux (2) sections, la chaîne de trottoir donnant sur le stationnement public, et ce afin d'offrir à la clientèle, la possibilité de stationner à proximité de l'édifice sans obstacle majeur;

CONSIDÉRANT QUE lesdites sections ont environ six mètres (6 m) de largeur chacune;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation de zonage actuelle, la largeur maximale d'une (1) entrée charretière (pour entrer et sortir) pour tout usage du groupe commerce est de dix mètres (10 m);

CONSIDÉRANT QUE l'entrée charretière aurait dorénavant une largeur de vingt-six virgule vingt et un mètres (26,21 m) mais **remplacerait** les trois (3) entrées charretières actuelles;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée ou la sortie des véhicules ne sera pas effectuée sur la totalité de ladite largeur, un obstacle physique créant une séparation (présence de lampadaires près du trottoir actuel);

CONSIDÉRANT QUE ladite entrée donne sur un stationnement et non sur une rue publique;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de l'aire de stationnement respectera toutes les autres dispositions, entre autres quant aux dimensions des cases, au dégagement exigé entre une case et le bâtiment ainsi qu'au triangle de visibilité;

Distance entre une case de stationnement et un mur du bâtiment principal

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation de zonage actuelle, pour tout usage du groupe commerce, la distance minimale entre une case de stationnement et un mur du bâtiment principal comprenant une ouverture (au sous-sol et/ou au rez-de-chaussée) est de un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des cases de stationnement sur la rue Loring (de manière conforme et en fonction de l'espace disponible) établit à un virgule un mètre (1,1 m) la distance entre les cases de stationnement et le mur du bâtiment principal comprenant des ouvertures au rez-de-chaussée, soit une irrégularité de zéro virgule quatre mètre (0,4 m);

CONSIDÉRANT QUE le requérant propose d'aménager un trottoir à cet endroit et que ce dernier longera le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les aménagements proposés permettront d'améliorer considérablement l'accès à l'établissement pour la clientèle (composée principalement de personnes malades, âgées ou handicapées);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux aux requérants;

CONSIDÉRANT QUE les aménagements proposés ne portent pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une dérogation mineure afin :

- d'augmenter la largeur pour une (1) entrée charretière (soit celle donnant sur le stationnement public) fixant celle-ci à vingt-six virgule vingt et un mètres (26,21 m) au lieu de dix mètres (10 m), cette nouvelle entrée charretière étant **le remplacement de trois (3) entrées charretières déjà existantes;**
- de diminuer la distance entre le bâtiment et les cases de stationnement situées du côté gauche de l'entrée principale donnant sur la rue Loring fixant celle-ci à un virgule un mètre (1,1 m) au lieu de un virgule cinq mètre (1,5 m);

et ce pour l'établissement situé sur les lots 21, 22, 20-2 et 25-3, soit au 126 de la rue Heriot.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

613/7/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 2105 rue Fradet

CONSIDÉRANT QU'une demande a dûment été présentée afin d'autoriser une dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser la diminution de la marge de recul pour l'établissement situé sur le lot 108-200, soit au 2105 de la rue Fradet;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation de zonage applicable pour la zone visée (H06-02), la marge de recul applicable à un bâtiment principal est de dix mètres (10 m) minimum;

CONSIDÉRANT QUE dans ladite zone, le calcul de la moyenne des marges de recul qui s'effectue en fonction de la présence de bâtiments principaux déjà érigés sur les terrains adjacents s'applique;

CONSIDÉRANT QUE l'application de la moyenne des marges de recul établit l'implantation du bâtiment principal à une distance minimale de cinq virgule quatre-vingt-dix-neuf mètres (5,99 m) et une distance maximale de sept virgule trente-trois mètres (7,33 m) de la rue Fradet;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé a été construit en 1972 et qu'à l'époque de la construction le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en 1995 pour l'immeuble visé et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à cinq virgule quatre-vingt-cinq mètres (5,85 m) la marge de recul pour le bâtiment, soit une irrégularité de zéro virgule quatorze mètre (0,14 m);

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain ne semble pas causer de préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

CONSIDÉRANT QUE la demande vise à confirmer une situation existante;

CONSIDÉRANT QUE les travaux semblent avoir été effectués de bonne foi étant donné qu'un permis de construction avait été demandé à l'époque;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une dérogation mineure afin de diminuer la marge de recul applicable au bâtiment principal fixant celle-ci à cinq virgule quatre-vingt-cinq mètres (5,85 m) au lieu de cinq virgule quatre-vingt-dix-neuf mètres (5,99 m), et ce pour le bâtiment situé sur le lot 108-200, soit au 2105 de la rue Fradet.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

614/7/99 - Dépôt du procès-verbal (22/6/99) – C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 22 juin 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

615/7/99 - Modification de la résolution numéro 305/4/99 concernant la construction d'un garage résidentiel au 191 rue Dorion – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet de modifier la résolution numéro 305/4/99 du 19 avril 1999 (résolution numéro 99.04.05 du Comité consultatif d'urbanisme) concernant la construction d'un garage résidentiel au 191 de la rue Dorion a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la résolution numéro 99.04.05 stipulait:
"le revêtement de la toiture est en acier pré-peint vert similaire à celui retrouvé sur la toiture du bâtiment principal et que le revêtement principal du garage est une planche à clin de bois jaune s'agençant au bâtiment";

CONSIDÉRANT QUE la modification consiste à ajouter la possibilité d'utiliser un revêtement de bardeau d'amiante ciment comme revêtement principal de la construction;

CONSIDÉRANT QUE le proposition ne remet pas en cause l'acceptation des travaux de construction;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'ajustement de la résolution numéro 305/4/99 (résolution numéro 99.04.05 du Comité consultatif d'urbanisme) relative à l'établissement situé au 191 de la rue Dorion, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

616/7/99 - Modification de la résolution numéro 53/2/99 concernant l'établissement situé au 253 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des modifications à la résolution numéro 53/2/99 du 1er février 1999 (résolution numéro 99.02.04 du Comité consultatif d'urbanisme) relative à l'établissement situé au 253 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la résolution numéro 99.02.04 stipulait:
"le requérant mentionne que ce changement vise principalement à éviter divers ennuis occasionnés par la méthode de pulvérisation pour la pose de stuc acrylique ainsi qu'à minimiser les coûts d'installation";

CONSIDÉRANT QUE la proposition ne visait pas à minimiser les coûts, la section "ainsi qu'à minimiser les coûts d'installation" est abrogée;

CONSIDÉRANT QUE le requérant avait validé la possibilité de faire la pose de l'acrylique à la truelle ou au rouleau mais que la finition était différente, la section "considérant qu'après vérification auprès d'un spécialiste, le stuc acrylique peut s'appliquer également à la truelle ou au rouleau d'où une application sans éclat du produit dans l'air" est abrogée;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les modifications de la résolution numéro 53/2/99 (résolution numéro 99.02.04 du Comité consultatif d'urbanisme) relative à l'établissement situé au 253 de la rue Lindsay, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

617/7/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne murale pour l'immeuble situé au 2400 rue Canadien – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 2400 de la rue Canadien a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur de la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser un boîtier lumineux;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne permet de respecter la continuité de l'affichage sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne permet une bonne visibilité sans être prédominante dans le paysage;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 2400 de la rue Canadien, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

618/7/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 55 rue Manseau – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 55 de la rue Manseau a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites des secteurs, sites ou bâtiments présentant un intérêt patrimonial et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à remplacer une (1) porte de garage par une (1) vitrine;

CONSIIDÉRANT QUE l'intervention permettra d'éliminer une porte de garage en façade principale au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration permettra de créer de l'ouverture à la façade;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise des travaux de rénovation pour le bâtiment situé au 55 de la rue Manseau et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

619/7/99 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrasse pour l'immeuble situé au 478 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'aménagement d'une terrasse pour l'établissement situé au 478 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tout nouvel aménagement de terrasse est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à réaliser une terrasse sur une portion de la cour latérale et de la cour avant;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse sera réalisée en bois (plancher) ainsi qu'en PVC (garde corps);

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de la terrasse permettra d'animer la portion des rues St-Édouard et Lindsay;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'aménagement d'une terrasse pour le bâtiment situé au 478 de la rue Lindsay, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

620/7/99 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrasse pour l'immeuble situé au 114 rue Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'aménagement d'une (1) terrasse pour l'immeuble situé au 114 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tout nouvel aménagement de terrasse est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser une (1) terrasse sur une portion de la cour latérale gauche et une portion de la cour avant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse est au niveau du sol et qu'elle est réalisée en pavé imbriqué;

CONSIDÉRANT QU'une clôture en fer forgé est aménagée sur le pourtour de la terrasse et du terrain;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est réalisé le long de la clôture et que des arbres permettront d'agrémenter le terrain;

CONSIDÉRANT QU'un pavillon de jardin de bois est aménagé dans la cour latérale gauche du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'aménagement d'une terrasse pour

l'immeuble situé au 114 de la rue Heriot, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

621/7/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne murale pour l'immeuble situé au 690 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 690 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne sur boîtier lumineux ainsi qu'à repeindre une portion de la marquise d'acier;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est localisée à l'extrémité gauche de la marquise en façade du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la localisation permet une bonne visibilité sans être prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la marquise rouge sera repeinte majoritairement de couleur bleu;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera bleue (fond) et blanche (lettrage);

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 690 du boulevard St-Joseph, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

622/7/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 276 rue Brock – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 276 de la rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle rénovation extérieure est soumise à des critères d'évaluation particulières dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à ajouter une (1) bordure lumineuse sur le contour du toit;

CONSIDÉRANT QUE la bordure lumineuse permet d'éclairer la façade;

CONSIDÉRANT QUE l'impact visuel de cet élément est mineur;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 276 de la rue Brock, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

623/7/99 - Nomination de rues – Projet résidentiel Les Havres du Golf

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet de nommer les rues du projet résidentiel Les Havres du Golf a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'il est résolu que les rues du projet résidentiel Les Havres du Golf soient nommées en l'honneur des Grands du sport de Drummondville; (résolution no. 99.06.17);

CONSIDÉRANT QUE cinq (5) noms répondront aux critères de la commission de toponymie (personnes décédées depuis au moins un (1) an);

CONSIDÉRANT QU'il serait intéressant de nommer les rues dans l'ordre des nominations aux Grands du sport;

CONSIDÉRANT QUE les noms sont dans l'ordre :

- Harry Haworth
- Olivier Carignan
- Laurent Sawyer
- Guy Bissonnette
- René Verrier

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la nomination des premières rues du projet résidentiel Les Havres du Golf aux noms énumérés ci-haut.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois de juin 1999 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1998.

624/7/99 - Entente avec le directeur général des élections et la Ministre des Affaires municipales – Nouveaux mécanismes de votation

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir entre la Ville de Drummondville, le directeur général des élections et la Ministre des Affaires municipales et de la Métropole relativement à l'utilisation de nouveaux mécanismes de votation.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

625/7/99 - Acte de vente en faveur de Suzanne Hachez Lajeunesse d'une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Suzanne Hachez Lajeunesse une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham division d'enregistrement de Drummond.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'un prix de 1,60 $ le pied carré payable comptant lors de la signature du contrat, à charge par l'acquéreur d'assumer les honoraires professionnels reliés à la description technique de ladite bande de terrain et au notaire pour la préparation, la rédaction et l'enregistrement de l'acte de vente dont une copie pour la Ville.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

626/7/99 - Acte de vente en faveur de Sylvie Croteau et Jean Grégoire d'une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Sylvie Croteau et Jean Grégoire une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham division d'enregistrement de Drummond.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'un prix de 1,60 $ le pied carré payable comptant lors de la signature du contrat, à charge par l'acquéreur d'assumer les honoraires professionnels reliés à la description technique de ladite bande de terrain et au notaire pour la préparation, la rédaction et l'enregistrement de l'acte de vente dont une copie pour la Ville.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

627/7/99 - Acte de vente en faveur de Suzanne Juneau et Yves Charbonneau d'une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Suzanne Juneau et Yves Charbonneau une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham division d'enregistrement de Drummond.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'un prix de 1,60 $ le pied carré payable comptant lors de la signature du contrat, à charge par l'acquéreur d'assumer les honoraires professionnels reliés à la description technique de ladite bande de terrain et au notaire pour la préparation, la rédaction et l'enregistrement de l'acte de vente dont une copie pour la Ville.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

628/7/99 - Acte de vente en faveur de Johanne Bouchard et Luc Tremblay d'une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Johanne Bouchard et Luc Tremblay une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham division d'enregistrement de Drummond.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'un prix de 1,60 $ le pied carré payable comptant lors de la signature du contrat, à charge par l'acquéreur d'assumer les honoraires professionnels reliés à la description technique de ladite bande de terrain et au notaire pour la préparation, la rédaction et l'enregistrement de l'acte de vente dont une copie pour la Ville.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

629/7/99 - Acte de vente en faveur de Louise Isabelle et Denys St-Yves d'une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Louise Isabelle et Denys St-Yves une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham division d'enregistrement de Drummond.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'un prix de 1,60 $ le pied carré payable comptant lors de la signature du contrat, à charge par l'acquéreur d'assumer les honoraires professionnels reliés à la description technique de ladite bande de terrain et au notaire pour la préparation, la rédaction et l'enregistrement de l'acte de vente dont une copie pour la Ville.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

630/7/99 - Acte de vente en faveur de Pierrette Lafond d'une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Pierrette Lafond une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham division d'enregistrement de Drummond.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'un prix de 1,60 $ le pied carré payable comptant lors de la signature du contrat, à charge par l'acquéreur d'assumer les honoraires professionnels reliés à la description technique de ladite bande de terrain et au notaire pour la préparation, la rédaction et l'enregistrement de l'acte de vente dont une copie pour la Ville.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

631/7/99 - Acte de vente en faveur de Sylvie Roy et Pierre Grondin d'une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Sylvie Roy et Pierre Grondin une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham division d'enregistrement de Drummond.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'un prix de 1,60 $ le pied carré payable comptant lors de la signature du contrat, à charge par l'acquéreur d'assumer les honoraires professionnels reliés à la description technique de ladite bande de terrain et au notaire pour la préparation, la rédaction et l'enregistrement de l'acte de vente dont une copie pour la Ville.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

632/7/99 - Acte de vente en faveur de Guylaine Beaudoin et Michel Ruel d'une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Guylaine Beaudoin et Michel Ruel une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham division d'enregistrement de Drummond.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'un prix de 1,60 $ le pied carré payable comptant lors de la signature du contrat, à charge par l'acquéreur d'assumer les honoraires professionnels reliés à la description technique de ladite bande de terrain et au notaire pour la préparation, la rédaction et l'enregistrement de l'acte de vente dont une copie pour la Ville.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

633/7/99 - Cession de terrain à Café Rencontre Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville cède à titre gratuit le lot 790-128 du Canton de Wickham à Café Rencontre Drummond inc.

L'acquéreur devra se conformer à la réglementation en vigueur pour l'obtention d'un permis de construction.

Advenant que Café Rencontre Drummond inc. ne puisse donner suite à son projet, ledit lot 790-128 sera remis à la Ville de Drummondville gratuitement.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

634/7/99 - Acceptation de l'offre d'achat de Mme Lise Brunelle Brouillette – Lot 124-21

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Mme Lise Brunelle Brouillette le lot 124-21 du cadastre du Canton de Grantham, et ce pour le prix de 23 710 $ payable comptant lors de la signature du contrat de vente à être signé devant Me André Lampron, notaire.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

635/7/99 - Subvention de 300 $ - Association Québec-France

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 300 $ à l'Association Québec-France à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

636/7/99 - Autorisation à la Société d'Agriculture du District de Drummond – Tenue de l'Exposition agricole de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société d'Agriculture du District de Drummond à tenir l'Exposition agricole de Drummondville du 11 au 15 août 1999.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

637/7/99 - Autorisation à l'Association de Tennis de Drummondville – Tenue du Championnat de la Ville de Drummonville

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association de Tennis de Drummondville à tenir le Championnat de la Ville de Drummondville au parc Woodyatt, du 2 au 7 août 1999, de 8h00 à 23h00.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

638/7/99 - Abrogation de la résolution 575/6/99 (mandat à A. Marcel Lachapelle)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville abroge la résolution no 575/6/99 du 21 juin 1999 (mandat à A. Marcel Lachapelle – ouverture d'une nouvelle rue).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

639/7/99 - Appui à une demande d'exclusion formulée à la CPTAQ par Soucy International

Considérant que la portion du lot 177 ptie telle qu'identifiée au plan préparé par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 21 mai 1999 (minute no 8424) fait partie intégrante de la zone agricole permanente;

Considérant que le lot visé est adjacent à la limite du périmètre d'urbanisation de la Ville de Drummondville;

Considérant qu'une demande a été acheminée à la Ville de Drummondville à l'effet que cette portion de territoire soit exclue de la zone agricole permanente;

Considérant que la demande origine de l'entreprise Soucy International dont le bâtiment industriel est localisé sur les lots 176-25 et 176 ptie adjacents au lot visé par la demande;

Considérant les besoins pressants d'expansion de l'entreprise;

Considérant que le lot visé est actuellement intégré à la zone agricole A12-04;

Considérant que le plan d'urbanisme de la Ville entré en vigueur en mars 1996 a déjà identifié le lot visé comme étant destiné à connaître un développement industriel à moyen terme (affectation mixte M-3, agricole – industrie 2);

Considérant que cette planification a déjà été soumise à la Municipalité Régionale de Comté de Drummond dans le cadre de processus de révision du schéma d'aménagement;

Considérant qu'après modification du schéma d'aménagement de la MRC ayant pour effet d'inclure le lot visé dans le périmètre d'urbanisation, la Ville de Drummondville prévoit amender ses règlements de plan d'urbanisme et de zonage afin de lui conférer une vocation et un zonage à caractère industriel;

Considérant que le potentiel agricole du lot visé et des lots avoisinants est de classe 4, ce qui traduit certaines limitations relativement à la pratique de l'agriculture;

Considérant que les conséquences d'une exclusion de la zone agricole permanente du lot visé sur les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants semblent limités;

Considérant que la poursuite des activités agricoles sur la superficie restante de l'exploitation agricole ne sera pas remise en cause;

Considérant que l'homogénéité de l'exploitation agricole de ce secteur de la Ville ne sera pas affectée par la soustraction de ce lot;

Considérant que le terrain sur lequel est actuellement construite l'entreprise ne peut accueillir les besoins d'expansion de celle-ci;

Considérant que l'entreprise à l'origine de la demande ne peut envisager une relocalisation dans le parc industriel municipal où d'autres espaces sont disponibles notamment pour les motifs suivants:

- les coûts relatifs à une telle relocalisation;
- l'impact sur la production;
- la présence à proximité du site d'implantation actuelle de l'entreprise, d'autres entreprises avec lesquelles l'entreprise demanderesse est en lien direct et l'importance d'une telle proximité physique;
- l'achat, par l'entreprise demanderesse, du dernier terrain disponible dans ce secteur afin d'y implanter un nouveau bâtiment industriel;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec l'exclusion de la zone agricole permanente d'une partie du lot 177 ptie telle qu'identifiée ci-haut.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

640/7/99 - Mandat au Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. – Assistance technique – Conduite d'eau dans la rivière St-François

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. aux fins de fournir une assistance technique dans le dossier de la conduite d'eau dans la rivière St-François.

Les honoraires professionnels maximums sont évalués à 5 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

641/7/99 - Modification à la résolution 540/6/99 (autorisation à Gevesco Groupe Conseil – projet Domaine Jules Blanchet, secteur des Galeries)

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la résolution no 540/6/99 du 7 juin 1999 soit modifiée de façon à se lire comme suit: " la Ville de Drummondville ne s'objecte pas à la délivrance d'un certificat d'autorisation pour le projet de Monsieur Jules Blanchet (réf.: de l'ingénieur Groupe Conseil Gevesco: 60018) ".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

642/7/99 - Embauche de M. Martin Vaillancourt à titre de policier temporaire sur appel

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Martin Vaillancourt à titre de policier temporaire sur appel au Service de la sécurité publique; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Martin Vaillancourt s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

643/7/99 - Embauche de M. Joël Gagnon à titre de policier temporaire sur appel

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Joël Gagnon à titre de policier temporaire sur appel au Service de la sécurité publique; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Joël Gagnon s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

644/7/99 - Promotion de M. Réjean Coderre au poste de détective

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que Monsieur Réjean Coderre soit promu à la fonction de détective au Service de la sécurité publique de la Ville de Drummondville à compter du 6 juillet 1999, le tout selon la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville inc.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

645/7/99 - Promotion de M. Denis Haman au poste de sergent de patrouille

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que Monsieur Denis Haman soit promu à la fonction de sergent de patrouille du Service de la sécurité publique de la Ville de Drummondville à compter du 6 juillet 1999, le tout selon la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville inc.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

646/7/99 - Nomination de M. Michel Desrosiers au poste de coordonnateur, Plan d'intégration et Inspection

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que M. Michel Desrosiers soit nommé au poste de coordonnateur, Plan d'intégration et Inspection, le tout conformément aux conditions de travail du personnel cadre de la Ville de Drummondville, classe 15, échelon 1-2 ans.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

647/7/99 - Nomination de M. Martin Elie au poste de préposé aux communications

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que M. Martin Elie soit nommé au poste de préposé aux communications, avec le statut de salarié permanent, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

648/7/99 - Nomination de M. Jean-Sébastien Trudel au poste de préposé aux communications

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que M. Jean-Sébastien Trudel soit nommé au poste de préposé aux communications, avec le statut de salarié permanent, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

649/7/99 - Nomination de M. Paul Gagné au poste de préposé aux communications

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que M. Paul Gagné soit nommé au poste de préposé aux communications, avec le statut de salarié permanent, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

650/7/99 - Nomination de Mme Chantale Larocque au poste de préposée aux communications

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que Mme Chantale Larocque soit nommée au poste de préposée aux communications, avec le statut de salariée à l'essai, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

651/7/99 - Nomination de M. François Gagné au poste de préposé aux communications

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que M. François Gagné soit nommé au poste de préposé aux communications, avec le statut de salarié à l'essai, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

652/7/99 - Avis de motion d'un règlement – Travaux de construction de la rue St-Onge entre la rue des Grands Ducs et la rue St-Onge existante

La conseillère la conseillère Dominique Thériault donne avis de motion d'un règlement décrétant des travaux de construction de la rue St-Onge entre la rue des Grands Ducs et la rue St-Onge existante, incluant l'installation d'aqueduc, d'égout sanitaire, d'égout pluvial, le pavage, les bordures, l'éclairage et l'érection d'un pont et prévoyant un emprunt n'excédant pas 1 097 200 $.

Aqueduc	42 880,00 $
Égout domestique	4 500,00 $
Égout pluvial	214 600,00 $
Travaux de voirie	91 195,00 $
Travaux divers	25 520,00 $
Travaux de structure	393 120,00 $
Travaux d'électricité	23 055,00 $

	794 870,00 $
Taxes fédérale et provinciale	119 429,22 $
	914 299,22 $
Honoraires professionnels et frais de financement	182 900,78 $
TOTAL – EMPRUNT	1 097 200,00 $

653/7/99 - Adoption du projet de règlement no 2772 – Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2772 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de préciser que les prescriptions de la catégorie F concernant l'affichage s'appliquent pour certains centres commerciaux situés dans la zone commerciale C11-03, et ce uniquement pour les enseignes détachées du bâtiment, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

654/7/99 - Avis de motion d'un règlement (no 2772) – Zonage

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2772) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier des dispositions quant à l'affichage pour un certain type d'établissement situé dans une zone commerciale formant un quadrilatère borné par les rues Cormier, Paris et les boulevards St-Joseph et René-Lévesque.

655/7/99 - Dispense de lecture du règlement no 2772

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2772 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier des dispositions quant à l'affichage pour un certain type d'établissement situé dans une zone commerciale formant un quadrilatère borné par les rues Cormier, Paris et les boulevards St-Joseph et René-Lévesque, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

656/7/99 - Adoption du second projet de règlement no 2766-1 – Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par la conseillère Dominique Thériault,
et résolu:

1° QUE le second projet de règlement no 2766-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) de créer la nouvelle zone d'habitation H11-42 à même une partie de la zone d'habitation H11-28 actuelle et de maintenir dans la nouvelle zone H11-42 les usages et normes actuellement autorisés dans la zone à partir de laquelle elle est créée;
B) d'agrandir la zone d'habitation H07-51 à même une partie de la zone d'habitation H07-52 actuelle;
C) d'ajouter le type d'usage "bureau de location" en tant qu'usage accessoire pouvant être exercé à l'intérieur de certaines habitations selon certaines conditions d'implantation;

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

657/7/99 - Adoption du règlement no 2769 – Permis de construction

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2769 a été donné (réf: 601/6/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2769 amendant le règlement de conditions d'émission des permis de construction no 2524 dans le but de soustraire les terrains de la zone d'habitation H11-42, de l'obligation que les services d'aqueduc et d'égouts soient absolument établis sur la voie de circulation en bordure de laquelle une construction est projetée.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

658/7/99 - Adoption du règlement no 2770 – Lotissement

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2770 a été donné (réf: 604/6/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2770 amendant le règlement de lotissement municipal no 2521 dans le but de soustraire les terrains compris dans la zone d'habitation H11-42 de l'application de l'article 3.5 relatif à l'obligation que les infrastructures d'aqueduc et d'égouts soient installées sur au moins quatre-vingts pour cent (80 %) de la largeur du terrain pour qu'un permis de lotissement soit émis.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- Madame Desneiges Roy, employée au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de son frère, Monsieur Eddy Roy;

- La famille de Madame Jeannine Perreault qui a été à l'emploi de la Ville de Drummondville à titre de brigadière durant plusieurs années.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le 19 juillet 1999.

659/7/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 50 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

19 juillet 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 19 juillet 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean (absence motivée)
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard (absence motivée)
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire
Me Josée Vendette, avocate, Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

668/7/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel après y avoir ajouté les items suivants:

6.5 Contrat de déneigement – Commentaires (Denis Savoie)
14 A. Zonage et arbres (Denis Savoie)

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

669/7/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 5 juillet 1999

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 5 juillet 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

670/7/99 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 12 juillet 1999

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 12 juillet 1999 à 16 h 00 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes::

671/7/99

1- Rayonnage – Bibliothèque
(Soumissions ouvertes le 7 juillet 1999)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la soumission de **Classement Luc Beaudoin inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

672/7/99

2- LOCATION DE MACHINERIE DE DÉNEIGEMENT – BOUTEUR –
HIVER 1999-2000 (TP-99-07) (Soumissions ouvertes le 7 juillet 1999)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de **R. Guilbeault Construction inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

673/7/99

3- LOCATION DE MACHINERIE DE DÉNEIGEMENT – NIVELEUSE –
HIVER 1999-2000 (TP-99-08) (Soumissions ouvertes le 7 juillet 1999)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de **Sintra inc. (région Centre du Québec)** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

674/7/99

4- POSTE DE SURPRESSION P.I.R.D. – AJOUT D'UNE POMPE (Projet 0598024) (Soumissions ouvertes le 15 juillet 1999)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. NORCLAIR INC. 3065, rue Peugeot, bureau 101 Laval	32 898,30 $
. HYDRO-MÉCANIQUE CONSTRUCTION INC. 1451, Graham Bell Boucherville	28 436,48 $
. CONSTRUCTIONS NOVARD INC. 1635, Lisieux Sherbrooke	29 975,00 $
. LA CIE WILFRID ALLEN LTÉE 118, rue de la Gare St-Henri de Lévis	28 296,15 $
. FILTRUM 430, rue Lavoie Vanier	33 587,30 $
. PLOMBACTION INC. 575, boulevard Industriel Victoriaville	29 216,35 $

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de **La Cie Wilfrid Allen Ltée** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Savoie se demande pourquoi le Conseil ne peut prendre une décision suite à l'ouverture de soumissions le 23 juin 1999 pour le déneigement du secteur centre-ville.

Le directeur général informe que l'analyse est en cours, que le Conseil devra statuer sur le dossier le 16 août 1999.

Mme la mairesse rappelle que la Ville engage des professionnels dont le travail est de vérifier et de faire les recommandations qui s'imposent. Actuellement, aucune recommandation n'a été déposée au Conseil.

CORRESPONDANCE:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

- Ministère des Transports
  - subvention au transport en commun
  - approbation des prévisions budgétaires de Transport Diligence inc.
- Municipalité de St-Cyrille de Wendover pour réservation de débits à l'usine de traitement des eaux
- Demandes d'aide financière

675/7/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 5 juillet au 19 juillet 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 2 220 163,27 $.

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

676/7/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 645 rue Jutras

CONSIDÉRANT QU'une demande a été dûment présentée afin d'autoriser une dérogation mineure ayant pour objet de diminuer une marge latérale, la distance entre l'extrémité du toit d'un abri d'auto et une ligne latérale ainsi que le total des marges latérales pour le bâtiment situé sur le lot 126-3-378, soit au 645 de la rue Jutras;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage applicable pour la zone visée (H02-12), la marge latérale gauche (adjacente au lot 126-3-158) applicable au bâtiment principal est de deux mètres (2 m) minimum, la distance minimale entre l'extrémité du toit de l'abri d'auto et la ligne latérale droite de terrain (adjacente au lot 126-3-167) est de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) et le total des marges latérales applicable à un bâtiment principal avec abri d'auto est de trois virgule cinq mètres (3,5 m) minimum;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé a été construit en 1974 et qu'à l'époque de la construction, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QUE l'abri d'auto a été construit en 1997;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en 1999 pour l'immeuble visé et que celui-ci soulève trois (3) irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à:

- un virgule soixante-sept mètre (1,67 m) la marge latérale gauche (adjacente au lot 126-3-158) applicable au bâtiment principal, soit une irrégularité de zéro virgule trente-trois mètre (0,33 m);
- zéro virgule quarante-six mètre (0,46 m) la distance entre l'extrémité du toit de l'abri d'auto et la ligne latérale droite de terrain (adjacente au lot 126-3-167), soit une irrégularité de zéro virgule zéro quatre mètre (0,04 m);
- deux virgule quarante-cinq mètres (2,45 m) le total des marges latérales applicable au bâtiment principal, soit une irrégularité de un virgule zéro cinq mètre (1,05 m);

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain ne semble pas causer de préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

CONSIDÉRANT QUE la demande vise à confirmer une situation existante;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont été effectués de bonne foi étant donné que les permis de construction ont été demandés;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure ayant pour effet de diminuer:

- la marge latérale gauche (adjacente au lot 126-3-158) applicable au bâtiment principal fixant celle-ci à un virgule soixante-sept mètre (1,67 m) au lieu de deux mètres (2 m);
- la distance entre l'extrémité du toit de l'abri d'auto et la ligne latérale droite de terrain (adjacente au lot 126-3-167) fixant celle-ci à zéro virgule quarante-six mètre (0,46 m) au lieu de zéro virgule cinq mètre (0,5 m);
- le total des marges latérales applicable au bâtiment principal avec abri d'auto fixant celui-ci à deux virgule quarante-cinq mètres (2,45 m) au lieu de trois virgule cinq mètres (3,5 m);

et ce pour le bâtiment situé sur le lot 126-3-378, soit au 645 de la rue Jutras.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

677/7/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé aux 941-943 rue Rivard

CONSIDÉRANT QU'une demande a été dûment présentée afin d'autoriser une dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul et la marge arrière pour la reconstruction d'un bâtiment commercial sur le lot 127-2-P, soit aux 941-943 de la rue Rivard;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à reconstruire un bâtiment commercial (incendié en avril dernier) de un (1) étage ayant une superficie d'environ quatre cent huit virgule soixante-seize mètres carrés (408,76 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les requérants souhaitent reconstruire le nouveau bâtiment sur les mêmes fondations afin d'optimiser l'espace sur le terrain et ne pas avoir à refaire l'aménagement de terrain (celui-ci ayant été fait en 1998);

CONSIDÉRANT QUE ladite fondation du bâtiment était située à une distance de quatorze virgule quarante-deux mètres (14,42 m) de la rue Rivard et une distance de zéro virgule quatre mètre (0,4 m) de la ligne arrière;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé dans la zone commerciale C01-15 et que celle-ci est adjacente à une zone d'habitation (H01-47);

CONSIDÉRANT QUE le règlement de construction stipule que *"la reconstruction ou la réfection de tout bâtiment détruit ou devenu dangereux ou ayant perdu au moins la moitié de sa valeur par suite d'un incendie ou quelque autre cause, doit être effectuée en conformité avec les règlements en vigueur au moment de sa reconstruction ou réfection";*

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation de zonage applicable pour le bâtiment visé:

- la marge de recul pour le bâtiment principal est établie à une distance minimale de six virgule dix-sept mètres (6,17 m) et une distance maximale de sept virgule cinquante-quatre mètres (7,54 m) de la rue Rivard (en fonction de la profondeur du terrain);
- la marge arrière minimale est de neuf mètres (9 m);

CONSIDÉRANT QU'après discussion avec le requérant, le projet déposé prévoit une implantation à neuf virgule quatorze mètres (9,14 m) de la limite avant du terrain, soit un éloignement supérieur de un virgule six mètre (1,6 m) par rapport à la marge prescrite et de six virgule un mètres (6,1 m) de la limite arrière du terrain, soit un empiétement de deux virgule neuf mètres (2,9 m);

CONSIDÉRANT QUE le terrain où la construction est projetée a une profondeur de vingt-sept virgule quatre mètres (27,4 m) uniquement et que la majorité des terrains commerciaux sont plus profonds;

CONSIDÉRANT QUE les terrains visés à l'arrière sont tous construits et que le requérant ne peut acquérir du terrain supplémentaire;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les principaux objectifs de la réglementation quant au dégagement minimal à respecter pour l'accès et la sécurité des lieux;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement comme tel a pour effet de porter un préjudice sérieux au demandeur;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation projetée permet une amélioration significative du dégagement arrière du bâtiment ainsi qu'une réutilisation partielle du stationnement existant;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la dérogation mineure ne semble pas porter atteinte à la jouissance par les propriétaires voisins de leur droit de propriété (la situation antérieure, soit d'avant l'incendie, n'offrant pratiquement aucun dégagement de la cour arrière);

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure pour la marge de recul applicable au bâtiment principal fixant celle-ci à neuf virgule quatorze mètres

(9,14 m) au lieu de sept virgule cinquante-quatre mètres (7,54 m), ainsi que pour la marge arrière applicable au bâtiment principal fixant celle-ci à six virgule un mètres (6,1 m) au lieu de neuf mètres (9 m), et ce pour le nouveau bâtiment qui sera situé sur le lot 127-2-P, soit aux 941-943 de la rue Rivard.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

678/7/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 80 rue Ringuet

CONSIDÉRANT QU'une demande a été dûment présentée afin d'autoriser une dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul pour le bâtiment situé sur les lots 159-134 et 159-135, soit au 80 de la rue Ringuet;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage applicable pour la zone visée (H10-05), la marge de recul applicable à un bâtiment principal est de cinq mètres (5 m) minimum;

CONSIDÉRANT QUE dans ladite zone, le calcul de la moyenne des marges de recul qui s'effectue en fonction de la présence de bâtiments principaux déjà érigés sur les terrains adjacents s'applique;

CONSIDÉRANT QUE l'application de la moyenne des marges de recul établit l'implantation du bâtiment principal à une distance minimale de cinq virgule soixante mètres (5,60 m) et une distance maximale de six virgule quatre-vingt-quatre mètres (6,84 m) de la rue Ringuet;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé a été construit en 1970 et qu'à l'époque de la construction, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en 1999 pour l'immeuble visé et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à cinq virgule quarante et un mètres (5,41 m) la marge de recul pour le bâtiment, soit une irrégularité de zéro virgule dix-neuf mètre (0,19 m);

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain ne semble pas causer de préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

CONSIDÉRANT QUE la demande vise à confirmer une situation existante;

CONSIDÉRANT QUE les travaux semblent avoir été effectués de bonne foi étant donné qu'un permis de construction avait été demandé à l'époque;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure ayant pour effet de diminuer la marge de recul applicable au bâtiment principal fixant celle-ci à cinq virgule quarante et un mètres (5,41 m) au lieu de cinq virgule soixante mètres (5,60 m), et ce pour le bâtiment situé sur les lots 159-134 et 159-135, soit au 80 de la rue Ringuet.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

679/7/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 15, 14^{e} avenue

CONSIDÉRANT QU'une demande a dûment été présentée afin d'autoriser une dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge arrière minimale pour le bâtiment principal situé sur le lot 151-276, soit au 15 de la 14^{e} avenue;

CONSIDÉRANT QUE la marge arrière applicable au bâtiment est de neuf mètres (9 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment a été agrandi depuis 1994, et ce à même un patio existant qui a été fermé et qui fait dorénavant partie intégrante de l'espace habitable;

CONSIDÉRANT QUE cette portion de bâtiment est située à huit mètres (8 m) de la ligne arrière du terrain (plutôt que neuf mètres (9 m) tel qu'exigé par le règlement);

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la portion du bâtiment concerné est de trois virgule soixante-quinze mètres (3,75 m), ce qui représente trente-quatre pour cent (34 %) de la largeur totale du mur arrière du bâtiment qui lui est localisé à douze virgule quatre-vingt-douze mètres (12,92 m) de la ligne arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement qui a été effectué est relativement éloigné des lignes latérales de terrain, ce qui diminue l'incidence de la non-conformité pour les voisins dont les résidences ont front sur la même avenue;

CONSIDÉRANT QUE la résidence située sur le terrain adossé au terrain visé est située à environ dix virgule cinq mètres (10,5 m) de la ligne de terrain séparatrice des deux (2) immeubles;

CONSIDÉRANT QUE le respect de la norme de neuf mètres (9 m) n'aurait pas eu pour effet de rendre irréalisable ledit agrandissement mais plutôt de réduire la profondeur de un mètre (1 m) (soit trois virgule quatre-vingt-douze mètres (3,92 m) plutôt que quatre virgule quatre-vingt-douze mètres (4,92 m) tel qu'actuellement);

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la dérogation ne semble pas porter atteinte à la jouissance par les propriétaires voisins de leur droit de propriété;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une dérogation mineure pour la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal fixant celle-ci à huit mètres (8-m) plutôt que neuf mètres (9 m), et ce pour ledit bâtiment situé sur le lot 151-276, soit au 15 de la 14^{e} avenue.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

680/7/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 103 boulevard Des Pins

CONSIDÉRANT QU'une demande a dûment été présentée afin d'autoriser une dérogation mineure ayant pour objet de réduire la largeur minimale exigée pour une voie d'accès desservant trois (3) cases de stationnement pour l'immeuble composé des lots 135-115, 135-116 et 135-117, soit au 103 du boulevard Des Pins;

CONSIDÉRANT QUE la demanderesse souhaite procéder à des travaux d'agrandissement du bâtiment existant pour une superficie d'environ neuf virgule soixante-quinze mètres (9,75 m) par quatorze virgule six mètres (14,6 m), soit cent quarante-trois mètres carrés (143 m^{2});

CONSIDÉRANT QUE cet agrandissement est devenu nécessaire notamment pour les motifs suivants:

- offrir un nombre de places en garderie apte à mieux répondre aux besoins des résidents du quartier et correspondant aux orientations gouvernementales en la matière;
- augmenter le nombre de places offertes en pouponnière;
- faire face à la demande grandissante de places en garderie suite à la mise en application du nouveau tarif réduit et ainsi diminuer le nombre d'enfants en liste d'attente;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions de l'agrandissement sont orientées par:

- l'aménagement de deux (2) pouponnières (de cinq (5) places chacune);
- l'ajout de huit (8) places pour jeunes enfants;
- l'aménagement d'espace administratif et d'une (1) toilette pour personnes handicapées;

CONSIDÉRANT QUE le ministère de la Famille et de l'Enfance prévoit des exigences minimales en terme de superficie pour l'aménagement de tels locaux;

CONSIDÉRANT QUE la réduction de la superficie de l'agrandissement aurait des conséquences importantes sur le nombre de places supplémentaires pouvant être offertes;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement tel que présenté empiète sur une voie d'accès desservant trois (3) cases de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE le règlement prévoit, pour des cases aménagées à quatre-vingt-dix degré (90^{o}) par rapport à la voie d'accès, une largeur minimale de sept mètres (7 m);

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la voie d'accès tel que présenté est de cinq virgule vingt et un mètres (5,21 m);

CONSIDÉRANT QU'il est possible pour les véhicules qui utiliseront les trois (3) cases de stationnement concernées d'effectuer une manœuvre de recul les menant à une voie

d'accès dont la largeur est de dix virgule soixante-deux mètres (10,62 m) et ainsi effectuer toutes les manœuvres sur le terrain privé et ensuite emprunter la rue publique sans danger;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une dérogation pour la largeur de la voie d'accès desservant trois (3) cases de stationnement, soit celles localisées dans la cour latérale du bâtiment agrandi et longeant la ligne latérale de terrain perpendiculaire à l'avenue Des Lilas fixant cette largeur à cinq mètres (5 m) plutôt qu'à sept mètres (7 m), et ce pour l'immeuble composé des lots 135-115, 135-116 et 135-117, soit au 103 du boulevard Des Pins.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

681/7/99 - Dépôt du procès-verbal (13/07/99) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 juillet 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Savoie demande pourquoi le boeuf à l'arrière du restaurant L'Entrecôte est encore là. L'urbaniste Sonia Roux confirme qu'un avis a été envoyé, qu'un délai est accordé et que le Service assure le suivi.

Par ailleurs, le conseiller Savoie traite du stationnement aménagé par Toyota.

Le directeur général informe qu'une vérification a été faite pour s'assurer que la réalisation du projet se fasse conformément aux engagements du propriétaire.

682/7/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 1975 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1975 du boulevard Saint-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A. / boulevard Saint-Joseph et que, par conséquent, toute modification extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à ajouter une toiture au-dessus de la galerie située à l'étage;

CONSIDÉRANT QUE le matériau proposé (acier émaillé beige) ainsi que la couleur (beige) s'harmonisent avec le revêtement extérieur que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la proposition vise à uniformiser les toits sur cette portion du bâtiment (toit au-dessus de la porte d'entrée et celui de l'annexe) et permettra un meilleur égouttement pour le toit du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention proposée est mineure et que de ce fait, l'ajout ne limite pas les possibilités d'interventions sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle toiture sera peu visible du boulevard Saint-Joseph;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1975 du boulevard Saint-Joseph, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

683/7/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble

situé au 965 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 965 du boulevard Saint-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A. / boulevard Saint-Joseph et que, par conséquent, toute modification extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à remplacer une porte ainsi qu'à créer une porte d'accès (de type porte de garage) sur la façade arrière du bâtiment donnant sur la rue Saint-Henri;

CONSIDÉRANT QUE la porte opaque grise existante sera remplacée par une porte vitrée de même type que celles retrouvées sur la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la couleur de la nouvelle porte d'accès (de type porte de garage) s'apparente avec la brique que l'on retrouve sur le bâtiment (ton de brun-roux);

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures permettront un meilleur accès pour le futur commerce;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention permet de préserver les caractéristiques architecturales du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 965 du boulevard Saint-Joseph, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

684/7/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 1565 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1565 du boulevard Saint-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A. / boulevard Saint-Joseph et que, par conséquent, toute modification extérieure est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à remplacer le revêtement extérieur sur la façade latérale droite du bâtiment, soit celle adjacente à une habitation de type duplex;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de stuc blanc existant sera remplacé par un déclin en vinyle de couleur beige semblable à celui existant sur la façade arrière du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention n'aura pas pour effet d'augmenter le nombre de matériaux de revêtement extérieur pour le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le choix de la couleur permettra d'uniformiser les différentes couleurs de revêtement extérieur que l'on retrouve sur les autres façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE ladite façade n'est pas visible de la voie de circulation de par la proximité du bâtiment voisin (côté droit);

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1565 du boulevard Saint-Joseph, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

685/7/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur poteau pour l'immeuble situé au 355 boul. St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une nouvelle enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 355 du boulevard Saint-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A. / boulevard Saint-Joseph et que, par conséquent, toute installation d'enseigne sur poteau est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention proposée consiste à réaliser une (1) enseigne lumineuse sur poteau de type communautaire, et ce en façade de l'établissement visé, soit sur le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE la localisation et les dimensions permettent une bonne visibilité de celle-ci sans nuire à la qualité visuelle du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le choix des couleurs pour la structure de l'enseigne, soit: le beige, le brun et le vert forêt est sobre et permet de s'harmoniser au secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'ornementation que l'on retrouve immédiatement au-dessus de l'enseigne permet d'animer cette dernière et ainsi identifier le centre commercial;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager permet de limiter l'effet de hauteur de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) nouvelle enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 355 du boulevard Saint-Joseph, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

686/7/99 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour l'immeuble situé au 4825 rue St-Roch – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour l'entreprise située au 4825 de la rue Saint-Roch Nord a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur de la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser un agrandissement d'environ cinq mille trois cent cinquante mètres carrés (5 350 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement sera réalisé dans la continuité du bâtiment existant et que la partie centrale du nouveau bâtiment se démarquera du reste par une portion "en avancé" (d'environ dix-huit mètres par quarante-huit virgule sept mètres (18m X 48.7m);

CONSIDÉRANT QUE l'implantation, telle que proposée, présente un rapport bâtiment / terrain plus élevé et, de ce fait, permet de créer un paysage plus densément construit;

CONSIDÉRANT QUE la forme du bâtiment présentant une partie "en avancé" vers l'autoroute Jean-Lesage anime la façade (évitant ainsi une implantation trop linéaire) et conserve la symétrie de celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE les plans traitant de l'architecture et de l'aménagement de terrain seront présentés ultérieurement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement **quant à l'implantation projetée** pour le bâtiment situé au 4825 de la rue Saint-Roch Nord, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

687/7/99 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 5100 rue St-Roch – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet de réaliser des travaux d'aménagement de terrain à l'immeuble cité en titre a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.I.A. / vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, tout nouvel aménagement de terrain est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architectural;

CONSIDÉRANT QUE les travaux visés consistent à :

- refaire l'aire gazonnée existante;
- nettoyer et modifier la plantation d'arbustes qu'on y retrouve déjà;
- ajouter une aire de plantation d'arbustes devant le bâtiment du surpresseur, dans le prolongement du perron existant ainsi que devant la section de clôture fixe adjacente à l'entrée, et à compléter cet aménagement par une aire gazonnée s'étendant vers la rue à l'intérieur de laquelle aire, un (1) arbre sera planté;

CONSIDÉRANT QUE seules les surfaces nécessaires à l'accessibilité des véhicules au terrain et au stationnement de ceux-ci n'ont pas été aménagées;

CONSIDÉRANT QUE les aménagements réalisés viendront adoucir la présence des équipements et de la clôture;

CONSIDÉRANT QUE lesdits aménagements contribueront à mieux indiquer la limite de la voie de circulation en regard du terrain accueillant le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention réalisée constitue un geste significatif en matière d'aménagement paysager dans le secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain au 5100 de la rue Saint-Roch, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

688/7/99 - Nomination des rues Paul-H.-Frigon et Harry-Haworth – Projet résidentiel " Havres du Golf "

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination des rues suivantes:

- la rue Paul-H.-Frigon (lots 120-P, 121-P, 122-P et 123-P) s'inscrivant dans le prolongement de la rue existante, du côté nord-ouest du boulevard René-Lévesque;
- la rue Harry-Haworth (lots 120-P, 121-P, 122-P et 123-P) s'inscrivant dans le prolongement sud de la rue René-Verrier, celles-ci étant situées du côté nord-ouest du boulevard René-Lévesque.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

689/7/99 - Subvention de 1 000 $ – Au Bout du Fil inc.

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ à l'organisme Au Bout du Fil inc. à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

690/7/99 - Subvention de 1 250 $ – Guilde des artistes de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 250 $ à la Guilde des artistes de Drummondville à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

691/7/99 - Subvention de 300 $ – Mouvement des Personnes d'Abord de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 300 $ au Mouvement des Personnes d'Abord de Drummondville à titre de subvention spéciale pour les activités du 10^{e} anniversaire de fondation.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

692/7/99 - Mandat à Groupe Conseil Gévesco inc. – Travaux de réparation de la conduite d'aqueduc de la rivière St-François

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Groupe Conseil Gévesco inc., ingénieurs-conseils, aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux de réparation de la conduite d'aqueduc de la rivière St-François.

La conseillère Estelle Demers enregistre sa dissidence vu que le travail préparatoire a été réalisé par Le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C.

Pour les mêmes raisons, les conseillers Robert Lafrenière, Denis Savoie et Christian Tourigny enregistrent leur dissidence.

Le directeur général confirme avoir fait part aux représentants de la municipalité de St-Charles qu'en fonction des débits réservés qui passent par la conduite de la rivière St-François, St-Charles devrait assumer 52 % des coûts et Drummondville 48 %.

À la question de M. Savoie pour les 2 500 $ d'honoraires, Mme la mairesse explique que le mandat accordé à HBA pour trouver une solution pouvait commander des honoraires maximums de 5 000 $. L'ingénieur municipal a fait part au Conseil que les honoraires de HBA étaient de 2 500 $.

Le directeur général rappelle que le mandat confié à HBA consistait à mesurer la quote-part de chacun en fonction des débits.

Le conseiller Mario Jacques demande pourquoi on confie le mandat à Gévesco?

Mme la mairesse précise qu'il s'agit d'équilibrer les mandats.

Mme la mairesse demande le vote.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
M. Guy Drouin	Mme Estelle Demers
M. Gilles Fontaine	M. Robert Lafrenière
M. Mario Jacques	M. Denis Savoie
Mme Dominique Thériault	M. Christian Tourigny
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

693/7/99 - Prolongation d'un mois du mandat avec Dr Jean Proulx – Euthanasie des animaux domestiques recueillis par la fourrière

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville prolonge d'un mois (août 1999) le mandat du Dr Jean Proulx à titre de vétérinaire assigné à l'euthanasie des animaux domestiques recueillis par la fourrière municipale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Christian Tourigny appuie pour la dernière fois le renouvellement des mandats dans le dossier de la fourrière municipale. Selon lui, le dossier devra être réglé pour septembre.

Mme la mairesse souligne que le dossier est suivi de près et qu'il a été mis sur la table autant de fois qu'il est nécessaire.

694/7/99 - Prolongation d'un mois de l'entente verbale conclue avec Mme Solange Picotin – Opération de la fourrière municipale

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville prolonge d'un mois (août 1999) l'entente verbale conclue avec Mme Solange Picotin pour l'opération de la fourrière municipale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

695/7/99 - Abrogation de la résolution 571/6/99 (vente d'un terrain industriel à la compagnie 9049-3941 Québec inc.)

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville abroge la résolution numéro 571/6/99 du 21 juin 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

696/7/99 - Vente d'un terrain industriel à la compagnie 9049-3941 Québec inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 9049-3941 Québec inc. une partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 14 671,9 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 16 juillet 1999 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 8455), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit quarante-quatre mille quinze dollars et soixante-dix cents (44 015,70 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et

conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Julie Boucher et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

697/7/99 - Vente d'un terrain industriel à la compagnie Venmar et droit de premier refus pour une superficie d'environ 152 500 pieds carrés

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Venmar une partie du lot 167 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 15 936,3 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 10 juillet 1999 (numéro de répertoire: 3831 - numéro de minute: 8452), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit quarante sept mille huit cent huit dollars et quatre-vingt-dix cents (47 808,90 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire André Jean et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

De plus, la Ville de Drummondville consent un droit de premier refus sur une partie du lot 167 du cadastre du Canton de Grantham d'une superficie approximative de 152 500 pieds carrés.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

698/7/99 - Vente d'un terrain industriel à la compagnie Transmission Pépin inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Transmission Pépin inc. une partie du lot 175 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 608,9 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Martin Paradis en date du 13 juillet 1999 (numéro de dossier: A-410 - numéro de minute: 1789), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit mille huit cent vingt-six dollars et soixante-dix cents (1 826,70 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Jean Shooner et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

699/7/99 - Abrogation de la résolution no 569/6/99 et vente d'un terrain industriel à Les Immeubles Brimel (1990) inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Les Immeubles Brimel (1990) inc. une partie des lots 166D et 167 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 25 192,1 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique

préparés par l'arpenteur-géomètre Martin Paradis en date du 17 juin 1999 (numéro de répertoire: A-1183 - numéro de minute: 1755), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit soixante-quinze mille cinq cent soixante-seize dollars et trente cents (75 576,30 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Daniel Landry et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution numéro 569/6/99 du 21 juin 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

700/7/99 - Signature d'une quittance en faveur de Entreposage Bourret inc.

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de quittance en faveur de Entreposage Bourret inc. pour toutes sommes à elle dues en vertu d'un acte d'échange reçu devant Me Michel Giguère, notaire, le 5 mai 1995 et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Drummond sous le numéro 368564.

La Ville consent également à la radiation de tous droits hypothécaires et de tout droit de résolution.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

701/7/99 - Modification de la tarification pour l'activité " tumbling "

Considérant qu'en 1995, le tumbling et la gymnastique artistique ont scindé leurs activités;

Considérant que la Ville de Drummondville a, en 1995, proposé des tarifs réduits pour l'activité tumbling de façon à favoriser la pratique de ce sport;

Considérant que cette position de la Ville en était une de démarrage;

Considérant que les élus jugent équitable que la gymnastique et le tumbling soient traités de la même façon au niveau des tarifs;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville modifie, à compter du 1er septembre 1999, les tarifs résidents et non-résidents de l'activité tumbling, le tout tel que recommandé par le Service Loisirs et Action communautaire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

702/7/99 - Opinion de la Ville sur la modification au schéma d'aménagement de la MRC de Drummond – Implantation de ressourceries

Considérant que la MRC de Drummond, dans le cadre de la modification au schéma d'aménagement, demande l'avis de la Ville de Drummondville sur l'implantation de ressourceries;

Considérant que les autorités municipales ont, dans le cadre de leurs activités, évalué l'impact de la proposition;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la MRC de Drummond de ne prévoir qu'un seul site pour le dépôt, tri, traitement et valorisation des matériaux secs et les matières putrescibles sur le territoire de la MRC de Drummond, considérant entre autres:

- les nuisances associées à l'établissement d'un tel site (bruit, poussières, odeurs, esthétique);
- le besoin d'espace;
- le besoin d'un site propice à l'aménagement d'un tel projet (éloignement des zones urbanisées, accessibilité, contrainte pour le développement des secteurs avoisinants);

La MRC de Drummond devra cependant réglementer les éléments normatifs afin de gérer les différentes contraintes qui sont reliées à l'implantation d'un tel site

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

703/7/99 - Autorisation au Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. – Pont et rue St-Onge

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. à présenter, pour approbation, au ministère de l'Environnement et de la Faune, les plans et devis pour la construction d'un pont enjambant la rivière Saint-Germain et pour les services d'aqueduc, d'égouts sanitaire et pluvial, de pavage, de bordures et d'éclairage dans l'axe de la rue St-Onge, entre la rue des Grands Ducs et la partie existante du côté nord de ladite rue St-Onge.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

704/7/99 - Autorisation à SNC Lavalin Audet – Travaux de la rue Hamel

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise SNC Lavalin Audet à présenter, pour approbation, au ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec, les plans et devis des travaux de la rue Hamel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

705/7/99 - Entente avec l'école Vision – Utilisation temporaire de classes (boulevard Lemire)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec l'école Vision pour l'utilisation temporaire de classes à l'arrière du 2645 boulevard Lemire à Drummondville.

Cette autorisation est accordée à titre de projet pilote.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

706/7/99 - Autorisation au club de motoneige ARDAD – Débroussaillement d'un sentier et installation d'un tuyau

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le club de motoneige ARDAD à débroussailler un sentier longeant la clôture entre le boulevard Jean-de-Brébeuf et la voie ferrée du CN et à procéder à l'installation d'un tuyau qui servira de pont pour enjamber le cours d'eau "Celanese" (le tracé devra tenir compte d'un tracé parallèle éventuel pour VTT).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

707/7/99 - Approbation du nouvel organigramme du Service de la sécurité publique

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville approuve le nouvel organigramme du Service de la sécurité publique, le tout tel que proposé par la direction du Service et selon le document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

708/7/99 - Nomination de M. Jean Fortier à titre de responsable de la division des enquêtes criminelles au Service de la sécurité publique

Il est proposé le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que M. Jean Fortier, capitaine, soit nommé à titre de responsable de la division des enquêtes criminelles au Service de la sécurité publique.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

709/7/99 - Nomination de M. André Roy à titre de responsable à l'administration au Service de la sécurité publique

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que M. André Roy soit nommé à titre de responsable à l'administration au Service de la sécurité publique.

La date effective de l'entrée en service de M. Roy à ce poste sera le 23 août 1999, selon la classe 16 échelon 4-5 ans, le tout en conformité avec les conditions de travail du personnel cadre et de soutien de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

710/7/99 - Entente avec Jules Blanchet – Travaux d'infrastructures et cession de rues – Partie des lots 172 et 173

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec Jules Blanchet pour la réalisation de travaux d'infrastructures sur une partie des lots 172 et 173 du cadastre du Canton de Grantham et la cession de rues sur les mêmes parties de lots.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

711/7/99 - Entente avec Agribrands Purina Canada inc. – Installation d'une antenne de communication

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente concernant l'installation d'une antenne de communication d'une hauteur de dix (10) pieds et d'une valeur de 2 000 $ sur la propriété de Agribrands Purina Canada inc.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

712/7/99 - Acte de vente en faveur de MM. Raymond Clair, Jean Côté, Marc Boisselle, Denis Boies et Michel Dubé – Pties du lot 165

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Messieurs Raymond Clair, Jean Côté, Marc Boisselle, Denis Boies et Michel Dubé des parties du lot 165 du cadastre du Canton de Grantham.

Ladite vente est consentie pour une somme d'environ 30 350 $, le tout tel que précisé dans le projet de contrat préparé par Me André Jean, notaire, lequel fera partie intégrante de la présente résolution.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

713/7/99 - Décision dans le dossier d'offre d'achat par Provigo Distribution inc. – Lots 360 Ptie, 361, 362, 363 Ptie, 445 Ptie, 446 Ptie, 448 Ptie

Attendu que Provigo Distribution inc. a déposé, le 5 juillet 1999, une offre d'achat pour un terrain vacant comprenant une superficie de 52 960 pieds carrés, composé des lots 360 Ptie, 361, 362, 363 Ptie, 445 Ptie, 446 Ptie et 448 Ptie du cadastre de la Ville de Drummondville (Quartier Est);

Attendu que cette offre d'achat devient nulle et sans effet, à défaut d'acceptation, le 20 juillet 1999 à 14 h 00;

Attendu que la Ville de Drummondville a déjà accepté une offre d'achat concernant les mêmes lots, le 10 mai 1999, par sa résolution numéro 427/5/99;

Attendu que la Ville de Drummondville ne peut, en conséquence, accepter l'offre d'achat de Provigo Distribution inc., telle que libellée;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville refuse l'offre d'achat de Provigo Distribution inc., datée du 5 juillet 1999, telle que libellée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

714/7/99 - Autorisation au Centre Communautaire Drummondville-Sud – Fête de quartier le 13 août 1999

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Communautaire Drummondville-Sud à tenir une fête de quartier le 13 août 1999 de 12 h 00 à 23 h 00 dans la cour du Centre communautaire, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

715/7/99 - Autorisation au Centre communautaire récréatif St-Jean-Baptiste – Fête familiale au parc Milette le 7 août 1999

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire récréatif St-Jean-Baptiste à tenir une fête familiale le 7 août 1999 au parc Milette, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

716/7/99 - Autorisation à la Corporation de développement centre-ville de Drummondville – Super épluchette de blé d'inde

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Corporation de développement centre-ville de Drummondville à tenir une super épluchette de blé d'inde à différents endroits au

centre-ville (sauf à la Place St-Frédéric) les 19 et 20 août 1999 de 11 h 00 à 23 h 00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

717/7/99 - Avis de motion d'un règlement – Amendement au règlement no 2700 – Systèmes d'alarmes

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (2776) amendant le règlement numéro 2700 concernant la section des systèmes d'alarmes.

718/7/99 - Adoption du projet de règlement no 2774 - Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Denis Savoie,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2774 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de créer la nouvelle zone commerciale C05-13 à même une partie de la zone commerciale C05-08 actuelle, de maintenir dans la nouvelle zone C05-13 les usages actuellement autorisés dans la zone C05-08 à partir de laquelle elle est créée de même que les normes qui sont applicables à ceux-ci ainsi que de prévoir, pour les bâtiments d'utilisation mixte, que certains types d'usage commercial et résidentiel peuvent se retrouver sur le même niveau de plancher, et ce selon certaines conditions;
- d'agrandir la zone d'habitation H05-19 à même une partie de la zone commerciale C05-08 actuelle;

soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

719/7/99 - Avis de motion d'un règlement (2774) – Zonage

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (2774) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de créer une nouvelle zone commerciale comprenant une portion de terrains située à l'ouest du boulevard St-Joseph soit entre le boulevard Jean-de-Brébeuf et la rue Jean-de-Lalande de part et d'autre de la rue St-Edgar et de modifier la limite d'une zone d'habitation située au nord-est de la rue St-Thomas (entre le boulevard Jean-de-Brébeuf et le côté nord de la rue Lalemant), dans la portion comprise entre la rue Jean-de-Lalande et le boulevard Jean-de-Brébeuf soit à sa limite nord.

720/7/99 - Dispense de lecture du règlement no 2774

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2774 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de créer une nouvelle zone commerciale comprenant une portion de terrains située à l'ouest du boulevard St-Joseph soit entre le boulevard Jean-de-Brébeuf et la rue Jean-de-Lalande de part et d'autre de la rue St-Edgar et de modifier la limite d'une zone d'habitation située au nord-est de la rue St-Thomas (entre le boulevard Jean-de-Brébeuf et le côté nord de la rue Lalemant), dans la portion comprise entre la rue Jean-de-Lalande et le boulevard Jean-de-Brébeuf soit à sa limite nord,

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

721/7/99 - Adoption du règlement no 2766-1 – Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2766 a été donné (réf: 598/6/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2766-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) de créer la nouvelle zone d'habitation H11-42 à même une partie de la zone d'habitation H11-28 actuelle et de maintenir dans la nouvelle zone H11-42 les usages et normes actuellement autorisés dans la zone à partir de laquelle elle est créée;
B) d'agrandir la zone d'habitation H07-51 à même une partie de la zone d'habitation H07-52 actuelle;
C) d'ajouter le type d'usage "bureau de location" en tant qu'usage accessoire pouvant être exercé à l'intérieur de certaines habitations selon certaines conditions d'implantation.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

722/7/99 - Adoption du règlement no 2772 – Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2772 a été donné (réf: 654/7/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2772 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de préciser que les prescriptions de la catégorie F concernant l'affichage s'appliquent pour certains centres commerciaux situés dans la zone commerciale C11-03, et ce uniquement pour les enseignes détachées du bâtiment.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

723/7/99 - Adoption du règlement no 2771 – Ouverture d'une rue dans le parc industriel régional

Lecture est donnée du règlement no 2771 décrétant l'ouverture d'une rue dans le parc industriel régional (rue Hamel) entre la rue Power et la rue Haggerty, et prévoyant des travaux d'aménagement payables à même les fonds généraux de la Ville.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

724/7/99 - Adoption du règlement no 2773 – Travaux de construction de la rue St-Onge entre la rue des Grands Ducs et la rue St-Onge existante

Lecture est donnée du règlement no 2773 décrétant l'exécution de travaux de pont et de ses approches, de surdimensionnement d'une conduite d'eau, de surdimensionnement des conduites et regards d'égouts pluviaux et d'infrastructures urbaines et prévoyant à ces fins un emprunt n'excédant pas 847 300,00 $.

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être

inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2773 et ce de 9 heures à 19 heures le 3 août 1999.

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- la famille de Monsieur Édouard Roger, policier retraité à la Ville de Drummondville;
- Madame Lise Moore, employée à la Société de développement économique de Drummondville, à l'occasion du décès de son beau-père, Monsieur Édouard Roger.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le 16 août 1999.

725/7/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 25 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THERESE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

16 août 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 16 août 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service de l'urbanisme

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

726/8/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

727/8/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 19 juillet 1999

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 19 juillet 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes::

728/8/99

1- RUE ANDRÉ-C. HAMEL – SERVICES MUNICIPAUX ET FONDATION DE RUE (No 013613) (Soumissions ouvertes le 12 août 1999)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. T.G.C. inc. 1304, Des Sables Sherbrooke	206 228,32 $
. Excavation Mc B.M. inc. 1, Notre-Dame-de-Lourdes St-Edmond	157 855,11 $
. Excavations Tourville inc. 5900, boul. Tourville, R.R. 1 Drummondville	166 497,15 $
. Sintra inc. (Région Centre du Québec) 911, St-Mathieu Notre-Dame du Bon-Conseil	184 040,00 $
. R. Guilbeault Construction inc. 775, boul. Lemire Drummondville	168 655,75 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Excavation Mc B.M. inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

729/8/99

2- RIVIÈRE ST-FRANÇOIS – RÉHABILITATION DE L'AQUEDUC (No 60057) (Soumissions ouvertes le 11 août 1999)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. Canarehab inc. 4025 E, boul. Leman Laval	236 606,43 $
. Pronex Excavation inc. 3065, Peugeot, Bureau 100 Laval	138 000,09 $
. Aqua Rehab inc. 2145, Michelin Laval	159 608,05 $
. R. Guilbeault Construction inc. 775, boul. Lemire Drummondville	174 521,15 $
. Sintra inc. (Région Centre du Québec) 911, St-Mathieu Notre-Dame du Bon-Conseil	148 888,36 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Sintra inc. (Région Centre du Québec)** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme, le tout conditionnel à la signature d'une entente avec la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

730/8/99

3- TRAVAUX PUBLICS 1999 – PHASE 2 – TRAVAUX DE RÉFECTION DE RUE (TPG 99-02)) (Soumissions ouvertes le 11 août 1999)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. R. Guilbeault Construction inc. 775, boul. Lemire Drummondville	388 013,37 $
. Sintra inc. (Région Centre du Québec) 911, St-Mathieu Notre-Dame du Bon-Conseil	377 466,62 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Sintra inc. (Région Centre du Québec)** soit retenue pour les travaux suivants, étant la plus basse soumission conforme:

- boulevard St-Joseph, de la rue St-Pierre à la rue Marchand;
- rue Ringuet, de la rue Mélançon à la rue Marchand;

et ce pour une somme de 264 731,19 $.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

- Ministre d'état aux Affaires municipales (confirmation d'aide financière à la remise en état des équipements municipaux endommagés par le verglas de janvier 1998);
- Mme Pauline Picard, députée de Drummond (maintien du poste de la Gendarmerie Royale du Canada à Drummondville);
- Ministère du Commerce International (invitation à la prochaine mission commerciale d'Équipe Canada au Japon et en Australie);

ainsi que de lettres de remerciements provenant de différents organismes.

731/8/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 19 juillet au 16 août 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 2 998 820,68 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

732/8/99 - Dépôt du procès-verbal (10/08/99) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 août 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

733/8/99 - Acceptation des travaux d'installation de nouvelles enseignes sur bâtiment pour l'immeuble situé au 159 Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'enseignes sur le bâtiment situé au 159 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A. / centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer deux (2) enseignes non-lumineuses de forme rectangulaire, soit une (1) enseigne située immédiatement au-dessus de l'entrée principale du bâtiment (rue Lindsay) ainsi qu'une deuxième (2^{ième}) enseigne située sur la façade latérale (rue Cockburn) au-dessus de la vitrine située au coin du bâtiment près de la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le blanc (fond), le noir (lettres) et le rouge (logo) sont des couleurs sobres qui s'agencent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE de par le type, la forme, la dimension, les couleurs et la localisation, les enseignes s'intègrent bien à l'architecture du bâtiment et permettent de consolider l'identité de l'affichage sur la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QU'une structure métallique de couleur bronze foncé viendra ornementer les deux (2) façades du bâtiment et permettra ainsi d'intégrer l'éclairage au-dessus des deux (2) enseignes (éclairage par projection);

CONSIDÉRANT QUE la corniche sera peinte d'une couleur s'harmonisant avec la nouvelle structure métallique ainsi qu'avec la brique que l'on retrouve sur le bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation des deux (2) enseignes (tel que ci-haut mentionné) sur le bâtiment situé au 159 de la rue Lindsay, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale pour ce secteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

734/8/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé aux 147-149 Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé aux 147-149 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A. / centre-ville et que par conséquent, toute nouvelle enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne murale de bois immédiatement au-dessus de l'entrée principale et des vitrines commerciales de l'établissement à même l'entablement;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le vert (fond) et le or (lettres, ornementation et pourtour) sont des couleurs sobres qui s'agencent bien entre elles ainsi qu'avec les couleurs des enseignes situées dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, telle que proposée, permet une continuité avec l'affichage existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par les dimensions, la forme, les couleurs, la localisation ainsi que le style, l'enseigne s'intègre bien à l'architecture du bâtiment et permet de consolider l'identité de l'affichage sur la rue Heriot;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne (tel que ci-haut mentionné) sur le bâtiment situé aux 147-149 de la rue Heriot, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale pour ce secteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

735/8/99 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour l'immeuble situé au 4825 rue St-Roch Nord – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux pour le projet d'agrandissement du bâtiment situé au 4825 de la rue St-Roch Nord a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A. / vitrine industrielle de prestige et que par conséquent, tous les travaux d'agrandissement sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser un agrandissement d'environ cinq mille trois cent cinquante mètres carrés (5 350 m^2) dans la partie nord-est du bâtiment actuel afin principalement:

- de relocaliser et centraliser l'espace bureaux (soit la partie "en avancée");
- d'augmenter la production de l'entreprise principalement pour les minibus (soit la partie "en recul");

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement projeté est très visible de l'autoroute Jean-Lesage et que le site fait partie intégrante de la vitrine industrielle de prestige de la ville;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation de l'agrandissement projeté a été traitée et acceptée lors d'une séance antérieure (résolution du Comité consultatif d'urbanisme no 99.07.08 – résolution du Conseil municipal no 686/7/99);

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'agrandissement respecte la hauteur de la partie existante du bâtiment et celle des bâtiments situés dans l'environnement immédiat;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement d'une partie "en avancée" vers l'autoroute Jean-Lesage permet d'animer la façade, évitant ainsi une façade linéaire d'architecture monotone;

CONSIDÉRANT QUE ladite partie (d'une largeur d'environ quarante-huit mètres (48 m) par une profondeur d'environ quinze mètres (15 m)) présentera une portion de mur qui sera "en courbe";

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de celle-ci sera composé entièrement de maçonnerie (soit des blocs éclatés gris-pâle principalement ainsi que des blocs lisses pour ornementer, entre autres, le pourtour des fenêtres) le tout faisant un rappel de la maçonnerie déjà existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les portes seront dans le ton de brun foncé de manière à s'harmoniser avec la couleur des portes que l'on retrouve actuellement sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les marquises des entrées seront en verre trempé sur cadre d'aluminium anodisé bronze;

CONSIDÉRANT QUE le contour des fenêtres sera anodisé bronze (comme le contour existant sur les fenêtres du bâtiment) et que les fenêtres procureront de l'ouverture sur ladite façade, et ce sur deux (2) niveaux de plancher;

CONSIDÉRANT QUE le verre desdites fenêtres sera de couleur "éclipse bronze" et de type "réfléchissant" compte tenu de l'orientation du bâtiment (franc sud);

CONSIDÉRANT QU'une bande d'acier prépeint (brun-charcoal) fera un rappel de celle que l'on retrouve sur le bâtiment et donnera un effet de hauteur (celle-ci étant située dans la partie supérieure du mur);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de cette partie est prévu en acier prépeint identique à l'acier prépeint déjà présent sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration est prévue dans la partie supérieure du mur permettant ainsi de créer de l'ouverture à cette façade et ainsi faire un rappel des ouvertures retrouvées sur la partie existante;

CONSIDÉRANT QU'un jeu de colonnes (intégrant les portes de secours) vient créer un rythme aux deux (2) façades visibles d'une voie de circulation et permet ainsi d'atténuer l'effet de longueur des dites façades;

CONSIDÉRANT QUE la visibilité des portes d'accès (garage) et des quais de chargement / déchargement (soit une (1) porte donnant sur la façade parallèle à l'autoroute et trois (3) quais donnant sur la façade nord-est) sera limitée par la présence d'un écran végétal éventuellement;

CONSIDÉRANT QUE les portes et les fenêtres seront de même type que celles retrouvées sur la partie existante;

CONSIDÉRANT QU'une bande d'acier prépeint (brun-charcoal) vient ornementer la façade et constitue aussi un rappel de celle que l'on retrouve sur le bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux utilisés (maçonnerie et acier prépeint) font un rappel de ceux retrouvés sur le bâtiment de manière à assurer une bonne harmonisation;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement utilisé pour la partie "en avancée" (maçonnerie) est noble et dégagera une image de marque;

CONSIDÉRANT QUE le type de toiture prévu, soit un toit plat, reprend le type de toiture existant pour le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le choix des couleurs est sobre et s'harmonise aux couleurs existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le projet présente une architecture de style "sobre" dans son ensemble, ce qui contribuera à renforcer l'image du secteur étant donné qu'une attention particulière est accordée aux façades donnant sur une voie de circulation, tout particulièrement celle donnant sur l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE certains éléments tels que les équipements mécaniques ainsi que l'aménagement global du terrain seront présentés ultérieurement;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que ci-haut mentionné) pour l'entreprise située au 4825 de la rue St-Roch Nord, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale pour ce secteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

736/8/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 114 Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 114 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A. / centre-ville et que par conséquent, toute nouvelle enseigne sur bâtiment est

soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste en une (1) enseigne composée de lettres détachées (résine de plexiglas) appliquée sur une plaque murale (bois) située immédiatement au-dessus de l'entrée principale (rue Heriot) à même l'entablement prévu à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le or (lettres), le bleu (entablement) et le bourgogne (murale et entablement), sont des couleurs traditionnelles qui s'harmonisent bien entre elles ainsi qu'avec les couleurs que l'on retrouve sur le bâtiment (brique rouge et acrylique beige);

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible ainsi qu'une bonne intégration de l'enseigne au bâtiment et vient marquer l'entrée principale de celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE, de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs et sa localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet de favoriser le développement de l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera ceinturée par des éléments d'ornementation en fer forgé noir et que l'éclairage par projection sera composé d'une structure en fer forgé (de type "col de cygne");

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment (tel que ci-haut mentionné) pour le bâtiment situé au 114 de la rue Heriot, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale pour ce secteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

737/8/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 965 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur le bâtiment situé au 965 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A / St-Joseph et que par conséquent, toute nouvelle enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer sur l'entablement existant au-dessus de l'établissement visé, une (1) enseigne en lettres détachées lumineuses et un logo;

CONSIDÉRANT QUE la couleur du lettrage (bleu) est sobre et ne rend pas l'affichage prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions de l'enseigne respectent celles de l'entablement existant prévu à cette fin sur le bâtiment et que la localisation proposée permet de bien identifier l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE le type d'affichage, la dimension et la localisation permettent une bonne harmonisation entre l'architecture de l'enseigne et celle du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment (tel que ci-haut mentionné) pour l'établissement situé au 965 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale pour ce secteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

738/8/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé aux 800-802 rue St-Pierre – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure, soit des travaux majeurs de peinture, pour le bâtiment situé aux 800-802 de la rue St-Pierre a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A / rue St-Pierre et que par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à repeindre l'ensemble du revêtement d'acrylique (actuellement de couleur blanche) dans les tons de vert / kaki;

CONSIDÉRANT QUE le choix de la couleur est sobre et s'harmonise aux couleurs des bâtiments situés dans l'environnement composé principalement de maçonnerie de couleurs variées (beige, rouge, brun, etc.);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement repeint sera entrecoupé par le revêtement d'aluminium blanc que l'on retrouve actuellement sur le bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure, soit des travaux majeurs de peinture (tel que mentionné ci-haut), pour le bâtiment situé aux 800-802 de la rue St-Pierre, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale pour ce secteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

739/8/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé aux 259 à 265 rue Dorion – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 259 à 265 de la rue Dorion a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A. / centre-ville et que par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à refaire les garde-corps (des galeries et de l'escalier) et les planchers, et ce au rez-de-chaussée et à l'étage de la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps de bois blanc seront remplacés par des garde-corps également en bois blanc;

CONSIDÉRANT QUE les planchers seront en bois peint gris tel qu'actuellement;

CONSIDÉRANT QUE la proposition permet de respecter, dans son ensemble, les caractéristiques architecturales du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que ci-haut mentionné) pour le bâtiment situé aux 259 à 265 de la rue Dorion, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale pour ce secteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois de juillet 1999 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1998.

Rapport du trésorier au 30 juin 1999

Le conseiller Jean-Guy Spénard commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 30 juin 1999.

740/8/99 - Augmentation de la réserve d'assurances (100 000 $) à même le surplus accumulé

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville affecte à même son surplus accumulé une somme de 100 000 $ afin d'augmenter la réserve d'assurances, portant celle-ci à 200 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

741/8/99 - Entente avec la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond - Conduite d'aqueduc dans la rivière St-François

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente intermunicipale à intervenir avec la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond relative aux infrastructures nécessaires au respect de l'entente intermunicipale concernant la fourniture d'eau.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

742/8/99 - Autorisation à la firme Patrick Mercure – Conclusion d'ententes relatives à des demandes de révision du rôle d'évaluation foncière

Considérant les dommages subis aux bureaux de la firme Patrick Mercure, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville se prévale de l'article 138.4 de la Loi sur la fiscalité municipale et reporte du 1er septembre 1999 au 1er novembre 1999 la date limite pour la conclusion d'ententes faisant suite à des demandes de révision du rôle d'évaluation foncière.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

743/8/99 - Autorisation à Groupe Conseil Gevesco inc. – Travaux de réparation de la conduite d'aqueduc de la rivière St-François

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe Conseil Gevesco inc. à présenter, pour approbation, au ministère de l'Environnement et de la Faune les plans relatifs aux travaux de réparation de la conduite d'aqueduc de la rivière St-François.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

744/8/99 - Mandat à la firme Martin Paradis, arpenteurs-géomètres – Réimplantation de points géodésiques

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Martin Paradis, arpenteurs-géomètres, aux fins de:

- réimplanter deux points géodésiques dans la Ville, au coût maximum de 1 164 $ plus taxes;

- faire le relevé géodésique et les rattachements avec les plans de l'ingénieur Gilles Bolduc concernant les travaux du cours d'eau Pierre Février, dit Laramée, branche 7 modifiée, au coût maximum de 1 100 $ plus taxes;
- implanter de 6 à 8 points géodésiques, au coût établi dans l'appel d'offres numéro 97-11PTGEO.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

745/8/99 - Abrogation de la résolution 425/5/99 (Drummond Sports inc.)

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la résolution numéro 425/5/99 du 10 mai 1999 soit abrogée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

746/8/99 - Protocole de reconnaissance avec Drummond Sports inc. et subvention à l'animation

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec Drummond Sports inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention à l'animation de 29 163 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

747/8/99 - Abrogation de la résolution 577/6/99 (Club de Hockey Drummond)

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la résolution numéro 577/6/99 du 21 juin 1999 soit abrogée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

748/8/99 - Acquisition d'un tableau indicateur et d'une mezzanine au Centre Marcel Dionne et subvention de 85 000 $

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville se porte acquéreure du tableau indicateur installé au Centre Marcel Dionne et de la mezzanine aménagée par le Club de Hockey Drummond inc. au Centre Marcel Dionne et verse une subvention globale de 85 000 $ audit club de hockey.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

749/8/99 - Amendement à la résolution 712/7/99 (changement de nom) – Acte de vente de parties du lot 165

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la résolution numéro 712/7/99 du 19 juillet 1999 soit amendée de façon à remplacer les noms de MM. Raymond Clair, Jean Côté, Marc Boisselle, Denis Boies et Michel Dubé par 9079-1187 Québec inc.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

750/8/99 - Amendement à la résolution 568/6/99 (changement de nom) – Vente d'un terrain industriel

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la résolution numéro 568/6/99 du 21 juin 1999 soit amendée de façon à remplacer le nom de Soprema inc. par 9006-4940 Québec Inc.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

751/8/99 - Amendement à la résolution 697/7/99 (changement de nom) – Vente d'un terrain industriel

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la résolution numéro 697/7/99 du 19 juillet 1999 soit amendée de façon à remplacer le nom de Venmar par Venmar Ventilation inc.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

752/8/99 - Autorisation de signatures – Acte de vente entre Loco 2002 inc. et Venmar Ventilation inc.

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents nécessaires relatifs à une transaction à intervenir entre Loco 2002 inc. et Venmar Ventilation inc.

Par cette autorisation, la Ville de Drummondville consent à la radiation d'une clause résolutoire prévue dans un acte de vente en faveur de 2547-4362 Québec inc. publié dans Drummond sous le numéro 367014.

De plus, la Ville de Drummondville renonce à son droit de premier refus et à son droit d'exiger la rétrocession, le tout créé en vertu de l'acte publié sous le numéro 367014, confirme et ratifie le susdit acte de même que celui consenti par 2547-4362 Québec inc. à Loco 2002 inc. publié dans Drummond sous le numéro 369777 et celui par Loco 2002 inc. à Venmar Ventilation inc.

La Ville de Drummondville accorde également mainlevée du préavis d'exercice qu'elle a exécuté contre Société en Commandite Industriel Motelin Enr. publié dans Drummond sous le numéro 375414 et requiert l'officier de la publicité des droits de Drummond de procéder à la radiation de ce préavis d'exercice.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

753/8/99 - Abrogation de la résolution 567/6/99 (vente d'un terrain industrlel à la compagnie Groupe Yvanco inc.)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la résolution numéro 567/6/99 du 21 juin 1999 soit abrogée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

754/8/99 - Vente d'un terrain industriel à la Compagnie Groupe Yvanco inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Groupe Yvanco inc.:

- une partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 5 852,1 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé en date du 15 juin 1999 (numéro de répertoire: 2619 - numéro de minute: 6154), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A»;
- une partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 557,3 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé en date du 12 août 1999 (numéro de répertoire: 2619 - numéro de minute: 6233), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A»;

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit dix-neuf mille deux cent vingt-huit dollars et vingt cents (19 228,20 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Denis Gariépy et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

755/8/99 - Vente d'un terrain industriel à la compagnie Emballages Mitchel-Lincoln ltée

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Emballages Mitchel-Lincoln ltée une partie des lots 277 à 279 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 65 259,3 mètres carrés (702 445,24 pieds carrés), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé en date du 12 août 1999 (numéro de répertoire: 1474 - numéro de minute: 6232), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 0,165 $ le pied carré, soit cent quinze mille neuf cent trois dollars et quarante-six cents (115 903,46 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Sheldon Merling et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Mme la mairesse se retire pour ne pas être en conflit d'intérêt.

756/8/99 - Abrogation de la résolution 427/5/99 (offre d'achat par la Fiducie familiale Audet)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la résolution numéro 427/5/99 du 10 mai 1999 soit abrogée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

757/8/99 - Offre d'achat par la Fiducie familiale Audet – Projet Quartier Centre 1

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville accepte une offre d'achat formulée par la Fiducie Familiale Audet d'une partie des lots 347, 348, 349, 350, 360, 361, 362, 363, et partie de la rue A du Quartier Est de la Ville de Drummondville, le tout tel que montré au plan annexé à la présente pour en faire partie intégrante comme annexe "A" et selon les termes contenus dans l'offre déposée le 13 août 1999.

Le prix de vente sera de un dollar et quatre-vingt-six cents le pied carré (1,86 $/p.c.) que l'acheteur convient de payer suivant les modalités proposées aux paragraphes 3 et 11 de l'offre d'achat et affecte une superficie approximative de 49 811,11 pieds carrés pour une valeur totale d'environ 92 648,66 $.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Mme la mairesse reprend son siège et préside la séance.

758/8/99 - Offre d'achat par Provigo Distribution inc.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville accepte une offre d'achat formulée par Provigo Distribution inc. d'une partie des lots 360, 445, 446, 448, et pties du lot 149, et partie de la rue A du Quartier Est de la Ville de Drummondville, le tout tel que montré au plan annexé à la présente pour en faire partie intégrante comme annexe "A" et selon les termes contenus dans l'offre déposée le 13 août 1999.

Le prix de vente sera de un dollar et quatre-vingt-six cents le pied carré (1,86 $/p.c.) que l'acheteur convient de payer lors de la signature de l'acte de vente et affecte une superficie approximative de 26 307,78 pieds carrés pour une valeur totale d'environ 48 932,47 $.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

759/8/99 - Abrogation de la résolution 624/7/99 (entente avec le directeur général des élections)

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la résolution numéro 624/7/99 du 5 juillet 1999 soit abrogée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

760/8/99 - Entente modifiée avec le directeur général des élections et la Ministre des Affaires municipales – Mécanismes de votation

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente modifiée à intervenir entre la Ville de Drummondville, le directeur général des élections et la Ministre des Affaires municipales et de la Métropole relativement à l'utilisation de nouveaux mécanismes de votation.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

761/8/99 - Nomination d'un maire suppléant

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que M. Jean-Guy Spénard, conseiller, soit nommé maire suppléant pour la période du 17 août au 7 novembre 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Mme la mairesse remercie le conseiller Guy Drouin pour sa collaboration et son implication.

Le conseiller Robert Lafrenière rappelle à Mme la mairesse qu'habituellement elle procède par rotation et qu'actuellement un élu n'a pas été nommé et qu'ainsi elle brise la tradition.

Mme la mairesse rappelle qu'entre 1987 et 1991, il n'y avait pas eu de rotation. Si on trouve normal de nommer un élu qui peut dire n'importe quoi de n'importe qui, on ferait la preuve que finalement, en politique, tous les coups sont permis alors qu'au contraire le respect et la protection de l'intégrité sont importants.

Le conseiller Christian Tourigny accepte la première partie de la raison donnée par la mairesse mais n'accepte pas et ne juge pas corrects les propos de la seconde partie.

Tous les élus, malgré les propos, sont favorables à la nomination du conseiller Spénard.

762/8/99 - Appui à la nomination de M. Bernard Mailhot à titre de président de Sauvegarde Canada

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la nomination de M. Bernard Mailhot à titre de président de Sauvegarde Canada.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

763/8/99 - Signature d'une entente pour le programme d'aide financière à la remise en état des équipements municipaux (verglas de 1998)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse soit par la présente autorisée à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une entente à intervenir avec la ministre des Affaires municipales et de la Métropole pour le programme d'aide financière à la remise en état des équipements municipaux endommagés par le verglas de janvier 1998.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

764/8/99 - Appui à la demande de la municipalité de Saint-Majorique – Exclusion de 2 parties de son territoire de la zone agricole

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande de la municipalité de Saint-Majorique pour l'exclusion de deux (2) parties de son territoire municipal de la zone agricole permanente.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

765/8/99 - Autorisation à La Passerelle – Tenue d'une marche contre la violence faite aux femmes

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise La Passerelle à tenir une marche contre la violence faite aux femmes, le 17 septembre 1999, selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

766/8/99 - Autorisation au Centre d'action bénévole Drummond inc. – Utilisation du parc St-Jean-Baptiste

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre d'action bénévole Drummond inc. à utiliser le parc St-Jean-Baptiste, le 19 août 1999, de 13 h 00 à 21 h 00, à l'occasion d'une fête champêtre.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

767/8/99 - Autorisation à Maximusik – Animation musicale

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Maximusik à faire de l'animation musicale face à son commerce les 19 et 20 août 1999, de 13 h 00 à 21 h 00, à l'occasion de la méga épluchette de blé d'inde du centre-ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

768/8/99 - Autorisation à A. Girardin inc. et Garage Landry & Fils – Installation d'une tente

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise A. Girardin inc. et Garage Landry & Fils à installer une tente sur le terrain de Garage Landry & Fils, situé au 303 de la rue William à Drummondville, du 21 juillet au 30 septembre 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

769/8/99 - Mandat à Alpha Dimensions, consultants en géomatique – Intégration des données de la Ville et acquisition d'un logiciel

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Alpha Dimensions, consultants en géomatique, aux fins d'intégration des plans et données de la Ville et d'acquisition du logiciel de gestion des mesures d'urgence Alert-Alpha.

Les frais sont établis à 9 900 $ plus taxes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Dépôt du certificat relatif au règlement no 2773

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement no 2773 (travaux de pont et de ses approches, de surdimensionnement d'une conduite d'eau, de surdimensionnement des conduites et regards d'égouts pluviaux et d'infrastructures urbaines).

770/8/99 - Avis de motion d'un règlement – Augmentation du fonds de roulement de la Ville (395 000 $)

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement augmentant de 395 000 $ le fonds de roulement de la Ville de Drummondville et affectant à cette fin une somme de 395 000 $ provenant du surplus accumulé au 31 décembre 1998.

771/8/99 - Adoption du projet de règlement no 2775 – Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par la conseillère Estelle Demers,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2775 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'augmenter pour la zone industrielle I06-01,de quinze mètres (15 m) à quarante mètres (40 m) la largeur maximale d'une entrée charretière pour véhicules lourds lorsque celle-ci est pour entrer et/ou sortir;

B) d'agrandir les zones d'habitation H02-02 et H02-03 à même une partie de la zone d'habitation H02-01 de manière à tenir compte de la limite de la zone tampon et de remplacer la classe d'usages "bifamiliale et trifamiliale (h_2)" de type isolé par la classe d'usages "habitation unifamiliale (h_1)" de type isolé ainsi que de prévoir les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment relativement à cette nouvelle classe d'usages;

C) d'agrandir la zone commerciale C01-13 à même une partie de la zone commerciale C01-10 actuelle et diminuer la superficie et la largeur minimale de terrain;

soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

772/8/99 - Avis de motion d'un règlement – Zonage

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (no 2775) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier une disposition relative à l'aménagement des terrains pour une zone industrielle située à l'angle de la 123e avenue et du boulevard St-Joseph (côté sud-ouest);
- d'ajuster la limite de trois (3) zones d'habitation longeant le boulevard René-Lévesque, la rue Robert-Bernard, le Chemin du Golf et la rue Antonio-Barrette ainsi que de modifier la nature des usages autorisés pour une zone d'habitation longeant le boulevard René-Lévesque (côté sud) à proximité de la rue Robert-Bernard;
- de modifier la limite commune de deux (2) zones commerciales situées à l'angle du boulevard St-Joseph et de l'autoroute Jean-Lesage (côté sud-est) et d'ajuster certaines dispositions relatives aux dimensions de terrain pour une zone commerciale située à l'angle de l'autoroute Jean-Lesage et du boulevard St-Joseph (côté nord-est) soit au nord de la rue Malouin.

773/8/99 - Dispense de lecture du règlement no 2775

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2775 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier une disposition relative à l'aménagement des terrains pour une zone industrielle située à l'angle de la 123e avenue et du boulevard St-Joseph (côté sud-ouest);
- d'ajuster la limite de trois (3) zones d'habitation longeant le boulevard René-Lévesque, la rue Robert-Bernard, le Chemin du Golf et la rue Antonio-Barrette ainsi que de modifier la nature des usages autorisés pour une zone d'habitation longeant le boulevard René-Lévesque (côté sud) à proximité de la rue Robert-Bernard;
- de modifier la limite commune de deux (2) zones commerciales situées à l'angle du boulevard St-Joseph et de l'autoroute Jean-Lesage (côté sud-est) et d'ajuster certaines dispositions relatives aux dimensions de terrain pour une zone commerciale située à l'angle de l'autoroute Jean-Lesage et du boulevard St-Joseph (côté nord-est) soit au nord de la rue Malouin;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

774/8/99 - Adoption du projet de règlement no 2777 – P.I.A.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2777 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 dans le but:

- d'assujettir certains terrains de la zone d'habitation H02-02 aux critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.) du chapitre 5 au lieu du chapitre 6, de prévoir pour le chapitre 5, un objectif d'aménagement relatif aux façades de bâtiments lorsque celles-ci sont visibles d'une voie de circulation ainsi que le remplacement du lot 123-P par les zones d'habitation H01-32 et H01-55;

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

775/8/99 - Avis de motion d'un règlement – P.I.A.

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (no 2777) amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 dans le but:

- d'assujettir certains terrains de la zone d'habitation H02-02 aux critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.) du chapitre 5 au lieu du chapitre 6, de prévoir pour le chapitre 5, un objectif d'aménagement relatif aux façades de bâtiments lorsque celles-ci sont visibles d'une voie de circulation ainsi que le remplacement du lot 123-P par les zones d'habitation H01-32 et H01-55.

776/8/99 - Dispense de lecture du règlement no 2777

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2777 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but:

- d'assujettir certains terrains de la zone d'habitation H02-02 aux critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.) du chapitre 5 au lieu du chapitre 6, de prévoir pour le chapitre 5, un objectif d'aménagement relatif aux façades de bâtiments lorsque celles-ci sont visibles d'une voie de circulation ainsi que le remplacement du lot 123-P par les zones d'habitation H01-32 et H01-55,

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

777/8/99 - Adoption du second projet de règlement no 2774 – Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 2774 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de créer la nouvelle zone commerciale C05-13 à même une partie de la zone commerciale C05-08 actuelle, de maintenir dans la nouvelle zone C05-13 les usages actuellement autorisés dans la zone C05-08 à partir de laquelle elle est créée de même que les normes qui sont applicables à ceux-ci ainsi que de prévoir, pour les bâtiments d'utilisation mixte, que certains types d'usage commercial et résidentiel peuvent se retrouver sur le même niveau de plancher, et ce selon certaines conditions;
- d'agrandir la zone d'habitation H05-19 à même une partie de la zone commerciale C05-08 actuelle;

soit et est adopté;

2^{o} QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

778/8/99 - Adoption du règlement no 2776 – Amendement au règlement no 2700 – Section des systèmes d'alarmes

Lecture est donnée du règlement no 2776 amendant le règlement no 2700 concernant la section des systèmes d'alarmes.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Robert Lafrenière résume les modifications apportées au règlement no 2776 permettant de favoriser chez les propriétaires de systèmes d'alarme les ajustements nécessaires afin d'éviter les amendes et les frais.

Information des membres du Conseil

Troisième versement des taxes municipales le 18 août 1999

(M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard rappelle aux contribuables que le troisième versement des taxes municipales viendra à échéance le mercredi 18 août prochain.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Intervenant: M. Jean-Guy Lefebvre (Déneigement J.-G. Lefebvre)

La Ville n'a pas accordé le contrat de déneigement; quand prévoit-elle le faire?

Mme la mairesse informe que des vérifications supplémentaires doivent être faites et que le contrat sera accordé le 7 septembre 1999, soit à l'intérieur du délai de 90 jours prévu dans le devis.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le 7 septembre 1999.

779/8/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 15 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

7 septembre 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 7 septembre 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire
M. Michel Desrosiers, coordonnateur, Plan d'intégration et Inspection

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

Madame la mairesse souhaite la bienvenue aux étudiantes du Collège d'Affaires Ellis qui assistent à la séance du Conseil dans le cadre de leur cours en "droit municipal".

780/9/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Proclamation - " Mois de la dystrophie musculaire "

Madame la mairesse proclame le mois de septembre " Mois de la dystrophie musculaire ".

781/9/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 16 août 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 16 août 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

782/9/99

1- DÉNEIGEMENT 1999-2002 – SECTEUR CENTRE-VILLE (TP-99-06) (Soumissions ouvertes le 23 juin 1999)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de **Lagacé Transport inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

Le conseiller Gilles Fontaine précise qu'en vertu de l'opinion de Me Josée Vendette sur le sujet, la Ville se doit d'octroyer le contrat tel qu'il le propose.

La conseillère Estelle Demers se dit en désaccord avec la proposition. La présente décision représente une dépense supplémentaire de 180 000 $ pour les citoyens; selon elle, cet argent aurait pu être affecté ailleurs. Elle se dit d'accord pour être vigilant lors de l'exigence de la caution dans certains cas, mais dans le cas de déneigement, la Ville a le pouvoir de faire faire les travaux par quelqu'un d'autre; pour elle, il s'agit d'une clause accessoire. 185 villes ont accepté la même compagnie de caution et la Banque nationale confirme la solvabilité de la caution. Selon elle, la clause du BAC est discutable.

Le conseiller Jean-Guy Spénard explique la différence entre le contrat actuel et celui accordé il y a trois (3) ans. Depuis 1996, les coûts de transport et l'essence ont subi des hausses, ce qui représente un pourcentage important. Compte tenu qu'il s'agit d'une exigence du cahier des charges, il serait inéquitable de ne pas en tenir compte.

Le conseiller Denis Savoie souligne qu'en 1997 la Ville avait accepté la compagnie de cautionnement. La Ville aurait pu aller en appel d'offres en modifiant les exigences.

Le conseiller Jean-Guy Spénard confirme qu'en 1997 les exigences étaient les mêmes au niveau de la caution mais qu'une erreur lors de l'analyse a permis l'octroi du contrat.

Mme la mairesse demande le vote.

Votent ***POUR*** Votent ***CONTRE***

M. Guy Drouin
M. Gilles Fontaine
M. Mario Jacques
M. Réal Jean
M. Jean-Guy Spénard
Mme Dominique Thériault
Me Christian Tourigny
Me Céline Trottier
Mme Réjeanne Viens

Mme Estelle Demers
M. Robert Lafrenière
M. Denis Savoie

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

CORRESPONDANCE:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

- U.M.Q. (cours de formation à St-Hyacinthe);
- Résidents des rues Newton, Mitchell, Gosselin et boulevard Garon (plaintes relatives aux opérations de Technova / Tremcar qui perturbent la qualité de vie des citoyens);
- Caisse populaire Saint-Frédéric (stationnement au centre-ville);
- Dessercom inc. (services ambulanciers sur le territoire de la Ville);
- Corporation de développement centre-ville de Drummondville (application du stationnement gratuit à temps variable au centre-ville et enlèvement des parcomètres);

ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

783/9/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 16 août au 7 septembre 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 3 287 618,90 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

784/9/99 - Dépôt du procès-verbal (31/08/99) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 31 août 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

785/9/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure et d'installation de 2 nouvelles enseignes sur bâtiment pour l'immeuble situé au 143 Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure et d'installation de deux (2) enseignes sur bâtiment pour l'établissement situé au 143 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute rénovation extérieure ainsi que toute installation de nouvelles enseignes sur bâtiment sont soumises à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à remplacer le revêtement d'acier par un revêtement d'acrylique;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention permettra de diminuer le nombre de matériaux en façade du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les jeux de couleurs et d'ornementation permettent d'animer la façade;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement principal sera de couleur rouge brun et que la corniche, l'ornementation et les garde-corps de la terrasse seront dans les tons de gris;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention permettra d'uniformiser les composantes de la façade ainsi que d'harmoniser le bâtiment à l'architecture qui caractérise le centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer deux (2) enseignes murales composées de lettres détachées situées dans l'entablement prévu à cet effet;

CONSIDÉRANT QUE les lettres détachées seront dans les tons de gris et s'harmoniseront bien avec les couleurs que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes seront éclairées par projection avec une structure de type "col de cygne";

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure et d'installation de deux (2) enseignes sur bâtiment pour l'établissement situé au 143 de la rue Lindsay, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

786/9/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 151 Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 151 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition vise à remplacer une partie du revêtement extérieur de la façade principale du bâtiment par un parement de bois posé à la verticale;

CONSIDÉRANT QUE ce parement de bois sera peint de couleur vert forêt;

CONSIDÉRANT QUE la couleur choisie s'agence convenablement aux couleurs déjà existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention est jugée relativement mineure en regard de la façade du bâtiment et ne crée pas de discontinuité avec le paysage construit environnant;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention permet d'améliorer l'apparence extérieure du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 151 de la rue Lindsay, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

787/9/99 - Acceptation des travaux de démolition pour l'immeuble situé au 457 Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition du bâtiment situé au 457 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de démolition sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à démolir un bâtiment commercial suite à un incendie;

CONSIDÉRANT QUE l'ampleur des dommages causés ne permet pas de rénover convenablement le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le réaménagement du terrain ou la reconstruction du bâtiment seront assujettis aux critères applicables dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition du bâtiment situé au 457 de la rue Lindsay, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

788/9/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure et d'agrandissement pour l'immeuble situé au 508 Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure et d'agrandissement pour l'établissement situé au 508 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure et d'agrandissement sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à:
- agrandir le bâtiment en façade principale;
- changer une partie du revêtement extérieur du bâtiment;
- ajouter un entablement à la limite du rez-de-chaussée et du deuxième étage;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment sera agrandi d'environ un virgule quarante-cinq mètre (1,45 m) par la largeur de la façade principale, soit environ huit virgule quarante mètres (8,40 m), et ceci au rez-de-chaussée;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation de l'agrandissement permet de maximiser la fermeture du cadre bâti sur la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation dudit agrandissement s'inscrit dans la continuité de l'alignement général des bâtiments adjacents;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur du rez-de-chaussée sera remplacé par de la brique de couleur brun rouge s'harmonisant à la brique existante;

CONSIDÉRANT QU'un jeu de briques, soit par la création de colonnes et de bardeaux horizontaux, vient animer les façades;

CONSIDÉRANT QUE le déclin de vinyle blanc existant sur une partie de la façade latérale donnant sur rue et de la façade arrière sera remplacé par un revêtement acrylique de couleur bronze clair;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures du rez-de-chaussée de par leurs localisations et dimensions permettent de maintenir l'intérêt du piéton;

CONSIDÉRANT QUE les cadres métalliques des ouvertures seront de couleur bronze clair;

CONSIDÉRANT QUE la forme des nouvelles ouvertures au rez-de-chaussée dont la portion supérieure est en arc de cercle permet de mieux distinguer les fonctions résidentielle (aux étages) et commerciale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'élément d'ornementation que constitue l'entablement sera composé d'une moulure stylisée dont le revêtement sera réalisé en acrylique de couleur bronze clair;

CONSIDÉRANT QUE cette ornementation contribue à animer les façades avant, arrière et latérales du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE, globalement, l'intervention permet de rééquilibrer l'ensemble que constitue le bâtiment visé avec celui qui y est adjacent;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure ainsi que l'agrandissement du bâtiment en façade principale pour l'établissement situé au 508 de la rue Lindsay, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

789/9/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 135 Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment pour l'établissement situé au 135 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne composée de lettres détachées sculptées et appliquées sur une plaque murale (bois) située à proximité de l'entrée principale, à même l'entablement prévu à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le or (lettres), le vert forêt (plaque murale) et le bourgogne (pourtour), sont des couleurs traditionnelles qui s'harmonisent bien entre elles ainsi qu'avec les couleurs que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible ainsi qu'une bonne intégration de l'enseigne au bâtiment et viennent marquer l'entrée principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs et sa localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage de l'établissement adjacent et du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera éclairée par projection avec une structure de type "col de cygne";

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment pour l'établissement situé au 135 de la rue Heriot, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

790/9/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 219 Brock – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 219 de la rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architectural;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des interventions consistent à:
- réaménager l'entrée donnant sur la façade sud;
- ajouter deux (2) balcons;
- ajouter une (1) galerie ainsi que ses garde-corps et une (1) porte d'accès au bâtiment;
- ajouter deux (2) lucarnes;
- ajouter des garde-corps et des portes d'accès aux logements au premier (1er) étage en façade sud;
- ajouter un ascenseur à l'intérieur du presbytère;

CONSIDÉRANT QUE le réaménagement de l'entrée principale sur la façade sud s'inspire des caractéristiques architecturales du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale sera traitée avec des matériaux similaires au bâtiment existant, soit une maçonnerie d'argile de couleur beige non uniforme ainsi qu'une tôle à canadienne sur la toiture de l'entrée;

CONSIDÉRANT QUE la galerie, les balcons et les lucarnes s'intègrent par leur style et leur forme aux éléments existants du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les côtés des lucarnes seront revêtus d'une tôle à canadienne similaire au revêtement de la toiture;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps ainsi que les accès aux logements réalisés à l'étage sont intégrés à la façade du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'emplacement choisi pour l'installation de l'ascenseur, soit en l'intégrant à l'intérieur du bâtiment existant, permet de limiter son impact visuel;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux utilisés pour l'aménagement de l'ascenseur sont similaires au bâtiment existant, soit une maçonnerie d'argile de couleur beige non uniforme ainsi qu'une tôle à canadienne sur la toiture de l'ascenseur;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux, la forme et le gabarit de l'ajout volumétrique sur le toit (et qui est nécessaire à l'installation d'un tel équipement) reprennent les caractéristiques du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres rajoutées au bâtiment s'inspirent des fenêtres existantes du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 219 de la rue Brock, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

791/9/99 - Acceptation des travaux de démolition partielle, de reconstruction et de rénovation pour l'immeuble situé au 400 Brock – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition partielle et de reconstruction partielle du bâtiment ainsi que la rénovation extérieure du bâtiment situé au 400 de la rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de démolition partielle, de reconstruction et de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architectural;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à:
- démolir la partie arrière du bâtiment (entrepôt);
- reconstruire une partie du bâtiment sur le même emplacement que l'entrepôt démoli;
- ajouter une nouvelle fenêtre en façade;
- fermer une porte du mur donnant sur la rue Heriot;
- repeindre les éléments d'ornementation du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'entrepôt sera reconstruit sur le même emplacement que celui démoli;

CONSIDÉRANT QUE ledit entrepôt ne présente pas de valeur patrimoniale particulière;

CONSIDÉRANT QUE son implantation favorise la fermeture du cadre bâti et est peu visible des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'architecture globale du bâtiment sera peu modifiée par cet ajout;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs pour les murs et la toiture sont respectivement d'acrylique de couleur beige (s'apparentant à la couleur de la brique existante) et d'acier peint de couleur bleu;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'une fenêtre en façade principale et la fermeture d'une porte sur le mur donnant sur la rue Heriot ont peu d'impact sur l'architecture globale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les éléments d'ornementation seront repeints de couleur bleu;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la démolition partielle, la reconstruction d'une partie du bâtiment et la rénovation extérieure du bâtiment situé au 400 de la rue Brock, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

792/9/99 - Acceptation des travaux d'installation de deux nouvelles fenêtres pour l'immeuble situé au 2400 Canadien – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet l'installation de deux (2) nouvelles fenêtres sur le bâtiment situé au 2400 de la rue Canadien a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur de la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, tous les travaux de modification au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architectural;

CONSIDÉRANT QUE le projet de modification au bâtiment est d'installer deux (2) nouvelles fenêtres à la partie supérieure du mur et ceci dans la même continuité des fenêtres existantes;

CONSIDÉRANT QUE ces deux (2) nouvelles fenêtres sont de même type et de même gabarit que celles déjà existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de ces deux (2) nouvelles fenêtres sera sans effet sur le style architectural du bâtiment tout en conférant de l'ouverture à cette portion de la façade;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'ajout de deux (2) nouvelles fenêtres sur le bâtiment situé au 2400 de la rue Canadien, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire – Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois d'août 1999 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1998.

793/9/99 - Signature d'un acte de vente à intervenir entre la Ville et la compagnie 9065-5127 Québec inc. (Plateau St-Nicolas)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un acte de cession à intervenir avec la compagnie 9065-5127 Québec inc.

Ladite cession de terrain affecte une partie du lot 295 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

794/9/99 - Signature d'un acte de servitude à intervenir entre la Ville, Bell Canada et Hydro-Québec (Pties 123, 123-51, 124, 124-588 Grantham)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un acte de servitude à intervenir entre la Ville, Bell Canada et Hydro-Québec.

Ladite servitude affecte une partie des lots 123, 123-51, 124 et 124-588 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

795/9/99 - Entente à intervenir avec la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu – Utilisation des urnes électroniques Accuvote

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une entente avec la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu pour l'utilisation des urnes électroniques Accuvote.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

796/9/99 - Signature d'une entente à intervenir entre la Ville et la municipalité de Saint-Guillaume – Service d'appels d'urgence 9-1-1

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une entente avec la municipalité de Saint-Guillaume pour la gestion du service centralisé d'appels d'urgence 9-1-1.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

797/9/99 - Protocole d'entente avec le Club de Hockey Drummond inc. (Les Voltigeurs) – Utilisation du Centre Marcel Dionne

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un protocole d'entente avec le Club de Hockey Drummond inc. (Les Voltigeurs) concernant l'utilisation du Centre Marcel Dionne et de services connexes.

Le protocole d'entente est valable du 1er août 1999 au 31 juillet 2000 et comprend le versement d'une subvention de 40 000 $ dont une somme de 32 000 $ devra être garantie par hypothèque mobilière.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

798/9/99 - Contrat avec la firme Mobilair Intégration, division Clearnet inc. – Entretien du système informatique (Service de la sécurité publique)

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que le directeur du Service de la sécurité ou son représentant soit et est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une entente avec la firme Mobilair Intégration, division Clearnet inc., pour l'entretien des équipements informatiques du Service de la sécurité publique.

Cette entente d'une durée de quatre (4) ans est renouvelable d'année en année et prévoit un tarif annuel de 10 325 $ plus taxes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

799/9/99 - Complément de mandat à Géo Lab inc. – Analyse d'un 3e site pour le dépôt de neiges usées

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins d'effectuer l'analyse d'un 3e site pour le dépôt de neiges usées.

Les honoraires sont établis à un maximum de 3 700 $ plus taxes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

800/9/99 - Autorisation de procéder à la vente pour taxes de certains immeubles

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la greffière soit autorisée à procéder à la vente pour taxes de certains immeubles, à savoir les immeubles portant les matricules numéros:

7985-09-9424-0 – Rue Lemaire
8083-53-1522-0 – Rue Marier
8083-64-1652-0 – Rue Marier
8083-64-3170-0 – Rue 167-36
8083-64-4689-0 – Rue 168-36
8083-76-3306-0 – Rue 167-36
8083-86-0664-0 – Rue Cormier
8382-18-0556-0 – Rue Dorion

8579-17-4690-0 – Rue Laforest

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

801/9/99 - Autorisation au trésorier – Représentation de la Ville lors des ventes pour taxes

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que le trésorier ou à défaut l'assistant-trésorier de la Ville soit et est autorisé à agir au nom de la Ville de Drummondville dans toutes les transactions de ventes pour taxes autorisées par le Conseil.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

802/9/99 - Autorisation – Radiation de divers comptes

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville, après avoir pris connaissance d'une liste de comptes déposée par le trésorier, autorise la radiation de divers comptes pour un total de 92 739,18 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

803/9/99 - Bail emphytéotique avec la S.P.A.D. – Terrain rue Janelle

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un bail emphytéotique à intervenir avec la Société préventive de la cruauté envers les animaux du district électoral de Drummondville.

Ledit bail affecte une partie du lot 167 du cadastre du Canton de Grantham et est consenti pour une période de trente (30) ans.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

804/9/99 - Mandat à A. Marcel Lachapelle, arpenteur-géomètre – Terrain rue Janelle

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate A. Marcel Lachapelle, arpenteur-géomètre, aux fins de préparer et rédiger la description technique du terrain situé sur la rue Janelle (futur site du refuge animalier).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

805/9/99 - Mandat à la S.P.D.A. – Opération du refuge animalier

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Société préventive de la cruauté envers les animaux du district électoral de Drummondville pour l'opération et la gestion du refuge animalier.

Ce mandat prévoit une participation financière de 1,75 $ par habitant pour un maximum de 78 018 $ payables selon les modalités prévues au contrat.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

806/9/99 - Délégation – Colloque de l'Association québécoise d'urbanisme

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que Mme Yolande Allard, M. Pierre Daniel et Mme Gisèle Ménard soient délégués à participer au colloque de l'Association québécoise d'urbanisme qui se tiendra le 18 septembre 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

807/9/99 - Signature d'une lettre d'entente avec le Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que le directeur général et la conseillère en gestion des ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) visant le règlement d'un grief.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

808/9/99 - Signature de contrats – Embauche de brigadiers(ères) scolaires pour l'année 1999-2000

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la conseillère en gestion des ressources humaines à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, les contrats d'embauche des brigadiers(ères) scolaires adultes pour l'année 1999-2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

809/9/99 - Embauche de M. André Collins au poste de préposé aux communications

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. André Collins au poste de préposé aux communications, avec le statut de salarié permanent à l'essai, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

De plus, M. André Collins s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

810/9/99 - Embauche de Mme Sophie Beaudoin au poste de préposée aux communications

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de Mme Sophie Beaudoin au poste de préposée aux communications, avec le statut de salariée temps partiel régulier, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

De plus, Mme Sophie Beaudoin s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

811/9/99 - Embauche de M. Michel Landry au poste de préposé aux communications

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Michel

Landry au poste de préposé aux communications, avec le statut de salarié temps partiel régulier, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

De plus, M. Michel Landry s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

812/9/99 - Embauche de M. Mario Vachon au poste de préposé aux communications

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Mario Vachon au poste de préposé aux communications, avec le statut de salarié temps partiel régulier, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

De plus, M. Mario Vachon s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

813/9/99 - Autorisation de verser 500 $ au CRM en échange du plan d'évaluation des emplois (Loi sur l'équité salariale)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ au CRM (Centre de recherche municipale) en contrepartie du plan d'évaluation des emplois, le tout dans le cadre de la Loi sur l'équité salariale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

814/9/99 - Mandat à Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. – Travaux d'arboriculture

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. (M. Jean-Noël Duff) aux fins de procéder à la préparation de plans, devis et d'assurer la surveillance des travaux d'arboriculture, le tout tel qu'accepté dans le cadre du programme d'aide à la remise en état des équipements municipaux endommagés par le verglas de janvier 1998.

Les honoraires sont fixés à 8 % du montant des travaux réalisés.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

815/9/99 - Autorisation au Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. – Ouverture d'une nouvelle rue (secteur René-Lévesque / Robert-Bernard)

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. à présenter, pour approbation, au ministère de l'Environnement et de la Faune, les plans et devis pour les travaux d'aqueduc, d'égout et de voirie pour l'ouverture d'une nouvelle rue dans le secteur René-Lévesque / Robert-Bernard.

De plus, la Ville de Drummondville ne s'objecte pas à la délivrance d'une autorisation par le ministère de l'Environnement et de la Faune pour lesdits travaux.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

816/9/99 - Mandat au Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. - Ouverture d'une nouvelle rue (secteur René-Lévesque / Robert-Bernard)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. aux fins d'assurer la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égout et de voirie pour l'ouverture d'une nouvelle rue dans le secteur René-Lévesque / Robert-Bernard, le tout aux frais du promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport du trésorier – Activités électorales pour l'année

Conformément à l'article 513 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, le trésorier d'élection dépose le compte rendu des activités électorales de l'année 1998.

Les membres du Conseil en prennent connaissance et copie est déposée aux archives de la Ville.

817/9/99 - Dépôt du compte rendu (19/08/99) - Comité de circulation

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de circulation tenue le 19 août 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

818/9/99 - Durée du stationnement limitée à 30 minutes – Rue St-Damase

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer une enseigne limitant la durée du stationnement à 30 minutes face au 141 rue St-Damase.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

819/9/99 - Durée du stationnement limitée à 60 minutes – Rue Dunkin

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer une enseigne limitant la durée du stationnement à 60 minutes face au 132 rue Dunkin du côté sud-est.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

820/9/99 - Installation d'arrêts toutes directions – Carrefour des rues de Genève / Duchesneau et de Genève / de Berlin

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer des arrêts toutes directions au carrefour des rues de Genève / Duchesneau et de Genève / de Berlin.

Le conseiller Réal Jean se dit dissident. Il aurait souhaité une étude au préalable. La Ville a un équipement qui aurait pu mesurer la vitesse, le trafic.

Le conseiller Jean-Guy Spénard se dit également dissident et il aurait été préférable que la Ville fasse une étude.

Pour les mêmes raisons, le conseiller Guy Drouin se dit en désaccord.

Le conseiller Christian Tourigny est en accord avec la proposition; la demande n'est pas nouvelle pour la rue Duchesneau. Il est d'accord pour les études mais pas pour tous les dossiers.

Le conseiller Robert Lafrenière rappelle qu'il s'agit d'un secteur en pleine expansion, qu'il y a beaucoup de construction, que les rues sont étroites, qu'il n'y a pas de trottoir, qu'il y a stationnement sur rue, que le but visé est la protection des citoyens.

Mme la mairesse demande le vote.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
Mme Estelle Demers	M. Guy Drouin
M. Gilles Fontaine	M. Réal Jean
M. Mario Jacques	M. Jean-Guy Spénard
M. Robert Lafrenière	
M. Denis Savoie	
Mme Dominique Thériault	
Me Christian Tourigny	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

821/9/99 - Autorisation à la Commission scolaire des Chênes – Établissement d'un débarcadère du transport scolaire sur la 19e avenue

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Commission scolaire des Chênes soit autorisée à établir le débarcadère du transport scolaire sur la 19e avenue au lieu de la 18e avenue.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

822/9/99 - Installation d'arrêts toutes directions à l'angle des rues Rocheleau / St-Pierre

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer des arrêts toutes directions à l'angle des rues Rocheleau / St-Pierre.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

823/9/99 - Interdiction de stationnement durant la période scolaire – Côté sud de la rue de Laval

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer une enseigne interdisant le stationnement du côté sud de la rue de Laval, et ce durant la période scolaire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

824/9/99 - Dépôt du compte rendu (24/08/99) - Comité de transport en commun

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 24 août 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

825/9/99 - Adoption du projet de règlement no 2780 – Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2780 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'autoriser, en tant qu'usage spécifiquement permis, un usage de vente et location de véhicules et équipements relatifs à l'agriculture et au jardinage dans la zone industrielle I01-02 en plus des usages qui y sont déjà autorisés et d'assujettir ledit usage, aux normes déjà en application dans cette zone;

B) d'autoriser, en tant qu'usage spécifiquement permis, un usage de type "refuge animalier incluant les services connexes" dans la zone industrielle I11-05 en plus des usages qui y sont déjà autorisés et d'assujettir celui-ci aux normes déjà en application dans cette zone;

soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

826/9/99 - Avis de motion d'un règlement – Zonage

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (2780) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de permettre un nouvel usage dans le secteur industriel longeant le côté nord de l'autoroute Jean-Lesage, au nord-est du boulevard St-Joseph;
- de permettre un nouvel usage dans un secteur comprenant des terrains situés de part et d'autre de la rue Janelle, au nord-est du boulevard Lemire.

827/9/99 - Dispense de lecture du règlement no 2780

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2780 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de permettre un nouvel usage dans le secteur industriel longeant le côté nord de l'autoroute Jean-Lesage, au nord-est du boulevard St-Joseph;
- de permettre un nouvel usage dans un secteur comprenant des terrains situés de part et d'autre de la rue Janelle, au nord-est du boulevard Lemire;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

828/9/99 - Adoption du projet de règlement no 2784 – Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par la conseillère Estelle Demers,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2784 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 relativement à la marge avant exigée dans la zone C03-17, dans le but:

1 - de modifier la grille des normes et usages visés à l'alinéa B) de l'article 1.1.7 pour la grille relative à la zone C03-17 de façon à y ajouter à la 1ère colonne relative à cette zone, vis-à-vis la ligne relative aux "Dispositions spéciales" la référence à l'article suivant: < 5.10 >;

2 - d'ajouter à la suite de l'article 5.9.4 les dispositions particulières applicables à la zone C03-17 quant à la non application des articles 11.1.1 et 11.1.1.1 et 11.1.2;

soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

829/9/99 - Avis de motion d'un règlement – Zonage

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (2784) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 relativement à la marge avant exigée dans la zone C03-17.

830/9/99 - Dispense de lecture du règlement no 2784

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2784 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 relativement à la marge avant exigée dans la zone C03-17, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

831/9/99 - Avis de motion d'un règlement – Amendement au règlement no 2700 concernant le permis de stationnement régulier

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (2782) amendant le règlement no 2700 concernant le permis de stationnement régulier.

832/9/99 - Avis de motion d'un règlement – Travaux d'entretien d'une partie du cours d'eau Pierre Février dit Laramée, Branche # 7 (Allard)

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (2783) modifiant la situation, autorisant et décrétant des travaux d'entretien et de creusage dans le cours d'eau Pierre Février dit Laramée, Branche # 7 (Allard).

833/9/99 - Dispense de lecture du règlement no 2783

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2783 autorisant et décrétant des travaux d'entretien et de creusage dans le cours d'eau Pierre Février dit Laramée, Branche # 7 (Allard), dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

834/9/99 - Adoption du second projet de règlement no 2775-1 – Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

1° QUE le second projet de règlement no 2775-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'augmenter pour la zone industrielle I06-01,de quinze mètres (15 m) à quarante mètres (40 m) la largeur maximale d'une entrée charretière pour véhicules lourds lorsque celle-ci est pour entrer et/ou sortir;

B) d'agrandir les zones d'habitation H02-02 et H02-03 à même une partie de la zone d'habitation H02-01 de manière à tenir compte de la limite de la zone tampon et de remplacer la classe d'usages "bifamiliale et trifamiliale (h_2)" de type isolé par la classe d'usages "habitation unifamiliale (h_1)" de type isolé ainsi que de prévoir les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment relativement à cette nouvelle classe d'usages;

C) d'agrandir la zone commerciale C01-13 à même une partie de la zone commerciale C01-10 actuelle et diminuer la superficie et la largeur minimale de terrain;

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

835/9/99 - Adoption du règlement no 2777 – P.I.A.

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2777 a été donné (réf: 775/8/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2777 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 dans le but:

- d'assujettir certains terrains de la zone d'habitation H02-02 aux critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.) du chapitre 5 au lieu du chapitre 6, de prévoir pour le chapitre 5, un objectif d'aménagement relatif aux façades de bâtiments lorsque celles-ci sont visibles d'une voie de circulation ainsi que le remplacement du lot 123-P par les zones d'habitation H01-32 et H01-55.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

836/9/99 - Adoption du règlement no 2774-1 – Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2774 a été donné (réf: 719/7/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2774 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de créer la nouvelle zone commerciale C05-13 à même une partie de la zone commerciale C05-08 actuelle, de maintenir dans la nouvelle zone C05-13 les usages actuellement autorisés dans la zone C05-08 à partir de laquelle elle est créée de même que les normes qui sont applicables à ceux-ci ainsi que de prévoir, pour les bâtiments d'utilisation mixte, que certains types d'usage commercial et résidentiel peuvent se retrouver sur le même niveau de plancher, et ce selon certaines conditions;
- d'agrandir la zone d'habitation H05-19 à même une partie de la zone commerciale C05-08 actuelle.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

837/9/99 - Adoption du règlement no 2781 – Augmentation du fonds de roulement de la Ville (395 000 $)

Lecture est donnée du règlement no 2781 augmentant de 395 000 $ le fonds de roulement de la Ville de Drummondville et affectant à cette fin une somme de 395 000 $ provenant du surplus accumulé au 31 décembre 1998.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- Monsieur Denis Jauron, directeur du Service de l'urbanisme, à l'occasion du décès de sa belle-mère, Madame Aline Richer.
- La famille de Monsieur Antonio Baril, ancien conseiller, lequel est décédé récemment.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Intervenant: M. Jacques Létourneau

Au niveau de la correspondance, la lettre de Corporation de développement centre-ville de Drummondville traite de modifications au stationnement.

Mme la mairesse confirme qu'il s'agit de parcomètres; tous les membres ont eu copie et le dossier sera étudié au mérite.

Des vérifications sont entreprises auprès de villes ayant aboli les parcomètres; les informations seront colligées.

M. Létourneau souhaite être tenu au courant de l'évolution du dossier.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le 20 septembre 1999.

838/9/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 30 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

20 septembre 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 20 septembre 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

839/9/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

840/9/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 7 septembre 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 7 septembre 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

841/9/99

- Réaménagement 2000 – Phase 1 – Hôtel de Ville (Soumissions ouvertes le 1er septembre 1999)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. Groupe Drumco Construction 2420 rue Sigouin Drummondville	2 248 842 $
. Construction Bugère inc. 3395 rue Picard Saint-Hyacinthe	2 199 800 $
. Construction Bi-Bo inc. C.P. 415 St-Germain	2 244 957 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que toutes les soumissions reçues soient rejetées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

- Résidents du secteur Jean-de-Brébeuf (demande pour asphalter une partie de la piste cyclable);
- Corporation de développement centre-ville de Drummondville (application du stationnement gratuit à durée limitée au centre-ville);

ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

842/9/99 - Dépôt du procès-verbal (07/09/99) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 7 septembre 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

843/9/99 - Dépôt du procès-verbal (15/09/99) – C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 septembre 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

844/9/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une nouvelle enseigne sur poteau pour l'immeuble situé au 150 Robert Bernard – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une nouvelle enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 150 de la rue Robert Bernard a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur de la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, toute installation de

nouvelle enseigne sur poteau est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer une enseigne sur poteau en bordure de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le vert forêt, le blanc et le jaune, sont des couleurs qui s'harmonisent bien entre elles ainsi qu'avec celles que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent de rendre celle-ci moins prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'une dimension d'environ un virgule quatre-vingts mètre (1,80 m) de largeur sur une profondeur d'environ six mètres (6 m) sera réalisé au pied de l'enseigne sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager sera composé:
- de deux (2) paliers ceinturés d'un muret de blocs dont la forme et la couleur desdits blocs s'apparenteront à ceux que l'on retrouve sur le bâtiment;
- d'une plantation d'environ vingt (20) arbustes dont deux (2) conifères d'une hauteur de un virgule cinquante mètre (1,50 m) plantés à l'avant et à l'arrière du poteau de l'enseigne afin de le dissimuler;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une nouvelle enseigne sur poteau (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 150 de la rue Robert Bernard, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

845/9/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé aux 355-357 Brock – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure, soit le remplacement de dix (10) fenêtres pour le bâtiment situé aux 355-357 de la rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer dix (10) fenêtres à guillotine par des fenêtres de même type, forme, dimension et couleur, soit le blanc;

CONSIDÉRANT QUE ce changement respecte le caractère d'origine et les caractéristiques architecturales du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure, soit le remplacement de dix (10) fenêtres (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé aux 355-357 de la rue Brock, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

846/9/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 445 Brock – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 445 de la rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à rénover le bâtiment, soit:
- remplacer les fenêtres de la façade principale;
- remplacer les deux (2) portes avant;
- rénover la lucarne sur le versant avant du toit;
- refaire les galeries et le balcon ainsi que les garde-corps sur la partie avant;

CONSIDÉRANT QUE toutes les fenêtres à guillotine sur la façade principale seront remplacées par des fenêtres de même type, forme et dimension;

CONSIDÉRANT QUE la fenêtre de type "vitrine" à l'étage sera remplacée par deux (2) fenêtres à guillotine ayant une partie centrale de type "vitrine" (soit fenêtre fixe);

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) portes avant seront remplacées par des portes identiques en acier avec une partie vitrée;

CONSIDÉRANT QUE la lucarne sera rénovée tout en conservant son caractère d'origine et ses caractéristiques architecturales, soit par la pose d'un revêtement de déclin de bois gris;

CONSIDÉRANT QUE les galeries et le balcon seront refaits et que les garde-corps seront en aluminium;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures, les garde-corps ainsi que les poteaux seront de la même couleur que ceux remplacés, soit le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble de ces travaux respecte le caractère architectural propre au bâtiment et s'harmonise avec l'ensemble du cadre bâti situé dans le même secteur;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 445 de la rue Brock, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

847/9/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 631 Moisan – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure, soit le remplacement de dix-huit (18) fenêtres sur les murs latéraux pour le bâtiment situé au 631 de la rue Moisan a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer dix-huit (18) fenêtres à guillotine par des fenêtres de même type, forme, dimension et couleur (soit le blanc);

CONSIDÉRANT QUE ce changement respecte le caractère d'origine et les caractéristiques architecturales du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation

extérieure, soit le remplacement de dix-huit (18) fenêtres sur les murs latéraux (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 631 de la rue Moisan, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

848/9/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure et d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 4200 Vachon – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 4200 de la rue Vachon a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur de la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain et de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à:
- aménager la portion avant du terrain;
- peindre une partie du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les cases de stationnement sont localisées dans la cour avant donnant sur le boulevard Patrick et que la visibilité de celles-ci sur la rue Vachon sera partiellement dissimulée par un écran végétal;

CONSIDÉRANT QUE l'aire d'étalage sera aménagée en deux (2) îlots distincts distancés l'un de l'autre venant ainsi limiter l'impact visuel de l'autoroute Jean-Lesage et seront partiellement cachés par une plantation d'arbustes sur une partie de son périmètre;

CONSIDÉRANT QU'une plantation de seize (16) arbres ayant une hauteur minimale de trois mètres (3 m) sera effectuée le long de la ligne latérale gauche, de la ligne avant sur la rue Vachon et du boulevard Patrick;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager sera réalisé à proximité du bâtiment et qu'il sera composé de plusieurs arbres, arbustes et fleurs ainsi que d'un muret et d'un trottoir;

CONSIDÉRANT QUE les surfaces vouées au stationnement et à la circulation des véhicules sur le site seront pavées;

CONSIDÉRANT QUE la partie avant du terrain sera gazonnée;

CONSIDÉRANT QU'une partie de l'étalage et de l'entreposage extérieurs seront effectués dans la cour arrière du bâtiment (partie donnant sur le boulevard Patrick);

CONSIDÉRANT QU'une clôture opaque et une plantation d'arbres dans la cour avant viendront dissimuler la visibilité de l'étalage et de l'entreposage extérieurs de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement du terrain permet d'être fonctionnel et esthétique tout en contribuant à rehausser l'image de prestige aux abords de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE le projet de rénovation extérieure consiste à peindre la partie supérieure en saillie du bâtiment d'une couleur vert forêt;

CONSIDÉRANT QUE la couleur choisie est sobre, s'agence avec celle existante sur le bâtiment et est compatible avec les couleurs des bâtiments situés dans le même environnement;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'aménagement du terrain et les travaux de rénovation extérieure (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 4200

de la rue Vachon, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

849/9/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 635 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'établissement situé au 635 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute installation d'enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architectural;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer sur le mur extérieur, une enseigne constituée d'une plaque de bois recouverte d'un aluminium blanc avec des lettres découpées et surélevées;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs du lettrage (noir), du fond de l'enseigne (blanc), de la ligne du pourtour (noir) soulignée d'une autre ligne (or mat) et des deux (2) extrémités (bourgogne) sont sobres et ne rendent pas l'affichage prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE cette enseigne murale s'harmonise avec celle déjà existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera éclairée par projection avec une structure de type "col de cygne" peinte de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale quant à sa forme, son éclairage, les types de matériaux utilisés et les couleurs, s'harmonise avec l'ensemble du cadre bâti;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une enseigne sur bâtiment (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 635 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

850/9/99 - Refus des travaux d'une nouvelle construction pour l'immeuble situé au 777 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction neuve pour le bâtiment situé au 777 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle construction est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE suite aux première et deuxième présentations du projet, des modifications ont été apportées au bâtiment, soit:

- la modification du jeu de volume créé par une installation particulière des panneaux (jeu d'avancés et de retraits);
- l'ajout de plantation d'arbres à proximité du bâtiment;
- l'ajout d'un enclos à déchets adjacent au mur latéral droit du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit général du bâtiment demeure le même;

CONSIDÉRANT QUE l'architecture du bâtiment pourrait être plus modulée de façon à offrir un gabarit de bâtiment plus important;

CONSIDÉRANT QUE les proportions entre le bâtiment et la marquise rendent cette dernière **prédominante** dans le paysage au détriment du bâtiment principal diminuant du même coup l'importance de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE la couleur proposée pour le revêtement du bâtiment, soit le gris pâle, ainsi que le type de matériau, soit un panneau de béton léger sur lequel est appliqué un revêtement d'acrylique, pourraient favoriser une intégration de celui-ci à son environnement;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de la marquise, soit le rouge et le noir, s'inscrivent en contraste avec la couleur du bâtiment tout en ne favorisant pas son intégration avec l'environnement construit;

CONSIDÉRANT QU'il serait souhaitable d'atténuer l'impact des couleurs dominantes de la marquise (soit le rouge et le noir);

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager est abondant et bien planifié, celui-ci serait suffisant pour permettre une harmonisation du projet avec l'environnement construit;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet ne respecte pas les objectifs et critères établis par la Ville pour ce secteur, compte tenu du traitement architectural proposé pour le bâtiment et la marquise;

CONSIDÉRANT QUE les modifications proposées ne modifient pas de façon suffisante les projets antérieurs déposés;

CONSIDÉRANT QUE les exigences corporatives ne peuvent être substituées aux critères d'évaluation en application;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville refuse le projet tel que déposé et exige que des ajustements importants soient apportés au projet, notamment au niveau:
- des proportions entre la marquise et le bâtiment;
- du choix et de la proportion des couleurs sur la marquise;

pour le bâtiment situé au 777 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

851/9/99 - Acceptation partielle des travaux d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 570 Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de réaménagement des aires de stationnement et des entrées charretières pour le bâtiment situé au 570 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de réaménagement des aires de stationnement et des entrées charretières sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architectural;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à:
- réaménager une partie des aires de stationnement, soit celles des employés, des cadres et des médecins, des visiteurs, du groupe interval et de l'urgence;
- réaménager certaines entrées charretières sur les rues Dunkin, Heriot et l'avenue des Frères;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement pour les employés localisées dans la cour arrière seront partiellement pavées et que ces travaux ont peu d'impact sur l'apparence générale du site;

CONSIDÉRANT QUE le projet prévoit l'aménagement de bandes de verdure, soit deux (2) près de la sortie du stationnement des visiteurs sur la rue avenue des Frères et une (1) autre près de l'intersection de la rue Heriot et de l'avenue des Frères (ancienne entrée charretière des médecins);

CONSIDÉRANT QUE l'entrée charretière donnant accès à l'entrée principale du bâtiment sur la rue Heriot, sera réaménagée et qu'un aménagement paysager est prévu près de la marquise;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de nouvelles aires de stationnement augmentent de dix-neuf (19) le nombre total de cases de stationnement pour le groupe interval et l'urgence;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de ces cases de stationnement a peu d'impact sur le site et que des arbres sont prévus pour limiter leur visibilité;

CONSIDÉRANT QUE le réaménagement des entrées charretières est effectué dans le but d'améliorer la circulation sur le site;

CONSIDÉRANT QUE sur l'ensemble du site, douze (12) arbres d'une hauteur minimale de quatre mètres (4 m) et d'un diamètre de cent millimètres (100 mm) seront plantés;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement d'une aire de stationnement (43 cases) en cour avant du bâtiment nécessitera la coupe d'au moins quatorze (14) arbres matures;

CONSIDÉRANT QUE ces arbres présentent un grand intérêt quant à leur conservation;

CONSIDÉRANT QUE la coupe de ces arbres créera une énorme perte pour le paysage urbain;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville:

- refuse les travaux d'aménagement de l'aire de stationnement (43 cases) en cour avant du bâtiment;
- autorise tous les autres travaux mineurs d'aménagement de terrain (tel que ci-dessus mentionné);

pour le bâtiment situé au 570 de la rue Heriot, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

852/9/99 - Demande au M.A.M. – Extension de délai – Programme de remise en état des équipements municipaux endommagés par le verglas

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu:

- que la Ville de Drummondville demande au Ministre des Affaires municipales et de la Métropole de prolonger le délai d'exécution des travaux arboricoles prévu au protocole d'entente survenu entre le Ministre et la Ville de Drummondville, relativement à une aide financière à être versée dans le cadre du Programme d'aide financière à la remise en état des équipements municipaux endommagés par le verglas de janvier 1998;

- que l'autorisation à cette demande de prolongation du délai de réalisation des susdits travaux permette que ceux-ci soient réalisés le 1er juillet 2000;

- qu'une réponse à la présente demande soit apportée pour le 30 septembre 1999, au plus tard.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

853/9/99 - Acceptation de l'offre d'achat de Mme Céline Trottier – Pties du lot 123 du cadastre du Canton de Grantham

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville accepte l'offre d'achat de Mme Céline Trottier pour parties du lot 123 du cadastre du Canton de Grantham longeant le boulevard René-Lévesque.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

854/9/99 - Renouvellement de caution d'un emprunt de 80 000 $ – Club de Hockey Drummond inc.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville renouvelle la caution d'un emprunt de 80 000 $ consenti par la Caisse Populaire Desjardins de Drummondville à Club de Hockey Drummond inc., et ce pour une période d'un (1) an et sujet à l'approbation de la Ministre des Affaires municipales suivant l'article 28,3 de la Loi sur les Cités et Villes. La Ville assume les intérêts sur ledit emprunt pour une période de douze (12) mois.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

855/9/99 - Acte de mainlevée et consentement à la radiation du préavis d'exercice – Société en Commandite Centre Industriel Motelin enr.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville accorde mainlevée et consente à la radiation du préavis d'exercice qu'elle a exécuté sous seing privé le 11 novembre 1994 contre Société en Commandite Centre Industriel Motelin enr., publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Drummond, le 22 novembre 1994, sous le numéro 364074 et requiert l'officier de la publicité des droits de la circonscription foncière de Drummond de procéder à la radiation de ce préavis d'exercice.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

856/9/99 - Subvention de 300 $ - Association féminine d'éducation et d'action sociale

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 300 $ à l'Association féminine d'éducation et d'action sociale à titre de subvention spéciale 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

857/9/99 - Achat et réalisation de travaux d'installation de quatre (4) enregistreuses de débordement

Considérant l'entente signée entre le ministère de l'Environnement du Québec et la Ville de Drummondville, relativement à l'exécution et au financement des ouvrages pour l'assainissement des eaux usées;

Considérant l'entente signée entre la Société québécoise d'assainissement des eaux et la Ville de Drummondville, relativement à l'exécution et au financement des ouvrages pour l'assainissement des eaux usées.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville:

- procède elle-même à l'achat et la réalisation de travaux d'installation de quatre (4) enregistreuses de débordement pour un montant de 5 500 $;

- recouvre de la Société québécoise d'assainissement des eaux, le coût défrayé pour ces travaux estimés à 5 500 $, conformément à la procédure de réalisation de travaux en régie émise par la Société ainsi qu'au certificat d'autorisation émis par le ministère de l'Environnement si requis.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

858/9/99 - Autorisation à la Ville de Trois-Rivières-Ouest – Demande de soumissions publiques pour la fourniture de produits chimiques

Considérant que le regroupement intermunicipal d'achat favorise la diminution des prix de base des produits chimiques, l'accroissement de la concurrence au niveau des produits non-différenciés et l'accroissement du ratio performance/coût au niveau de l'utilisation des produits substituts;

Considérant la proposition de la Ville de Trois-Rivières-Ouest de procéder, au nom des municipalités intéressées, à un achat regroupé pour la fourniture des produits chimiques pour l'année 2000;

Considérant l'article 29.9.1 de la Loi sur les Cités et Villes;

Considérant que la municipalité désire procéder à cet achat regroupé pour la fourniture des produits chimiques pour le traitement des eaux selon les quantités amplement décrites sur notre bon de commande préparé par le responsable du Service de l'approvisionnement;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu :

1° QUE la Ville de Drummondville confie à la Ville de Trois-Rivières-Ouest le mandat de procéder, en son nom et avec les autres municipalités intéressées, à un achat regroupé pour la fourniture des produits chimiques pour le traitement des eaux, nécessaire pour les activités de la municipalité pour l'année 2000, et ce afin d'obtenir les produits et les quantités amplement décrites sur notre bon de commande préparé par le responsable du Service de l'approvisionnement;

2° QUE la Ville de Drummondville s'engage, si la Ville de Trois-Rivières-Ouest adjuge un contrat, à respecter les termes du présent mandat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

3° QU'une copie de la présente résolution et du bordereau de commande soient transmises à la Ville de Trois-Rivières-Ouest.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

859/9/99 - Mandat à René Laporte & associés enr. – Consultant en assurances

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services professionnels de René Laporte & associés enr. aux fins d'agir à titre de consultant en assurance responsabilité pour la période du 1er septembre 1999 au 1er septembre 2000, le tout selon l'offre de services soumise.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

860/9/99 - Protocole d'entente avec la Corporation de la Cité des Loisirs (C.L.) inc. – Gestion du ski de fond, saison hivernale 1999/2000

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-

greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Corporation de la Cité des Loisirs (C.L.) inc. pour la gestion du ski de fond.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1999/2000 et comprend le versement d'une subvention de 20 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

861/9/99 -- Subvention de 10 000 $ - Pavillon Thématique Drummond

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 10 000 $ au Pavillon Thématique Drummond pour l'aménagement d'aires de stationnement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

862/9/99 - Autorisation à la Légion Royale Canadienne – Tenue d'un défilé dans les rues

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Légion Royale Canadienne à tenir un défilé dans les rues le 7 novembre 1999, le tout selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique.

De plus, la Ville de Drummondville consent à défrayer le coût d'une couronne de 65 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

La conseillère Estelle Demers se retire pour la décision dans le dossier suivant.

863/9/99 - Autorisation à Pierre Demers Moto Sport – Installation d'un abri temporaire (tente)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Pierre Demers Moto Sport à installer un abri temporaire (tente) sur le terrain de son commerce situé au 620 boulevard St-Joseph Ouest, les 8 et 9 octobre 1999, et ce pour une fin de semaine portes ouvertes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

La conseillère Estelle Demers reprend son siège.

864/9/99 - Appui au projet de Promotions Ad Librum inc.

Attendu que la Ville de Drummondville possède des sites exceptionnels qu'elle veut promouvoir et qu'elle considère représentatifs du territoire;

Attendu que la Ville de Drummondville est désireuse de participer avec le promoteur à cet important projet de concertation et de promotion régionales, en proposant des choix de sites et d'artistes.

Attendu que Promotions Ad Librum inc. souhaite inclure la municipalité comme partie intégrante de son album de prestige en y intégrant au maximum dix pages-tableaux;

Attendu que le seul engagement pour la municipalité se limite à la réservation de vingt-cinq (25) albums pour chaque page-tableau qui lui est réservée dans l'album de prestige;

Attendu que les albums seront livrés en juin 2000, pour être payables au tarif unitaire de 59 $ plus TPS;

Attendu que ce projet n'engage que le prochain budget et que l'échéancier facilite la prospection de partenaires du milieu municipal pour contribuer à son financement;

Attendu que la grande majorité des municipalités du Centre-du-Québec ont adhéré à ce projet de concertation et de promotion régionales;

Attendu que les MRC de la région du Centre-du-Québec et les principaux agents socio-économiques ont signifié leur appui et collaborent à ce projet;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville appuie le projet de Promotions Ad Librum inc., participe au choix des sites et des artistes, valide les informations présentées sur la Ville, s'engage à acheter un minimum de vingt-cinq (25) albums de prestige pour chaque page-tableau présente dans l'album et que des crédits soient autorisés au montant correspondant.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

865/9/99 - Autorisation à Moto Club Drummond inc. – Circulation sur le territoire de la Ville

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Moto Club Drummond inc. à circuler à certains endroits sur le territoire de la Ville, soit:

- Chemin de l'aéroport, du boulevard St-Joseph au boulevard Allard;

- Dans le Rang 5 de Drummondville, face au Club de Golf, à partir de la route Rodier direction Sud jusqu'à une distance approximative de 2.3 kilomètres.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

866/9/99 - Demande d'exemption de taxes de Carrefour jeunesse-emploi Drummond

Attendu que Carrefour jeunesse-emploi a soumis à la Commission municipale du Québec une demande pour fins d'exemption de la surtaxe sur les immeubles non-résidentiels;

Attendu que la Commission municipale du Québec consulte la Ville de Drummondville avant de se prononcer sur cette demande conformément aux prescriptions du paragraphe 10 de l'article 204, l'article 208.1 et l'article 236.1 de la Loi sur la fiscalité municipale;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville informe la Commission municipale du Québec qu'il accepte d'avance sa décision.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

867/9/99 - Entente avec M. Michel Ally – Prise de préretraite

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec M. Michel Ally relative aux conditions de sa préretraite prenant effet le 1er avril 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

868/9/99 - Entente avec M. Gilles Charest – Prise de préretraite

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-

greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec M. Gilles Charest relative aux conditions de sa préretraite prenant effet le 1er avril 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

869/9/99 - Entente avec M. Gilles Raîche – Prise de préretraite

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la mairesse et la greffière soient et sont par la présente autorisées à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec M. Gilles Raîche relative aux conditions de sa préretraite prenant effet le 1er avril 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

870/9/99 - Abolition du poste de greffier adjoint

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'abolition du poste de greffier adjoint, et ce à compter du 1er avril 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

871/9/99 - Abolition du poste de surintendant aux édifices et parcs

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'abolition du poste de surintendant aux édifices et parcs, et ce à compter du 1er avril 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

872/9/99 - Nomination de M. Alain Boisvert à titre de directeur à l'approvisionnement

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que M. Alain Boisvert soit nommé au poste de directeur à l'approvisionnement à compter du 1er avril 2000, et ce selon la grille salariale 2000 pour cette fonction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

873/9/99 - Changement de statut d'employé – Mme Sophie Beaudoin

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le changement de statut d'employé de Mme Sophie Beaudoin, passant de préposée aux communications à temps partiel régulier à préposée aux communications à l'essai.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

874/9/99 - Changement de statut d'employé – M. Michel Landry

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le changement de statut d'employé de M. Michel Landry, passant de préposé aux communications à temps partiel régulier à préposé aux communications à l'essai.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

875/9/99 - Mandat à M. Clermont Gagné – Instructeur en communications

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville mandate M. Clermont Gagné aux fins d'agir à titre d'instructeur en communications, et ce pour une période de trois (3) semaines.

Les honoraires sont établis à 1 875 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

876/9/99 - Vente d'un terrain industriel à Loco 2002 inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Loco 2002 inc. une partie du lot 167 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 11 221,2 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Martin Paradis en date du 15 septembre 1999 (numéro de dossier: A-1237 - numéro de minute: 1855), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit trente-trois mille six cent soixante-trois dollars et soixante cents (33 663,60 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Jean Shooner et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

877/9/99 - Modification du règlement no 2773 quant à la participation du promoteur (rue St-Onge)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu:

QUE le troisième "considérant" du règlement municipal numéro 2773 soit et est remplacé par ce qui suit:

> CONSIDÉRANT QU'une entente interviendra sous peu avec le promoteur, prévoyant que les coûts estimés que ce dernier devra assumer pour la réalisation des travaux d'infrastructures urbaines demandés, soit une somme évaluée à 249 900 $, et que le promoteur acquittera cette somme sur une période de cinq (5) ans, moyennant un intérêt annuel devant s'y ajouter;

QUE le septième "considérant" du règlement municipal numéro 2773 soit et est remplacé par ce qui suit:

> CONSIDÉRANT QU'il est nécessaire pour la Ville d'effectuer un emprunt pour payer le coût de ces travaux, lesquels totalisent une somme de 847 300 $, le promoteur payant sa part des travaux conformément à ce qui est prévu au présent règlement et à une entente à intervenir à ce sujet avec ledit promoteur;

QUE l'article 4 du règlement municipal numéro 2773 soit et est remplacé par ce qui suit:

> 4. La Ville de Drummondville précise que le promoteur assume sa part des travaux évaluée à 249 900 $, en versements annuels égaux établis selon le coût réel des travaux, des honoraires et d'intérêts annuels, sur une période de cinq (5) ans.
>
> Afin de pourvoir au paiement des travaux assumés par le promoteur, la Ville de Drummondville affecte les sommes nécessaires à même ses fonds généraux.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

878/9/99 - Maintien d'un lieu de résidence à l'intérieur des limites de la Ville ou d'un territoire bien délimité – Employés municipaux

Considérant que la Ville de Drummondville se fait un devoir de promouvoir le sentiment d'appartenance de ses employés à la communauté drummondvilloise;

Considérant que dans la poursuite, notamment, de cet objectif, la Ville de Drummondville a adopté le règlement no 2034 statuant sur le lieu de résidence des employés de la Ville de Drummondville, en date du 15 janvier 1990;

Considérant que la Ville de Drummondville favorise l'embauche de personnes résidant à l'intérieur de ses limites territoriales;

Considérant le jugement prononcé par la Cour suprême, le 31 octobre 1997, concernant l'imposition d'un lieu de résidence dans l'affaire Ville de Longueuil c. Michèle Godbout;

Considérant qu'après étude de ce jugement, la Ville de Drummondville désire prendre les dispositions pour adapter sa réglementation aux critères énoncés à ladite décision;

Considérant que la Ville de Drummondville a procédé à l'étude des fonctions occupées par ses employés et manifesté le désir de maintenir une obligation de résidence pour certaines de ses fonctions;

Considérant que pour les fonctions ci-après énumérées, la Ville de Drummondville considère que le maintien d'un lieu de résidence à l'intérieur des limites fixées est une condition essentielle d'embauche et de maintien d'emploi;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que:

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente résolution pour valoir à toutes fins que de droit;

2. Compte tenu de la nature de leurs fonctions, de la connaissance du milieu requise et des décisions qu'ils sont appelés à prendre pour la collectivité drummondvilloise, les employés permanents de la Ville ci-après nommés doivent, comme condition essentielle d'embauche et de maintien de leur lien d'emploi, établir leur résidence principale à l'intérieur des limites de la Ville de Drummondville dans un délai de trois (3) mois suivant la date d'obtention de leur permanence et/ou l'y maintenir;

3. Les employés visés à l'article 2 sont les suivants:
   - ® le directeur général;
   - ® le greffier;
   - ® le directeur du service de la Sécurité publique;
   - ® le directeur général adjoint / Services administratifs;
   - ® le directeur général adjoint / Services techniques;
   - ® le directeur adjoint du service de la Sécurité publique;
   - ® les capitaines du service de la Sécurité publique;
   - ® le directeur du service d'Urbanisme;
   - ® le directeur du service des Travaux publics;
   - ® le directeur du service Loisir et vie communautaire;

4. Compte tenu de la nature de leurs fonctions, de la rapidité d'intervention pouvant être requise dans l'exercice desdites fonctions, les employés de la Ville ci-après nommés doivent, comme condition essentielle d'embauche et de maintien de leur lien d'emploi, établir leur résidence principale à une distance routière maximale de vingt kilomètres (20 km) de leur lieu habituel de travail dans un délai de trois (3) mois suivant la date d'obtention de leur permanence et/ou l'y maintenir;

5. Les employés visés à l'article 4 sont les suivants:
   - ® le chef d'exploitation de l'usine de traitement des eaux (U.T.E.);
   - ® le chef d'exploitation de l'usine de traitement des eaux usées (U.T.E.U.);
   - ® le contremaître aux ateliers mécaniques;
   - ® les contremaîtres des travaux publics;

- ® les employés de la voirie responsables de l'entretien et/ou de la fermeture du réseau d'aqueduc;
- ® les opérateurs d'épandeurs d'abrasifs;
- ® le responsable du service des Communications;
- ® le directeur du service de l'Approvisionnement;
- ® les policiers et pompiers de la Ville de Drummondville, lesquels sont régis par les dispositions édictées par le règlement numéro 2785 en voie d'adoption;

6. De plus, tout employé permanent à l'emploi de la Ville, lors de l'entrée en vigueur de la présente résolution, dont la résidence principale est située à l'extérieur des limites précitées voit ses droits acquis reconnus.

   Toutefois, si cet employé vient à déménager pour quelques motifs que ce soit, il devra, comme condition essentielle de maintien de son emploi, établir sa nouvelle résidence principale suivant les normes édictées à la présente résolution et l'y maintenir.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

879/9/99 - Avis de motion d'un règlement – Lieu de résidence des pompiers et policiers de la Ville de Drummondville

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (2785) statuant sur le lieu de résidence des pompiers et policiers de la Ville de Drummondville, lequel remplace le règlement numéro 2034 et ses amendements s'il y a lieu.

880/9/99 - Avis de motion d'un règlement – Services relatifs à l'application des règlements municipaux

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement (2789) par lequel la Ville de Drummondville statuera qu'en fonction de l'application de ses règlements municipaux, elle limite les services qu'elle donne à ceux habituellement fournis par elle excluant cependant tous contrôles, surveillances, évaluations, inspections ou vérifications liés à la conformité à l'an 2000.

881/9/99 - Avis de motion d'un règlement – Amendement au règlement no 2590

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (2790) amendant le règlement no 2590 (programme de revitalisation pour stimuler le développement dans les parcs industriels et les secteurs industriels de la Ville de Drummondville) de façon à modifier les secteurs.

882/9/99 - Avis de motion d'un règlement – P.I.A.

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (2787) amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 dans le but:

- d'assujettir l'ensemble des terrains compris dans les zones commerciales C01-14, C01-12 et C01-17 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 11 du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturales no 2526; ces zones étant délimitées au plan de zonage faisant partie intégrante du règlement de zonage no 2520.

883/9/99 - Avis de motion d'un règlement – Amendement au règlement no 2700 (stationnement de la Garderie)

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement (2788) amendant le règlement no 2700, soit l'article 699, de manière à y inclure le stationnement de la Garderie.

884/9/99 - Adoption du second projet de règlement no 2780-1 - Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 2780-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'autoriser, en tant qu'usage spécifiquement permis, un usage de vente et location de véhicules et équipements relatifs à l'agriculture et au jardinage dans la zone industrielle I01-02 en plus des usages qui y sont déjà autorisés et d'assujettir ledit usage, aux normes déjà en application dans cette zone;

B) d'autoriser, en tant qu'usage spécifiquement permis, un usage de type "refuge animalier incluant les services connexes" dans la zone industrielle I11-05 en plus des usages qui y sont déjà autorisés et d'assujettir celui-ci aux normes déjà en application dans cette zone;

soit et est adopté;

2^{o} QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

885/9/99 - Adoption du second projet de règlement no 2784-1 - Zonage

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault,
appuyé par la conseillère Réjeanne Viens,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 2784-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier la marge de recul applicable à la zone commerciale C03-17, soit en y supprimant l'application des articles 11.1.1, 11.1.1.1 et 11.1.2 relatifs au calcul d'une moyenne tenant compte de la présence de bâtiments déjà érigés sur les terrains adjacents.

soit et est adopté;

2^{o} QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

886/9/99 - Adoption du règlement no 2782 – Amendement au règlement no 2700 concernant le permis de stationnement régulier

Lecture est donnée du règlement no 2782 amendant le règlement no 2700 concernant le permis de stationnement régulier.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

887/9/99 - Adoption du règlement no 2775-1 – Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2775 a été donné (réf: 772/8/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi

sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2775-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'augmenter pour la zone industrielle I06-01,de quinze mètres (15 m) à quarante mètres (40 m) la largeur maximale d'une entrée charretière pour véhicules lourds lorsque celle-ci est pour entrer et/ou sortir;

B) d'agrandir les zones d'habitation H02-02 et H02-03 à même une partie de la zone d'habitation H02-01 de manière à tenir compte de la limite de la zone tampon et de remplacer la classe d'usages "bifamiliale et trifamiliale (h_2)" de type isolé par la classe d'usages "habitation unifamiliale (h_1)" de type isolé ainsi que de prévoir les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment relativement à cette nouvelle classe d'usages;

C) d'agrandir la zone commerciale C01-13 à même une partie de la zone commerciale C01-10 actuelle et diminuer la superficie et la largeur minimale de terrain;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Intervenants: a) M. Jacques Létourneau (président, Corporation de développement centre-ville de Drummondville)
b) M. Gendron (Cinéma Capitol)
c) M. Roland Gagné

a) M. Jacques Létourneau

Mme la mairesse confirme que la discussion est amorcée. La décision ne peut être prise à l'intérieur d'une semaine, les enjeux sont importants pour la Ville et les commerçants. Des vérifications sont faites auprès de certaines villes. L'impact est différent de ville en ville. La proposition de la Corporation ne fait pas l'unanimité auprès de ses membres.

Qu'advient-il des vignettes?

La Ville perçoit un revenu des parcomètres, mais des dépenses inhérentes et récurrentes doivent être prises en compte.

Le manque à gagner est évalué à environ 146 000 $ et ce montant n'inclut pas les billets de stationnement.

M. Létourneau précise que 95 % des répondants au sondage sont favorables; 6 800 signatures apparaissent au sondage.

b) M. Gendron

M. Gendron déplore le fait que la Corporation ne tienne pas compte de ses attentes.

Mme la mairesse assure que le Conseil recherche une entente qui satisfasse toutes les parties.

c) M. Roland Gagné

M. Gagné souligne que la piste cyclable sur le viaduc de la rue Jean-de-Brébeuf risque de causer des pertes de vie. Il trouve que l'aménagement est excessivement dangereux et souhaite que des modifications soient apportées.

Mme la mairesse assure M. Gagné que des vérifications seront faites.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le 4 octobre 1999.

888/9/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 15 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

4 octobre 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 4 octobre 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

896/10/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Proclamation – "Mois de la prévention des incendies"

Madame la mairesse proclame le mois d'octobre "Mois de la prévention des incendies".

Proclamation – "Semaine des bibliothèques"

Madame la mairesse proclame la semaine du 17 au 23 octobre 1999 "Semaine des bibliothèques".

897/10/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 20 septembre 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 20 septembre 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

898/10/99 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 27 septembre 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 27 septembre 1999 à 15 h 00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

899/10/99

1- Site de transmission radio – Service de la sécurité publique (Soumissions ouvertes le 29 septembre 1999)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par le capitaine Jean Fortier, C.D.E., Division des enquêtes criminelles, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la soumission de Elyps soit retenue pour une location de cinq (5) ans payable à raison de 1 697,35 $ par mois, étant la plus basse soumission conforme.

Le directeur par intérim du Service de la sécurité publique est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

900/10/99

2- Travaux arboricoles – Programme de remise en état des équipements municipaux endommagés par le verglas de janvier 1998 (No 3099020) (soumissions ouvertes le 30 septembre 1999)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C., et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que les soumissions suivantes, incluant les taxes, soient retenues pour les lots ci-dessous identifiés:

- **Proformen**: - pour le lot 1, au montant de 47 185,38 $
  - pour le lot 3, au montant de 65 148,94 $
  - pour le lot 5, au montant de 61 569,63 $
- **Entreprises Giroux Arbres et Services** pour le lot 2, au montant de 91 913,23 $
- **Services Paysagistes Drummond Inc.** pour le lot 4, au montant de 84 685,94 $

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec chacun des entrepreneurs retenus.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

901/10/99

3- Réparation – Piscine Woodyatt (No 99-0074)
(Soumissions ouvertes le 1er octobre 1999)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de Piscines Dynamique 1992 inc. soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

902/10/99

4- Fourniture de fleurs (printemps 2000) (No 99-0073)
(Soumissions ouvertes le 30 septembre 1999)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que les soumissions suivantes soient retenues:

		Montant total (taxes incluses)
Section A et B	**Les Serres Binette inc.**	10 630,18 $
Section C	**Centre de jardin et serres Vincent inc.**	4 123,65 $

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'acquisition des fleurs.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

- Municipalité de la Paroisse de St-Lucien (retrait de l'entente "Cour Municipale");
- Grami (campagne de financement 1999);
- Société de l'assurance automobile du Québec (célébration de la fête de l'Halloween le 31 octobre 1999);
- Club de natation Les Requins de Drummondville (demande de construction d'une nouvelle piscine);
- Corporation de développement centre-ville de Drummondville (stationnement gratuit à durée limitée au centre-ville).

903/10/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 7 septembre 1999 au 4 octobre 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 11 181 685,64 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

904/10/99 - Dépôt et acceptation de la politique familiale

La conseillère Dominique Thériault dépose la politique familiale proposée par le Comité de la famille.

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville accepte la politique familiale telle que déposée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

905/10/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé aux 21-23 rue Prince

CONSIDÉRANT QU'une demande a été dûment présentée afin d'obtenir une dérogation mineure à l'égard des marges latérales et arrière applicables à un garage détaché relativement au bâtiment situé aux 21-23 de la rue Prince;

CONSIDÉRANT QUE le garage visé est déjà construit et qu'un permis de construction a été émis le 13 juillet 1970;

CONSIDÉRANT QUE les marges indiquées audit permis sont de zéro virgule quatre-vingt-onze mètre (0,91 m);

CONSIDÉRANT QUE le règlement actuel fixe à un mètre (1 m) les marges minimales à respecter;

CONSIDÉRANT QUE le garage a été construit d'une dimension inférieure à celle autorisée par le permis;

CONSIDÉRANT QUE la plus petite distance repérée entre un mur du bâtiment et une ligne de terrain est de zéro virgule cinquante-quatre mètre (0,54 m);

CONSIDÉRANT QUE la construction semble avoir été réalisée de bonne foi;

CONSIDÉRANT le niveau de précision disponible à l'époque quant à la localisation exacte des lignes de terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation dudit garage ne semble pas porter de préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure à l'égard des marges minimales à respecter pour les lignes latérales et arrière de terrain fixant celles-ci à zéro virgule cinquante-quatre mètre (0,54 m) plutôt que un mètre (1 m), tel que stipulé au règlement de zonage, et ce pour le bâtiment situé aux 21-23 de la rue Prince.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

906/10/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 2200 rue Louis-Félix

CONSIDÉRANT QU'une demande a été dûment présentée afin d'obtenir une dérogation mineure à l'égard de la marge latérale minimale relativement au bâtiment situé au 2200 de la rue Louis-Félix;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment en cour arrière sur une dimension d'environ vingt-sept mètres par soixante-quatre mètres (27 m x 64 m);

CONSIDÉRANT QUE cette portion de bâtiment sera utilisée à des fins d'entreposage de produits finis, prêts pour l'expédition;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement interne du bâtiment favorise la construction de cette portion "entrepôt" à cet endroit (progression de la production et bureau de contrôle);

CONSIDÉRANT QU'une large proportion de l'expédition des produits fabriqués se fait l'hiver, à compter du mois de janvier, et qu'il est important d'éviter que les portes utilisées pour l'expédition donnent vers le nord-ouest;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des portes d'expédition proposée sur l'agrandissement projeté minimise cet inconvénient;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble de ces considérations favorise une construction avec une portion de bâtiment qui ne s'inscrit pas dans l'alignement du mur latéral du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le décroché créé par l'agrandissement rapproche cette portion de bâtiment de la ligne latérale de terrain, et ce en deçà de la marge minimale prescrite au règlement, soit trente mètres (30 m);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement sera en fait à dix-sept mètres (17 m) de la ligne de terrain visée;

CONSIDÉRANT QUE cette marge constitue un dégagement convenable à partir des lignes de terrains résidentiels adjacents;

CONSIDÉRANT QUE l'entreprise a acquis du terrain afin d'avoir plus de latitude afin de réaliser ses projets d'expansion;

CONSIDÉRANT QUE seulement vingt-sept virgule cinq mètres (27,5 m) de la longueur totale du bâtiment, soit cent vingt-six mètres (126 m) lorsque agrandi, ne respectera pas la marge de trente mètres (30 m) indiquée au règlement (soit environ 22%);

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de portes de chargement/déchargement n'aura pas pour effet d'accroître la circulation de véhicules sur ce côté du bâtiment puisque déjà tous les véhicules pour la réception et l'expédition de marchandises utilisent la voie d'accès adjacente à l'agrandissement projeté;

CONSIDÉRANT QUE la marge minimale de trente mètres (30 m) apparaît toujours appropriée afin de limiter les contraintes de voisinage entre les résidences et l'industrie;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure applicable à la marge latérale minimale du bâtiment fixant celle-ci à dix-sept mètres (17 m) plutôt que trente mètres (30 m), mais ce **seulement** pour la portion de mur du bâtiment qui sera agrandi, soit sur une distance maximale de vingt-huit mètres (28 m), et ce pour le bâtiment situé au 2200 de la rue Louis-Félix.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

907/10/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 570 rue Heriot

CONSIDÉRANT QU'une demande a été dûment présentée afin d'obtenir une dérogation mineure ayant pour objet de permettre l'aménagement d'une nouvelle entrée charretière, et ce pour l'établissement situé sur le lot 671, soit au 570 de la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE le nombre d'entrées charretières pour un terrain d'usage communautaire est fixé à quatre (4) entrées charretières maximum et la largeur maximale desdites entrées à dix mètres (10 m);

CONSIDÉRANT QUE le site visé est un terrain d'angle transversal borné par les rues Dunkin, Heriot et l'avenue des Frères, d'où une répartition des entrées charretières actuelles;

CONSIDÉRANT QUE le nombre d'entrées charretières excède déjà le nombre total maximal autorisé, soit dix (10) au lieu de quatre (4), mais que celles-ci bénéficient de droits acquis;

CONSIDÉRANT QUE suite aux travaux de rénovation de l'hôpital, le demandeur désire aménager une nouvelle entrée charretière sur la rue Dunkin, vis-à-vis le service des urgences, afin de permettre une circulation adéquate et sécuritaire des véhicules;

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle entrée charretière (entrée G sur le plan) serait réservée à la sortie des véhicules des usagers de l'urgence et que la localisation proposée est à proximité de l'entrée charretière existante (entrée H sur le plan) réservée à l'entrée desdits véhicules;

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle entrée charretière proposée **remplacerait** une entrée déjà existante (soit celle située à proximité de l'intersection de l'avenue des Frères et de la rue Heriot (entrée C sur le plan)) et par le fait même, **conserverait** le nombre total que l'on retrouve actuellement pour ce terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de cette nouvelle entrée charretière ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à permettre l'aménagement d'une nouvelle entrée charretière sur la rue Dunkin (entrée G sur le plan) **en remplacement** d'une déjà existante (soit celle située à proximité de l'intersection de l'avenue des Frères et de la rue Heriot (entrée C sur le plan)), **conservant** ainsi le nombre total à dix (10) entrées charretières au lieu de quatre (4), et ce pour l'établissement situé sur le lot 671, soit au 570 de la rue Heriot.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

908/10/99 - Dépôt du procès-verbal (21/09/99) – C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 21 septembre 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

909/10/99 - Dépôt du procès-verbal (29/09/99) – C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 29 septembre 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

910/10/99 - Refus des travaux d'installation de deux enseignes sur auvent pour l'immeuble situé au 645 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation de deux (2) enseignes sur auvent pour le bâtiment situé au 645 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute installation de nouvelles enseignes sur auvent est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser deux (2) enseignes sur auvent de couleur rouge, soit une (1) donnant sur le boulevard St-Joseph et une (1) autre sur la rue Foster et à installer quatre (4) petits auvents adjacents à l'enseigne sur auvent donnant sur le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE ce projet d'affichage est très peu différent du projet soumis antérieurement (résolution numéro 351/5/99);

CONSIDÉRANT QUE l'intervention ne permet pas une harmonisation au bâtiment de par la forme, la couleur, le type de matériau, la localisation et le design en général de l'enseigne ainsi qu'aux enseignes existantes sur celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne proposée rend l'affichage prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la dimension de l'enseigne sur auvent donnant sur le boulevard St-Joseph ne permet pas de marquer spécifiquement l'entrée principale;

CONSIDÉRANT QU'il serait préférable de réutiliser l'entablement afin d'harmoniser le type d'affichage aux enseignes déjà existantes sur le bâtiment et celles situées dans le même environnement;

CONSIDÉRANT QUE la proposition d'uniformiser l'entablement d'une même couleur (soit par exemple en bleu) tel que celui de la façade principale, permettrait une meilleure harmonisation des couleurs sur l'ensemble du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville refuse l'installation de deux (2) enseignes sur auvent (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 645 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

911/10/99 - Acceptation des travaux de démolition partielle, d'agrandissement et de rénovation ext. pour l'immeuble situé au 12 Carré Celanese – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition partielle, d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 12 du Carré Celanese a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites des secteurs, sites ou bâtiments présentant un intérêt patrimonial et que, par conséquent, tous les travaux de démolition partielle, d'agrandissement et de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste principalement à:

- démolir l'annexe située sur le côté gauche du bâtiment principal;
- agrandir le bâtiment sur son côté gauche, soit sur une largeur de quatre virgule vingt-sept mètres (4,27 m) par une profondeur de six virgule quatre-vingt-treize mètres (6,93 m);
- changer certaines ouvertures;

- ajouter une galerie à l'arrière et rénover la galerie avant;

CONSIDÉRANT QUE ce secteur est soumis à des principes de conservation d'éléments d'origine et d'architecture traditionnelle existante afin d'en assurer sa continuité;

CONSIDÉRANT QU'il est important de préserver les caractéristiques architecturales existantes dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'annexe sera reconstruite dans l'aire de l'emplacement de celle démolie;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation au sol de l'annexe s'inscrit en continuité avec l'alignement général des bâtiments voisins;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux de revêtement extérieur, soit la brique de couleur similaire à celle sur le bâtiment et l'acrylique de couleur blanc/beige, s'harmonisent entre eux et avec ceux se retrouvant sur les bâtiments voisins;

CONSIDÉRANT QUE la pose de colonnes vient marquer les coins de l'annexe et recréer son style architectural d'antan;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration est de même type et couleur que celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps protégeant le toit terrasse sont constitués de barreaux verticaux de couleur blanche s'harmonisant aux ornementations du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE toutes les portes seront de couleur blanche, composées d'une fenêtre à carreaux;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire conserve le toit de la galerie avant ainsi que ses éléments architecturaux de grande qualité;

CONSIDÉRANT QUE la galerie avant sera reconstruite en béton et bordée de murets de brique de couleur similaire à celle sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la galerie arrière ainsi que certains garde-corps seront refaits, le tout en harmonie avec les caractéristiques architecturales du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition partielle, d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 12 du Carré Celanese, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

912/10/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 452 Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment pour l'établissement situé au 452 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute installation d'enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne murale en bois, à gauche de l'entrée principale;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le blanc et le or (lettres), le bleu (fond), le violet (pourtour), sont des couleurs traditionnelles qui s'harmonisent bien entre elles ainsi qu'avec les couleurs que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible ainsi qu'une bonne intégration de l'enseigne au bâtiment et viennent marquer l'entrée principale;

CONSIDÉRANT QUE les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs et sa localisation) permettent de favoriser le développement de l'identité du secteur;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment (tel que ci-dessus mentionné) pour l'établissement situé au 452 de la rue Lindsay, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

913/10/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau pour l'immeuble situé au 166A rue Marchand – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 166A de la rue Marchand a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, toute installation d'enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne sur poteau composée de bois dont le message sera sculpté;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le violet (pourtour), le bleu et le blanc (fond), le noir et l'or (lettres), le vert, le jaune et le rouge (tournesol), sont des couleurs traditionnelles qui s'harmonisent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE le type d'affichage, sa forme et son design favorisent le développement de l'identité propre du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau sera éclairée par projection avec une structure de type "col de cygne";

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne ne rendent pas celle-ci prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager constitué de plantes ornementales sera réalisé au pied de l'enseigne sur poteau;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 166A de la rue Marchand, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

914/10/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 169 rue Brock – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure, soit le remplacement de cinq (5) fenêtres, pour le bâtiment situé au 169 de la rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer cinq (5) fenêtres à guillotine par des fenêtres de même type, forme et dimension;

CONSIDÉRANT QUE ce changement respecte le caractère d'origine et les caractéristiques architecturales du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure, soit le remplacement de cinq (5) fenêtres (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 169 de la rue Brock, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

915/10/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 350 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment pour l'établissement situé au 350 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute installation d'enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer une (1) enseigne sur bâtiment constituée de lettres détachées de couleur rouge sur la façade latérale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne ne rend pas celle-ci prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE sa forme, son design et la localisation s'intègrent bien au bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 350 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

916/10/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau pour l'immeuble situé au 1027 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 1027 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute installation d'enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer une enseigne sur poteau en bordure du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le jaune, le rouge et le blanc (enseigne) et le bronze foncé (structure), sont des couleurs qui s'harmonisent bien entre elles ainsi qu'avec celles que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent de rendre celle-ci moins prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'environ un virgule quatre-vingts mètre (1,80 m) de largeur sur une profondeur d'environ deux virgule quarante mètres (2,40 m) sera réalisé au pied de l'enseigne sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager sera composé:

- d'un muret de blocs de béton dont la couleur s'apparentera à celle que l'on retrouve sur le bâtiment (ton de brun/beige);
- d'une plantation d'environ dix (10) arbustes;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 1027 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

917/10/99 - Mandat à S.N.C. Lavalin Audet – Travaux de construction d'un égout pluvial sur la rue Bergeron

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme S.N.C. Lavalin Audet aux fins de préparer les plans, les devis et un appel d'offres sur invitation pour la pose des matériaux acquis par la Ville et d'assurer la surveillance des travaux de construction d'un égout pluvial sur la rue Bergeron, entre la rue Hamel et le cours d'eau Noël Bessette.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

918/10/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau pour l'immeuble situé au 1125 rue Ayotte – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 1125 de la rue Ayotte a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur de la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, toute installation d'enseigne sur poteau est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer une (1) enseigne sur poteau en bordure de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le noir et le brun, sont des couleurs qui s'harmonisent bien entre elles ainsi qu'avec celles que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et la forme de l'enseigne s'inspirent des caractéristiques du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent de rendre celle-ci moins prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'environ un virgule cinquante mètre (1,50 m) de largeur sur une profondeur d'environ quatre virgule cinquante mètres (4,50 m) sera réalisé au pied de l'enseigne sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager sera composé:
- d'un muret de blocs de béton dont la couleur s'apparentera à celle que l'on retrouve sur le bâtiment (ton de beige/brun);
- d'une plantation d'environ dix (10) arbustes;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 1125 de la rue Ayotte, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

919/10/99 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour l'immeuble

situé au 300 boulevard Lemire – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 300 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux visés consistent à:
- faire une aire gazonnée;
- ajouter une plantation de quatre (4) arbres;
- recouvrir l'aire de stationnement d'un revêtement bitumineux;
- éliminer une entrée charretière;

CONSIDÉRANT QUE quatre (4) arbres d'une hauteur minimale de trois mètres (3 m) seront plantés dans la bande gazonnée en bordure de l'emprise de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière sera éliminée permettant ainsi de bien orienter la circulation sur le site ainsi que de limiter les conflits de circulation sur la voie publique;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement sera recouverte d'un revêtement bitumineux;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention réalisée constitue un geste significatif en matière d'aménagement paysager dans le secteur;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain (tel que ci-dessus mentionné) au 300 du boulevard Lemire, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

920/10/99 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure pour l'immeuble situé au 226 rue Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure pour l'établissement situé au 226 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à:
- aménager une terrasse extérieure;
- installer un garde-corps;
- faire un aménagement paysager;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse extérieure est aménagée en partie dans la cour avant et en partie dans la cour latérale;

CONSIDÉRANT QUE le projet sera réalisé en conservant les arbres sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux choisis, soit le pavé imbriqué et le garde-corps en fer forgé peint en noir, créent une harmonie entre eux et le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager sera constitué de fleurs et d'arbustes et localisé entre le garde-corps et le trottoir;

CONSIDÉRANT QUE cet aménagement paysager viendra animer la présence de cette terrasse;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble du projet est sobre et s'intègre bien au bâtiment permettant ainsi de préserver l'ensemble de ses caractéristiques architecturales;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 226 de la rue Heriot, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

921/10/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure et d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 4200 rue Vachon – P.I.A. (abrogation de la résolution no 848/9/99 du 20 septembre 1999)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 4200 de la rue Vachon a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur de la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain et de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à:
- aménager la portion avant du terrain;
- peindre une partie du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les cases de stationnement sont localisées dans la cour avant donnant sur le boulevard Patrick et que la visibilité de celles-ci sur la rue Vachon sera partiellement dissimulée par un écran végétal;

CONSIDÉRANT QUE l'aire d'étalage sera aménagée en deux (2) îlots distincts distancés l'un de l'autre venant ainsi limiter l'impact visuel de l'autoroute Jean-Lesage et seront partiellement cachés par une plantation d'arbustes sur une partie de son périmètre;

CONSIDÉRANT QU'une plantation de seize (16) arbres ayant une hauteur minimale de trois mètres (3 m) sera effectuée le long de la ligne latérale gauche, de la ligne avant sur la rue Vachon et du boulevard Patrick;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager sera réalisé à proximité du bâtiment et qu'il sera composé de plusieurs arbres, arbustes et fleurs ainsi que d'un muret et d'un trottoir;

CONSIDÉRANT QUE les surfaces vouées au stationnement et à la circulation des véhicules sur le site seront pavées;

CONSIDÉRANT QUE la partie avant du terrain sera gazonnée;

CONSIDÉRANT QU'une partie de l'étalage et de l'entreposage extérieurs sera effectuée dans la cour arrière du bâtiment (partie donnant sur le boulevard Patrick);

CONSIDÉRANT QU'une clôture opaque et une plantation d'arbres dans la cour avant viendront dissimuler la visibilité de l'étalage et de l'entreposage extérieurs de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement du terrain permet d'être fonctionnel et esthétique tout en contribuant à rehausser l'image de prestige aux abords de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE le projet de rénovation extérieure consiste à peindre la partie supérieure en saillie du bâtiment d'une couleur vert forêt;

CONSIDÉRANT QUE la couleur choisie est sobre, s'agence avec celle existante sur le bâtiment et est compatible avec les couleurs des bâtiments situés dans le même environnement;

CONSIDÉRANT QUE les membres du Conseil municipal désirent maintenir et améliorer la qualité esthétique du paysage urbain aux abords de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE pour l'atteinte de cet objectif, tous les aménagements convenus avec les demandeurs désirant réaliser le projet soumis, doivent être réalisés **AVANT** que le terrain soit effectivement utilisé aux fins projetées (dans ce cas, l'étalage et l'entreposage de véhicules et d'équipements);

CONSIDÉRANT les pouvoirs conférés au Conseil municipal en vertu de l'article 2.4 du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale quant aux conditions d'approbation que celui-ci peut fixer;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville:

- abroge la résolution no 848/9/99 relative à l'acceptation des travaux de rénovation extérieure et d'aménagement de terrain pour l'immeuble du 4200 de la rue Vachon;

- autorise l'aménagement du terrain et les travaux de rénovation extérieure (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 4200 de la rue Vachon, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- exige que tous les aménagements de terrain identifiés dans le cadre de la présente résolution et relatifs à l'entreposage et l'étalage extérieurs, à l'exception des travaux de pavage, devront être réalisés **AVANT** que toute forme d'entreposage ou d'étalage ne soit effectuée sur le terrain.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire – Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois d'octobre 1999 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1998.

Rapport du trésorier au 31 août 1999

Le conseiller Jean-Guy Spénard commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 31 août 1999.

922/10/99 - Emprunt d'une somme de 150 000 $ au fonds de roulement pour des travaux de rénovation à l'édifice Thomas-Louis Gauthier

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 150 000 $ à son fonds de roulement pour des travaux de rénovation à l'édifice Thomas-Louis Gauthier.

Cet emprunt sera remboursable comme suit:

- 50 000 $ en 2000
- 50 000 $ en 2001
- 50 000 $ en 2002

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

923/10/99 - Appropriation d'une somme de 540 500 $ provenant du surplus – Refinancement de certains règlements d'emprunt

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville approprie une somme de 540 500 $ provenant du surplus de la nouvelle Ville au refinancement de certains règlements, et ce de la façon suivante:

- Règlement 2308 = 60 000 $
- Règlement 2329 = 480 500 $

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

924/10/99 - Protocole d'entente avec Bell Canada – Cession de poteaux

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Bell Canada pour la cession de quatre (4) poteaux déjà installés sur la rue Rocheleau.

Bell Canada devra consentir à la Ville de Drummondville un droit quant aux installations déjà faites pour les lampadaires, et ce en ce qui concerne l'entretien et le droit d'utilisation.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

925/10/99 - Renouvellement du protocole d'entente avec Centre d'action bénévole Drummond inc. – Magnétothèque de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville le renouvellement d'un protocole d'entente avec Centre d'action bénévole Drummond inc. pour la Magnétothèque de Drummondville.

Le protocole d'entente est valable du 1er octobre 1999 au 30 septembre 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

926/10/99 - Protocole d'entente avec Réseaux Plein Air Drummond Affichage le long des corridors cyclables

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Réseaux Plein Air Drummond relatif à l'affichage le long des corridors cyclables.

Le protocole d'entente est valable pour une période de un (1) an et renouvelable d'année en année selon les conditions y mentionnées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

927/10/99 - Autorisation à la Corporation de développement centre-ville de Drummondville – Utilisation du parc Saint-Frédéric

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Corporation de développement centre-ville de Drummondville à utiliser le parc Saint-Frédéric les 18 et 19 décembre 1999 pour la présentation d'une crèche de Bethléem vivante.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

928/10/99 - Autorisation à la Corporation de développement centre-ville de

Drummondville – Décoration du centre-ville durant les Fêtes

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Corporation de développement centre-ville de Drummondville à procéder à la décoration du centre-ville pour la période des Fêtes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

929/10/99 - Vente de pties du lot 116 du cadastre du Canton de Grantham à Les Pétroles Therrien inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Les Pétroles Therrien inc. pties du lot 116 du cadastre du Canton de Grantham. Cette vente est consentie pour un prix de 2,60 $ le pied carré payable comptant à la signature du contrat. La Ville assume les honoraires relatifs à la description technique des deux parties de terrain.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

930/10/99 - Convention avec Pattison-Québec – Droits d'usage des lieux pour affichage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une convention à intervenir avec Pattison-Québec pour l'octroi de droits d'usage de lieux situés sur des propriétés ou en la possession de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

931/10/99 - Acte d'achat entre la Ville et M. Jean-Claude Messier

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente par Jean-Claude Messier à la Ville. La vente affecte certaines parties du lot 109 du cadastre du Canton de Wickham.

L'acquisition est faite par la Ville pour régulariser certains titres de propriétés.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

932/10/99 - Abrogation de la résolution no 699/7/99 (vente d'un terrain industriel à Les Immeubles Brimel (1990) inc.)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la résolution numéro 699/7/99 du 19 juillet 1999 soit abrogée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

933/10/99 - Appui à une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture pour le lot 27-28

Considérant que le lot 27-28 fait partie de la zone permanente agricole ;

Considérant qu'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à fin autre que l'agriculture, du lot 27-28 a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le lot visé est intégré à la zone H01-02 ;

Considérant que le potentiel agricole du lot visé et des lots avoisinants est limité ;

Considérant que les possibilités d'utilisation du lot à des fins d'agriculture sont nulles ;

Considérant que les conséquences d'une autorisation et les possibilités d'utilisation d'agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises ;

Considérant que l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause ;

Considérant que la propriété foncière n'a pas une superficie suffisante pour pratiquer l'agriculture ;

Considérant qu'en vertu du schéma d'aménagement de la M .R.C. Drummond et du plan d'urbanisme de la Ville de Drummondville, ce lot fait partie d'un secteur résidentiel à consolider car :

- ce lot est enclavé entre deux maisons unifamiliales;
- la rue était existante avant l'entrée en vigueur de la loi (LPTA);
- la situation est existante et a pour but d'agrandir les propriétés afin de tendre vers le minimum de superficie prévue par le règlement de lotissement;
- ceci est dans le but de compléter ce développement.

Considérant que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par Madame Hélène Labonté, Monsieur Albert St-Germain et Monsieur Daniel Chagnon auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture, du lot 27-28 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

934/10/99 - Demande de subvention pour des travaux à l'aéroport régional de Drummondville dans le cadre du programme F.D.R.

Considérant que la Ville de Drummondville est propriétaire de l'Aéroport régional de Drummondville;

Considérant qu'il est nécessaire d'investir dans la réalisation de la Phase II, des sommes importantes pour l'amélioration dudit aéroport à caractère régional;

Considérant que les autorités municipales jugent que le projet pourrait être recevable au niveau du financement dans le cadre du Fonds de Développement Régional (F.D.R.);

En conséquence, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le directeur du Service des Loisirs et de la Vie Communautaire à soumettre une demande de financement au Fonds de Développement Régional (F.D.R.) pour les travaux de réalisation de la Phase II, réaménagement et agrandissement du tablier donnant accès à la piste d'envol, et à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents à ladite demande.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

935/10/99 - Appui au projet présenté par Corporation de l'aéroport dans le dossier des travaux de l'aéroport

Considérant que la Ville de Drummondville a pris connaissance du projet d'aménagement de l'aéroport;

Considérant le rayonnement régional de l'aéroport et son offre de service à l'ensemble de la région, autant au niveau industriel, commercial, relations d'affaires et récréo-touristiques;

Considérant l'importance de réaliser la deuxième phase d'aménagement en fonction du développement de l'aéroport;

Considérant que le Programme des Partenariats du Millénaire du Canada 2000 répond à des projets de concertation du milieu et entraînera des bienfaits durables pour la collectivité drummondvilloise;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville appuie le projet déposé par la Corporation de l'aéroport régional de Drummondville dans le cadre du Programme de Partenariats du Millénaire du Canada 2000 et s'engage à défrayer la portion des coûts du projet non couverte par des programmes de subvention.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Mme la mairesse se retire pour la décision sur les sujets suivants.

936/10/99 - Protocole d'entente entre Provigo Distribution inc., Fiducie familiale Audet et la Ville de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir entre Provigo Distribution inc., Fiducie familiale Audet et la Ville de Drummondville relativement à une offre d'achat et à une résiliation.

La présente offre d'achat et résiliation n'aura cependant effet qu'au moment où Provigo Distribution inc. se sera porté acquéreur de l'ensemble des terrains qui doivent former le complexe commercial prévu.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

937/10/99 - Abrogation de la résolution no 757/8/99 (offre d'achat par Fiducie familiale Audet – Projet Quartier Centre 1)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la résolution numéro 757/8/99 du 16 août 1999 soit abrogée.

La présente résolution prendra effet lorsque les conditions énoncées à l'entente autorisée entre Provigo Distribution inc., Fiducie familiale Audet et la Ville de Drummondville seront toutes respectées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Mme la mairesse reprend son siège.

938/10/99 - Entente promoteur avec Développement Charles-Mont inc.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-

greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur avec Développement Charles-Mont inc.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

939/10/99 - Vente d'un terrain industriel à la compagnie 9042-5174 Québec inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 9042-5174 Québec inc. une partie des lots 272 et 273 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 17 384,7 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé en date du 30 septembre 1999 (numéro de répertoire: 2079 - numéro de minute: 6312), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit cinquante-deux mille cent cinquante-quatre dollars et dix cents (52 154,10 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Marc-André Joyal et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

940/10/99 - Appui à Corporation Rues Principales – Programme ACT

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville appuie Corporation Rues Principales (Commissariat au commerce) dans sa démarche en vue de déposer une demande de subvention dans le cadre du programme ACT (Abordabilité et choix toujours).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

941/10/99 - Appropriation d'une somme de 100 000 $ à même le surplus et versement d'une subvention à Légendes Fantastiques

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville approprie une somme de 100 000 $ à même le surplus au versement d'une subvention du même montant à Légendes Fantastiques pour l'édition de l'an 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

942/10/99 - Appui au projet déposé par le Drummondville Olympique – Programme des Partenariats du Millénaire du Canada 2000

Considérant le projet de partenariat entre le Collège St-Bernard, le Drummondville Olympique et la Ville de Drummondville;

Considérant le rayonnement régional du projet répondant à la collectivité;

Considérant que le projet permettra aux jeunes de retrouver un lieu multifonctionnel qui contribuera à leur formation et développement sportif;

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville appuie le projet déposé par le Drummondville Olympique dans le cadre du Programme des Partenariats du Millénaire du Canada 2000 et s'engage à défrayer la portion des coûts du projet non couverte par la subvention du programme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

943/10/99 - Appui au projet déposé par Réseaux Plein Air Drummond inc. – Programme des Partenariats du Millénaire du Canada 2000

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande présentée par Réseaux Plein Air Drummond inc. dans le cadre du Programme des Partenariats du Millénaire du Canada 2000 pour l'aménagement du tronçon Drummondville / St-Germain / St-Bonaventure.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

944/10/99 - Acte de vente en faveur de Daniel Richard ou d'une compagnie à être formée (ptie du lot 123)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente en faveur de Daniel Richard ou d'une compagnie à être formée.

La vente affecte une partie du lot 123 du cadastre du Canton de Grantham.

La présente autorisation fait suite à l'acceptation d'une offre d'achat en date du 21 juin 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

945/10/99 - Acte d'acquisition par la Ville d'une partie de terrain, propriété actuelle de Mme Suzanne Dorais

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville se porte acquéreur d'une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham, propriété actuelle de Mme Suzanne Dorais. L'acquisition se fait pour un prix de 21 000 $.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

946/10/99 - Bail entre la Ville de Drummondville et Hydro-Québec (ptie 20 – quartier Nord)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de servitude à intervenir avec Hydro-Québec sur une partie du lot 20 du quartier Nord de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

947/10/99 - Nomination de Mme Diane Tougas au poste de préposée à l'information et aux plaintes

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que Mme Diane Tougas soit nommée au poste de préposée à l'information et aux plaintes au Service des travaux publics.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

948/10/99 - Nomination de M. Denis Haman au poste de détective

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que M. Denis Haman soit nommé au poste de détective au Service de la sécurité publique, et ce à compter du 5 octobre 1999; le tout conformément à l'article 10 de la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

949/10/99 - Embauche de M. Paul Beaulieu à titre de policier à l'essai

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Paul Beaulieu à titre de policier à l'essai au Service de la sécurité publique, et ce à compter du 5 octobre 1999; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Paul Beaulieu s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

950/10/99 - Nomination de M. Denis Laprade au poste d'homme d'entretien permanent

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que M. Denis Laprade soit nommé au poste d'homme d'entretien permanent au Service des travaux publics, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

951/10/99 - Lettre d'entente avec le Syndicat des Employés municipaux de Drummondville (C.S.N.) (AQ-8911-S-023)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le directeur général et la conseillère en gestion des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des Employés municipaux de Drummondville (C.S.N.) (AQ-8911-S-023) pour le règlement de griefs (96-10, 97-01 et 97-04).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

952/10/99 - Lettre d'entente avec le Syndicat des Employés municipaux de Drummondville (C.S.N.) (AQ-8911-S-023)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le directeur général et la conseillère en gestion des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des Employés municipaux de Drummondville (C.S.N.) (AQ-8911-S-023) relativement à une modification de l'horaire de travail des salariés préposés aux communications.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

953/10/99 - Lettre d'entente avec le Syndicat des Employés municipaux de Drummondville (C.S.N.) (AQ-8911-S-023)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le directeur général et la conseillère en gestion des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la

Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des Employés municipaux de Drummondville (C.S.N.) (AQ-8911-S-023) relativement à la période d'essai.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

954/10/99 - Lettre d'entente avec le Syndicat des Employés municipaux de Drummondville (C.S.N.) (AQ-8911-S-023)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que le directeur général et la conseillère en gestion des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des Employés municipaux de Drummondville (C.S.N.) (AQ-8911-S-023) relativement aux modifications à la classification de certains employés et à la prime établie à l'article 7.08 b) de la convention.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

955/10/99 - Lettre d'entente avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que le directeur général, le directeur par intérim du Service de la sécurité publique et la conseillère en gestion des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc. pour le règlement de quinze (15) griefs (98-20 et suivants).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

956/10/99 - Lettre d'entente avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le directeur général, le directeur par intérim du Service de la sécurité publique et la conseillère en gestion des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc. pour le règlement de trois (3) griefs (99-13, 99-30 et 99-37).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

957/10/99 - Lettre d'entente avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le directeur général, le directeur par intérim du Service de la sécurité publique et la conseillère en gestion des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc. pour le règlement d'un grief (98-03).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

958/10/99 - Lettre d'entente avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que le directeur général, le directeur par intérim du Service de la sécurité publique et la conseillère en gestion des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc. relativement à une modification à la convention collective quant à la façon d'effectuer des remplacements aux enquêtes durant les vacances annuelles du personnel régulier.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

959/10/99 - Lettre d'entente avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le directeur général, le directeur par intérim du Service de la sécurité publique et la conseillère en gestion des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc. relativement au Projet Accès (vérification systématique des permis d'alcool).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

960/10/99 - Autorisation de signature – Industrielle Alliance

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse soit et est par la présente autorisée à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs au dossier de démutualisation de l'Industrielle Alliance.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

961/10/99 - Acte de servitude entre la Ville de Drummondville et Bell Canada (rues Rocheleau et Barrière)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de servitude en faveur de Bell Canada sur les rues Rocheleau et Barrière, le tout tel que plus amplement décrit aux descriptions techniques préparées par Michel Dubé, arpenteur-géomètre.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

962/10/99 - Acte de servitude entre la Ville de Drummondville et Bell Canada (Chemin du Golf)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de servitude en faveur de Bell Canada sur le Chemin du Golf, le tout tel que plus amplement décrit aux descriptions techniques préparées par Michel Dubé, arpenteur-géomètre.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

963/10/99 - Dépôt du compte rendu (23/09/99) – Comité de circulation

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de circulation tenue le 23 septembre 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

964/10/99 - Installation de panneaux de non stationnement – Boulevard Mercure

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer des panneaux de non stationnement devant la partie résidentielle du 777 boulevard Mercure et à modifier la limite de stationnement à 30 minutes pour deux (2) cases.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

965/10/99 - Installation d'une enseigne "stationnement limité" – Rue Notre-Dame

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer une enseigne "stationnement limité" face au 190 de la rue Notre-Dame.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

966/10/99 - Installation de panneaux de non stationnement – Rue St-Georges

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer des panneaux de non stationnement face au 420 de la rue St-Georges.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

967/10/99 - Mandat à Le Groupe Conseil Gévesco inc. – Étude de feux de circulation

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Le Groupe Conseil Gévesco inc. aux fins de faire l'étude des feux de circulation des carrefours suivants:

- Marchand / boulevard Lemire / des Grands Ducs
- St-Pierre / boulevard Lemire
- Power / boulevard Lemire
- Heriot / Des Frères / St-Jean

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

968/10/99 - Dépôt du compte rendu (27/09/99) – Comité de transport en commun

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de circulation tenue le 27 septembre 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

969/10/99 - Mandat à la firme Géo Lab inc. – Travaux de la rue St-Onge

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux prévus au règlement no 2773 (rue St-Onge).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

970/10/99 - Mandat au Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. - Travaux de la rue St-Onge

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. aux fins d'assurer la surveillance des travaux décrétés par le règlement no 2773 (rue St-Onge).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

971/10/99 - Adoption du projet de règlement no 2778 – Plan d'urbanisme

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2778 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but:

- d'extensionner les affectations du sol de type "commerce artériel lourd (C-5)" et "commerce régional 1 (C-3)" à même une partie de l'affectation résidentielle "moyenne densité 2 (R-3)" pour une portion de terrain comprise entre la rue Des Forges, la voie ferrée du Canadien National (axe est-ouest), le boulevard Saint-Joseph et la rue Lindsay (axe nord-sud);
- de modifier le troisième (3^{e}) paragraphe de l'article 6.1.6 intitulé "Les Quartiers du centre" de façon à y préciser que les fonctions commerciales et mixtes (résidentielle et commerciale) seront privilégiées du côté nord-ouest de la rue Des Forges;

soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

972/10/99 - Avis de motion d'un règlement – Plan d'urbanisme

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (2778) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but:

- de modifier la nature des affectations du sol dans le secteur compris dans le quadrilatère formé du boulevard Saint-Joseph, des rues Des Forges et Lindsay ainsi que de la voie ferrée du Canadien National;
- d'apporter des ajustements au texte relatif au secteur de développement résidentiel projeté et concerné par les modifications d'affectation dans ce même quadrilatère.

973/10/99 - Dispense de lecture du règlement no 2778

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2778 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but:

- de modifier la nature des affectations du sol dans le secteur compris dans le quadrilatère formé du boulevard Saint-Joseph, des rues Des Forges et Lindsay ainsi que de la voie ferrée du Canadien Natational;
- d'apporter des ajustements au texte relatif au secteur de développement résidentiel projeté et concerné par les modifications d'affectation dans ce même quadrilatère;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

974/10/99 - Adoption du projet de règlement no 2779 – Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2779 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'agrandir les zones commerciales C03-13 et C03-17 à même une partie de la zone d'habitation H03-11 et de maintenir dans les zones commerciales agrandies, la nature des usages actuellement autorisés ainsi que les normes qui y sont déjà en application, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

975/10/99 - Avis de motion d'un règlement – Zonage

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (2779) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier la limite de trois (3) zones longeant le côté nord de la rue Des Forges et approximativement situées entre le boulevard St-Joseph, la rue Lindsay (axe nord-sud) ainsi que la rue Des Forges et la voie ferrée du Canadien National (axe est-ouest).

976/10/99 - Dispense de lecture du règlement no 2779

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2779 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier la limite de trois (3) zones longeant le côté nord de la rue Des Forges et approximativement situées entre le boulevard St-Joseph, la rue Lindsay (axe nord-sud) ainsi que la rue Des Forges et la voie ferrée du Canadien National (axe est-ouest), dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

977/10/99 - Adoption du projet de règlement no 2786 – Zonage

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2786 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'autoriser, dans la zone commerciale C11-16, l'usage "lieux de culte" en tant qu'usage spécifiquement permis et d'assujettir ce nouvel usage aux normes présentement établies pour les autres usages commerciaux déjà prévus dans cette zone;
B) d'autoriser, dans la zone d'habitation H05-13, la classe d'usages "habitation multifamiliale (h_3)" de type isolé et d'augmenter de trois (3) à cinq (5) le nombre de logements par bâtiment et de quatre-vingts (80) à cent quarante (140) la densité nette;
C) de créer la nouvelle zone d'habitation H06-51 à même une partie des zones commerciale C06-06 et d'habitation H06-13 et d'autoriser les classes d'usages habitation bifamiliale et trifamiliale de même que les habitations multifamiliales;
D) d'ajouter, dans la zone communautaire P04-04, la sous-classe d'usages "services financiers" et d'indiquer la référence aux notes particulières (3) et (4) vis-à-vis les classes d'usages correspondantes à la grille des usages et des normes;
E) d'ajuster certaines dispositions applicables à l'usage commercial autorisé dans la zone communautaire P05-04 de manière à prévoir la référence à deux (2) articles concernant les dispositions relatives à l'étalage extérieur et de préciser que l'usage concerné est autorisé comme usage principal;

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

978/10/99 - Avis de motion d'un règlement – Zonage

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (2786) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de permettre un nouvel usage communautaire dans une zone commerciale longeant le côté nord du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Sigouin et Saint-Georges;

- de modifier le nombre de logements par bâtiment ainsi que la densité, soit le nombre de logements à l'hectare pour une zone d'habitation située à l'angle de la 104e avenue, du boulevard Mercure et de la 107e avenue, soit du côté sud du boulevard Mercure;
- de créer une (1) nouvelle zone d'habitation comprenant une portion de terrain située de part et d'autre de la 113e avenue, au sud de la rue Georges-Couture;
- d'autoriser une nouvelle sous-classe d'usages du groupe commerce et d'indiquer la référence à deux (2) notes particulières relativement aux usages commerciaux autorisés pour une zone communautaire située à l'angle des rues Lindsay et Dunkin (côté sud-ouest);
- d'ajuster le texte relatif aux dispositions particulières applicables à un usage commercial actuellement autorisé dans une zone communautaire située à l'angle de la 109e avenue, du boulevard Mercure et de la 110e avenue, soit du côté sud du boulevard Mercure.

979/10/99 - Dispense de lecture du règlement no 2786

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2786 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de permettre un nouvel usage communautaire dans une zone commerciale longeant le côté nord du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Sigouin et Saint-Georges;
- de modifier le nombre de logements par bâtiment ainsi que la densité, soit le nombre de logements à l'hectare pour une zone d'habitation située à l'angle de la 104e avenue, du boulevard Mercure et de la 107e avenue, soit du côté sud du boulevard Mercure;
- de créer une (1) nouvelle zone d'habitation comprenant une portion de terrain située de part et d'autre de la 113e avenue, au sud de la rue Georges-Couture;
- d'autoriser une nouvelle sous-classe d'usages du groupe commerce et d'indiquer la référence à deux (2) notes particulières relativement aux usages commerciaux autorisés pour une zone communautaire située à l'angle des rues Lindsay et Dunkin (côté sud-ouest);
- d'ajuster le texte relatif aux dispositions particulières applicables à un usage commercial actuellement autorisé dans une zone communautaire située à l'angle de la 109e avenue, du boulevard Mercure et de la 110e avenue, soit du côté sud du boulevard Mercure;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

980/10/99 - Adoption du projet de règlement no 2791 – Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2791 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'indiquer la référence à l'application du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) à la grille des usages et des normes pour la zone commerciale C01-12;

B) d'augmenter, pour le groupe communautaire, de dix mètres (10 m) à quinze mètres (15 m) la largeur maximale des entrées charretières pour véhicules lourds selon certaines conditions;

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

981/10/99 - Avis de motion d'un règlement – Zonage

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (2791) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de préciser dans le règlement de zonage, que les terrains compris dans une zone commerciale longeant le côté sud du boulevard René-Lévesque, approximativement entre la rue St-Amant et le boulevard des Pins, sont assujettis au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

- de modifier la largeur maximale des entrées charretières pour un certain type de véhicules d'un certain groupe d'usages.

982/10/99 - Dispense de lecture du règlement no 2791

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques,et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2791 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de préciser dans le règlement de zonage, que les terrains compris dans une zone commerciale longeant le côté sud du boulevard René-Lévesque, approximativement entre la rue St-Amant et le boulevard des Pins, sont assujettis au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);
- de modifier la largeur maximale des entrées charretières pour un certain type de véhicules d'un certain groupe d'usages;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

983/10/99 - Adoption du projet de règlement no 2792 – Plan d'urbanisme

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers,
appuyé par la conseillère Réjeanne Viens,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2792 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but d'extensionner l'affectation industrielle "industrie 2" à même une partie de l'affectation mixte "agricole/industrie 2" dans le secteur compris au nord-ouest de la rue Saint-Roch, au sud du boulevard Saint-Joseph Ouest et d'agrandir le périmètre d'urbanisation de façon à y inclure tout le territoire d'affectation industrielle, soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

984/10/99 - Avis de motion d'un règlement – Plan d'urbanisme

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (2792) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but de modifier la nature des affectations du sol dans le secteur compris au nord-ouest de la rue Saint-Roch, au sud du boulevard Saint-Joseph Ouest et d'ajuster la limite du périmètre d'urbanisation en conséquence.

985/10/99 - Dispense de lecture du règlement no 2792

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2792 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but de modifier la nature des affectations du sol dans le secteur compris au nord-ouest de la rue Saint-Roch, au sud du boulevard Saint-Joseph Ouest et d'ajuster la limite du périmètre d'urbanisation en conséquence, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

986/10/99 - Adoption du projet de règlement no 2793 – Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Réal Jean,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2793 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'extensionner la zone industrielle I12-01à même une partie de la zone agricole A12-04 et de maintenir dans la zone industrielle agrandie, la nature des usages actuellement autorisés dans la zone industrielle I12-01 ainsi que les normes qui y sont déjà en application, soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

987/10/99 - Avis de motion d'un règlement – Zonage

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (2793) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier le zonage de type agricole pour un zonage industriel pour une portion de terrain adjacente au périmètre d'urbanisation et localisée approximativement au nord-ouest de la rue Saint-Roch, au sud du boulevard Saint-Joseph Ouest.

988/10/99 - Dispense de lecture du règlement no 2793

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2793 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier le zonage de type agricole pour un zonage industriel pour une portion de terrain adjacente au périmètre d'urbanisation et localisée approximativement au nord-ouest de la rue Saint-Roch, au sud du boulevard Saint-Joseph Ouest, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

989/10/99 - Adoption du projet de règlement no 2794 – P.I.A.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2794 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'assujettir l'ensemble des terrains compris dans les zones commerciales C01-12, C01-14 et C01-17 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 11 du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) et de préciser que les dispositions du chapitre 11 s'appliquent également aux zones situées aux abords de l'intersection des boulevards Saint-Joseph et Mercure, soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

990/10/99 - Avis de motion d'un règlement – P.I.A.

Le conseiller le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (2794) amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but de modifier les limites du territoire d'application du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) au chapitre 11 afin d'ajouter certains secteurs et d'ajuster le texte faisant référence à un secteur déjà assujetti.

991/10/99 - Dispense de lecture du règlement no 2794

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2794 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no

2526 dans le but de modifier les limites du territoire d'application du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) au chapitre 11 afin d'ajouter certains secteurs et d'ajuster le texte faisant référence à un secteur déjà assujetti, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

992/10/99 - Adoption du règlement no 2785 – Lieu de résidence des policiers et pompiers de la Ville de Drummondville

Lecture est donnée du règlement no 2785 statuant sur le lieu de résidence des policiers et pompiers de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

993/10/99 - Adoption du règlement no 2788 – Amendement au règlement no 2700 (stationnement de la Garderie)

Lecture est donnée du règlement no 2788 modifiant les articles 688 et 699 du règlement no 2700.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

994/10/99 - Adoption du règlement no 2789 – Services relatifs à l'application des règlements municipaux

Lecture est donnée du règlement no 2789 statuant sur l'application des règlements municipaux, dans le cadre du passage à l'an 2000.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Mme la mairesse fait lecture d'un communiqué résumant la position de la Ville.

995/10/99 - Adoption du règlement no 2780-1 – Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2780 a été donné (réf: 826/9/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2780-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'autoriser, en tant qu'usage spécifiquement permis, un usage de vente et location de véhicules et équipements relatifs à l'agriculture et au jardinage dans la zone industrielle I01-02 en plus des usages qui y sont déjà autorisés et d'assujettir ledit usage, aux normes déjà en application dans cette zone;
B) d'autoriser, en tant qu'usage spécifiquement permis, un usage de type "refuge animalier incluant les services connexes" dans la zone industrielle I11-05 en plus des usages qui y sont déjà autorisés et d'assujettir celui-ci aux normes déjà en application dans cette zone.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

996/10/99 - Adoption du règlement no 2784-1 – Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2784 a été donné (réf: 829/9/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2784-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier la marge de recul applicable à la zone commerciale C03-17, soit en y supprimant l'application des articles 11.1.1, 11.1.1.1 et 11.1.2 relatifs au calcul d'une moyenne tenant compte de la présence de bâtiments déjà érigés sur les terrains adjacents.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- Monsieur Claude Parenteau, employé au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de son épouse, Madame Nicole Théberge Parenteau;
- Madame Diane Verrier Gouin, brigadière scolaire à la Ville de Drummondville, à l'occasion du décès de son frère, Monsieur Gilles Verrier.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

– **M. Jacques Létourneau**, président, Corporation de développement centre-ville de Drummondville

M. Létourneau dépose de nouvelles pétitions quant à l'opinion de certains commerçants et clients du centre-ville.

Mme la mairesse confirme que la Ville évalue actuellement les coûts imputables aux stationnements et qu'il faudra convenir d'une rencontre.

– **M. Pierre Barnotti**, S.P.C.A. Montréal

Drummondville n'a pas le droit de se servir du nom de S.P.C.A.

Mme la mairesse trouve très curieux que la S.P.C.A. ait suffisamment d'argent pour placer des annonces dans les journaux locaux alors que le dossier chemine.

Elle parle de la création d'une S.P.C.A. en vertu de la Loi 532, qu'il n'est pas question d'utiliser le nom de S.P.C.A. Drummond mais plutôt Refuge animalier Drummond.

M. Barnotti affirme que les dix (10) signataires de la requête pour former la S.P.C.A. ont disparu, que le président de la nouvelle entité, un vétérinaire, a un passé plus ou moins douteux.

Mme la mairesse refuse de faire un procès d'intention à qui que ce soit.

Quant à la signature de la pétition, elle mentionne le nom de municipalités d'où proviennent les signataires. Si M. Barnotti n'est pas satisfait, il sait quoi faire.

– **M. André Verrier**, promoteur

M. Verrier demande des précisions sur le règlement qui traite de plan d'implantation et d'intégration architecturale sur le boulevard René-Lévesque.

M. Denis Jauron fournit les explications.

M. Verrier remercie les conseillères et les conseillers qui quittent la scène municipale.

– **M. François Turcotte**

M. Turcotte veut copie de l'entente intervenue avec le Refuge animalier et demande si les responsables vont développer certains projets, tel l'adoption.

Mme la mairesse affirme que certaines pistes sont à explorer, entre autres, la conscientisation, la sensibilisation auprès des jeunes, la stérilisation. Par contre, les coûts devront être évalués; pour elle, il n'est pas question de bâtir un édifice de 400 000 $ alors que les jeunes et les femmes violentées bénéficient de sommes minimes.

– **Mme Patricia Raiche**

Qu'est-ce que la Ville fait pour les animaux errants?

Le directeur général relate la chronologie des événements.

– **Mme Hélène Bizier**

Elle souhaite que la Ville fasse un sondage.

Mme la mairesse ne s'engage pas à le faire mais se dit prête à envisager certains aspects si les municipalités qui entourent Drummondville sont prêtes à participer financièrement.

– **M. Gilles Salvas**

M. Salvas demande que la Ville se penche sur le feu de circulation à l'angle de la rue Marchand et du boulevard Lemire.

M. Réal Jean précise qu'un mandat a été accordé.

– **M. Jacques Gervais, vétérinaire**

M. Gervais s'interroge sur la façon de la Ville de choisir un vétérinaire pour le Refuge animalier.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu vers la troisième semaine de novembre 1999.

997/10/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 21 h 30 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

22 novembre 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 22 novembre 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1015/11/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1016/11/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 4 octobre 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 4 octobre 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1017/11/99 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 12 octobre 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 12 octobre 1999 à 15 h 30 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Lecture du discours

Madame la mairesse procède à la lecture du discours sur les états financiers 1998, le budget et le plan triennal d'immobilisations 1999 et les orientations budgétaires et le plan triennal d'immobilisations 2000, lequel discours demeure annexé au présent procès-verbal pour en faire partie comme si au long relaté.

Un document explicatif sera publié dans un journal local et/ou distribué.

1018/11/99

Le Conseil prend connaissance de la soumission suivante:

- ***Entretien du réseau d'éclairage de rues et des feux de circulation (TP-99-09) – (Soumissions ouvertes le 3 novembre 1999)***

Soumissionnaire	Prix (avant taxes)
. Électro-Système P.L. inc. 235, Lévis Drummondville	171 474,58 $

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Électro-Système P.L. inc.** au montant de 171 474,58 $ plus taxes soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

- Municipalité de la Paroisse de St-Lucien et Municipalité du Village Notre-Dame-du-Bon-Conseil (entente – Cour municipale);
- Résidents du secteur "La Ferme" (pétition – opposition au projet d'implantation des services d'égout et d'aqueduc);

ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

1019/11/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 4 octobre 1999 au 22 novembre 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 6 125 397,22 $.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1020/11/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 1850 boulevard St-Joseph

CONSIDÉRANT QU'une demande a dûment été présentée afin d'obtenir une dérogation mineure ayant pour objet de diminuer le nombre d'étages minimal et l'espace bâti/terrain minimal pour la construction d'un nouveau bâtiment commercial qui sera situé au 1850 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE dans la zone commerciale visée C03-17, le nombre d'étages minimal est fixé à deux (2);

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage prévoit qu'un (1) étage doit occuper au moins soixante-quinze pour cent (75%) de la superficie du rez-de-chaussée afin de pouvoir être comptabilisé en tant qu'étage;

CONSIDÉRANT QU'à la lumière du projet soumis, le deuxième niveau du bâtiment est constitué d'une mezzanine et que celle-ci occupe environ dix pour cent (10%) de la superficie d'implantation au sol du rez-de-chaussée;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur du bâtiment, en mètres, est de neuf virgule vingt-deux mètres (9,22 m) (hauteur mesurée à mi-pignon);

CONSIDÉRANT QUE cette hauteur correspond sensiblement à un bâtiment de deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment serait le seul à être construit dans la zone visée et que le terrain est bordé par deux (2) rues et une (1) voie ferrée;

CONSIDÉRANT QUE son gabarit lui permettrait de s'harmoniser avec les bâtiments de deux (2) étages qui pourraient être construits dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis comporte des qualités intéressantes en matière d'intégration quant à la hauteur proposée et qu'il réussit tout de même à combler l'absence réelle d'un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'espace bâti/terrain minimal dans la zone concernée (C03-17) est fixé à vingt pour cent (20%);

CONSIDÉRANT QUE cette disposition avait été prévue afin d'assurer principalement la construction de bâtiments d'assez gros gabarit;

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, cet objectif est atteint mais que l'espace bâti/terrain est inférieur à vingt pour cent (20%), soit de dix-huit pour cent (18%);

CONSIDÉRANT QU'il est difficile pour l'entreprise d'atteindre le ratio de vingt pour cent (20%) prévu au règlement compte tenu des aires de stationnement et de manœuvre pour véhicules lourds nécessaires aux activités de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE la zone visée est assujettie à un plan d'implantation et d'intégration architecturale qui permet, entre autres, de contrôler le gabarit des implantations dans la recherche d'un paysage urbain densément construit ainsi que la hauteur des bâtiments en fonction de leur milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement comme tel a pour effet de causer un préjudice sérieux au demandeur;

CONSIDÉRANT QU'une telle dérogation ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une dérogation mineure ayant pour effet de diminuer:

- le nombre d'étages minimal de deux (2) à un (1) étage;
- la norme minimale prescrite pour l'espace bâti/terrain de vingt pour cent (20%) à dix-huit pour cent (18%);

et ce pour le nouveau bâtiment qui sera situé au 1850 du boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1021/11/99 - Dépôt du procès-verbal (12/10/99) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 octobre 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1022/11/99 - Adjudication d'une émission d'obligations de 8 664 000 $

Considérant que la Ville de Drummondville dans la MRC de Drummond entend émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance, en vertu des règlements nos 1870 (1907), 1930, 2310, 2348, 2649, 2650, 2676, 2680, 2689, 2697 et 2740 (2767);

Considérant que la municipalité a demandé, à cet égard, par l'entremise du système électronique d'informations financières, des soumissions pour la vente d'une émission d'obligations au montant de 8 664 000 $;

Considérant qu'à la suite de cette demande, la municipalité a reçu les soumissions ci-dessous détaillées:

Nom du soumissionnaire	Prix offert	Montant	Taux	Échéance	Loyer
FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE	98,769	3 491 000 $	5,25 %	2000	6,40033
		629 000 $	5,60 %	2001	
		669 000 $	5,90 %	2002	
		713 000 $	6,00 %	2003	
		3 162 000 $	6,10 %	2004	
VALEURS MOBILIÈRES DESJARDINS INC. – B.L.C. VALEURS MOBILIÈRES INC.	98,668	3 491 000 $	5,25 %	2000	6,44023
		629 000 $	5,60 %	2001	
		669 000 $	5,90 %	2002	
		713 000 $	6,00 %	2003	
		3 162 000 $	6,10 %	2004	
TASSÉ ASS. LTÉE – CIBC MARCHÉS MONDIAUX INC. – R.B.C. DOMINION VALEURS MOBILIÈRES INC. – SCOTIA MC LEOD INC. – MERRILL LYNCH CANADA INC. – NESBITT BURNS INC.	98,604	3 491 000 $	5,25 %	2000	6,46555
		629 000 $	5,60 %	2001	
		669 000 $	5,90 %	2002	
		713 000 $	6,00 %	2003	
		3 162 000 $	6,10 %	2004	

Considérant que l'offre ci-haut provenant de Financière Banque Nationale s'est avérée être la plus avantageuse;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu :

- Que l'émission d'obligations au montant de 8 664 000 $, de la Ville de Drummondville, soit adjugée à Financière Banque Nationale;

- Que demande soit faite à ce(s) dernier(s) de mandater la Caisse Canadienne de dépôt de valeurs (CDS) pour l'inscription en compte de cette émission;

- Que Mme Francine Ruest-Jutras, mairesse, et M. Gilles Bélisle, trésorier, soient autorisés à signer les obligations couvertes par la présente émission, soit une obligation par échéance;

Considérant que CDS agira à titre d'agent d'inscription en compte, d'agent détenteur de l'obligation, d'agent payeur et responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents, le Conseil autorise CDS à agir à titre d'agent financier authentificateur, tel que décrit dans le protocole d'entente signé entre le Ministre des Affaires municipales du Québec et CDS;

Considérant que CDS procédera au transfert de fonds conformément aux exigences légales de l'obligation, à cet effet, le Conseil autorise le trésorier à signer le document requis par le système bancaire canadien intitulé "autorisation pour plan de débits pré-autorisés destiné aux entreprises".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1023/11/99 - Autorisation de prolongement d'un terme additionnel

Considérant que la Ville de Drummondville aura, le:

1) 21 août 1999
2) 14 novembre 1999
3) 29 novembre 1999

un montant de:

1) 1 933 000 $
2) 2 256 000 $
3) 2 782 000 $

à renouveler sur un emprunt original de:

1) 5 611 000 $
2) 6 120 000 $
3) 6 530 000 $

pour une période de:

1) 1 an
2) 7 ans
3) 10 ans

en vertu des règlements numéros 1870 (1907), 1930, 2310, 2348, 2649, 2650, 2676, 2680, 2689, 2697 et 2740 (2767);

Considérant que ledit renouvellement n'a pas été (ne sera pas) effectué à la date prévue;

Considérant qu'un montant total de:

1) 127 300 $
2) 955 400 $
3) 573 200 $

a été payé comptant laissant ainsi un solde net à renouveler de:

1) 1 805 700 $
2) 1 300 600 $
3) 2 159 800 $

Considérant que l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 14 décembre 1999;

Considérant que la Ville de Drummondville désire se prévaloir des dispositions de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q. – Chapitre D-7, article 02), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville émette les:

1) 1 805 700 $
2) 1 300 600 $
3) 2 159 800 $

d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de:

1) trois (3) mois et vingt-trois (23) jours
2) un (1) mois
3) vingt (20) jours

au terme original des règlements ci-haut mentionnés.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1024/11/99 - Autorisation d'émission d'obligations pour un terme plus court

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que, pour l'emprunt au montant total de 8 664 000 $, effectué en vertu des règlements numéros 1870 (1907), 1930, 2310, 2348, 2649, 2650, 2676, 2680, 2689, 2697 et 2740 (2767), la Ville de Drummondville émette des obligations pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunts, c'est-à-dire pour un terme de cinq (5) ans (à compter du 14 décembre 1999); en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 6 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements numéros 1870 (1907), 1930, 2310, 2348, 2649, 2650, 2676, 2680, 2689, 2697 et 2740 (2767), chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie de la balance due sur l'emprunt.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1025/11/99 - Modification de certains règlements en conformité avec l'émission d'obligations

Considérant que la Ville de Drummondville entend émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance, pour un montant de 8 664 000 $, en vertu des règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux:

Règlements d'emprunt	Pour un montant de
1870 (1907)	118 950 $
1870 (1907)	356 850 $
1930	451 425 $
1930	1 354 275 $
1930	396 650 $
1930	1 189 950 $
2310	214 000 $
2348	1 184 000 $
2649	520 000 $
2650	351 900 $
2676	381 700 $
2680	147 300 $
2689	157 000 $
2697	245 000 $
2740 (2767)	1 595 000 $

Considérant que, pour les fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que chacun des règlements d'emprunt indiqués ci-dessus soit et est amendé, s'il y a lieu, afin que chacun d'eux soit conforme à ce qui est stipulé ci-bas, et ce, en ce qui a trait au montant d'obligations spécifié ci-haut en regard de chacun desdits règlements compris dans l'émission de 8 664 000 $:

1. Les obligations, soit une obligation par échéance, seront datées du 14 décembre 1999;

2. Ces obligations seront immatriculées au nom de la Caisse Canadienne de dépôt de valeurs (CDS) et seront déposées auprès de celle-ci;

3. CDS agira au nom de ses adhérents comme agent d'inscription en compte, agent détenteur de l'obligation et agent payeur responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents tel que décrit dans le protocole d'entente signé entre le Ministre des Affaires municipales du Québec et CDS;

4. Pour effectuer les paiements aux adhérents par des transferts électroniques de fonds, la Caisse Canadienne de dépôt de valeurs limitée (CDS) est autorisée à faire des prélèvements directs, pour le paiement du principal et des intérêts, dans le compte de l'institution financière suivante: Caisse populaire Desjardins de Drummondville, 450 boulevard St-Joseph, Drummondville;

5. Les intérêts seront payables semi-annuellement le 14 juin et le 14 décembre de chaque année;

6. Les obligations ne seront pas rachetables par anticipation; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., Chapitre D-7, article 17);

7. Les obligations seront signées par le maire et le trésorier. La municipalité, tel que permis par la loi, a mandaté CDS afin d'agir en tant qu'agent financier authentificateur et les obligations entreront en vigueur uniquement lorsqu'elles auront été authentifiées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois d'octobre 1999 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1998.

1026/11/99 - Bail avec I.B.C. Canada inc. – Utilisation d'une partie des lots 272 et 273

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail à intervenir avec I.B.C. Canada inc. pour l'utilisation d'une partie des lots 272 et 273 du cadastre du canton de Grantham, et ce à des fins industrielles ou de recherche et de développement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1027/11/99 - Bail avec la Société canadienne des postes – Installation et maintien d'un kiosque postal dans le Boisé de la Marconi

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail à intervenir avec la Société canadienne des postes pour l'installation et le maintien d'un kiosque postal dans le Boisé de la Marconi.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1028/11/99 - Autorisation au Corps de Cadets de la Marine Royale du Canada 218 Drummondville – Utilisation de locaux au Centre Marcel Dionne

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Corps de Cadets de la Marine Royale du Canada 218 Drummondville à utiliser les locaux du Centre Marcel Dionne, et ce aux dates et heures mentionnées à l'entente intervenue avec le service Loisir et vie communautaire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1029/11/99 - Protocole d'entente avec Canadian Tire Corporation – Utilisation du stationnement de la rue Cockburn

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Canadian Tire Corporation relatif à l'utilisation du stationnement situé au 275 de la rue Cockburn.

Le protocole d'entente est valable du 1er décembre 1999 au 1er avril 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1030/11/99 - Acceptation du plan directeur de déneigement – Hiver 1999/2000

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville accepte le plan directeur de déneigement pour l'hiver 1999/2000 tel que présenté par le directeur du Service des travaux publics.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1031/11/99 - Formation de comités – Commissions

Mme la mairesse fait la nomination des membres des différents comités:

Comité Finance et personnel
- Présidente: Mme Francine Ruest-Jutras
- M. Gilles Fontaine
- M. Roberto Léveillée

Comité des Travaux publics
- Président: M. Réal Jean
- M. Roger Lambert

Comité de la Sécurité publique
- Président: M. Robert Lafrenière
- M. Mario Jacques

Comité d'Urbanisme
- Président: M. Gilles Fontaine
- Me Christian Tourigny

Comité Loisirs et sports
- Président: M. Mario Jacques
- M. Denis Savoie

Comité de l'Environnement
- Président: M. Denis Savoie
- M. Réal Jean

Comité de la Culture et des Jumelages
- Présidente: Me Céline Trottier
- M. Réal Jean

Comité du Service d'action communautaire et vie familiale
- Président: M. Roberto Léveillée
- M. Robert Lafrenière

Comité de Circulation
- Président: M. Roger Lambert
- M. Robert Lafrenière

Comité de Transport en commun
- Président: Me Christian Tourigny
- M. Denis Savoie

Délégation / Aéroport
- M. Gilles Fontaine

Délégation / Drummondville Olympique
- M. Mario Jacques

Délégation / Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs
- M. Robert Lafrenière
- M. Mario Jacques

Délégation / Société de Développement Économique de Drummondville
- Me Céline Trottier
- M. Roger Lambert

Délégation / Village Québécois d'Antan
- Me Christian Tourigny

Délégation / Carrefour Jeunesse Emploi
- M. Roberto Léveillée

1032/11/99 - Nomination d'un maire suppléant

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que M. Mario Jacques, conseiller, soit nommé maire suppléant pour la période du 22 novembre 1999 au 20 mars 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1033/11/99 - Vente d'un terrain industriel à Novalab inc.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Novalab inc.une partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 6 401,0 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Martin Paradis en date du 17 juin 1999 (numéro de dossier: A-1186 - numéro de minute: 1754), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit dix-neuf mille deux cent trois dollars (19 203 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Roger Duguay et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1034/11/99 - Félicitations à M. Martin Dupont – Obtention du titre de Professionnel en développement économique de l'année

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville adresse des félicitations à M. Martin Dupont, directeur général de la Société de Développement Économique de Drummondville, pour l'obtention du titre de "professionnel en développement économique de l'année" décerné par l'Association des Professionnels en développement économique du Québec et le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1035/11/99 - Embauche de Mme Linda Désainde au poste de préposé

aux communications

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de Mme Linda Désainde au poste de préposé aux communications, avec le statut de temps partiel régulier, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1036/11/99 - Embauche de Mme Manon Bédard au poste de préposé aux communications

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de Mme Manon Bédard au poste de préposé aux communications, avec le statut de temps partiel régulier, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1037/11/99 - Nomination de M. Marcel Beaulieu au poste d'homme d'entretien permanent

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que M. Marcel Beaulieu soit nommé au poste d'homme d'entretien permanent au Service des travaux publics, et ce à compter du 31 octobre 1999, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1038/11/99 - Autorisation de signature - Lettre d'entente avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le directeur général, le directeur par intérim du Service de la sécurité publique et la conseillère en gestion des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc. pour le règlement des griefs 99-24 et 99-25 relatifs à des réclamations pour travail effectué suite à une assignation à comparaître en Colombie-Britanique.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1039/11/99 - Autorisation de signature – Contrat de services – Escouades régionales mixtes

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le directeur par intérim du Service de la sécurité publique soit par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un contrat de services à intervenir entre l'Unité des policiers de Drummondville inc., Le gouvernement du Québec, La Sûreté du Québec et la Ville de Drummondville, relatif aux Escouades régionales mixtes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1040/11/99 - Modification des horaires du transport en commun pour la période des Fêtes 1999

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que les horaires du Service de transport en commun de la Ville soient modifiés durant la période des fêtes 1999, et ce de la façon suivante:

	Lignes 1et 2	Ligne 3
– 24 décembre 1999	se termine à 19 h 00	se termine à 18 h 00
– 25 décembre 1999	pas de service	pas de service
– 31 décembre 1999	se termine à 19 h 00	se termine à 18 h 00
– 1er janvier 2000	pas de service	pas de service

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1041/11/99 - Gel des tarifs du Service de transport en commun

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que les tarifs du Service de transport en commun soient maintenus pour l'année 2000, et ce de la façon suivante :

- tarif adulte	- billet	1,60 $
	- argent comptant	1,85 $
- tarif étudiant	- billet	1,20 $
	- argent comptant	1,50 $
- tarif personnes 65 ans +	- billet	1,20 $
	- argent comptant	1,50 $
- coût du laissez-passer mensuel	- adulte	41,00 $
	- étudiant	24,00 $
	- personnes 65 ans +	24,00 $
- enfant de moins de 6 ans		gratuit

Tout enfant de moins de 6 ans devra être accompagné d'une personne responsable.

Toute personne empruntant le Service de transport en commun et utilisant le mode de paiement « argent comptant » devra fournir la somme exacte au chauffeur de l'autobus.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1042/11/99 - Demande à Via Rail – Maintien de son service à Drummondville

Considérant que des rumeurs circulent à l'effet que Via Rail s'apprêterait à réduire son service à Drummondville à compter de janvier 2000;

Considérant que le motif invoqué serait celui de réduire de 8 minutes le trajet Québec/Montréal le matin à 8 h 00 et le trajet Montréal/Québec le soir à 19 h 00;

Considérant que l'arrêt de Via Rail à la gare de Drummondville vers 8 h 00 le matin répond aux besoins de la clientèle d'affaires qui se rend à Montréal pour les affaires reliées au commerce;

Considérant que les femmes et hommes d'affaires qui utilisent ce moyen de transport jugent que l'abandon du service aux heures mentionnées ci-dessus handicapent grandement le volet commercial et privent les usagers d'un potentiel important;

Considérant que tous les intervenants locaux s'entendent pour que le service soit maintenu tel qu'il existe actuellement;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu:

- que la Ville de Drummondville intervienne auprès des dirigeants de Via Rail afin que le service soit maintenu aux heures actuelles et particulièrement pour les passages et arrêts de 8 h 00 et 19 h 00 chaque jour;

- que copie de la présente résolution soit transmise à Mme Pauline Picard, députée du comté de Drummond et à tout autre intervenant susceptible d'appuyer la démarche.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1043/11/99 - Mandat à l'Union des municipalités du Québec pour l'achat de formulaires pour les cours municipales

Vu la proposition de l'Union des municipalités du Québec de procéder, au nom des municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant l'achat de formulaires pour les cours municipales;

Vu l'article 29.9.1 de la Loi sur les Cités et Villes;

Attendu que la Ville de Drummondville désire procéder à cet achat regroupé pour se procurer les formulaires et les quantités plus amplement décrites au bon de commande préparé par le directeur du Service des achats;

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu :

1. QUE la Ville de Drummondville confie à l'Union des municipalités du Québec le mandat de procéder, en son nom et avec les autres municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant les formulaires pour les cours municipales, nécessaires pour les activités de la municipalité, et ce afin de se procurer lesdits formulaires et quantités amplement décrites au bon de commande préparé par le directeur du Service des achats;

2. QUE la Ville de Drummondville s'engage, si l'Union des municipalités du Québec adjuge un contrat, à respecter les termes du présent mandat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

3. QUE la Ville de Drummondville consente, en considération des services rendus par l'Union des municipalités du Québec, à verser à l'Union des frais administratifs, à concurrence de leur part du contrat adjugé, représentant 3 % du montant de contrat;

4. QUE copie de la présente résolution et du bordereau de commande soit transmise à l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1044/11/99 - Autorisation au Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. – Travaux – Développement Jardins des Galeries

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. à présenter, au ministère de l'Environnement, les plans et devis du prolongement des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie pour le développement Jardins des Galeries.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1045/11/99 - Signature d'un acte de servitude à intervenir avec Hydro-Québec et/ou les autres compagnies de services publics – Ptie du lot 280

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la signature d'un acte de servitude à intervenir avec Hydro-Québec et/ou les autres compagnies de services publics et affectant une partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1046/11/99 - Appui à la demande de renouvellement de centre de transfert de technologie en musique et son – Musilab

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande de renouvellement de centre de transfert de technologie en musique et son de Musilab.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1047/11/99 - Autorisation au Comptoir alimentaire Drummond inc. – Tenue de la guignolée et barrage routier

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Comptoir alimentaire Drummond inc. à tenir son activité de la guignolée le 5 décembre 1999 et à opérer un barrage routier sur le boulevard René-Lévesque à l'angle du boulevard Des Pins et/ou de la rue Saint-Amant.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1048/11/99 - Subvention de 100 $ – La Tablée populaire

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Tablée populaire à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1049/11/99 - Subvention de 100 $ – Moisson Mauricie

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à Moisson Mauricie à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1050/11/99 - Subvention de 100 $ – Fondation Frederick-George-Heriot

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation Frederick-George-Heriot à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1051/11/99 - Subvention de 650 $ – Centraide Centre-du-Québec

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 650 $ à Centraide Centre-du-Québec à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1052/11/99 - Subvention de 100 $ – Équipe Midget BB de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à l'Équipe Midget BB de Drummondville à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1053/11/99 - Demande à la Directrice générale des élections du Québec et à la Ministre des Affaires municipales – Ouverture des boîtes de scrutin

Considérant que la Ville de Drummondville a vécu une élection municipale à l'automne 1999;

Considérant que, pour cette élection, le Conseil de la Ville de Drummondville a conclu une entente avec le Directeur général des élections du Québec et la Ministre des Affaires municipales du Québec pour l'utilisation du système Accuvote;

Considérant que, malgré le déroulement sans faille de la journée d'élection, au niveau de l'utilisation de l'urne électronique, les candidats défaits mettent en doute les résultats;

Considérant que, selon les candidats défaits, les résultats auraient été inversés;

Considérant que les propos des candidats défaits laissent planer un doute sur le volet électronique du système;

Considérant qu'il est primordial de rétablir la crédibilité du système autant auprès des élus, des candidats défaits et de la population en général, et ce afin de permettre que le même système ou un système semblable puisse continuer d'être utilisé lors des élections subséquentes;

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville demande à la Directrice générale des élections du Québec et à la Ministre des Affaires municipales du Québec d'autoriser la présidente d'élection à procéder à l'ouverture des boîtes de scrutin dès la fin de la période de contestation d'élection prévue à la Loi sur les Élections et les Référendums.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1054/11/99 - Inscription d'un(e) candidat(e) – Session de formation – Attestation d'études collégiales en techniques policières

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville dénonce son intention d'inscrire un(e)

candidat(e) à une session de formation en vertu des mesures transitoires pour la formation des futures policières et des futurs policiers admis au programme de formation menant à une attestation d'études collégiales en techniques policières (conventionnels).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1055/11/99 - Adoption du règlement no 2778 – Plan d'urbanisme

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2778 a été donné (réf: 972/10/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2778 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but:

- d'extensionner les affectations du sol de type "commerce artériel lourd (C-5)" et "commerce régional 1 (C-3)" à même une partie de l'affectation résidentielle "moyenne densité 2 (R-3)" pour une portion de terrain comprise entre la rue Des Forges, la voie ferrée du Canadien National (axe est-ouest), le boulevard Saint-Joseph et la rue Lindsay (axe nord-sud);
- de modifier le troisième (3^{e}) paragraphe de l'article 6.1.6 intitulé "Les Quartiers du centre" de façon à y préciser que les fonctions commerciales et mixtes (résidentielle et commerciale) seront privilégiées du côté nord-ouest de la rue Des Forges.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1056/11/99 - Adoption du règlement no 2779 – Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2779 a été donné (réf: 975/10/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2779 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'agrandir les zones commerciales C03-13 et C03-17 à même une partie de la zone d'habitation H03-11 et de maintenir dans les zones commerciales agrandies, la nature des usages actuellement autorisés ainsi que les normes qui y sont déjà en application.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1057/11/99 - Avis de motion d'un règlement – Amendement au règlement no 2700 Stationnement alternatif et modification de tarif des permis

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (2795) modifiant le règlement no 2700 de façon à autoriser le stationnement alternatif sur certaines rues de la Ville et modifiant le tarif des permis de stationnement pour les stationnements de la Gare et de la Voie ferrée.

1058/11/99 - Adoption du second projet de règlement no 2786 – Zonage

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 2786 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'autoriser, dans la zone commerciale C11-16, l'usage "lieux de culte" en tant qu'usage spécifiquement permis et d'assujettir ce nouvel usage aux normes présentement établies pour les autres usages commerciaux déjà prévus dans cette zone;

B) d'autoriser, dans la zone d'habitation H05-13, la classe d'usages "habitation multifamiliale (h_3)" de type isolé et d'augmenter de trois (3) à cinq (5) le nombre de logements par bâtiment et de quatre-vingts (80) à cent quarante (140) la densité nette;
C) de créer la nouvelle zone d'habitation H06-51 à même une partie des zones commerciale C06-06 et d'habitation H06-13 et d'autoriser les classes d'usages habitation bifamiliale et trifamiliale de même que les habitations multifamiliales;
D) d'ajouter, dans la zone communautaire P04-04, la sous-classe d'usages "services financiers" et d'indiquer la référence aux notes particulières (3) et (4) vis-à-vis les classes d'usages correspondantes à la grille des usages et des normes;
E) d'ajuster certaines dispositions applicables à l'usage commercial autorisé dans la zone communautaire P05-04 de manière à prévoir la référence à deux (2) articles concernant les dispositions relatives à l'étalage extérieur et de préciser que l'usage concerné est autorisé comme usage principal soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1059/11/99 - Adoption du règlement no 2791 – Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2791 a été donné (réf: 981/10/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2791 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'indiquer la référence à l'application du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) à la grille des usages et des normes pour la zone commerciale C01-12;
B) d'augmenter, pour le groupe communautaire, de dix mètres (10 m) à quinze mètres (15 m) la largeur maximale des entrées charretières pour véhicules lourds selon certaines conditions.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1060/11/99 - Adoption du règlement no 2792 – Plan d'urbanisme

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2792 a été donné (réf: 984/10/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2792 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but d'extensionner l'affectation industrielle "industrie 2" à même une partie de l'affectation mixte "agricole/industrie 2" dans le secteur compris au nord-ouest de la rue Saint-Roch, au sud du boulevard Saint-Joseph Ouest et d'agrandir le périmètre d'urbanisation de façon à y inclure tout le territoire d'affectation industrielle.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1061/11/99 - Adoption du règlement no 2793 – Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2793 a été donné (réf: 987/10/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2793 amendant le règlement

de zonage municipal no 2520 dans le but d'extensionner la zone industrielle I12-01à même une partie de la zone agricole A12-04 et de maintenir dans la zone industrielle agrandie, la nature des usages actuellement autorisés dans la zone industrielle I12-01 ainsi que les normes qui y sont déjà en application.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1062/11/99 - Adoption du règlement no 2794 – P.I.A.

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2794 a été donné (réf: 990/10/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2794 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'assujettir l'ensemble des terrains compris dans les zones commerciales C01-12, C01-14 et C01-17 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 11 du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) et de préciser que les dispositions du chapitre 11 s'appliquent également aux zones situées aux abords de l'intersection des boulevards Saint-Joseph et Mercure.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- Monsieur Pierre Savoie, employé au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de sa mère, Madame Denise Hamel Savoie;

- Monsieur Denis Savoie, conseiller, à l'occasion du décès de son père, Monsieur Gilbert Savoie, et de sa belle-soeur, Madame Denise Hamel Savoie.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Intervenants: M. André Audet, résident de la rue des Grands Ducs
M. Vic Bergeron, résident de la rue Pinard

- **M. André Audet**

Le traitement contre les mouches noires affecte-t-il les autres espèces ?
Y a-t-il des risques d'adaptation ?

Mme la mairesse rappelle que le traitement est appliqué depuis plusieurs années au sud de la France et que les résultats obtenus donnent les effets escomptés.

Elle informe également que toutes les informations sont disponibles au bureau de la direction générale

- **M. Vic Bergeron**

À qui la population peut-elle adresser ses commentaires pour le dossier Via Rail ?

Mme la mairesse mentionne que le tout doit être transmis à Via Rail et que les informations seront disponibles au Service des communications de la Ville.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le 6 décembre 1999.

1063/11/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 20 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

6 décembre 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 6 décembre 1999, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1071/12/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1072/12/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 22 novembre 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 22 novembre 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1073/12/99 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 29 novembre 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 29 novembre 1999 à 16 h 00 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1074/12/99

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

- ***Fourniture de carburants pour l'année 2000 (no 99-0092) (soumissions ouvertes le 1er décembre 1999)***

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
Les Pétroles Irving inc. 3200, rue Notre-Dame Trois-Rivières	309 503,52 $
Marchand Petroleum 2100, rue Louis-Félix Drummondville	299 065,00 $
Les Pétroles Therrien inc. 1000, boul. Lemire Drummondville	309 983,74 $

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la soumission de Les Pétroles Irving inc. soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres de demandes d'aide financière provenant de différents organismes.

1075/12/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 22 novembre 1999 au 6 décembre 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 2 916 271,82 $.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1076/12/99 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 950 boulevard René-Lévesque

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'obtenir une dérogation mineure afin de modifier la marge de recul applicable au futur bâtiment qui sera situé au 950 du boulevard René-Lévesque, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un nouveau bâtiment commercial ayant une superficie d'environ sept cent dix-sept mètres carrés (717 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation de zonage applicable pour la zone visée (C01-14), la marge de recul applicable à un bâtiment principal est de dix mètres (10 m) minimum et la moyenne des marges s'applique;

CONSIDÉRANT QUE l'application de la moyenne des marges fixe la marge de recul du bâtiment à une distance minimale de neuf virgule douze mètres (9,12 m) et une distance maximale de onze virgule quinze mètres (11,15 m);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale de l'établissement sera située sur le boulevard René-Lévesque et que la marge de recul proposée par les requérants est de treize virgule quatre-vingt-cinq mètres (13,85 m), soit une irrégularité de deux virgule soixante-dix mètres (2,70 m);

CONSIDÉRANT QUE l'implantation projetée vise principalement à prévoir:
- une bande d'aménagement paysager exigée en fonction du règlement de zonage;
- ainsi qu'un nombre minimal de cases de stationnement (environ douze (12)) avec allée d'accès à double sens, afin de favoriser l'achalandage devant les vitrines (circulation automobile et piétonnière), assurant ainsi une meilleure visibilité et rentabilité aux commerces;

CONSIDÉRANT QUE la majorité des cases de stationnement sera toutefois aménagée sur la façade secondaire du bâtiment (rue St-Amant) ainsi que sur la façade arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation d'une telle dérogation aura peu d'incidence sur le milieu environnant étant donné que le terrain visé est le dernier terrain vacant de ce tronçon de rue (soit entre le boulevard St-Joseph et la rue St-Amant) et que la façade principale du nouveau bâtiment sera adjacente à une rue (rue St-Amant) et à la façade secondaire d'un bâtiment commercial (Maxi);

CONSIDÉRANT QUE le projet est assujetti au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale qui permet, entre autres, de contrôler l'implantation et le gabarit des bâtiments ainsi que l'aménagement de terrain;

CONSIDÉRANT QUE la disposition réglementaire quant à la marge de recul semble causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée ne porte pas atteinte à la jouissance du droit de propriété des propriétaires des immeubles voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure afin d'établir la marge de recul à une distance maximale de treize virgule quatre-vingt-cinq mètres (13,85 m) au lieu de onze virgule quinze mètres (11,15 m), et ce pour le nouveau bâtiment qui sera situé au 950 du boulevard René-Lévesque.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1077/12/99 - Dépôt du procès-verbal (23/11/99) – C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 23 novembre 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1078/12/99 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour l'immeuble situé au 20 Dunkin – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement du bâtiment situé au 20 de la rue Dunkin a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement d'un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'environ neuf virgule soixante-dix mètres (9,70 m) en façade par environ douze virgule dix mètres (12,10 m) en profondeur;

CONSIDÉRANT QUE cet ajout volumétrique s'effectue dans la partie latérale gauche du bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation au sol s'inscrit en continuité avec l'alignement actuel du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement respecte le gabarit général du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux de revêtement extérieur sont les mêmes que ceux déjà existants sur le bâtiment, soit le déclin de vinyle blanc et l'acier pré-peint vert;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type "plat", tel que l'existante;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration choisie respecte celle se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'agrandissement respecte l'architecture globale du bâtiment existant;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 20 de la rue Dunkin, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1079/12/99 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour l'immeuble situé au 750 boulevard René-Lévesque – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement du bâtiment (fondation seulement) situé au 750 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement d'un bâtiment (fondation seulement) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à ériger les fondations d'un agrandissement du bâtiment sur environ trente et un virgule quarante et un mètres (31,41 m) de façade par environ vingt-six virgule quatre-vingt-deux mètres (26,82 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement s'inscrit dans le prolongement du bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est pourvue de décrochés;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de ces fondations s'effectue dans le respect du cadre bâti existant;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'implantation du bâtiment soumise ainsi que les travaux de construction des fondations de l'agrandissement (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 750 du boulevard René-Lévesque, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1080/12/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 750 boulevard René-Lévesque – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph, et que, par conséquent, toute installation d'enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer sur le mur extérieur, une (1) enseigne constituée de lettres détachées peintes de couleur verte;

CONSIDÉRANT QUE cette enseigne ne sera pas prédominante dans le paysage urbain et que cette dernière s'harmonisera avec celles déjà existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale sera centrée sur la partie du mur composée de briques, le tout en harmonie avec la structure d'acier excédant la toiture;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est non lumineuse mais éclairée par projection;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment (tel que ci-dessus mentionné) pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1081/12/99 - Acceptation des travaux de construction pour l'immeuble situé au 950 boulevard René-Lévesque – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 950 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment commercial d'une superficie approximative de sept cent dix-sept mètres carrés (717 m^2);

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade du bâtiment donnant sur le boulevard René-Lévesque est de bonne dimension, ce qui maximise le rapport entre la largeur de la façade du bâtiment et celle du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient marquer cette intersection et fermer le cadre bâti tout en s'inscrivant en continuité avec les bâtiment environnants;

CONSIDÉRANT QUE les entrées principales sont soulignées par un décroché ainsi que par une architecture particulière;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration vient créer une image commerciale intéressante et ainsi animer la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur d'acrylique permet un traitement architectural particulier du bâtiment, soit par la présence de colonnes sur tous les murs extérieurs ainsi que d'une moulure dans la partie supérieure du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs sont sobres (soit le beige et le vert) et s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment, soit sa hauteur, son nombre d'étages et son type de toiture, s'harmonise avec les bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont limitées en façade du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un seul accès au terrain est prévu, soit sur la rue St-Amant, ce qui oriente facilement la circulation sur le site tout en améliorant la sécurité du piéton;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont localisées dans une cour arrière, ce qui limite leur impact visuel d'une voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble du projet vient hausser l'image commerciale du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager devra faire l'objet d'une acceptation ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (tel que ci-dessus mentionné) qui sera situé au 950 du boulevard René-Lévesque, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1082/12/99 - Acceptation des travaux de nouvelle construction pour l'immeuble situé au 5755 Place Kubota – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser la construction d'un nouveau bâtiment industriel qui sera situé au 5755 de la place Kubota a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur de la vitrine industrielle de prestige, et que, par conséquent, toute construction d'un nouveau bâtiment industriel est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment industriel d'une superficie d'environ quatre mille sept cent soixante-quinze mètres carrés (4 775 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction est aux abords de l'autoroute Jean-Lesage et contribue à dégager une image de prestige;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment s'effectue en fonction d'un terrain de forme très irrégulière et ayant comme contrainte la présence d'une servitude permanente de passage d'une conduite de gaz;

CONSIDÉRANT QUE le rapport entre la largeur de la façade du bâtiment et celle du terrain est élevé, ce qui reflète un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est orientée vers l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale est aménagée de décrochés, d'ornementations et de jeux de matériaux, ce qui permet de dégager une image de prestige;

CONSIDÉRANT QUE le traitement de la façade de l'entrée principale nous oriente bien sur la fonction "bureau" de cette partie du bâtiment et contribue à animer celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont composés:

- façade principale et mur latéral gauche: de brique rouge et de béton préfabriqué imitant la pierre, de couleur gris pierre;
- mur latéral droit: en partie de brique et de béton préfabriqué tel que la façade principale et en partie d'acier pré-peint gris;
- mur arrière: d'acier pré-peint gris;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des revêtements extérieurs sont sobres et s'agencent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE la marquise de l'entrée principale sera en aluminium anodisé bronze;

CONSIDÉRANT QUE le contour des fenêtres et des portes sera en aluminium anodisé bronze et que la fenestration procurera de l'ouverture à la façade tout en dégageant une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE le verre desdites fenêtres sera de couleur bronze et de type "réfléchissant";

CONSIDÉRANT QUE les cases de stationnement sont aménagées en grande partie dans la cour latérale et dans la cour avant donnant sur une voie de l'échangeur de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE le nombre de cases de stationnement aménagées en cour avant du bâtiment où est située la façade principale, est très limité;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des aires de chargement/déchargement ainsi que de leur tablier de manœuvre dans la cour latérale, limite leur visibilité à partir de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager devra faire l'objet d'une acceptation ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la construction d'un nouveau bâtiment industriel (tel que ci-dessus mentionné) qui sera situé au 5755 de la place Kubota, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1083/12/99 - Acceptation des travaux de construction d'une issue horizontale pour les immeubles situés aux 295 et 325 Cockburn – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser la construction d'une issue horizontale (passage vitré) pour les bâtiments situés aux 295 et 325 de la rue Cockburn a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'une issue horizontale (passage vitré) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire une issue horizontale (passage vitré) servant à relier les deux (2) bâtiments, soit les 295 et 325 de la rue Cockburn;

CONSIDÉRANT QUE cette construction d'un (1) étage est réalisée en majeure partie de verre "fumé", soutenue d'une structure d'aluminium de couleur brune apposée sur un plancher de béton;

CONSIDÉRANT QUE ce passage vitré est conçu pour desservir adéquatement les deux (2) clientèles de ces édifices résidentiels;

CONSIDÉRANT QUE son implantation, soit dans une cour latérale, minimise son impact visuel de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs choisies pour les matériaux sont sobres et que celles-ci s'harmonisent avec celles se retrouvant sur les deux (2) bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble de cette intervention s'intègre bien avec les caractéristiques architecturales des bâtiments;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise, **dès l'entrée en vigueur de la modification du règlement de zonage**, la construction d'une issue horizontale (passage vitré) (tel que ci-dessus mentionné) pour les bâtiments situés aux 295 et 325 de la rue Cockburn, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1084/12/99 - Refus des travaux de construction d'une issue pour l'immeuble situé au 412 Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'une (1) issue pour le bâtiment situé au 412 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'une (1) issue sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire une (1) issue (galerie avec un escalier menant au sol);

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de cette galerie et de l'escalier est visible de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QU'il est important d'amoindrir son impact visuel en camouflant ladite galerie et ledit escalier par une partie avancée du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps et l'escalier seront en fer forgé de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE cette issue est exigée par le Service de la sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE cette galerie doit se limiter aux normes minimales prévues au Code national du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de construction d'une (1) issue (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 412 de la rue Heriot, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1085/12/99 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 470 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour une aire de stationnement pour le bâtiment situé au 470 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain pour une aire de stationnement sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager une aire additionnelle de stationnement dans la cour arrière sur la rue Gauthier;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement de l'aire de stationnement s'effectue dans le prolongement de celle déjà existante;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement agrandie sera aménagée d'îlots paysagers le long des cases de stationnement, ce qui réduit les surfaces pavées et vient amoindrir l'impact visuel d'un stationnement;

CONSIDÉRANT QU'une bande de verdure, en bordure de la rue Gauthier, sera aménagée et plantée d'au moins six (6) arbres d'un diamètre minimum de soixante-dix millimètres (70 mm) et d'une hauteur minimale de sept mètres (7 m);

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des accès à l'aire de stationnement facilite la circulation et limite les conflits de circulation avec les propriétés avoisinantes;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'intervention protège bien le milieu environnant par son aménagement, son esthétique et sa fonctionnalité;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain pour une aire de stationnement (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 470 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1086/12/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 950 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 950 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à:
- remplacer deux (2) portes de type "garage" par une porte vitrée à battant et des fenêtres fixes de type "vitrine";
- fermer les ouvertures restantes par le même revêtement extérieur existant sur le bâtiment, soit entre autres, de la brique;

CONSIDÉRANT QUE les cadres des fenêtres et de la porte sont en aluminium gris de mêmes type et couleur que ceux se retrouvant en majorité sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs choisis sont similaires à ceux déjà existants sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention, dans son ensemble, s'harmonise avec les couleurs et les matériaux existants du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 950 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1087/12/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 1090 boulevard St-Joseph

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment pour l'établissement situé au 1090 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph, et que, par conséquent, toute installation d'enseigne sur bâtiment est

soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer une (1) enseigne sur bâtiment constituée d'un boîtier métallique apposé sur la façade donnant sur la rue des Lilas;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne rend celle-ci moins prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE sa forme, son design et sa localisation s'harmonisent avec celles se retrouvant sur les bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE le type d'affichage retrouvé dans le secteur est très disparate;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment (tel que ci-dessus mentionné) pour l'établissement situé au 1090 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1088/12/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 21 Prince – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure, soit la réfection de la toiture, pour le bâtiment situé au 21 de la rue Prince a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation extérieure consistent à ériger une toiture en pente sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de modification viennent éliminer certains éléments d'architecture d'origine, et ceci par un traitement plus moderne;

CONSIDÉRANT QUE des interventions semblables ont été réalisées sur des éléments d'architecture d'origine, et ce pour des bâtiments situés dans le même environnement;

CONSIDÉRANT QUE le secteur est déstructuré et que le type de toiture que l'on retrouve sur les bâtiments environnants est très variable;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs choisies, soit cuivre pour le bardeau d'asphalte et sable pour le revêtement extérieur du mur du pignon, s'harmonisent avec les couleurs du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure, soit la réfection de la toiture (tel que ci-dessus mentionné), pour le bâtiment situé au 21 de la rue Prince, et ce dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1089/12/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 155 Dunkin / 581 Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure, soit le remplacement de deux (2) fenêtres, pour le bâtiment situé au 155 de la rue Dunkin / 581 rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer deux (2) fenêtres par des fenêtres à guillotine de même type, forme et couleur (blanc) que celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE ce changement respecte le caractère d'origine et les caractéristiques architecturales du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure, soit le remplacement de deux (2) fenêtres (tel que ci-dessus mentionné), pour le bâtiment situé au 155 de la rue Dunkin / 581 rue Lindsay, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1090/12/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 1425 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment pour l'établissement situé au 1425 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph, et que, par conséquent, toute installation d'enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer sur le mur extérieur, une (1) enseigne de type boîtier dont uniquement les lettres et une bande dans la partie inférieure de l'enseigne sont lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs sont le noir (boîtier), le rouge et le blanc (fond) et le noir et le blanc (lettres);

CONSIDÉRANT QUE cette enseigne murale s'harmonise avec celles déjà existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment (tel que ci-dessus mentionné) pour l'établissement situé au 1425 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service d'urbanisme – Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de novembre 1999 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1998.

1091/12/99 - Demande d'exemption de taxes de Café-Rencontre Drummond inc.

Attendu que Café-Rencontre Drummond inc. a soumis à la Commission municipale du Québec une demande pour fins d'exemption de la surtaxe sur les immeubles non-résidentiels;

Attendu que la Commission municipale du Québec consulte la Ville de Drummondville avant de se prononcer sur cette demande conformément aux prescriptions du paragraphe 10 de l'article 204, l'article 208.1 et l'article 236.1 de la Loi sur la fiscalité municipale;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville informe la Commission municipale du Québec qu'il accepte d'avance sa décision.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1092/12/99 - Autorisation à Beauce Carnaval inc. – Opération d'un parc d'amusement sur le site des Galeries Drummond

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Beauce Carnaval inc. à opérer un parc d'amusement sur le site des Galeries Drummond du 15 au 22 mai 2000, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1093/12/99 - Nomination des membres de l'Organisation municipale de sécurité civile de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination des membres pour siéger au sein de l'Organisation municipale de sécurité civile de Drummondville:

Ressources municipales	Responsable	Substitut
Mairesse	Francine Ruest-Jutras	
Coordonnateur	Gérald Lapierre	
Coordonnateur adjoint	Jean-Denis Lefebvre	
Conseiller technique	Marc Gaudreau	
Administration et main-d'oeuvre	Gilles Bélisle	Yvan Morin
Communications	Gilles Troie	Lise Brodeur
Service aux sinistrés	Claude Proulx	André Paquet
Travaux publics	Denis Larocque	Michel Blanchette
Approvisionnement	Gilles Charest	Alain Boisvert
Sécurité publique	Louis Raîche	Gaston Bellemare
Télécommunications	Josée Vendette	Daniel Côté
Centre de coordination	Thérèse Cajolet	Jean-Guy Provencher
Centre des opérations	Jean-L. Grenier	Yves Tousignant

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1094/12/99 - Nomination des membres du Comité municipal de sécurité civile

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination des membres pour siéger au sein du Comité municipal de sécurité civile:

Conseiller municipal	Robert Lafrenière
Coordonnateur	Gérald Lapierre
Coordonnateur adjoint	Jean-Denis Lefebvre
Directeur des opérations	Jean-L. Grenier
Conseiller technique	Marc Gaudreau
CLSC	Jacques Bibeau
Directeur – Usine Soprema	Raymond Gauthier

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1095/12/99 - Nomination de M. Stéphane Hélie au poste de sergent de patrouille au Service de la sécurité publique

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que M. Stéphane Hélie soit nommé au poste de sergent de patrouille au Service de la sécurité publique, le tout conformément à l'article 10 de la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville inc., et ce à compter du 7 décembre 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1096/12/99 - Embauche de Mme Scyntia De Simone à titre d'inspectrice

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de Mme Scyntia De Simone à titre d'inspectrice pour le Service d'urbanisme, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1097/12/99 - Protocole d'entente relatif au stationnement Yves Houle & Frères inc

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Yves Houle & Frères inc. pour la location d'espaces de stationnement au centre-ville.

Le protocole d'entente est valable pour une période de quatre (4) ans à compter du 1er janvier 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1098/12/99 - Dépôt des comptes rendus de réunions (25/11/99 et 03/12/99) – Comité de Circulation

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, et unanimement résolu que les comptes rendus des réunions du Comité de Circulation tenues le 25 novembre 1999 et le 3 décembre 1999 soient déposés aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1099/12/99 - Installation d'un panneau de stationnement limité à 60 minutes entre le 260 et le 266 rue St-Marcel

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer un panneau de stationnement limité à 60 minutes entre le 260 et le 266 rue St-Marcel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1100/12/99 - Installation de panneaux interdisant le stationnement sur la rue Power

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer des panneaux interdisant le stationnement sur la rue Power face à l'usine Rasakti.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1101/12/99 - Installation d'arrêts toutes directions à l'angle des rues St-Onge et St-Georges et un arrêt au centre de la rue St-Onge

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer des arrêts toutes directions à l'angle des rues St-Onge et St-Georges et un arrêt au centre de la rue St-Onge.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1102/12/99 - Installation de panneaux interdisant le stationnement face au 1715 et au 1675 rue Haggerty

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer des panneaux interdisant le stationnement face au 1715 rue Haggerty (Venmar Ventilation inc.) et au 1675 rue Haggerty (Soprema).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1103/12/99 - Installation d'un panneau de stationnement limité à 10 minutes face au 2125 boulevard Mercure

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer un panneau de stationnement limité à 10 minutes face au 2125 boulevard Mercure.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1104/12/99 - Installation d'arrêts toutes directions à l'angle de la rue Cormier et du boulevard René-Lévesque et d'arrêts au centre de ces rues

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer des arrêts toutes directions à l'angle de la rue Cormier et du boulevard René-Lévesque et des arrêts au centre desdites rues.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1105/12/99 - Dépôt du compte rendu (30/11/99)) - Comité de transport en commun

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 30 novembre 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1106/12/99 - Mandat à Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. – Travaux prévus pour le développement Jardins des Galeries

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. aux fins de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement Jardins des Galeries, et ce aux frais du promoteur

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1107/12/99 - Mandat à Géo Lab inc. – Travaux prévus pour le développement Jardins des Galeries

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie pour le développement Jardins des Galeries, et ce aux frais du promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1108/12/99 - Amendement des résolutions 945/10/99 et 1003/10/99 – Modification du numéro de cadastre

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que les résolutions 945/10/99 et 1003/10/99 soient amendées de façon à modifier le numéro de cadastre par les lots 124-593 et 2-81 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1109/12/99 - Autorisation à la compagnie 9049-3941 Québec inc. – Vente à Gestion Gisèle Surprenant inc. d'une partie du lot 280

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la compagnie 9049-3941 Québec inc. à vendre à Gestion Gisèle Surprenant inc. une partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham, avec toutes les conditions y rattachées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1110/12/99 - Protocole d'entente avec le Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville – Animation d'activités hivernales

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville pour l'animation d'activités hivernales (patinoires extérieures).

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1999/2000 et comprend le versement d'une subvention de 30 026 $

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1111/12/99 - Protocole d'entente avec le Centre Communautaire St-Pierre – Animation d'activités hivernales

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire St-Pierre pour l'animation d'activités hivernales (patinoires extérieures).

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1999/2000 et comprend le versement d'une subvention de 22 790 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1112/12/99 - Protocole d'entente avec le Centre Communautaire Drummondville-Sud inc. – Animation d'activités hivernales

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire Drummondville-Sud inc. pour l'animation d'activités hivernales (patinoires extérieures).

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1999/2000 et comprend le versement d'une subvention de 18 521 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1113/12/99 - Protocole d'entente avec le Centre Communautaire Pierre-Lemaire inc. – Animation d'activités hivernales

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire Pierre-Lemaire inc. pour l'animation d'activités hivernales (patinoires extérieures).

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1999/2000 et comprend le versement d'une subvention de 5 027 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1114/12/99 - Protocole d'entente avec les Loisirs St-Joseph de Drummondville inc. – Animation d'activités hivernales

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec les Loisirs St-Joseph de Drummondville inc. pour l'animation d'activités hivernales (patinoires extérieures).

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1999/2000 et comprend le versement d'une subvention de 1 200 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1115/12/99 - Autorisation à la Corporation de Développement Centre-Ville – Musique extérieure durant la période des Fêtes

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Corporation de Développement Centre-Ville de Drummondville à diffuser de la musique extérieure durant la période des Fêtes, soit du 7 décembre 1999 au 2 janvier 2000, entre 9 h 00 et 21 h 00.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1116/12/99 - Subvention de 25 000 $ – Festival mondial de Folklore de Drummondville inc. (Mondial des Cultures)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 25 000 $ à Festival mondial de Folklore de Drummondville inc. (Mondial des Cultures), et ce à titre de subvention spéciale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1117/12/99 - Offre d'achat de M. André Duchesneau et/ou d'une compagnie à être formée – Partie du lot 680

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville accepte l'offre d'achat de M. André Duschesneau et/ou d'une compagnie à être formée pour une partie du lot 680 du Quartier Est de la Ville de Drummondville.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1118/12/99 - Autorisation à Propriétés Provigo ltée de procéder à l'installation d'un feu de circulation sur la rue Des Forges

Considérant que la Ville de Drummondville autorise par résolution la signature d'un acte de vente à intervenir entre Propriétés Provigo ltée et la Ville de Drummondville, lequel fait suite aux deux (2) offres d'achat acceptées dans ce dossier le 16 août 1999, par la résolution numéro 758/8/99, et le 4 octobre 1999, par la résolution numéro 926/10/99;

Considérant que depuis la présentation des plans initiaux du projet de Provigo Distribution inc., Provigo demande à la Ville de Drummondville la permission de procéder, à ses entiers frais et débours, à l'installation d'un feu de circulation sur la rue Des Forges;

Considérant que les plans présentés par Provigo Distribution inc. ne sont pas encore définitifs, des discussions ayant toujours lieu entre le Service d'urbanisme et Provigo;

Considérant que Propriétés Provigo ltée poursuivra la réalisation du projet présenté par Provigo Distribution inc. et assumera tous les droits et obligations découlant des documents intervenus avec la Ville à cet effet;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Propriétés Provigo ltée à procéder à l'installation d'un feu de circulation sur la rue Des Forges suivant le positionnement et les normes techniques qui seront établies par la Ville de Drummondville.

Propriétés Provigo ltée ou son représentant assumera tous les frais et débours relatifs à ce feu de circulation.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1119/12/99 - Acte de vente à Propriétés Provigo ltée d'une partie des lots 360, 361, 362, 363, 445, 446, 448 et parties du lot 149 et de la rue A

Considérant que le 16 août 1999, par sa résolution numéro 758/8/99, la Ville de Drummondville a accepté l'offre d'achat déposée par Provigo Distribution inc. relativement à une partie des lots 360, 445, 446, 448, parties du lot 149 et partie de la rue A du Quartier Est, le tout tel que montré au plan préparé par Michel Dubé, arpenteur-géomètre, le 5 août 1999 sous la minute 6225, d'une superficie totale de 2 367,7 m^2 soit 25 518 pi^2;

Considérant que le 4 octobre 1999, par sa résolution numéro 926/10/99, la Ville de Drummondville a accepté une nouvelle offre d'achat déposée par Provigo Distribution inc. relativement à une partie des lots 360, 361, 362, 363, 445, 446, 448, parties du lot 149 et partie de la rue A du Quartier Est, le tout tel que montré au plan préparé par Michel Dubé, arpenteur-géomètre, le 30 septembre 1999 sous la minute 6313, d'une superficie additionnelle de 1 325,5 m^2 soit 14 235,27 pi^2, et ce, bien qu'au document d'offre d'achat joint à la résolution ci-avant mentionnée, la superficie erronément indiquée, fait état d'une superficie approximative de 4 526,67 pi^2 alors que l'on aurait dû y lire une superficie approximative de 14 526,67 pi^2, ce qui est conforme au plan portant la minute 6313, déposé au soutien de l'offre d'achat;

Considérant que l'acceptation de l'offre d'achat du 4 octobre 1999 était conditionnelle à l'acquisition par Provigo Distribution inc. de l'ensemble des terrains devant former le complexe commercial prévu;

Considérant que Provigo Distribution inc. a cédé tous ses droits et obligations dans lesdites offres d'achat à Propriétés Provigo ltée, le tout tel qu'il appert d'une correspondance émise à cet effet;

Considérant que Propriétés Provigo ltée doit se porter acquéreur des autres propriétés devant former le complexe commercial annoncé par Provigo Distribution inc. le ou avant le 15 décembre 1999;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, l'acte de vente à intervenir entre Propriétés Provigo ltée et la Ville de Drummondville, lequel fait suite aux deux (2) offres d'achat acceptées dans ce dossier, pour une superficie totale de 3 693,20 m^2 soit 39 753,27 pi^2, pour un montant de 73 941,08 $.

Cet acte de vente sera signé sur production d'une preuve de signature des actes de vente à intervenir avec 9059-2270 Québec inc. et Canadien Pacific Railway co. et Compagnie de chemin de fer de Montréal à l'Atlantique.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1120/12/99 - Appui à l'U.M.Q. et à l'A.G.C.M.Q. – Positions relatives à l'adoption de l'article 33 du projet de loi 83

Considérant le dépôt du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives, notamment son article 33 qui modifiera la Loi sur l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q. c. A-29 et qui aura pour effet d'imposer des frais aux cours municipales et de diminuer les frais judiciaires recouvrables;

Considérant que l'Union des municipalités du Québec (U.M.Q.) s'est opposée fermement à l'adoption de l'article 33 du projet de loi 83 dans une lettre du 26 novembre 1999 et a demandé d'être entendue devant la Commission des affaires sociales;

Considérant que l'Association des greffiers de cours municipales du Québec (A.G.C.M.Q.) s'oppose également à l'adoption de l'article 33 du projet de loi 83 et désire présenter un mémoire devant la Commission des affaires sociales;

Considérant que, lors de sa session du 2 décembre 1999, la Commission des affaires sociales a refusé d'entendre l'U.M.Q. et l'A.G.C.M.Q.;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que le conseil municipal de la Ville de Drummondville appuie les positions de l'U.M.Q. et de l'A.G.C.M.Q., s'oppose à l'adoption de l'article 33 du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives et demande à la Commission des affaires sociales de recevoir les mémoires et les présentations de l'U.M.Q. et de l'A.G.C.M.Q.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1121/12/99 - Avis de motion d'un règlement (2797) – Amendement au règlement no 2700 (modification du calendrier des séances du Conseil 2000)

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (2797) amendant l'article 11 du règlement no 2700 de façon à modifier le calendrier des séances régulières du Conseil pour les mois de janvier, mars et août 2000.

1122/12/99 - Avis de motion d'un règlement (2798) – Taxes foncières et spéciales pour l'année 2000

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion d'un règlement (2798) prévoyant l'imposition des taxes foncières et spéciales pour l'année 2000.

1123/12/99 - Avis de motion d'un règlement (2799) – Surtaxe sur les immeubles non résidentiels pour l'année 2000

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (2799) prévoyant l'imposition d'une surtaxe sur les immeubles non résidentiels pour l'année 2000.

1124/12/99 - Avis de motion d'un règlement (2800) – Fourniture de l'eau pour l'année 2000

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (2800) prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 2000.

1125/12/99 - Avis de motion d'un règlement (2801) – Compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2000

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion d'un règlement (2801) prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2000.

1126/12/99 - Avis de motion d'un règlement (2802) – Cueillette des déchets solides, transport, enfouissement sanitaire, collecte sélective et conteneurs pour l'année 2000

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion d'un règlement (2802) prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires pour l'année 2000.

1127/12/99 - Dispense de lecture du règlement no 2802

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2802 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires pour l'année 2000, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1128/12/99 - Avis de motion d'un règlement (2803) – Fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2000

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (2803) prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2000.

1129/12/99 - Dispense de lecture du règlement no 2803

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2803 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2000, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1130/12/99 - Avis de motion d'un règlement (2805) – Compensation pour les

travaux de contrôle biologique des mouches noires

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (2805) établissant une compensation pour l'exécution des travaux relatifs au contrôle biologique des mouches noires par voie de compensation.

1131/12/99 - Avis de motion d'un règlement (2804) – Assurance-responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés de la Ville

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion d'un règlement (2804) autorisant la Ville de Drummondville à prendre une assurance-responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés de la Ville, et ce pour une période de douze (12) mois à compter du 31 décembre 1999.

1132/12/99 - Adoption du règlement no 2795 – Amendement au règlement no 2700 – Modification de tarif des permis

Lecture est donnée du règlement no 2795 modifiant le règlement no 2700 de façon à modifier le tarif des permis de stationnement pour les stationnements de la Gare et de la Voie ferrée.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1133/12/99 - Autorisation de stationnement alternatif – Rues Du Moulin et Poirier

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le stationnement alternatif sur la rue Du Moulin entre les rues Des Écoles et Lindsay et sur la rue Poirier de la rue Heriot à la rivière St-François.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1134/12/99 - Adoption du règlement no 2786-1 – Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2786 a été donné (réf: 978/10/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2786-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'autoriser, dans la zone commerciale C11-16, l'usage "lieux de culte" en tant qu'usage spécifiquement permis et d'assujettir ce nouvel usage aux normes présentement établies pour les autres usages commerciaux déjà prévus dans cette zone;
B) d'autoriser, dans la zone d'habitation H05-13, la classe d'usages "habitation multifamiliale (h_3)" de type isolé et d'augmenter de trois (3) à cinq (5) le nombre de logements par bâtiment et de quatre-vingts (80) à cent quarante (140) la densité nette;
C) de créer la nouvelle zone d'habitation H06-51 à même une partie des zones commerciale C06-06 et d'habitation H06-13 et d'autoriser les classes d'usages habitation bifamiliale et trifamiliale de même que les habitations multifamiliales;
D) d'ajouter, dans la zone communautaire P04-04, la sous-classe d'usages "services financiers" et d'indiquer la référence aux notes particulières (3) et (4) vis-à-vis les classes d'usages correspondantes à la grille des usages et des normes;
E) d'ajuster certaines dispositions applicables à l'usage commercial autorisé dans la zone communautaire P05-04 de manière à prévoir la référence à deux (2) articles concernant les dispositions relatives à l'étalage extérieur et de préciser que l'usage concerné est autorisé comme usage principal;

soit et est adopté;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Intervenant : M. Vic Bergeron, résident de la rue Pinard

® Item 37A – panneaux de signalisation sur la rue Cormier

Quand seront-ils installés ?

Le conseiller Robert Lafrenière précise qu'ils seront installés incessamment.

® M. Bergeron dévoile les résultats quant au nombre de signatures sur la pétition qui doit être transmise à Via Rail et remercie toute la population.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le 20 décembre 1999.

1135/12/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 00 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

20 décembre 1999

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 20 décembre 1999 à 19 h 45, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1145/12/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1146/12/99 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 6 décembre 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 6 décembre 1999 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1147/12/99 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 13 décembre 1999

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 13 décembre 1999 à 19 h 30 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres de remerciements.

1148/12/99 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 6 au 20 décembre 1999, lesquels comptes totalisent la somme de 2 220 333,03 $.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1149/12/99 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1675 rue Haggerty

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'obtenir une dérogation mineure afin d'autoriser l'aménagement d'une nouvelle entrée charretière pour véhicules lourds pour l'établissement situé au 1675 de la rue Haggerty a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le nombre d'entrées charretières pour un terrain intérieur d'usage industriel est fixé à quatre (4) entrées charretières maximum, et de ce nombre, il ne peut y avoir plus de deux (2) entrées charretières pour véhicules lourds d'une largeur supérieure à dix mètres (10 m) par terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement actuel d'entrées charretières excède déjà le nombre total maximal autorisé, soit de cinq (5) au lieu de quatre (4), mais que celles-ci bénéficient de droits acquis;

CONSIDÉRANT QUE le requérant désire relocaliser l'entrée charretière pour véhicules lourds (autorisée par la dérogation mineure numéro 548/6/98) à l'extrémité ouest du terrain, soit près de la ligne latérale gauche de terrain, afin d'éviter principalement que cette nouvelle voie d'accès ne traverse le stationnement des camions et ainsi faciliter la circulation en général des camions lourds sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée charretière proposée **remplacerait** une entrée charretière déjà autorisée, et par le fait même, **conserverait** le nombre total que l'on retrouve actuellement;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de cette nouvelle entrée charretière, telle que proposée, évite l'étalement des véhicules lourds;

CONSIDÉRANT QU'actuellement, on retrouve trois (3) entrées charretières pour véhicules lourds mais que ce nombre est comptabilisé uniquement à cause des obstacles physiques qui créent une séparation (borne fontaine et poteau d'Hydro-Québec);

CONSIDÉRANT QUE le nouveau stationnement permettra d'éviter un risque d'accident provoqué par le chargement des camions dans la rue;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de cette nouvelle entrée charretière ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une dérogation mineure afin de permettre l'aménagement d'une nouvelle entrée charretière pour véhicules lourds à l'extrémité ouest du terrain, soit près de la ligne latérale gauche de terrain, portant le nombre d'entrées charretières pour véhicules lourds d'une largeur supérieure à dix mètres (10 m) à trois (3) au lieu de deux (2), mais **conservant** le nombre total à cinq (5) entrées charretières au lieu de quatre (4), cette nouvelle entrée charretière étant le **remplacement d'une entrée charretière déjà autorisée** (dérogation mineure numéro 548/6/98), et ce pour l'établissement situé au 1675 de la rue Haggerty.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1150/12/99 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 85 rue Notre-Dame

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'obtenir une dérogation mineure afin d'augmenter l'espace bâti/terrain maximal, et ce dans le cadre des travaux d'agrandissement du bâtiment commercial situé sur le lot 159-192, soit au 85 de la rue Notre-Dame, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste en l'agrandissement du bâtiment principal de un virgule trente-sept mètre (1,37 m) par trois virgule quatre-vingts mètres (3,80 m), soit cinq virgule deux mètres carrés (5,2 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation de zonage applicable pour la zone visée (H10-10), l'espace bâti/terrain maximum est de trente pour cent (30%);

CONSIDÉRANT QUE cette disposition a pour but d'assurer un minimum d'espace sur chaque propriété afin d'être en mesure d'effectuer divers aménagements (stationnement, entreposage, etc.);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment commercial "sans l'agrandissement projeté", a une superficie de deux cent quarante-cinq virgule quatorze mètres carrés (245,14 m^2) sur un terrain de cinq cent six virgule trente mètres carrés (506,30 m^2), ce qui représente un espace bâti/terrain de quarante-huit pour cent (48%);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, l'espace bâti/terrain représente quarante-neuf pour cent (49%), soit une augmentation de un pour cent (1%) en fonction de la situation antérieure;

CONSIDÉRANT QUE l'augmentation réelle est mineure en fonction de la situation antérieure (soit de un pour cent (1%));

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement vise principalement à faciliter la livraison de la marchandise à l'intérieur du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement de zonage actuel semble causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE les incidences de la dérogation sur la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins semblent faibles;

CONSIDÉRANT QUE les travaux semblent avoir été effectués de bonne foi étant donné qu'un permis de construction avait été demandé pour des travaux de rénovation;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une dérogation mineure afin de permettre l'augmentation de la norme maximale prescrite pour l'espace bâti/terrain de trente pour cent (30%) à quarante-neuf pour cent (49%) considérant que l'augmentation réelle en

fonction de la situation antérieure est de un pour cent (1%), et ce pour le bâtiment situé sur le lot 159-192, soit au 85 de la rue Notre-Dame.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1151/12/99 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 81 - 117e avenue

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'obtenir une dérogation mineure afin d'augmenter la marge de recul maximale pour le bâtiment situé sur le lot 244-142, soit au 81 de la 117ième avenue a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation de zonage applicable pour la zone visée (H06-39), la marge de recul applicable à un bâtiment principal est de six mètres (6 m) minimum et que la moyenne des marges s'applique;

CONSIDÉRANT QU'étant donné la présence de bâtiments construits de chaque côté du bâtiment visé, la moyenne des marges fixe à cinq virgule quatorze mètres (5,14 m) la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé a été construit en 1999 et que le certificat de localisation émis en octobre 1999 pour l'immeuble visé soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à cinq virgule soixante et onze mètres (5,71 m) la marge de recul du bâtiment, soit une irrégularité de zéro virgule cinquante-sept mètre (0,57 m);

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain ne semble pas causer de préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

CONSIDÉRANT QUE la demande vise à confirmer une situation existante;

CONSIDÉRANT QUE les travaux semblent avoir été effectués de bonne foi étant donné qu'un permis de construction avait été demandé;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une dérogation mineure afin de permettre l'augmentation de la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal fixant celle-ci à cinq virgule soixante et onze mètres (5,71 m) au lieu de cinq virgule quatorze mètres (5,14 m), et ce pour le bâtiment situé sur le lot 244-142, soit au 81 de la 117ième avenue.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1152/12/99 - Dépôt du procès-verbal (07/12/99) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 7 décembre 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1153/12/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 1525 boulevard St-Joseph - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment pour l'établissement situé au 1525 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph, et que, par conséquent, toute installation d'une (1) enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer sur le mur extérieur, une (1) enseigne constituée d'une plaque d'aluminium peinte dont le message est formé de lettres détachées;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs du lettrage (blanc, noir et rouge) et du fond de l'enseigne (gris et gris charcoal) sont sobres et ne rendent pas l'affichage prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne, soit au-dessus de la porte d'entrée principale, vient marquer cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale quant à sa forme, le type de matériau utilisé et les couleurs, s'harmonise avec les enseignes que l'on retrouve dans le milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment (tel que ci-dessus mentionné) pour l'établissement situé au 1525 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1154/12/99 - Acceptation des travaux d'installation d'enseignes sur bâtiment et sur poteau pour l'immeuble situé au 4200 rue Vachon - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur poteau et de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 4200 de la rue Vachon a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur de la vitrine industrielle de prestige, et que, par conséquent, toute installation d'enseignes sur poteau et sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer une (1) enseigne sur poteau et deux (2) enseignes rattachées au bâtiment situé en bordure de l'autoroute Jean-Lesage, soit sur la rue Vachon;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est composée d'un boîtier stylisé d'environ un virgule quatre-vingt-cinq mètre (1,85 m) de haut par une largeur approximative de trois mètres (3 m), le tout disposé sur un poteau d'une largeur minimale de soixante centimètres (60 cm);

CONSIDÉRANT QUE la couleur du boîtier et du poteau, soit le vert forêt, s'harmonise avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne sur poteau rendent cette dernière peu prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager sera réalisé au pied de l'enseigne sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes murales sont constituées de lettres détachées non lumineuses de plastique blanc;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes murales s'harmonisent entre elles de par leur forme, leur localisation et leur couleur;

CONSIDÉRANT QUE ces enseignes sont éclairées par des projecteurs installés au sol, ce qui rend celles-ci moins prédominantes dans le paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur poteau et de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (tel que ci-dessus mentionné) pour l'établissement situé au 4200 de la rue Vachon, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1155/12/99 - Acceptation des travaux de démolition d'un bâtiment pour l'immeuble situé au 455 rue Lindsay - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition du bâtiment situé au 455 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à démolir un bâtiment à usage mixte suite à un incendie;

CONSIDÉRANT QUE l'ampleur des dommages causés ne permet pas de rénover convenablement le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le réaménagement du terrain ou la reconstruction du bâtiment seront assujettis aux critères applicables dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que ci-dessus mentionné) du bâtiment situé au 455 de la rue Lindsay, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1156/12/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 253 rue Lindsay/marchand - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment pour l'établissement situé au 253 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville, et que, par conséquent, toute installation d'une (1) enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne composée de lettres détachées en acier inoxydable brossé de couleur grise, appliquée sur le mur de la façade donnant sur la rue Marchand;

CONSIDÉRANT QUE le matériau choisi pour l'enseigne est le même que celui des ornementations se retrouvant déjà sur le bâtiment et que le tout s'harmonise bien entre eux;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions, la localisation et le type de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible ainsi qu'une bonne intégration de l'enseigne au bâtiment de style art-déco;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, sa couleur et sa localisation), celle-ci permet de favoriser le développement de l'identité propre au secteur et anime cette façade;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne augmentera l'intérêt pour le piéton sur cette rue;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera éclairée par projection;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment (tel que ci-dessus mentionné) pour l'établissement situé au 253 de la rue Lindsay, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1157/12/99 - Acceptation des travaux d'installation d'enseignes sur bâtiment et sur muret pour l'immeuble situé au 595 boul. St-Joseph - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment et d'une (1) enseigne sur socle ou muret pour l'établissement situé au 595 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph, et que, par conséquent, toute installation d'enseignes sur bâtiment et sur socle ou muret est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer:
- une (1) enseigne murale de type "boîtier" donnant sur la rue Foster;
- une (1) enseigne sur socle ou muret dans la cour avant, soit celle donnant sur le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est constituée d'un boîtier lumineux d'environ un virgule vingt mètre carré (1,20 m^2), peint en gris foncé;

CONSIDÉRANT QUE la couleur dudit boîtier est sobre évitant ainsi de rendre l'affichage prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE sa localisation, sa forme et ses dimensions permettent de bien intégrer cette enseigne sur la façade arrière du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé (socle ou muret) représente bien le caractère institutionnel de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne permet d'animer le paysage urbain et masque peu la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE le matériau et les couleurs choisis, soit l'aluminium gris charcoal, permettent une bonne harmonisation entre eux et ceux du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le message est constitué en majeure partie de lettres détachées lumineuses;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager adéquat permettra d'atténuer l'impact visuel de cette structure;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur bâtiment et d'une (1) enseigne sur socle ou muret (tel que ci-dessus mentionné) pour l'établissement situé au 595 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1158/12/99 - Refus des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 576 rue Des écoles - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 576 de la rue des Écoles a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation consistent à remplacer la brique peinte par un déclin de vinyle;

CONSIDÉRANT QUE le remplacement du revêtement de brique diminuerait le caractère d'origine du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments du secteur sont en grande majorité recouverts d'un revêtement de brique;

CONSIDÉRANT QUE malgré l'état de détérioration du revêtement extérieur du troisième (3^{e}) étage, il serait quand même possible de procéder au nettoyage de la brique, au remplacement des briques endommagées et à la réfection des joints;

CONSIDÉRANT QUE les travaux mentionnés au point précédent s'inscriraient en continuité et en harmonie avec les bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation demandés préservent très peu le caractère propre et les qualités architecturales du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 576 de la rue des Écoles, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1159/12/99 - Dépôt du procès-verbal (14/12/99) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 décembre 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1160/12/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 412 rue Heriot - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 412 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à ériger une issue jumelée à une terrasse (galerie avec un escalier menant au sol);

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de cette galerie est en partie visible de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'escalier extérieur est installé près d'un mur faisant partie d'un décroché, ce qui amoindrit son impact visuel de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps stylisés ainsi que l'escalier seront en fer forgé de couleur brune et ces derniers s'harmoniseront bien avec le style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) portes seront peintes de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE cette issue est exigée par le service de la sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'une terrasse viendra animer cette façade du bâtiment et donner un nouveau souffle à cet immeuble, tout en respectant l'équilibre de cette construction;

CONSIDÉRANT QUE le projet modifie peu les caractéristiques architecturales du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 412 de la rue Heriot, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1161/12/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 508 rue Lindsay - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 508 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à:
- changer une partie du revêtement extérieur du bâtiment;
- ajouter un entablement à la limite du rez-de-chaussée et du deuxième (2^{e}) étage;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur d'acier pré-peint brun est remplacé par de la brique de couleur brun beige s'harmonisant à la brique existante;

CONSIDÉRANT QU'un revêtement d'acrylique, de couleur s'apparentant à celle de la nouvelle brique, est posé sur la partie supérieure du mur rénové au rez-de-chaussée;

CONSIDÉRANT QU'un jeu de briques, soit la création de colonnes et de bandeaux horizontaux, vient animer les façades;

CONSIDÉRANT QU'un jeu d'avancées sur la partie du mur en acrylique, vient créer l'effet de panneaux;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est relocalisée au centre du bâtiment et que celle-ci est marquée par un prolongement du mur extérieur, ce qui permet de mieux localiser cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures du rez-de-chaussée, de par leurs localisations, leurs dimensions et l'ajout d'une porte à l'arrière, permettent de maintenir l'intérêt du piéton;

CONSIDÉRANT QUE les cadres métalliques des ouvertures seront de couleur bronze clair;

CONSIDÉRANT QUE les auvents de couleur verte, installés au-dessus des fenêtres, permettent d'animer architecturalement les façades sans pour autant les surcharger;

CONSIDÉRANT QUE l'élément d'ornementation que constitue l'entablement est composé de deux (2) moulures stylisées dont le revêtement est un acrylique de couleur vert foncé;

CONSIDÉRANT QUE ces modifications plus contemporaines permettent un esprit de respect et de continuité du caractère architectural propre au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE, globalement, l'intervention permet de rééquilibrer l'ensemble que constitue le bâtiment visé avec celui qui y est adjacent;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 508 de la rue Lindsay, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1162/12/99 - Refus des travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé au 317 rue Heriot - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 317 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire une marquise à faible pente sur le mur de la façade donnant sur la rue Brock;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu de toitures variées (toits plat et en pente);

CONSIDÉRANT QUE la majeure partie de la toiture du bâtiment correspond à un toit plat;

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis n'est pas en harmonie avec le gabarit du bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE les travaux projetés animent peu cette façade et viennent la surcharger;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux utilisés correspondent peu aux éléments architecturaux se retrouvant sur les bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE les modifications proposées s'inspirent peu du caractère architectural particulier et d'époque du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le traitement très contemporain de ce bâtiment vient à l'encontre des objectifs et critères d'aménagement fixés par la Ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure

(tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 317 de la rue Heriot, car le projet ne répond pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1163/12/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 127 rue Heriot - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 127 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville, et que, par conséquent, toute installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne projetante située au-dessus de l'entrée principale, sur l'entablement prévu à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de fer forgé de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le or, le beige, le brun foncé et le noir, sont des couleurs traditionnelles qui s'harmonisent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible ainsi qu'une bonne intégration de l'enseigne au bâtiment et viennent marquer l'entrée principale de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs et sa localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera éclairée par projection;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que ci-dessus mentionné) pour l'établissement situé au 127 de la rue Heriot, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1164/12/99 - Refus des travaux d'installation d'enseignes sur bâtiment pour l'immeuble situé aux 410-414 rue Lindsay - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation de cinq (5) nouvelles enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé aux 410-414 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville, et que, par conséquent, toute installation de nouvelles enseignes rattachées au bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer cinq (5) enseignes de type boîtier lumineux, de superficies variées, sur le mur avant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes murales doivent, entre autres, s'intégrer à l'architecture du bâtiment et contribuer à l'unité et à l'harmonisation des enseignes situées dans ce secteur;

CONSIDÉRANT QUE les objectifs d'aménagement relatifs à l'affichage doivent favoriser le développement d'une identité propre au secteur;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des enseignes murales permet de rendre celles-ci plus prédominantes dans le paysage urbain, et ceci au détriment de la qualité visuelle dans l'ensemble du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville **refuse** l'installation de cinq (5) nouvelles enseignes rattachées au bâtiment (tel que ci-dessus mentionné) pour l'établissement situé aux 410-414 de la rue Lindsay, car celles-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1165/12/99 - Acceptation des travaux d'installation d'enseignes sur bâtiment pour l'immeuble situé au 777 boulevard St-Joseph - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation de nouvelles enseignes rattachées au bâtiment et sur poteau pour le bâtiment situé au 777 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A/St-Joseph, et que, par conséquent, toute installation d'enseignes rattachées au bâtiment et sur poteau est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer:
- une (1) enseigne rattachée au bâtiment;
- trois (3) enseignes sur marquise;
- une (1) enseigne sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera constituée de lettres détachées de plastique rouge non lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de ladite enseigne, soit au-dessus de la partie vitrée du bâtiment ainsi que sous la marquise, viendra rendre cette dernière peu prédominante dans le paysage urbain et de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sur la marquise sont de type boîtier lumineux peint de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE leurs formes, couleurs et superficies permettent une bonne harmonisation et intégration entre elles;

CONSIDÉRANT QUE ces dernières n'excèdent pas le haut de la marquise, ce qui évite de les rendre prédominantes dans le paysage urbain au détriment des bâtiments voisins;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau respectera les normes établies au règlement de zonage, soit entre autres, la hauteur maximale de l'enseigne sur poteau (six mètres (6 m)), la superficie maximale de l'enseigne (cinq mètres carrés (5 m^2)), la superficie maximale de l'enseigne affichant les prix d'essence (un mètre carré (1 m^2));

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne, soit le blanc gris et le gris, permettent une bonne harmonisation entre elles et celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de ladite enseigne seront recouverts d'un panneau de béton léger enduit d'un revêtement d'acrylique, le tout reproduisant l'effet de colonnes de la marquise ainsi que le revêtement extérieur du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de cette dernière, soit en retrait du feu de circulation, permet d'atténuer sa prédominance sur le site et limite le risque de masquer la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager au pied de l'enseigne, composé d'arbres et/ou d'arbustes en nombre et en hauteur suffisants, viendra amoindrir l'impact visuel négatif de la base de béton ainsi que des ancrages;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation de nouvelles enseignes rattachées au bâtiment et sur poteau (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 777 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1166/12/99 - Information auprès du ministère des Transports - Travaux de reconstruction du pont des Voltigeurs

Considérant que le ministère des Transports prévoit réaliser des travaux de reconstruction du pont des Voltigeurs au printemps 2000;

Considérant que lesdits travaux sont rendus nécessaires pour assurer la sécurité du public qui circule.

Considérant que lesdits travaux ne contreviennent pas à la réglementation municipale;

Considérant que les représentants du ministère des Transports et de la Ville de Drummondville se sont entendus sur les moyens à prendre pour s'assurer que la circulation se fasse de façon sécuritaire.

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville confirme au ministère des Transports du Québec que les travaux de reconstruction du pont des Voltigeurs sont conformes à la réglementation.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Déclaration des intérêts pécuniaires

La greffière informe la population que tous les élus municipaux ont, conformément aux articles 357 à 363 inclusivement de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, déposé la déclaration des intérêts pécuniaires.

1167/12/99 - Acceptation des prévisions budgétaires 2000 de la Corporation de Développement Centre-Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les prévisions budgétaires de la Corporation de Développement Centre-Ville de Drummondville pour l'année 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1168/12/99 - Acceptation des prévisions budgétaires 2000 de la Sidac St-Joseph pour l'année 2000

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les prévisions budgétaires de la Sidac St-Joseph pour l'année 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1169/12/99 - Protocole d'entente avec le Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste - Fête des Flocons

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste pour la tenue de la Fête des Flocons qui se tiendra les 21, 23 et 30 janvier 2000.

Le protocole d'entente comprend le versement d'une participation financière de 1 000 $ et en services de 2 500 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1170/12/99 - Protocole d'entente avec le Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville inc. et Drummond Sports - 36e édition du Tournoi

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville inc. et Drummond Sports inc. pour la tenue de la 36^{e} édition.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 26 janvier au 6 février 2000 et comprend le versement d'une participation financière de 29 000 $ et en services de 35 550 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1171/12/99 - Vente d'un terrain industriel à Vidéotron Télécom ltée

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Vidéotron Télécom limitée une partie du lot 173 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 987 pieds carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 3 décembre 1999 (numéro de dossier: A-1303 - numéro de minute: 8509), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le pied carré, soit deux mille neuf cent soixante et un dollars (2 961,00 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Marie-Josée Coulombe et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1172/12/99 - Information auprès du ministère de l'Environnement - Plan de gestion des cours d'eau sur le territoire de la Ville

Considérant que la Ville de Drummondville a déjà pris connaissance de la "Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables" (décret 103-96);

Considérant que cette politique a des incidences sur les différents cours d'eau qui découpent le territoire municipal, et ce notamment, en régissant le type de travaux qui peuvent être réalisés quant à leur détournement et/ou canalisation;

Considérant que cette politique a, par conséquent, des répercussions importantes sur l'aménagement des secteurs appelés à être urbanisés;

Considérant que la possibilité ou non de pouvoir détourner et/ou canaliser des cours d'eau est une donnée importante à connaître tant par la Ville que les promoteurs;

Considérant qu'il est possible pour la Ville de se doter d'un plan de gestion de ses cours d'eau à l'intérieur duquel le type de travaux pouvant être effectués pour chacun de ceux-ci serait précisé;

Considérant que ce plan de gestion sera par la suite intégré au plan de gestion global des cours d'eau de la M.R.C. et pour ainsi faire partie intégrante du schéma d'aménagement;

Considérant les superficies importantes de territoire disponibles pour le développement à l'intérieur du périmètre d'urbanisation actuel;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville s'engage à élaborer un plan de gestion de ses cours d'eau compris à l'intérieur du périmètre d'urbanisation et à soumettre celui-ci à la M.R.C. de Drummond afin que cette dernière puisse entreprendre des procédures de modification de son schéma d'aménagement, au plus tard le 15 juin 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1173/12/99 - Signature d'un acte d'hypothèque - Construction de la rue St-Onge

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'hypothèque visant à garantir les obligations consenties par Construction Gilles Ducharme et associés inc. en vertu d'une entente signée le 28 septembre 1999, en regard de la construction de la rue St-Onge, entre la rue Des Grands Ducs et le pont St-Onge.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1174/12/99 - Signature d'une entente promoteur avec la compagnie 2334-5499 Québec inc. (Jardins des Galeries)

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur avec la compagnie 2334-5499 Québec inc. relativement au développement Jardins des Galeries.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1175/12/99 - Délégation au conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville délègue Messieurs Réal Jean, Mario Jacques et Robert Lafrenière au conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1176/12/99 - Subvention de 4 000 $ - Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 4 000 $ à la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1177/12/99 - Signature d'un contrat de gestion avec la Société d'agriculture du district de Drummond

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de gestion avec la Société d'Agriculture du District de Drummond.

L'entente prévoit la gestion des équipements et des activités sur le site du terrain de l'exposition et du Centre équestre.

L'entente est valable pour la période du 15 avril au 15 novembre 2000 et la Ville s'engage à verser à l'organisme une somme de 9 900 $ incluant la TPS et la TVQ.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1178/12/99 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. - Fondation de rues

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative des matériaux constituant les fondations de rues actuelles.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1179/12/99 - Signature d'une lettre d'entente avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le directeur général et le directeur par intérim du Service de la sécurité publique soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc. concernant le service de cantine mobile lors d'incendies majeurs.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1180/12/99 - Signature d'une lettre d'entente avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le directeur général et le directeur par intérim du Service de la sécurité publique soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec l'Unité des Policiers de Drummondville inc. relativement à l'Escouade régionale mixte.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1181/12/99 - Embauche du personnel nécessaire pour l'entretien des patinoires extérieures

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des ressources humaines à procéder à l'embauche du personnel nécessaire pour l'entretien des patinoires extérieures, en l'occurrence un (1) responsable, deux (2) préposés à l'entretien et trois (3) aides à temps partiel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1182/12/99 - Embauche de M. Yvan Bernatchez au poste de contremaître, section Édifices

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Yvan Bernatchez au poste de contremaître, section Édifices, et ce à compter du 31 janvier 2000, conformément à la politique établie sur les conditions de travail du personnel cadre de la Ville, classe 17, échelon 4-5 ans, année 1999, le tout indexé pour l'an 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1183/12/99 - Signature d'une lettre d'entente avec le Syndicat des employés municipaux cols blancs

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le directeur général et la conseillère en gestion des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023) relativement à trois (3) requêtes en vertu de l'article 39 du Code du Travail.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1184/12/99 - Participation au Programme d'échange organisé par l'Association Québec-France

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville soit autorisée à participer au Programme d'échange organisé par l'Association Québec-France et à réserver trois (3) postes à cette fin pour l'été 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1185/12/99 - Modification de la grille salariale du personnel cadre relativement à la rémunération versée aux contremaîtres

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville modifie les conditions de travail et la grille salariale du personnel cadre relativement à la rémunération versée aux contremaîtres.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1186/12/99 - Adoption du projet de règlement no 2806

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2806 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but:

A) – d'extensionner l'affectation commerciale de type "commerce artériel lourd (C-5)" à même une partie de l'affectation résidentielle "habitation de moyenne densité II (R-3)" pour une bande de terrain longeant le côté sud de la rue Des Forges et le côté nord du boulevard St-Joseph;
– d'apporter les ajustements appropriés (texte et plans) quant au secteur de développement concerné par les modifications d'affectation, soit le secteur résidentiel (Quartier Centre 2) et le secteur commercial projeté;

B) – d'extensionner l'affectation commerciale de type "commerce régional 1 (biens et services) (C-3)" à même une partie de l'affectation résidentielle "habitation de moyenne densité II (R-3)" pour une portion de terrain longeant le côté nord de la rue Des Forges,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1187/12/99 - Avis de motion d'un règlement – Plan d'urbanisme

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (2806) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but:
– de modifier la nature des affectations du sol dans le secteur situé à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue Des Forges, soit du côté nord-est;
– de modifier la nature des affectations du sol dans le secteur situé entre le côté nord de la rue Des Forges et la voie ferrée du Canadien National, soit à proximité des rues Lindsay et Des Forges.

1188/12/99 - Dispense de lecture du règlement no 2806

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2806 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but:
– de modifier la nature des affectations du sol dans le secteur situé à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue Des Forges, soit du côté nord-est;
– de modifier la nature des affectations du sol dans le secteur situé entre le côté nord de la rue Des Forges et la voie ferrée du Canadien National, soit à proximité des rues Lindsay et Des Forges;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1189/12/99 - Adoption du projet de règlement no 2807

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2807amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'agrandir la zone commerciale C03-17 à même une partie de la zone d'habitation H03-15, de maintenir dans la zone commerciale agrandie, les classes d'usages actuellement autorisées et d'ajuster certaines normes;

B) d'agrandir la zone commerciale C03-13 à même une partie de la zone d'habitation H03-11 et de maintenir dans la zone commerciale agrandie, la nature des usages actuellement autorisés ainsi que les normes qui y sont déjà en application;

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1190/12/99 - Avis de motion d'un règlement – Zonage

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion d'un règlement (2807) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier la limite de deux (2) zones, situées en partie au sud de la voie ferrée du Canadien National, ainsi qu'au nord du boulevard St-Joseph et de la rue St-Édouard, soit de part et d'autre de la rue Des Forges;
- de modifier la limite de deux (2) zones situées approximativement entre la voie ferrée du Canadien National, la rue Lindsay et le côté nord de la rue Des Forges.

1191/12/99 - Dispense de lecture du règlement no 2807

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2807 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier la limite de deux (2) zones, situées en partie au sud de la voie ferrée du Canadien National, ainsi qu'au nord du boulevard St-Joseph et de la rue St-Édouard, soit de part et d'autre de la rue Des Forges;
- de modifier la limite de deux (2) zones situées approximativement entre la voie ferrée du Canadien National, la rue Lindsay et le côté nord de la rue Des Forges;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1192/12/99 - Adoption du projet de règlement no 2808

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Réal Jean,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2808 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'assujettir certains terrains situés aux abords du côté sud du boulevard St-Joseph, entre le cimetière Marchand et la rue St-Damase, aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 11 du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) lors de certains travaux, soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1193/12/99 - Avis de motion d'un règlement – P.I.A.

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (2808) amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but de modifier les limites du territoire d'application du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale au chapitre 11, afin d'ajouter un secteur.

1194/12/99 - Dispense de lecture du règlement no 2808

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2808 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but de modifier les limites du territoire d'application du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale au chapitre 11, afin d'ajouter un secteur, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1195/12/99 - Adoption du projet de règlement no 2809

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 2809 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

A) d'autoriser les enseignes de type "panneaux-réclames" dans les zones C11-01, I01-03, I12-10, IL07-05 et A01-04 selon certaines conditions et d'ajuster le texte concernant les dispositions normatives;

B) d'indiquer la référence à l'application du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) à la grille des usages et des normes pour les zones H09-03, C09-01, H10-03 et H10-04;

soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1196/12/99 - Avis de motion d'un règlement – Zonage

Le conseiller le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (2809) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier les dispositions quant à un certain type d'affichage pour certaines zones situées près des autoroutes Jean-Lesage et 55;
- de préciser, dans le règlement de zonage, que les terrains longeant le côté sud du boulevard St-Joseph, entre le cimetière Marchand et la rue St-Damase, sont assujettis au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.).

1197/12/99 - Dispense de lecture du règlement no 2809

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2809 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de modifier les dispositions quant à un certain type d'affichage pour certaines zones situées près des autoroutes Jean-Lesage et 55;
- de préciser, dans le règlement de zonage, que les terrains longeant le côté sud du boulevard St-Joseph, entre le cimetière Marchand et la rue St-Damase, sont assujettis au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1198/12/99 - Avis de motion d'un règlement - Travaux de construction et réfection de trottoirs, bordures, réfection de rues, éclairage et feux de circul.

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement (2811) décrétant des travaux de construction et réfection de trottoirs et bordures, de réfection de rues, d'éclairage, et de réaménagement de feux de circulation et prévoyant un emprunt n'excédant pas 1 136 200 $ à cette fin.

1199/12/99 - Avis de motion d'un règlement – P.I.A.

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (2810) amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 dans le but de prévoir de nouveaux critères pour l'étalage extérieur au chapitre 8 du règlement de plan

d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.), et ce pour les commerces de la classe d'usages "commerces de services pétroliers et autres services connexes (C_5)" situés dans le secteur du centre-ville.

1200/12/99 - Adoption du règlement no 2797 - Amendement au règlement no 2700 (modification du calendrier des séances du Conseil)

Lecture est donnée du règlement no 2797 amendant l'article 11 du règlement no 2700 de façon à modifier le calendrier des séances régulières du Conseil pour les mois de janvier, mars et août 2000.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1201/12/99 - Adoption du règlement no 2798 - Taxes foncières et spéciales pour l'année 2000

Lecture est donnée du règlement no 2798 prévoyant l'imposition des taxes foncières et spéciales pour l'année 2000.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1202/12/99 - Adoption du règlement no 2799 - Surtaxe sur les immeubles non résidentiels pour l'année 2000

Lecture est donnée du règlement no 2799 prévoyant l'imposition d'une surtaxe sur les immeubles non résidentiels pour l'année 2000.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1203/12/99 - Adoption du règlement no 2800 - Fourniture de l'eau pour l'année 2000

Lecture est donnée du règlement no 2800 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 2000.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1204/12/99 - Adoption du règlement no 2801 - Compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2000

Lecture est donnée du règlement no 2801 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2000.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1205/12/99 - Adoption du règlement no 2802 - Cueillette des déchets solides, transport, enfouissement sanitaire, collecte sélective et conteneurs

Lecture est donnée du règlement no 2802 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires pour l'année 2000.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1206/12/99 - Adoption du règlement no 2803 - Fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2000

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2803 a été donné (réf: 1128/12/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2803 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2000.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1207/12/99 - Adoption du règlement no 2804 - Assurance-responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés de la Ville

Lecture est donnée du règlement no 2804 autorisant la Ville de Drummondville à prendre une assurance-responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés de la Ville, et ce pour une période de douze (12) mois à compter du 31 décembre 1999.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1208/12/99 - Adoption du règlement no 2805 - Compensation pour les travaux de contrôle biologique des mouches noires

Lecture est donnée du règlement no 2805 établissant une compensation pour l'exécution des travaux relatifs au contrôle biologique des mouches noires par voie de compensation.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- Monsieur Gilles Dupré, employé au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de son frère, Monsieur Lucien Dupré;

– Monsieur Jacques Gardner, employé au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de son beau-frère, Monsieur Lucien Dupré.

Modifications à l'horaire du transport en commun pour la période des Fêtes (Me Christian Tourigny)

Le conseiller Christian Tourigny informe les usagers du transport en commun des modifications à l'horaire pour la période des Fêtes.

Gel des tarifs du transport en commun pour l'an 2000 (Me Christian Tourigny)

Le conseiller Christian Tourigny informe également les usagers du gel des tarifs du transport en commun pour l'an 2000.

Déchets solides enlevés durant trois semaines consécutives (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie informe la population que les déchets solides seront enlevés à chaque semaine, durant trois semaines consécutives, à l'occasion de Noël et du Nouvel An et qu'il n'y aura pas d'enlèvement des déchets solides, les lundis 27 décembre et 3 janvier, ces opérations seront reportées aux mercredis 29 décembre et 5 janvier.

Le Centre d'Information Documentaire Côme Saint-Germain ouvert durant la période des Fêtes (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier informe la population que la bibliothèque municipale sera ouverte durant la période des Fêtes, soit du 27 au 30 décembre inclusivement.

Changements à l'horaire de patinage dans les deux arénas (M. Mario Jacques)

Le conseiller Mario Jacques informe la population des changements à l'horaire de patinage dans les deux arénas pour la période des Fêtes.

Les bureaux des services municipaux seront fermés du 24 décembre 1999 au 2 janvier 2000 (M. Gilles Fontaine)

Le conseiller Gilles Fontaine informe la population que les bureaux des services municipaux seront fermés du 24 décembre au 2 janvier, à l'occasion de la période des Fêtes de Noël et du Nouvel An.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Intervenant: M. André Ross, résident de la rue Jogues

– M. Ross veut obtenir des précisions quant aux subventions accordées:
1) Mondial des Cultures
2) à qui la Ville donne-t-elle une subvention de 1 000 000 $

Mme la mairesse précise que dans le cas du Mondial, le Festival a formulé une demande spéciale, non récurrente. Les états financiers de l'organisme ont été déposés et les autorités ont jugé que la Ville devait aider l'organisme.

Quant au montant de 1 000 000 $, il ne s'agit pas d'une subvention mais du montant que la Ville doit rembourser au gouvernement du Québec.

– M. Ross demande où en sont rendues les démarches suite à la demande de recomptage;

La mairesse et la greffière relatent les différentes étapes et confirment que ni la Directrice générale des élections, ni la Ministre des Affaires municipales n'ont formulé de commentaires.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu le 17 janvier 2000.

Madame la mairesse souhaite également de Joyeuses Fêtes à toute la population.

1209/12/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 21 h 00 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

8 février 1999

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 8 février 1999 à 15 h 40, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

M. Gilles Raîche, assistant-greffier.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

Tous les membres du Conseil étant présents acceptent que la séance spéciale se tienne à 15 h 40 au lieu de 16 h00.

L'assistant-greffier récite la prière.

91/2/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

92/2/99 - Prolongation du contrat intervenu avec Service Aérien Drummond

(Gestion de l'aéroport)

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un contrat de prolongation avec Service Aérien Drummond (Compagnie 2419-6958 Québec Inc.) pour la période du 15 février au 14 mars 1999, pour un montant de 6 800 $, relativement à la gestion de l'aéroport.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

93/2/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 15 h 45.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) GILLES RAÎCHE,
Assistant-greffier.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

22 février 1999

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 22 février 1999 à 16 h 00, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

M. Gilles Raîche, assistant-greffier.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistant-greffier récite la prière.

141/2/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

142/2/99 - Convention avec la Compagnie 9065-5127 Québec Inc. (Développement domiciliaire Le Plateau St-Nicolas)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une convention à intervenir avec la Compagnie 9065-5127 Québec Inc. Cette convention comprendra entre autres, les modalités d'installation et de paiement des honoraires professionnels. Elle prévoira également l'engagement des promoteurs de céder à la Ville de Drummondville, à des fins de rues, une partie des lots 295 et 296 du cadastre du Canton de Grantham et ce, après que les infrastructures auront été installées à la satisfaction de la Ville, à

l'exception du boulevard Cusson, il y aura une servitude d'aqueduc seulement. Cette cession de rues est consentie pour une somme de un dollar (1,00 $).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

143/2/99 - Mandat à Géo Lab Inc. – Analyse des matériaux (Développement domiciliaire Le Plateau St-Nicolas)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux prévus dans le développement domiciliaire Le Plateau St-Nicolas, le tout aux frais du promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

144/2/99 - Autorisation et mandat au Goupe HBA experts-conseils S.E.N.C. Travaux exécutés dans le dév. dom. Le Plateau St-Nicolas

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. à présenter au ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec, pour approbation, les plans (projet no 0592118) et devis des infrastructures à réaliser dans le développement domiciliaire Le Plateau St-Nicolas et d'assurer la surveillance des travaux précités, le tout aux frais du promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

145/2/99 - Convention avec Les Gestions Alain Carrier Inc. (Développement domiciliaire Les Jardins Saint-Laurent)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une convention à intervenir avec Les Gestions Alain Carrier Inc. Cette convention comprendra entre autres, les modalités d'installation et de paiement des honoraires professionnels. Elle prévoira également l'engagement des promoteurs de céder à la Ville de Drummondville, à des fins de rues, une partie du lot 297 du cadastre du Canton de Grantham et ce, après que les infrastructures auront été installées à la satisfaction de la Ville; le tout conditionnel au raccordement des services du projet de développement domiciliaire Le Plateau St-Nicolas. Cette cession de rues est consentie pour une somme de un dollar (1,00 $).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

146/2/99 - Mandat à Géo Lab Inc. – Analyse des matériaux (Développement domiciliaire Les Jardins Saint-Laurent)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux prévus dans le développement domiciliaire Les Jardins Saint-Laurent, le tout aux frais du promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

147/2/99 - Autorisation et mandat au Goupe HBA experts-conseils S.E.N.C. Travaux exécutés dans le dév. dom. Les Jardins Saint-Laurent

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. à présenter au ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec, pour approbation, les plans (projet no 0599011) et devis des infrastructures à réaliser dans le développement domiciliaire Les Jardins Saint-Laurent et d'assurer la surveillance des travaux précités, le tout aux frais du promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

148/2/99 - Vente par la Ville à Les Immeubles Doris Cusson Inc. (Développement domiciliaire Havre du Golf)

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un contrat de vente consentie à Les Immeubles Doris Cusson Inc sur une partie du lot 123 du cadastre du Canton de Grantham d'une superficie approximative de trois cent six mille pieds carrés (306 000 p.c.).

Le prix de vente sera de soixante-cinq cents le pied carré (0,65 $ p.c.) que l'acheteur convient de payer comptant lors de la signature de l'acte de vente.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

149/2/99 - Convention avec Les Immeubles Doris Cusson Inc. (Développement domiciliaire Havre du Golf)

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une convention à intervenir avec Les Immeubles Doris Cusson Inc. Cette convention comprendra entre autres, les modalités d'installation et de paiement des honoraires professionnels. Elle prévoira également l'engagement des promoteurs de céder à la Ville de Drummondville, à des fins de rues, une partie du lot 123 du cadastre du Canton de Grantham et ce, après que les infrastructures auront été installées à la satisfaction de la Ville. Cette cession de rues est consentie pour une somme de un dollar (1,00 $).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

150/2/99 - Mandat à Géo Lab Inc. – Analyse des matériaux (Développement domiciliaire Havre du Golf)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux prévus dans le développement domiciliaire Havre du Golf, le tout aux frais du promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

151/2/99 - Autorisation et mandat au Goupe HBA experts-conseils S.E.N.C. Travaux exécutés dans le développement dom. Havre du Golf

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. à présenter au ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec, pour approbation, les plans (projet no 0599010) et devis des infrastructures à réaliser dans le développement domiciliaire Havre du Golf et d'assurer la surveillance des travaux précités, le tout aux frais du promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

152/2/99 - Amendement à la résolution no 869/10/98 - Correction de la superficie de terrain (Vente à M. Louis-Jacques Laferté)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la résolution no 869/10/98 soit modifiée de façon à corriger la superficie de terrain de "811,9 mètres carrés" par " 1 601,6 mètres carrés" (Vente d'une partie des lots 124 et 124-65 à M. Louis-Jacques Laferté (Fossé La Coulée).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

153/2/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 16 h 10.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) GILLES RAÎCHE,
Assistant-greffier.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

8 mars 1999

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 8 mars 1999 à 16 h 15, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

M. Gilles Raîche, assistant-greffier.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistant-greffier récite la prière.

154/3/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

155/3/99 - Dépôt du procès-verbal (26/2/99) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 26 février 1999 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

156/3/99 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment situé au 1595 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction sur le terrain situé au 1595 du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle construction est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaliser un bâtiment d'environ dix-sept mètres (17 m) par dix-huit mètres (18 m);

Implantation

CONSIDÉRANT QUE le rapport entre la largeur de la façade du bâtiment et celle du terrain est élevé (environ cinquante-cinq pour cent (55 %)) et reflète ainsi un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté à proximité du boulevard St-Joseph et de la rue Cockburn permettant ainsi de marquer le coin;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation permet la fermeture du cadre bâti sur le boulevard St-Joseph;

Architecture

CONSIDÉRANT QUE la qualité du matériau extérieur principal soit la brique permet de mettre en valeur l'image commerciale du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE les jeux de matériaux (brique en soldat, auvent et corniche) permettent d'animer les façades du bâtiment et d'éviter la monotonie;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment proposé est compatible avec les bâtiments situés dans l'environnement par sa hauteur (cinq virgule quarante-huit mètres (5,48 m)) et son type de toiture (toit plat);

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est aménagée en façade principale donnant sur le boulevard St-Joseph et que deux (2) entrées secondaires sont aménagées sur les façades latérales avec des traitements similaires;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs proposées soit le rouge (brique d'argile), le beige (brique d'argile) et le vert (auvent) s'agencent bien entre elles ainsi qu'avec les couleurs des bâtiments environnants;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE certains éléments sont manquants et ne permettent pas une analyse complète;

Affichage

CONSIDÉRANT QUE les plans comprenant le traitement des auvents ainsi que l'enseigne sur poteau seront fournis ultérieurement;

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville:

- autorise les travaux de construction du bâtiment situé au 1595 du boulevard St-Joseph;
- **reporte** la recommandation pour les éléments relatifs à l'aménagement du terrain ainsi que les éléments relatifs à l'affichage;

et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

157/3/99 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 487 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 487 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne murale en bois de zéro virgule sept mètre carré (0,7 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs soit le or antique, le vert ainsi que le blanc s'agencent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE la proposition permet une bonne harmonisation du bâtiment et permet de développer l'identité du secteur;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 487 de la rue Lindsay, et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

158/3/99 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure et d'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 975 Hains

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 975 de la rue Hains ainsi que l'installation d'une enseigne sur bâtiment, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure et d'installation d'enseigne sur bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à réaménager les vitrines du bâtiment de façon à réajuster la symétrie en façade principale;

CONSIDÉRANT QUE le réaménagement permet de diminuer le nombre de portes en façade de trois (3) à une (1);

CONSIDÉRANT QUE les travaux permettent de rétablir la symétrie du bâtiment et de créer plus d'ouvertures en façade;

CONSIDÉRANT QUE les ajustements aux murs seront réalisés avec un matériau similaire au revêtement existant et que le tout sera repeint de couleur gris pâle permettant ainsi d'uniformiser l'ensemble du bâtiment;

Affichage

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste en une enseigne lumineuse située immédiatement au dessus de l'entrée principale;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne permet de marquer l'entrée;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne ainsi que les couleurs soit le jaune, le rouge et le blanc s'harmonisent bien aux caractéristiques architecturales du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise des travaux de rénovation extérieure ainsi que l'installation d'une enseigne sur bâtiment pour l'immeuble situé au 975 de la rue Hains, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

159/3/99 - Acceptation des travaux d'installation d'enseignes sur le bâtiment situé au 431 rue Lindsay – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'enseignes sur le bâtiment situé au 431 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute installation d'enseigne sur bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste en deux (2) enseignes et un (1) logo;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes proposées sont de type mural, éclairées par projection;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes proposées permettent une bonne utilisation de l'entablement disponible et permettent de conserver la symétrie de la façade;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs soit le blanc, le noir et le jaune s'agencent bien entre elles et sont sobres;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'enseignes sur le bâtiment situé au 431 de la rue Lindsay, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

160/3/99 - Acceptation des travaux d'une nouvelle construction située au 114 rue Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction sur le terrain situé au 114 de la rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux de construction sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention consiste à réaliser un bâtiment d'environ seize virgule quarante-cinq mètres (16,45 m) par vingt-huit virgule quatre-vingt-quinze mètres (28,95 m) soit environ quatre cent soixante-seize mètres carrés (476 m^2);

Implantation

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté à proximité des rues Heriot et Loring permettant ainsi de maximiser la fermeture du cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation s'inscrit en continuité avec l'alignement général des bâtiments situés dans l'environnement immédiat;

CONSIDÉRANT QUE le rapport entre la longueur de la façade du bâtiment et celle du terrain est élevé;

Architecture

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment correspond au gabarit des bâtiments situés dans l'environnement immédiat;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux de revêtement extérieur sont la brique et l'acrylique sur quatre (4) façades permettant de faire un rappel des matériaux retrouvés sur la rue Heriot et permettant de réaliser un assemblage de matériaux animant la façade;

CONSIDÉRANT QUE le traitement de la façade permet de donner l'illusion d'un bâtiment de deux étages par le traitement des ouvertures en partie supérieure du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les composantes architecturales du bâtiment soit la corniche, les jeux de matériaux, le type d'ouverture évoquent une ornementation caractéristique des bâtiments situés dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE les façades latérales ont un traitement similaire à la façade principale soit avec les jeux de matériaux ainsi que par le traitement des ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est mise en évidence par un avancé ainsi que par la présence d'une toiture centrale revêtue d'un matériau imitant l'ardoise ou le bardeau de bois;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs soit le rouge (brique d'argile) et les tons de beige (acrylique et corniche) permettent une continuité dans les couleurs des bâtiments du secteur;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE certains éléments sont manquants et ne permettent pas une analyse complète;

Affichage

CONSIDÉRANT QUE les plans fournissant les détails des auvents et de l'affichage seront fournis ultérieurement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville:

- autorise les travaux de construction pour le bâtiment situé au 114 de la rue Heriot;
- **reporte** l'acceptation des travaux d'aménagement de terrain ainsi que l'installation des enseignes;

et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

161/3/99 - Refus d'une modification quant au type de revêtement extérieur pour les murs latéraux - Projet d'agrandissement (253 Lindsay) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser un nouveau type de revêtement extérieur pour les murs latéraux de l'établissement situé au 253 de la rue Lindsay, et ce dans le cadre d'un projet d'agrandissement, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville et que les membres du Comité ont déjà accepté ledit projet par la résolution numéro 99.01.14;

CONSIDÉRANT QUE des modifications sont apportées au niveau du revêtement extérieur pour les murs latéraux de l'agrandissement, à savoir:

- le remplacement du revêtement de "stuc acrylique" par le revêtement de "blocs de béton à surface éclatée (8" x 8" x 16")" sur le deux tiers (2/3) du mur, soit une largeur d'environ treize virgule quatre mètres (13,4 m);

CONSIDÉRANT QUE le requérant mentionne que ce changement vise principalement à éviter divers ennuis occasionnés par la méthode de pulvérisation pour la pose de stuc acrylique ainsi qu'à minimiser les coûts d'installation;

CONSIDÉRANT QU'après vérification auprès d'un spécialiste, le stuc acrylique peut s'appliquer également à la truelle ou au rouleau d'où une application sans éclat du produit dans l'air;

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle proposition ajoute un troisième (3e) type de revêtement extérieur aux murs latéraux et élimine la bande linéaire que l'on retrouve actuellement sur l'ensemble des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un des murs latéraux (mur latéral gauche) sera visible des voies de circulation, particulièrement de l'intersection Lindsay/Marchand;

CONSIDÉRANT QUE la modification demandée est un changement majeur et remet en cause l'intégration architecturale du bâtiment quant à l'harmonisation générale de l'ensemble des revêtements extérieurs sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville **refuse** la modification visant à remplacer, pour les murs latéraux, le revêtement de "stuc acrylique" par un revêtement de "blocs de béton à face éclatée" pour le projet d'agrandissement de l'établissement situé au 253 de la rue Lindsay, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

162/3/99 - Autorisation au Club de Patinage Artistique de Drummondville Affichage de la murale du Club sur le Centre Marcel Dionne

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de Patinage Artistique de Drummondville à afficher la murale du Club sur le Centre Marcel Dionne entre le 9 mars et le 10 avril 1999, afin d'annoncer son spectacle annuel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

163/3/99 - Contrat de gestion de l'aéroport régional de Drummondville avec la Corporation de l'aéroport régional de Drummondville

Attendu que le 19 février 1999, la Ministre d'État aux Affaires municipales, Mme Louise Harel, a fait droit à la demande du Conseil de la Ville de Drummondville, par sa résolution no 984/12/98, d'octroyer le contrat de gestion de l'aéroport régional de Drummondville à la Corporation de l'aéroport régional de Drummondville, et ce sans demander de soumissions publiques;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
et résolu que:

1^{0} la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un contrat de gestion de l'aéroport régional de Drummondville avec la Corporation de l'aéroport régional de Drummondville pour la période du 15 mars 1999 au 15 juillet 2002;

2^{0} la Ville de Drummondville s'engage à payer, pour toute la durée du contrat, une somme annuelle de 88 900 $, plus taxes, au prorata des jours d'exécution réalisés.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

164/3/99 - Mandat à Les Consultants en Taxe de Vente Comtax Inc. Récupération des taxes de vente sur les produits et services

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services professionnels des Consultants en Taxe de Vente Comtax Inc. aux fins de vérifier certains dossiers de la Ville de façon à récupérer les taxes de vente sur les produits et services, s'il y a lieu.

Le trésorier et/ou l'assistant-trésorier sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

165/3/99 - Mandat au Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Surveillance des travaux sur le prolongement de la rue Saphir

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux réalisés sur le prolongement de la rue Saphir, le tout aux frais du promoteur, la compagnie 2953-2959 Québec Inc. (Développement Trépanier).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

166/3/99 - Mandat à la firme Géo Lab Inc. – Analyse des matériaux Prolongement de la rue Saphir

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux sur le prolongement de la rue Saphir, le tout aux frais du promoteur, la compagnie 2953-2959 Québec Inc. (Développement Trépanier).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

167/3/99 - Adoption du règlement no 2748 – Ententes avec les promoteurs immobiliers – Services municipaux

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2748 a été donné (réf: 137/2/99), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2748 autorisant la conclusion d'ententes relatives à des services municipaux entre la Ville et les promoteurs immobiliers désirant implanter des projets de développements résidentiels avec ou sans usage complémentaire de nature commerciale situés sur le territoire de Drummondville et portant sur la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures, aux équipements municipaux et sur la prise en charge et/ou le partage des coûts relatifs à l'exécution de tels travaux.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

168/3/99 - Avis de motion d'un règlement – Travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur certaines rues

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de Vienne, de Londres, de Genève, de Berlin, Théode, Villemure, de l'Émeraude, Saint-Georges, des Colombes et des Chanterelles, et prévoyant un emprunt n'excédant pas 417 380 $.

1. 3 080 mètres linéaires de bordures à 41 $/m lin.	126 280 $
2. 16 200 mètres carrés de pavage à 13 $/$m^2$	210 600 $
3. 2 luminaires en aluminium à 4 500 $/unité	9 000 $
4. 21 poteaux à 400 $/unité	8 400 $
5. 7 luminaires sur poteaux de bois à 1 300 $/unité	9 100 $
	363 380 $
Honoraires professionnels	44 000 $
Frais de financement	10 000 $

TOTAL – EMPRUNT: 417 380 $

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

169/3/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 16 h 30.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) GILLES RAÎCHE,
Assistant-greffier.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

10 mai 1999

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 10 mai 1999 à 16 h 20, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

M. Gilles Raîche, assistant-greffier.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistant-greffier récite la prière.

421/5/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir retiré les items nos 10 et 13.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

422/5/99 - Autorisation à l'École Élémentaire de Drummondville Tenue d'une vente de garage le 30 mai 1999

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'École Élémentaire de Drummondville à tenir une vente de garage le 30 mai 1999 sur son terrain situé au 1050 rue Chabanel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

423/5/99 - Autorisation à l'École St-Joseph Tenue d'une vente de garage le 15 mai 1999

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'École St-Joseph à tenir une vente de garage le 15 mai 1999 sur son terrain situé au 180 rue St-Albert.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

424/5/99 - Autorisation à Les Événements Amusiko Drummondville Sollicitation d'un permis d'alcool

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Les Événements Amusiko Drummondville à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux des activités qui se tiendront les 11, 12, 13, 18, 19 et 20 juin 1999 au parc Woodyatt.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

425/5/99 - Protocole de reconnaissance avec Drummond Sports inc. Subvention à l'animation

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec Drummond Sports inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1999 et comprend le versement d'une subvention à l'animation de 20 830 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

426/5/99 - Reconnaissance – Centre Communautaire Drummondville-Sud inc. oeuvrant en complémentarité avec la Ville

Considérant que la Ville de Drummondville a conclu un protocole de reconnaissance avec le Centre Communautaire Drummondville-Sud inc.;

Considérant que le Centre Communautaire Drummondville-Sud inc. désire présenter une demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisirs;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville confirme qu'elle reconnaît que le Centre Communautaire Drummondville-Sud inc. œuvre en complémentarité avec la municipalité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse se retire pour ne pas être en conflit d'intérêt.

M. Guy Drouin, conseiller, arrive à 16 h 25 et prend le siège à titre de maire suppléant.

427/5/99 - Offre d'achat par la Fiducie Familiale Audet Projet Quartier Centre 1

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une offre d'achat par la Fiducie Familiale Audet d'une partie des lots 347, 348, 349, 350, 360, 363, 445 et 448, ainsi que les lots 361, 362 et 446 et partie de la rue A du Quartier Est de la Ville de Drummondville, le tout tel que montré au plan annexé à la présente pour en faire partie intégrante comme annexe "A" et selon les termes contenus dans l'offre déposée le 6 mai 1999.

Le prix de vente sera de un dollar et quatre-vingt-six cents le pied carré (1,86 $/p.c.) que l'acheteur convient de payer comptant lors de la signature de l'acte de vente.

Le conseiller Jean-Guy Spénard vote contre la résolution par principe vu que les items nos 10 et 13 ont été retirés de l'ordre du jour et seront reportés à une séance régulière, vu la possibilité d'engagement financier de la part de la Ville.

Monsieur le maire suppléant demande le vote sur la proposition.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
Mme Estelle Demers	M. Jean-Guy Spénard
M. Gilles Fontaine	Mme Dominique Thériault
M. Mario Jacques	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Denis Savoie	
Me Christian Tourigny	
Mme Réjeanne Viens.	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

A 16 h 28, Madame la mairesse reprend son siège.

428/5/99 - Signature d'une lettre d'entente avec le Syndicat des Employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023)

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que le directeur général et la conseillère en gestion des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des Employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023) modifiant l'article 2.01c de la convention collective.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

429/5/99 - Appui à la Fabrique St-Frédéric – Demande d'aide financière Programme des partenariats du millénaire du Canada

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la Fabrique St-Frédéric dans sa demande d'aide financière auprès du Bureau du Canada pour le millénaire dans le cadre du Programme des partenariats du millénaire du Canada.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

430/5/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 16 h 30.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) GILLES RAÎCHE,
Assistant-greffier.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

25 mai 1999

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 25 mai 1999 à 15 h 35, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

M. Gilles Raîche, assistant-greffier.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistant-greffier récite la prière.

490/5/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

491/5/99 - Caution de 49 500 $ sur une marge de crédit de 100 000 $ consentie aux Légendes Fantastiques par la Caisse pop. Desjardins

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire d'un montant 49 500 $ sur une marge de crédit de 100 000 $ consentie par la Caisse populaire Desjardins de Drummondville à Les Légendes Fantastiques. Ce cautionnement est valable pour une période de douze (12) mois.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

492/5/99 - Promesse d'achat de parties du lot 165 par Raymond Clair, Jean Côté, Marc Boisselle, Denis Boies et Michel Dubé

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, une promesse d'achat par Raymond Clair, Jean Côté, Marc Boisselle, Denis Boies et Michel Dubé des lots ci-après mentionnés, conditionnellement à ce que les prix soient revus à la hausse:

- une partie du lot 165 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie approximative de 4 200 pieds carrés, à 2,75 $ le pied carré;
- une partie du lot 165 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie approximative de 8 860 pieds carrés, à 1,50 $ le pied carré.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

493/5/99 - Autorisation au Club de gymnastique artistique Les Djinn Vente de garage le 5 juin 1999

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de gymnastique artistique Les Djinn à tenir une vente de garage le 5 juin 1999, ou en cas de pluie le 6 juin 1999, sur le terrain de l'édifice Roger Lauzon situé au 570 St-Amant.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

494/5/99 - Subvention de 400 $ - Association canadienne des dons d'organes

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 400 $ à l'Association canadienne des dons d'organes à titre de subvention 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

495/5/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 15 h 40 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) GILLES RAÎCHE,
Assistant-greffier.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

12 juillet 1999

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 12 juillet 1999 à 16 h 00, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques (absence motivée)
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Josée Vendette, avocate, Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

660/7/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

661/7/99 - Acceptation des travaux de construction pour l'immeuble situé au 165 rue F.-X. Charbonneau – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction au 165 de la rue F.-X. Charbonneau a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur d'un secteur soumis à un plan d'implantation et d'intégration architecturale pour les terrains transversaux et que, par conséquent, toute nouvelle construction située sur un tel terrain est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à construire un bâtiment de deux (2) étages d'une superficie approximative de cent soixante-dix mètres carrés (170 m^2);

CONSIDÉRANT QU'un jeu de pente de toiture ainsi que des portions de mur en retrait brisent la monotonie de la façade du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration et les accès au bâtiment sont en nombre suffisants afin d'animer architecturalement la façade arrière du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment s'harmonise au gabarit des bâtiments du secteur;

CONSIDÉRANT QU'une brique d'argile rouge constitue le revêtement principal du bâtiment et qu'un acrylique de couleur similaire est aussi utilisé;

CONSIDÉRANT QU'un bardeau d'asphalte de couleur vert forêt ou noir est utilisé sur l'ensemble de la toiture;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement de terrain composé d'une haie et/ou d'une clôture et/ou d'un muret est prévu en bordure du boulevard René-Lévesque et que celui-ci permettra de limiter la visibilité de la cour arrière;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction pour l'immeuble situé au 165 de la rue F.-X. Charbonneau, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

662/7/99 - Mandat à Groupe Conseil Robert Malouin inc. – Surveillance des travaux réalisés sur la rue Robert-Bernard

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Groupe Conseil Robert Malouin inc., ingénieurs-conseils, aux fins d'assurer la surveillance des travaux réalisés sur la rue Robert-Bernard à l'angle du boulevard René-Lévesque pour la desserte de la compagnie Agritex, le tout aux frais du promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

663/7/99 - Demande au Gouvernement du Québec de décréter une partie du territoire de la Ville comme zone sinistrée (tornade)

Considérant que le 6 juillet 1999 en soirée, un secteur résidentiel, commercial et industriel de la Ville de Drummondville a été fortement touché par une tornade;

Considérant que le principal secteur affecté par la tornade est compris entre le boulevard St-Joseph, la rue Simard, le boulevard Patrick, le Chemin du Golf et le boulevard René-Lévesque;

Considérant que la municipalité a dû, dans ces circonstances, déployer son plan des mesures d'urgence;

Considérant que les immeubles dudit secteur ont subi des dommages importants;

Considérant qu'environ 50 résidences, 125 logements, un complexe industriel, quelques commerces et plusieurs véhicules, équipements municipaux incluant signalisation, équipements de parcs ont été endommagés;

Considérant que les dommages sont évalués à environ 4 000 000 $;

Considérant que, pour le moment, il est impossible d'évaluer les dommages réels et le pourcentage remboursable par les compagnies d'assurances;

Considérant que les opérations régulières de la Ville de Drummondville ont été fortement chambardées pour la situation d'urgence;

Considérant que la Ville de Drummondville doit assumer tous les coûts supplémentaires requis par une situation d'urgence;

Considérant que les autorités municipales jugent qu'il est opportun pour le gouvernement du Québec, dans ce contexte, d'accepter en principe, sans délai, d'indemniser la municipalité pour les dépenses exceptionnelles ainsi encourues, de même que les citoyens qui ont subi des dommages causés par ladite tornade;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville demande au gouvernement du Québec, suite à la tornade du 6 juillet 1999, de rendre disponibles des fonds pour les dépenses exceptionnelles occasionnées à la Ville et aux citoyens par les événements.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

664/7/99 - Demande à la Régie régionale de la Santé et des Services Sociaux et à Dessercom inc. –Services ambulanciers locaux

Considérant que la population de Drummondville est de 45 000 habitants;

Considérant que la Ville de Drummondville a une superficie de 76 kilomètres carrés;

Considérant que sur le territoire de la Ville existe un service ambulancier;

Considérant que les autorités ont constaté à certaines occasions que le service ambulancier était assuré par des véhicules provenant de l'extérieur des limites de la Ville de Drummondville, plus particulièrement de Richmond;

Considérant que, sur son territoire, le service ambulancier, par son nombre de véhicules et son personnel, pourrait répondre aux besoins de jour et de nuit;

Considérant que les autorités municipales ont été à même de constater, lors de la tornade du 6 juillet 1999, que le service de la Sécurité publique a demandé assistance au service ambulancier et qu'un véhicule et le personnel ambulancier nous sont parvenus de Richmond, occasionnant ainsi un délai de réponse supérieur à la normale;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la Régie régionale de la Santé et des Services Sociaux et à Dessercom inc. d'assurer aux citoyens de la région de Drummondville une desserte ambulancière adéquate pour répondre aux besoins de la population.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

665/7/99 - Reconnaissance du presbytère St-Frédéric comme immeuble faisant partie du patrimoine

Considérant que la Ville de Drummondville juge important de préserver le cachet patrimonial de certains immeubles;

Considérant que le presbytère St-Frédéric, bâti en 1898, forme avec l'Église St-Frédéric un complexe religieux;

Considérant que l'Église St-Frédéric bénéficie d'une reconnaissance patrimoniale;

Considérant que le presbytère St-Frédéric constitue un immeuble;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville reconnaisse le presbytère St-Frédéric comme faisant partie du patrimoine de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

666/7/99 - Emprunt de 35 000 $ au fonds de roulement

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 35 000 $ à son fonds de roulement pour l'acquisition et l'installation de feux de circulation à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue De Laval et modification aux feux de circulation à l'angle des rues St-Damase, Des Forges et du boulevard St-Joseph.

Cet emprunt sera remboursable comme suit:

11 666 $ en 2000
11 667 $ en 2001
11 667 $ en 2002

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

667/7/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 16 h 10 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

27 septembre 1999

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 27 septembre 1999 à 15 h 00, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard (absence motivée)
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

889/9/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

890/9/99 - Entente avec le promoteur Construction Gilles Ducharme et Associés inc.

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec Construction Gilles Ducharme et Associés inc. relativement à des travaux d'infrastructures dans le secteur de la rue St-Onge.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

891/9/99 - Modification du règlement no 2773 – Participation d'un promoteur – Travaux de la rue St-Onge

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu:

- que la résolution numéro 877/9/99 soit et est abrogée;

- que les deuxième (2e), troisième (3e) et septième (7e) considérants du règlement municipal no 2773 soient et sont abrogés;

- que l'article 4 du règlement municipal no 2773 soit et est remplacé par ce sui suit:

> " 4. La Ville de Drummondville approprie, à même ses fonds généraux, la somme de 249 900 $ à l'exécution des travaux autorisés par le présent règlement et pour lesquels aucun emprunt n'y est décrété. "

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

892/9/99

1- Rue Saint-Onge – Pont et infrastructures urbaines (projet no 0599025) (Soumissions ouvertes le 26 août 1999)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. Les Grands Travaux Soter inc. 4085, boul. St-Elzéar Est Laval (Québec)	966 817,13 $
. Couillard Construction Limitée 228, rue Main Est, C.P. 120 Coaticook (Québec)	824 342,43 $
. Construction Beauce-Iles inc. 108, rue Marchand Drummondville (Québec)	946 960,49 $
. Lambert & Grenier inc. 1244, Chemin Quatre Saisons, B.P. 501 Notre-Dame du Bon-Conseil (Québec)	836 757,08 $
. Sintra inc. (Région Centre du Québec) 911, rue St-Mathieu Notre-Dame du Bon-Conseil (Québec)	828 064,97 $
. R. Guilbeault Construction inc. 775, boul. Lemire Drummondville (Québec)	903 799,91 $

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la soumission de **Couillard Construction Limitée** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

893/9/99

2- Relevé des équipements municipaux par G.P.S.
(Soumissions sur invitation – Ouverture: 15 septembre 1999)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. Géomatique.com 1800, rue Goupil Drummondville	41 409 $

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la soumission de **Géomatique.com** soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

894/9/99 - Adoption du règlement no 2790 – Amendement au règlement no 2590

Lecture est donnée du règlement no 2790 amendant le règlement no 2590 (programme de revitalisation pour stimuler le développement dans les parcs industriels et les secteurs industriels de la Ville de Drummondville) de façon à modifier les secteurs.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

895/9/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 15 h 05 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

12 octobre 1999

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 12 octobre 1999 à 15 h 30, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques (absence motivée)
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie (absence motivée)
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

998/10/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel après y avoir retiré l'item suivant:

14. Décision dans le dossier de Peinture Préfontaine

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

999/10/99 - Prévisions budgétaires 2000 – Office municipal d'habitation de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les prévisions budgétaires de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'année 2000.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1000/10/99 - Renouvellement du portefeuille d'assurance responsabilité à CAM-Q – Division de B.F.L (B.F. Lorenzetti & Associés inc.)

Considérant que la Loi sur les Cités et Villes permet à la Ville de Drummondville de prendre une assurance responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés de la Ville;

Considérant que la Ville de Drummondville désire également assurer ses équipements, ses biens meubles et ses immeubles;

Considérant que, conformément à l'article 573.1.2 de la Loi sur les Cités et Villes, la Ville de Drummondville peut procéder à une reconduction de son contrat d'assurances pour une période inférieure à cinq (5) ans;

Considérant que le courtier d'assurances actuel a dénoncé ses conditions de renouvellement pour l'année 2000, à savoir les mêmes que celles contenues dans sa soumission pour l'année 1999 en tenant compte de certains ajustements de primes;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la reconduction de la gestion du portefeuille d'assurances avec CAM-Q – Division de B.F.L. Holdings inc. (B.F. Lorenzetti & Associés inc.) pour un montant de 212 881 $, plus taxes, le tout en conformité avec les conditions de renouvellement soumises le 23 septembre 1999, et ce pour la période du 31 décembre 1999 au 31 décembre 2000. De plus, le Conseil accepte d'ajouter l'assurance de Responsabilité des Dirigeants et Administrateurs du Centre Culturel pour une somme maximale de 400 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1001/10/99 - Caution – Société préventive de la cruauté envers les animaux du district électoral de Drummondville

Considérant que la Ville de Drummondville a cédé par bail emphytéotique un terrain à la Société préventive de la cruauté envers les animaux du district électoral de Drummondville;

Considérant que la Ville de Drummondville a conclu une entente avec la Société préventive de la cruauté envers les animaux du district électoral de Drummondville pour la gestion d'un refuge animalier;

Considérant que la Société préventive de la cruauté envers les animaux du district électoral de Drummondville doit construire un immeuble pour répondre aux exigences de ladite entente;

Considérant que ladite Société doit fournir à son créancier hypothécaire une garantie;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu:

® que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire de la Société préventive de la cruauté envers les animaux du district électoral de Drummondville pour un montant maximum de 100 000 $;

® que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents;

le tout sujet à l'approbation du ministère des Affaires municipales.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1002/10/99 - Mandat à Groupe Conseil Robert Malouin inc. – Site de dépôt des neiges usées

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Groupe Conseil Robert Malouin inc. aux fins de procéder à l'étude des coûts d'aménagement d'un site de dépôt des neiges usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1003/10/99 - Mandat à Me Pierre Fradet, notaire – Acte d'achat par la Ville d'une partie du lot 124, propriété actuelle de Mme Suzanne Dorais

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Pierre Fradet, notaire, aux fins de préparer et rédiger un acte d'achat par la Ville d'une partie du lot 124 du cadastre du Canton de Grantham, propriété actuelle de Mme Suzanne Dorais.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1004/10/99 - Vente d'un terrain industriel à Fiducie immobilière Ginsco

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Fiducie immobilière Ginsco une partie du lot 271-2 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 6 406,6 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Martin Paradis en date du 15 octobre 1999 (numéro de dossier: A-1259 - numéro de minute: 1880), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit dix neuf mille deux cent dix-neuf dollars et quatre-vingts cents (19 219,80 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Kathleen Blanchard et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1005/10/99 - Nomination de la rue Guy-Bissonnette

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination d'une rue localisée dans le projet résidentiel "Havres du Golf", soit:

® la rue Guy-Bissonnette (lots 120-P, 121-P, 122-P et 123-P) s'inscrivant dans le prolongement nord de la rue René Verrier.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1006/10/99 - Nomination de la rue René-Verrier

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination d'une rue localisée dans le projet résidentiel "Havres du Golf", soit:

® la rue René-Verrier (lot 123-P), soit pour la partie parallèle au boulevard René-Lévesque (côté nord-ouest) approximativement comprise entre les rues Paul-H. Frigon et Joly.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1007/10/99 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une aire de stationnement pour l'immeuble situé au 570 rue Heriot – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement d'une aire de stationnement en cour avant ainsi que de réaménagement de certaines bandes gazonnées pour le bâtiment situé au 570 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement d'une aire de stationnement sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à:
- aménager une aire de stationnement pour les usagers et les visiteurs;
- réaménager certaines bandes gazonnées sur la rue Dunkin et l'avenue des Frères;

CONSIDÉRANT QUE le projet prévoit l'aménagement d'une bande gazonnée d'environ trois mètres (3 m) donnant sur l'avenue des Frères, le tout longeant le stationnement destiné aux cadres et aux médecins;

CONSIDÉRANT QUE cette bande gazonnée sera composée de quatre (4) arbres d'un diamètre minimal de cent millimètres (100 mm) et d'une hauteur minimale de quatre mètres (4 m);

CONSIDÉRANT QUE quatre (4) arbres d'un diamètre minimal de cent millimètres (100 mm) et d'une hauteur minimale de quatre mètres (4 m) seront plantés dans la bande gazonnée donnant sur la rue Dunkin;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement d'une aire de stationnement (d'environ trente-quatre (34) cases) en cour avant du bâtiment nécessitera la coupe de onze (11) arbres, toutefois, dix-sept (17) arbres ceinturant ladite aire seront conservés;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de cette nouvelle aire de stationnement est essentiel à cet endroit, et ce afin de desservir adéquatement la clientèle aux heures de pointe;

CONSIDÉRANT QUE la visibilité de l'aire de stationnement sera minimisée par la conservation de la majorité des arbres au pourtour;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement d'une aire de stationnement en cour avant ainsi que de réaménagement de certaines bandes gazonnées (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 570 de la rue Heriot, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1008/10/99 - Acceptation des travaux de construction et d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 777 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction et d'aménagement de terrain pour un nouveau bâtiment qui sera situé au 777 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph et que, par conséquent, toute nouvelle construction est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'architecture du bâtiment est modulée;

CONSIDÉRANT QUE la couleur proposée pour le revêtement du bâtiment, soit le gris pâle, ainsi que le type de matériau, soit un panneau de béton léger sur lequel est appliqué un revêtement d'acrylique, favorisent une intégration de celui-ci à son environnement;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration de la façade donnant sur le boulevard St-Joseph nous permet de bien identifier l'entrée principale et d'animer cette façade au niveau architectural;

CONSIDÉRANT QUE la structure verticale de la marquise est recouverte de panneaux similaires à ceux du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la construction d'une marquise tel que prévu, vient créer une certaine continuité avec le cadre bâti existant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager est abondant et bien planifié et permet une harmonisation du projet avec l'environnement construit;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée est aménagée en bordure du boulevard St-Joseph et est composée d'au moins quatre (4) arbres feuillus d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) et d'une hauteur minimale de trois mètres (3 m), et d'environ soixante-dix (70) arbustes;

CONSIDÉRANT QUE la plantation de végétaux le long du boulevard St-Joseph contribue à la fermeture visuelle du terrain et permet de compenser, en partie, le gabarit réduit du bâtiment en regard de la superficie du terrain;

CONSIDÉRANT QUE quinze (15) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) et d'une hauteur minimale de trois mètres (3 m) seront plantés de part et d'autre des murs latéraux;

CONSIDÉRANT QU'en bordure de la rivière Saint-Germain, une bande de verdure sera aménagée et composée de huit (8) feuillus d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) et d'une hauteur minimale de trois mètres (3 m), et d'arbustes créant l'effet d'une haie;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont localisées dans les cours latérales;

CONSIDÉRANT QUE les accès au terrain sont prévus de façon sécuritaire permettant de bien orienter la circulation sur le site et de limiter les conflits de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'enclos à déchets est adjacent au bâtiment et que le matériau de revêtement choisi est le même que celui du bâtiment principal;

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction et d'aménagement de terrain pour le nouveau bâtiment qui sera situé au 777 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale

Madame la mairesse demande le vote.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
Mme Estelle Demers	M. Guy Drouin
M. Gilles Fontaine	Mme Dominique Thériault
M. Réal Jean	Mme Réjeanne Viens
M. Robert Lafrenière	
M. Jean-Guy Spénard	
M. Christian Tourigny	
Mme Céline Trottier	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

1009/10/99 - Prolongation de délai – S.P. Air Technologie inc. et Drummond Aéro Pain et/ou compagnie à être formée (hangars de l'aéroport)

Considérant que la Ville de Drummondville a déjà consenti un bail de location à la compagnie 2419-6958 Québec inc.;

Considérant que la compagnie 2419-6958 Québec inc. est prête à se départir des bâtisses érigées sur lesdits terrains loués de la Ville;

Considérant que ledit bail de location prévoit une durée de dix (10) ans qui se termine en 2005 et qu'une période de cinq (5) ans est déjà écoulée;

Considérant que les nouveaux acquéreurs souhaitent que la Ville de Drummondville prolonge la durée du bail d'une période supplémentaire de dix (10) ans, soit jusqu'en 2015;

Considérant que les nouveaux acquéreurs travaillent déjà sur les lieux et procurent de l'emploi à 5 ou 6 personnes dans le domaine de l'aviation;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville consente à prolonger d'une période de cinq (5) ans le bail actuel, ce qui équivaut à une durée globale de dix (10) ans pour les nouveaux acquéreurs, ce qui donne une fin de contrat en 2010.

Quant à la période de cinq (5) ans supplémentaire, la Ville de Drummondville s'engage, advenant qu'elle mette fin à ses activités à l'aéroport municipal, à autoriser S.P. Air Technologie inc. et Drummond Aéro Pain et/ou une compagnie à être formée, à utiliser les terrains présentement loués, et ce aux mêmes fins et pour une autre période de cinq (5) ans, le tout à leurs frais.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1010/10/99 - Autorisation à Maison Habit-Action – Installation d'un chapiteau

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Maison Habit-Action à installer un chapiteau sur le terrain du 655 rue Lindsay pour une nuit de vigile pour les jeunes sans abris, le 28 octobre 1999, soit dans la nuit du jeudi au vendredi.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1011/10/99 - Appui aux démarches entreprises par la Coalition pour le renouvellement des infrastructures du Québec

Considérant que les infrastructures publiques, qu'elles soient municipales, provinciales ou fédérales, sont essentielles à une bonne qualité de vie, en assurant l'approvisionnement en eau, en matières premières, et en permettant aux personnes et aux biens de circuler librement;

Considérant que la qualité de vie de nos citoyens et l'assise économique de nos entreprises reposent sur la qualité de ces infrastructures;

Considérant que le Québec a accumulé un retard important dans l'entretien et le renouvellement de bon nombre de ses infrastructures publiques: rues, routes, autoroutes, systèmes d'aqueduc, canalisation d'égouts, stations de pompage, équipements de traitement de l'eau, etc.;

Considérant qu'un bon nombre de ces infrastructures requièrent des travaux urgents de réfection et d'entretien;

Considérant qu'attendre davantage pour investir dans les infrastructures publiques fera grimper rapidement les coûts;

Considérant que tous les paliers de gouvernement doivent s'impliquer dans le financement de ce patrimoine collectif;

Considérant qu'un nouveau programme conjoint long terme (fédéral-provincial-municipal) de renouvellement des infrastructures permettrait de régler cet important problème de société;

Considérant que parmi tous les besoins qui s'expriment avec légitimité de nos jours, l'investissement dans nos infrastructures publiques mérite de figurer au premier rang;

Considérant qu'un regroupement d'une vingtaine de partenaires, composé d'organismes de tous les secteurs d'activités de la société québécoise, a décidé d'unir ses efforts afin de convaincre les gouvernements fédéral et provincial à mettre sur pied un nouveau programme conjoint de réfection des infrastructures municipales et routières dès l'an 2000, formant sur ce sujet une "Coalition pour le renouvellement des infrastructures du Québec";

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville:

® appuie les démarches entreprises par la Coalition pour le renouvellement des infrastructures du Québec auprès des gouvernements provincial et fédéral afin que ces derniers participent à un nouveau programme conjoint fédéral-provincial-municipal de long terme destiné à améliorer l'état des infrastructures municipales et routières dès l'an 2000;

® appuie sans réserve la proposition de programme mise de l'avant par la Coalition dans son mémoire;

® transmette copie de la présente résolution aux personnes suivantes:

- M. Lucien Bouchard, premier ministre du Québec;
- M. Jean Chrétien, premier ministre du Canada;
- M. Gilles Vaillancourt, président de la Coalition;
- M. Mario Laframboise, président de l'U.M.Q.;
- M. Normand Jutras, député provincial;
- Mme Pauline Picard, députée fédérale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1012/10/99 - Convention d'adhésion au service AccèsD – Caisse populaire Desjardins de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu:

® que la Ville de Drummondville adhère au service AccèsD Affaires ainsi qu'aux sous-services définis au formulaire "AccèsD Affaires – Dossier entreprise" offerts par la Caisse populaire Desjardins de Drummondville;

® que la convention d'adhésion et les autres documents requis ou utiles au service AccèsD Affaires s'appliquent nonobstant toute convention relative au fonctionnement des folios et des comptes, toute résolution relative aux opérations, aux signatures ou tout autre document de même nature en possession de la caisse où le ou les folios et comptes sont détenus;

® que M. Yvan Morin, assistant-trésorier, soit désigné administrateur principal aux fins d'utilisation du service AccèsD Affaires et qu'il soit investi de tous les pouvoirs nécessaires à cette fin;

® que MM. Gilles Bélisle, trésorier, et Yvan Morin, assistant-trésorier, soient autorisés à signer, pour et nom de la Ville de Drummondville, toute convention d'adhésion et tout autre document requis ou utile à cette fin;

® que la ou les personnes mentionnées ci-dessus soient autorisées, au nom de la Ville de Drummondville, à apporter en tout temps des modifications à la convention d'adhésion et à tout autre document relatif au service AccèsD Affaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1013/10/99 - Intégration de folios au service AccèsD Affaires et autorisation

de signatures – Entente Accès D

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu:

® que la Ville de Drummondville consente à ce que le ou les folios qu'elle détient à la Caisse populaire Desjardins de Drummondville, soient intégrés au service AccèsD Affaires de la Ville de Drummondville;

® que les modalités de fonctionnement décrites au formulaire "AccèsD Affaires – Dossier entreprise" de la Ville de Drummondville s'appliquent nonobstant toute convention relative au fonctionnement des folios et des comptes désignés au formulaire "AccèsD Affaires – Dossier entreprise", toute résolution relative aux opérations, aux signatures ou tout autre document de même nature en possession de la caisse où le ou les folios et comptes sont détenus;

® que M. Yvan Morin, assistant-trésorier, soit désigné administrateur principal aux fins d'utilisation du service AccèsD Affaires et qu'il soit investi de tous les pouvoirs nécessaires à cette fin;

® que la Ville de Drummondville et les représentants qu'elle aura dûment désignés soient autorisés à effectuer des opérations au ou aux folios au moyen du service AccèsD Affaires, nonobstant toute convention relative au fonctionnement du ou des folios, toute résolution relative aux opérations, aux signatures ou tout autre document de même nature en possession de la caisse ou des caisses où le ou les folios et comptes sont détenus;

® que MM. Gilles Bélisle, trésorier, et Yvan Morin, assistant-trésorier, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, tout document requis ou utile pour donner plein effet aux présentes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

1014/10/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 15 h 40 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

29 novembre 1999

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 29 novembre 1999 à 16 h 00, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1064/11/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1065/11/99 - Autorisation de procéder à la vente pour taxes d'immeubles

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la greffière soit autorisée à procéder à la vente pour taxes de certains immeubles, à savoir les immeubles portant les matricules numéros:

7985-09-9424-0 – Rue Lemaire
8083-53-1522-0 – Rue Marier
8083-64-1652-0 – Rue Marier
8083-64-3170-0 – Rue 167-36

8083-64-4689-0 – Rue 168-36

8083-76-3306-0 – Rue 167-36
8083-86-0664-0 – Rue Cormier
8579-17-4690-0 – Rue Laforest
8680-31-3787-0 – P. 109 Wickham

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1066/11/99 - Autorisation à la compagnie Les Immeubles Brimel (1990) inc. – Cession d'une partie de terrain

Considérant que la Ville de Drummondville a consenti, par sa résolution 569/6/99, à vendre une partie des lots 166D et 167 du cadastre du Canton de Grantham à Les Immeubles Brimel (1990) inc.;

Considérant que l'acte de vente prévoit des conditions spéciales, notamment en ce qui touche l'interdiction de revendre une partie de terrain non construite à quiconque d'autre qu'à la Ville de Drummondville;

Considérant que la compagnie Les Immeubles Brimel (1990) inc. désire se départir d'une lisière de terrain en faveur de Aciers Drummond inc.;

Considérant que la compagnie Les Immeubles Brimel (1990) inc. se portera acquéreur du terrain et de la bâtisse, propriétés de Aciers Drummond inc.;

Considérant que la compagnie Les Immeubles Brimel (1990) inc. s'engage à ériger un édifice industriel d'une superficie de 2 524,27 mètres carrés;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville consente à ce que la compagnie Les Immeubles Brimel (1990) inc. cède une lisière de terrain faisant partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham à Aciers Drummond inc., et ce aux conditions suivantes:

- même prix que celui payé;
- maintien et respect des conditions spécifiées au paragraphe conditions spéciales.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1067/11/99 - Appui au projet déposé par le Club de Voile de Drummondville inc. – Programme des Partenariats du Millénaire du Canada 2000

Considérant que la Ville de Drummondville a pris connaissance du projet d'aménagement d'une plage publique;

Considérant que la Ville de Drummondville partage l'objectif du projet, soit de rendre accessible à la population une ressource naturelle importante, la rivière St-François;

Considérant que la Ville de Drummondville accepte de s'impliquer et de travailler en partenariat avec le Club de Voile de Drummondville inc.;

Considérant que le Programme des Partenariats du Millénaire du Canada 2000 vise à favoriser un environnement durable et à mettre en valeur de nouveaux moyens de montrer le respect de la population pour la nature, tout en conservant un statut d'économie de pointe;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville appuie le projet déposé par le Club de Voile de Drummondville inc. dans le cadre du Programme des Partenariats du Millénaire du Canada

2000 et s'engage à défrayer la portion des coûts du projet non couverte par le programme de subvention.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1068/11/99 - Avis de motion d'un règlement – Modification no 2 à l'entente portant sur l'établissement d'une Cour municipale commune

La conseillère Céline Trottier donne avis de motion d'un règlement (2796) modifiant le règlement numéro 2485 et amendement concernant la conclusion d'une entente portant sur l'établissement d'une Cour municipale commune.

1069/11/99 - Entente avec la Croix-Rouge canadienne – Services aux sinistrés

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec la Croix-Rouge canadienne relative aux services aux sinistrés dans le cas de mesure d'urgence ou de sinistre de petit envergure.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

1070/11/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 16 h 05 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

13 décembre 1999

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 13 décembre 1999 à 19 h 30, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Gilles Fontaine
Mario Jacques (absence motivée)
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1136/12/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1137/12/99 - Autorisation au Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste – Tenue d'une parade de Noël

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Communautaire Récréatif St-Jean-Baptiste à tenir une parade de Noël le 19 décembre 1999, le tout suivant un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1138/12/99 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour l'immeuble situé au 160 boulevard St-Joseph – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 160 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement d'un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de deux cent treize mètres carrés (213 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'agrandissement s'effectuent en majeure partie dans le prolongement des murs existants, soit dans la cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE ledit agrandissement sera situé à environ quatre-vingt-cinq mètres (85 m) de l'emprise du boulevard St-Joseph et que celui-ci sera peu visible de cette voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs choisis sont les mêmes que ceux se retrouvant actuellement sur le bâtiment, soit un bloc de maçonnerie peint en blanc sur la portion inférieure du mur et un bandeau d'acier pré-peint bleu pour la partie supérieure du même mur du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration s'inscrit en continuité avec celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement du bâtiment, la hauteur et le type de toiture sont compatibles avec l'existant;

CONSIDÉRANT QUE cet ajout volumétrique respecte le gabarit du bâtiment existant et s'harmonise avec celui des bâtiments environnants;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que ci-dessus mentionné) pour le bâtiment situé au 160 du boulevard St-Joseph, et ce conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1139/12/99 - Autorisation à GDG Environnement ltée – Programme de contrôle des mouches noires pour l'année 2000

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville autorise GDG Environnement ltée à présenter au ministère de l'Environnement une demande de certificat d'autorisation pour la réalisation d'un programme de contrôle des mouches noires dans la municipalité de Drummondville pour l'année 2000. Cette autorisation n'engage en rien la responsabilité de la Ville de Drummondville quant à un éventuel octroi de contrat suite à un appel de soumissions.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

1140/12/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 35 .

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

21 décembre 1998

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 21 décembre 1998 à 19 h 30, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1019/12/98 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Discours sur le budget 1999

Madame la mairesse prononce le discours sur le budget 1999 et le programme triennal d'immobilisations pour les années 1999/2000/2001.

Ce texte est annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Par la suite, Madame la mairesse invite le conseiller Jean-Guy Spénard, président du Comité des finances, à élaborer sur le budget 1999.

M. Jean-Guy Spénard explique les différents écarts entre les revenus escomptés et les dépenses prévues pour les différents services.

Une copie du discours de M. Spénard est annexée au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

1020/12/98 - Adoption du budget 1999

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que le budget de l'année 1999 prévoyant des dépenses et des revenus de l'ordre de 43 950 000 $ soit adopté et que le document explicatif de ce budget soit annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Un document explicatif du budget 1999 sera publié dans un journal local et/ou distribué.

Le conseiller Denis Savoie aurait aimé que la Ville de Drummondville mette la priorité sur la diminution de la dette. La dette actuelle est de 55 931 000 $. Si le Conseil affectait le surplus de l'année 1998, la dette baisserait.

Le conseiller Jean-Guy Spénard soutient que la Ville affecte 65 % de son budget du Service de la dette au remboursement de capital alors qu'en 1987, seulement 35 % y était affecté, ce qui représente une nette amélioration. La dette baissera d'environ deux à trois millions de dollars en 1998.

Madame la mairesse mentionne que le montant de la dette sera connu au dépôt des états financiers et le Conseil décidera de son affectation.

Les projections sont à l'effet que la dette de l'ex-Grantham sera éteinte d'ici deux ans et celle de l'ex-Drummondville d'ici quatre ans. De plus, la Ville augmente son fonds de roulement, ce qui lui permet d'épargner les intérêts.

Madame la mairesse demande le vote.

Votent ***POUR***	Vote ***CONTRE***
Mme Estelle Demers	M. Denis Savoie
M. Guy Drouin	
M. Gilles Fontaine	
M. Mario Jacques	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Jean-Guy Spénard	
Mme Dominique Thériault	
M. Christian Tourigny	
Mme Céline Trottier	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

1021/12/98 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 1999/2000/2001

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que le programme triennal d'immobilisations pour les années 1999/2000/2001 soit adopté tel que présenté dans un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Un document explicatif du programme triennal d'immobilisations pour les années 1999/2000/2001 sera publié dans un journal local et/ou distribué.

La conseillère Estelle Demers tient à préciser que le projet de rénovation de l'Hôtel de Ville devra faire l'objet de discussions et que la population aura à se prononcer.

Madame la mairesse rappelle que tous les projets sont décidés par le Conseil.

Madame la mairesse demande le vote.

Tous les élus présents votent en faveur du programme triennal d'immobilisations.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Intervenant: **M. André Verrier**

M. André Verrier demande à la mairesse de préciser le montant de la dette affecté à l'ensemble de la population et celui assumé par les différents secteurs.

Madame la mairesse précise que lors du dépôt des états financiers, la dette affectée à chacun est bien identifiée. Des villes n'acceptent pas les taxes de secteurs, les promoteurs doivent assumer tous les coûts et les inclure dans leur prix de vente.

M. Verrier souhaite également que la Ville continue de procéder comme elle le fait au niveau de la taxe de secteur, soit de répartir sur quelques années le paiement des infrastructures.

La conseillère Estelle Demers déclare qu'elle s'est toujours fait le défenseur de l'étalement pour les travaux de secteur, et ce afin de favoriser le développement.

1022/12/98 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 25.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

20 décembre 1999

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 20 décembre 1999 à 19 h 30, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
Mme Sonia Roux, urbaniste intermédiaire

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1141/12/99 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Discours sur le budget 2000

Madame la mairesse prononce le discours sur le budget 2000 et le programme triennal d'immobilisations pour les années 2000/2001/2002.

Ce texte est annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Par la suite, Madame la mairesse invite le conseiller Gilles Fontaine, membre du Comité Finance, à élaborer sur le budget 2000.

Le conseiller Gilles Fontaine résume les différents pourcentages affectés aux dépenses 2000 comparativement à 1999.

1142/12/99 - Adoption du budget 2000

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le budget de l'année 2000 prévoyant des dépenses et des revenus de l'ordre de 44 750 000 $ soit adopté et que le document explicatif de ce budget soit annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Un document explicatif du budget 2000 sera publié dans un journal local et/ou distribué.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1143/12/99 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2000/2001/2002

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le programme triennal d'immobilisations pour les années 2000/2001/2002 soit adopté tel que présenté dans un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Un document explicatif du programme triennal d'immobilisations pour les années 2000/2001/2002 sera publié dans un journal local et/ou distribué.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

1144/12/99 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 45.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.